

En Rhodésie
M. Mugabe va former
un gouvernement
de large front national.
LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Argente, 1,20 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique, 15 f. ; Canada, 5 d. ; Côte d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,50 kr. ; Espagne, 60 pes. ; Grèce, 40 dr. ; Irlande, 125 ir. ; Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 15 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,20 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 150 F CFA ; Suisse, 3,50 fr. ; Tchécoslovaquie, 20 din. ; U.S.A., 95 cts. ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4297 22 PARIS
Tél. 246-72-23

Nouvel échec des Neuf sur la politique agricole

Revers

Le revers subi par la France à Bruxelles s'explique en partie par des erreurs tactiques. L'équipe française de négociation n'a pas su tirer profit de la compréhension que manifestaient pour ses thèses plusieurs des Neuf, en tête desquels l'Allemagne et les Pays-Bas. Elle s'est laissée isoler par M. Walker, le ministre britannique, indéniablement plus habile. Sur le fond des choses, les tords sont partagés. Les Britanniques, c'est le moins qu'on puisse dire, n'ont rien fait pour aider à régler la « guerre du mouton ». La décision de la Cour de Justice de Luxembourg enjoignant la France d'environner ses frontières aux importations de mouton britannique place Paris dans une situation embarrassante. En l'absence d'une organisation commune de marché, absence due à une défaillance du conseil des ministres des Neuf, il risque d'en résulter, si Paris obtient, une chute de revenu brutale pour les éleveurs français. D'où l'idée de mesures de transition financières partiellement par la C.E.E. De tels arrangements politiques constituent la raison d'être de la Communauté.

Les Anglais ont refusé de s'y prêter parce que leur objectif est de ne pas aider la France, mais de l'affaiblir en vue du grand débat de printemps sur l'agriculture, d'une part, et la réduction de leur « contribution nette » au budget communautaire, d'autre part. Les deux affaires sont liées. Compte tenu de l'épuisement des ressources communautaires disponibles, satisfaction ne peut être donnée à Mme Thatcher, dont les demandes sont considérables, que si les dépenses agricoles sont très sensiblement réduites. Les conséquences d'une telle politique de la hache, qui n'aurait plus grand-chose à voir avec une réforme rationnelle des règles de l'Europe verte, ne pourraient être que contraires aux intérêts de la France.

Compte tenu de l'importance de l'enjeu et de l'éloignement des positions en présence, un accord semble improbable. Au conseil européen de Bruxelles les 31 mars et 1^{er} avril, Mme Thatcher se déclarera mécontente ; mais, sans doute, comme au conseil européen de Dublin en novembre, elle marquera des points... dans la perspective d'un règlement satisfaisant pour elle à Venise en juin. La contribution nette du Royaume-Uni au budget européen situera en 1980, prévoit-on, entre 1,5 et 1,8 milliard d'unités de compte européennes (8,7 à 10,4 milliards de francs). Le premier ministre britannique entend qu'elle soit ramenée à un niveau qui ne dépasse pas celui de la France : 350 millions d'unités de compte. Mme Thatcher considère non sans raison qu'elle a obtenu à Dublin de réduire d'environ 500 millions d'unités de compte ses versements au budget européen.

Actuellement, ses fonctionnaires mettent au point avec la Commission de Bruxelles — qui n'a reçu aucun mandat à cette fin, mais qui s'en moque — des projets précis afin d'augmenter les dépenses communautaires au Royaume-Uni. Jusqu'où arrivera-t-elle ? Huit cents millions, 1 milliard d'unités de compte ? Ses objectifs sont simples : récupérer ce qu'elle verse à la C.E.E. Sa réussite probable, car elle exploite avec fermeté une situation favorable, signifierait l'abandon de la solidarité communautaire, de ce qui, jusqu'ici, a fait l'originalité de la construction européenne. La Communauté devenant un simple Marché commun, l'objectif constant depuis le début des années 50 de la diplomatie britannique serait alors atteint. Qui s'opposera à ce dessein ? Seule l'entente déterminée de l'Allemagne et de la France pourrait permettre une résistance efficace.

Pour la première fois depuis 1975

LE ROI HASSAN II S'EST RENDU AU SAHARA OCCIDENTAL

(Lire page 40.)

La position française paraît affaiblie avant le sommet du 31 mars

Trois dossiers ouverts à Bruxelles. Trois échecs. Les ministres de l'agriculture des Neuf se sont séparés, mardi 4 mars, après deux jours de discussions, sans avoir trouvé de solution à la « guerre » franco-britannique du mouton. Les ministres ont, en outre, rejeté les propositions de la Commission visant à réduire les dépenses de soutien de la production laitière. Quant aux contingents de production sucrière pour la campagne 1980-1981, ils n'ont pas donné lieu à accord. Ces questions sont renvoyées au prochain conseil agricole des 26, 27 et 28 mars, mais il est probable que les ministres préféreront décaler les problèmes les plus litigieux au « sommet » européen des 31 mars et 1^{er} avril.

Faute d'avoir saisi l'occasion du compromis proposé par Bruxelles sur le dossier du mouton, la France risque d'aborder en position de faiblesse ce débat de printemps, qui portera sur la fixation des prix agricoles européens et le problème de la contribution française au budget de la C.E.E. Pour les partenaires de la France, le compromis sur le mouton suggéré par M. Gundelach, M. Michel Fau, président du Centre national des jeunes agriculteurs, estime « scandaleux d'acheter les éleveurs français pour qu'ils se taisent ». Le leader du C.N.J.A. estime qu'il n'est pas exclu qu'on aille jusqu'à la rupture des négociations entre les Neuf, le ministre de l'agriculture ayant, selon lui, reçu des ordres précis de l'Elysée.

(Lire page 34 l'article de PHILIPPE LEMAITRE.)

L'EUROPE DÉLAISSÉE

par ALFRED GROSSER

Il y avait déjà l'attitude de Mrs Thatcher. Mais elle n'était pas tellement originale. La nouvelle attitude de notre présidente française, qui se traduit par une position de non-alignement, est cependant une nouveauté. Elle est née de la fin de la guerre, en effet, la Grande-Bretagne et la France ont en général donné deux réponses différentes à la question que chacun des deux pays se posait à lui-même : « Comment puis-je exercer une influence mondiale, alors qu'on fond le sang bien que je ne suis plus une puissance mondiale ? »

Pendant un quart de siècle, la réponse britannique a été : « En exerçant une influence particulière sur l'un des deux seuls vrais Grands ». Non que la politique du special relationship ait jamais beaucoup rapporté, mais on y tenait. Puis est venu M. Heath et sa volonté de faire vraiment entrer la Grande-Bretagne dans l'Europe. Il a eu pour successeurs, de 1974 à 1979, deux premiers ministres travaillistes ne tenant ni à l'une ni à l'autre politique, l'évolution interne de leur pays constituant leur préoccupation presque unique. Avec Mrs Thatcher, on revient au désir des relations spéciales avec les Etats-Unis, ce qui sans doute explique, plus que le caractère décisif du chef de gouvernement, le soutien total accordé à la politique américaine.

Côté français, l'idée était de constituer une Europe dans laquelle la France seule a voulu exercer une influence mondiale. La puissance matérielle de l'Europe servirait ainsi de support à la voix de la France. Si la porte à tout de même été ouverte à la Grande-Bretagne, c'est en grande partie parce qu'une nouvelle crainte était née, face à la puissance économique et militaire allemande, vers le fin de 1968.

Mais l'idée d'une Europe forte était maintenue, même si on ne la considérait comme vraiment européenne que lorsqu'elle adoptait les positions préconisées par Paris. La formule de Georges Pompidou, alors qu'il était premier ministre, était claire : « La France doit jouer le rôle de l'Europe », seule si nécessaire !

(Lire la suite page 7.)

Martinique, l'île écorchée

L'appel au respect de « l'ordre public » lancé, lundi 3 mars, à Fort-de-France, par M. Paul Dijoud (« le Monde » du 5 mars) est vivement commenté par « l'Humanité » du mercredi 5 mars. Le quotidien du P.C.F. estime que l'avertissement du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM constitue « un véritable rappel à l'ordre colonial ».

Avant de quitter la Martinique pour se rendre en Guyane, M. Dijoud a précisé que le gouvernement se serait amené « dans les jours qui viennent » à « faire comprendre à tous les

Martiniquais que, dans un département français, la loi doit être respectée et appliquée par tous avec rigueur ».

Le secrétaire d'Etat a, en effet, arrêté un « plan » de « reprise en main » — dont l'enquête que nous commençons à publier précisera les grandes lignes — visant à riposter aux autonomistes et aux indépendantistes, qui trouvent dans les difficultés économiques et sociales de l'île un terrain favorable au développement de leurs activités politiques.

I. — Le « crime parfait »...

De notre envoyé spécial
ALAIN ROLLAT

Fort-de-France. — On l'imagine assis au pied d'un flamboyant, faisant la leçon de philosophie à des adolescents. Ou bien déclamant des poèmes entre les hibiscus et les bougainvilliers du jardin de la Savane, planté en bordure de la baie des Flamands. Et on est un peu surpris de le rencontrer dans cette pièce exigüe et triste qui lui sert de bureau à l'étage aéré de cette vieille bâtisse coloniale aux murs blancs et aux volets verts qu'est l'hôtel de ville de Fort-de-France.

Mais il suffit qu'Aimé Césaire

commence à parler, de sa voix calme, que ses sourires élargissent doucement son visage grave, que son regard pénétrant devienne

(1) Préface de Cahier d'un retour au pays natal. Présence africaine.

lunettes cerclées d'or, puis, soudain, que tout son être se mette à vibrer, mû par quelque volcan intérieur, pour comprendre la fascination qu'exerce sur les Martiniquais cet homme dont André Breton disait avec admiration : « C'est la coupe humaine portée à son point de plus grand bouillonnement » (1).

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Intérêts

Jouant sur les mots, le président de la République nous a dit ne pas avoir parlé de l'indétermination des Palestiniens par intérêt mais seulement par nom de l'intérêt de la France.

En fait, si nous prenons, et même portons, intérêt à ce problème, c'est parce qu'il y va de l'intérêt supérieur de notre pays, lequel rejoint, pour une fois, l'intérêt général.

Mais il est vrai aussi que ces mariages d'intérêt avec les pays producteurs, au-delà du simple témoignage d'intérêt, nous font espérer toucher des intérêts sur cet or noir qu'est le pétrole.

Si bien que le président aurait pu, et cela n'aurait pas été sans intérêt, nous avouer que, en essayant d'éveiller l'intérêt des Emirats, il tentait d'écrire une page d'histoire pleine d'intérêt.

MICHEL CASTE.

BOURDET, MARÉCHAL, VITEZ

Théâtres aux portes de Paris

Trois spectacles importants commencent en même temps dans la périphérie parisienne : le Salamandre descend du Nord et s'installe à Saint-Denis avec « Attention ou travail » (« le Monde » du 12 avril 1979). Marcel Maréchal monte de Marseille avec « l'Opéra parlé », de son auteur-jumeau : Audibert, Antoine Vitez inaugure la nouvelle salle des quartiers d'Ivry avec « le Revizor ».

Cette salle, il l'a attendue deux ans, mais, enfin, elle est prête, alors que Gildas Bourdet et ses comédiens sont relégués dans un vieux cinéma de Tourcoing, pittoresque mais peu pratique, malgré le succès public et critique qui s'attache à leurs productions, depuis « Jean-Baptiste Poquelin » jusqu'à « Britannicus », en passant par « Martin Eden » et cet « Attention ou travail » prix Georges-Lermé-1979.

Quant à Marcel Maréchal, il o

été établi à Marseille un score éblouissant : à son arrivée en 1975, il y avait ou Centre dramatique du Sud-Est six cents abonnés et soixante-dix mille spectateurs ; il y a eu, pour la saison 1978-1979, treize mille abonnés et cent vingt mille spectateurs. Cinq cent cinquante-cinq responsables de collectivités constituent des relais qui touchent cent cinquante-trois entreprises, deux cents dix-huit établissements scolaires, une cinquantaine d'associations, une certaine de groupes. La municipalité de Marseille aménage un nouveau théâtre... Le ministre tiendra-t-il sa promesse écrite de participer aux frais de fonctionnement ? Suspense. La récente mésaventure de Guy Rétoré ou TEP, qui o u la promesse d'une salle neuve transformée en proposition d'aménager l'ancienne, ne porte pas à l'optimisme. — C. G.

(Lire nos articles pages 16 et 17.)

Le Monde

idées

CHINE

Droit, légalité et justice

par TSJEN TCHE-HAO (*)

LES juristes occidentaux définissent le Droit comme « un ensemble de règles imposées par une contrainte extérieure et qui régissent les rapports des hommes vivant en société ». Les marxistes préfèrent dire que le Droit est « un instrument de domination de la classe au pouvoir ». C'est l'un des moyens dont l'Etat se sert pour maintenir l'ordre social qu'il représente.

Cette dernière définition n'a jamais choqué les Chinois : il y a plus de trois mille ans, leurs philosophes disaient déjà que « la loi seconde le rite » et « le Droit seconde le gouvernement ». Et depuis plus de trois mille ans, les empereurs de Chine ont publié des codes très élaborés mais portant principalement sur le Droit pénal et le Droit administratif.

Généralement, le Droit est traduit dans et au moyen des lois. C'est le principe de la « légalité » qui s'exprime, dans le Droit pénal, par les formules « pas de crime sans loi » ou « pas de peine sans loi ». La légalité est une mesure de protection contre l'arbitraire. C'est aussi un principe stabilisateur et conservateur qui s'oppose à toutes les formes de révolution.

En Occident, le Droit et la légalité sont considérés comme des marques de progrès social. L'Etat de Droit est le summum de la perfection. Cela est encore plus

vrai en France, où les particularités du vocabulaire entraînent certaines confusions. En français, le même mot sert à désigner le Droit (avec un grand D), tel que défini plus haut, et les droits (avec un petit d) dans le sens « d'avoir le droit de ». On pense ainsi que plus le Droit sera perfectionné, plus on jouira de droits. Par ailleurs, prononcer un jugement se dit « rendre la justice », d'où il semble ressortir que Droit et justice, c'est la même chose.

Il est certain que le Droit et la légalité sont un progrès social dans la mesure où ils protègent de l'arbitraire. Cependant, l'analyse dialectique révèle qu'ils ont un double aspect. La loi peut être une interdiction (défense d'afficher), une contrainte (obligation du port de la ceinture), et elle peut aussi être mauvaise, puisqu'il faut régulièrement l'amender.

Souvent, les interdictions et les contraintes de la loi sont aussi des mesures de protection de l'ensemble des citoyens contre les abus d'une minorité (défense de voter) et elles constituent également un progrès social. Mais il arrive que le Droit ne soit qu'un outil de répression dans les mains du pouvoir en place.

Les trois Constitutions

En Occident, l'aspect répressif du Droit est bien connu. Mais les Chinois reconnaissent sans difficulté que la légalité contribue au maintien du régime politique et à la consolidation de l'infrastructure économique socialiste. Les trois Constitutions chinoises annoncent régulièrement que l'Etat chinois « réprime toute activité contre-révolutionnaire ou de trahison nationale, écarte tous les traîtres et les éléments contre-révolutionnaires et puni les nouveaux éléments bourgeois et autres mauvais éléments (1) ».

En fait, que ce soit ou non inscrit dans leur Constitution, tous les Etats du monde ont pour mission de châtier les traîtres et de punir les « mauvais éléments », c'est-à-dire les meurtriers, incendiaires, voleurs, violeurs et autres délinquants de droit commun. La Chine a au moins le mérite d'annoncer la couleur.

Une révolution s'attache toujours à détruire le Droit existant pour établir un nouveau Droit et

une nouvelle légalité. La révolution socialiste a mis en place la « légalité socialiste ». Le dépassement du Droit en tant qu'instrument de domination de la classe au pouvoir n'est prévu que pour la future société sans classe que sera le communisme. Dans la société socialiste, il n'est pas question que la classe prolétarienne en lutte contre ses ennemis se prive d'utiliser le Droit pour consolider son pouvoir prolétarien (2).

Et la Chine populaire n'a jamais négligé son Droit, comme en témoignent les nombreuses lois adoptées entre 1949 et 1966. Une résolution adoptée le 29 novembre 1979 par le comité permanent de l'Assemblée populaire nationale rappelle que ces lois restent en vigueur, et deux d'entre elles, datant de 1951, ont servi à faire condamner Wei Jingsheng (3). Le problème posé durant la révolution culturelle ne concernait pas l'utilisation mais la nature du Droit. Fallait-il perpétuer le « Droit bourgeois » ou instituer un autre Droit.

La légalité socialiste

Comme toutes les révolutions, la révolution culturelle s'en est prise à la légalité existante. Et les remous causés perturberont le fonctionnement du Droit. Afin de se mieux démarquer de la « bande des quatre », la nouvelle équipe dirigeante va s'appliquer à remettre ce Droit en place et à promouvoir sa « légalité socialiste ». Elle compte ainsi montrer à l'Occident, avec lequel elle désire commercer, que la Chine est « un Etat de droit », démocratique et policé, et qu'on peut

en toute quiétude y investir des capitaux. Curieusement, c'est au moment où la Chine légifère à tour de bras, rétablit les institutions juridiques telles que les parquets et les avocats, met l'accent sur le respect de la légalité, etc., que les Occidentaux se mettent à discuter sur « le rôle de plus en plus accessoire du Droit en Chine ». Et ceux qui, confondant le Droit, la légalité et la justice, avaient cru que le renforcement du Droit et de la légalité se tra-

duisent par une « libéralisation » de style occidental ont du mal à comprendre la sévérité du verdict qui a frappé Wei Jingsheng. Or le Droit n'est pas synonyme de justice. Il suffit de voter une nouvelle loi pour que ce qui était juste hier ne le soit plus demain et vice versa. La conception de la justice évolue elle-même selon les sociétés et les époques. Chaque régime établit son propre Droit qui n'est juste que pour lui.

Tout Droit peut être remis en question par une critique politique de l'idéologie qui inspire ce droit. Il est par conséquent absurde de prétendre apprécier un droit en partant d'une idéologie différente.

Cependant, il peut arriver qu'un Etat fasse fi de l'aspect

protecteur et démocratique du Droit et de la légalité pour ne conserver que l'instrument de répression. Il faut alors le Droit qu'il a lui-même avoué et violé sa propre légalité. Il se peut, par exemple, que les chefs d'accusation soient maquillés pour transformer en crime contre-révolutionnaire ce qui n'était qu'une critique autorisée par la loi mais gênante pour les bureaucrates incriminés. Les règles de procédure ne sont pas suivies, la défense est empêchée de s'exprimer, les huis clos sont à faire obstacle au principe de la publicité des audiences. Le principe de l'égalité des citoyens devant la loi n'est pas respecté et, comme le disent de vieux proverbes chinois : « Le préfet peut incendier mais le peuple ne peut même pas allumer une lampe à huile » ou « Les peines frappent les mouches mais ne touchent jamais au tigre ».

Un support juridique à l'arbitraire

Dans ce cas, ni l'existence ni la nature du Droit ne sont en question. Le Droit et la légalité, qui sont censés protéger les citoyens, sont détournés de leur but pour servir de support juridique à l'arbitraire. Le type de justice que le Droit et la légalité sont censés faire régner n'est plus qu'une parodie tragique. A des degrés plus ou moins graves, ce détournement du Droit et de la légalité peut se produire dans n'importe quel système si le peuple n'est pas assez puissant pour obliger les bureaucrates à respecter au moins le Droit propre au système (4).

Même démocratique, le Droit n'est pas une panacée. Il est assés de constater que partout la montée de la délinquance va de pair avec la multiplication des lois et le renforcement du Droit. Et l'on ne peut que s'interroger. Est-il obligé de légiférer plus pour réprimer la délinquance et protéger la société ou, comme le disait le philosophe chinois Laozi (Jao

Tau), cinq siècles avant J.-C., n'est-ce pas la prolifération du Droit et de la répression quelle engendre qui attise la délinquance ?

Si n'est pas une panacée, le Droit reste cependant une des meilleures formes connues de protection contre l'arbitraire. A ce titre, les efforts des actuels dirigeants chinois pour promouvoir la « légalité socialiste » sont à considérer favorablement. Mais encore faut-il voir, entre ce qui est mis dans ce Droit-là, comment ce Droit va être appliqué et à quoi il va servir.

(1) Tsien Tche-hao, *L'Empire du milieu retourne*, La Chine populaire Flammarion, Paris, 1978, 454 pages.

(2) La Justice en Chine. Des cent fleurs aux cent codes (ouvrage collectif de huit juristes français), Maspéro, Paris, 1978, 288 pages.

(3) Le Monde, 16 octobre 1979.

(4) Tsien Tche-hao, « Les systèmes de contrôle de l'administration en Chine », *Etudes et Documents*, Paris, Conseil d'Etat, 1978-1979, p. 327-354.

La vraie pensée de M. Deng Xiaoping

par HENRI LEUWEN (*)

Le Ning Bo, quotidien de Hongkong, vient de publier intégralement le texte d'un important discours prononcé récemment à Pékin par M. Deng Xiaoping, devant plus de dix mille cadres. Ce texte, qui en principe est réservé aux membres du parti, a été copié à Canton par un ressortissant de Hongkong. La presse de la colonie britannique s'accorde à lui conférer une grande importance. M. Deng Xiaoping s'exprime en effet sans détours sur la discipline des cadres. Et surtout il donne de lui-même une image extrêmement « dure », peu compatible avec la réputation de « libéral » qu'il garde encore chez certains intellectuels chinois et étrangers.

A propos du « prétendu mouvement démocratique » qui attaque ouvertement le système socialiste et les dirigeants du parti, le vice-premier ministre déclare : « Il faut mettre les soi-disant dissidents dans le même sac et les considérer comme une force de destruction, qui peut créer des troubles et des dégâts considérables. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé l'année dernière, et c'est ce qui peut encore se produire... »

La lutte des classes continue. Il y a des gens qui disent : « Quelle lutte des classes, puisque les classes exploitantes ont disparu ? » En bien, la lutte des classes, nous la menons à présent contre les éléments destructeurs de la société. (...) Il ne faut absolument pas permettre une quelconque liberté d'association, de réunion, de publication pour ceux qui véhiculent une propagande contre-révolutionnaire. Pas question non plus d'avoir des relations avec ces gens-là dans le dos du parti.

Il y a des membres du parti et des cadres de haut rang qui soutiennent les activités des revues secrètes clandestines. Certaines de ces revues sont fort bien imprimées.

D'où vient l'argent, le papier ? Cela, c'est une attitude extrêmement erronée, extrêmement dangereuse. Il faudra s'amender, sinon il y aura des sanctions disciplinaires dans le parti (...). Il y a des gens qui vont dire que nous revenons à une politique de restrictions, après avoir lâché la bride. Mais quand avons-nous lâché la bride ? Quand avons-nous parlé de tolérer les éléments contre-révolutionnaires ? Il faut en vérité traiter ces problèmes avec une grande sévérité. L'Etat doit absolument intervenir, et les mesures légales prises à l'égard de ce genre d'éléments doivent être très rigoureuses (...). C'est à cette condition seulement qu'un certain nombre de jeunes pourront être convenablement éduqués.

En ce qui concerne les intellectuels et les problèmes de la création artistique, M. Deng Xiaoping ne se montre guère plus libéral. Ainsi, sur le mouvement « anti-droitier » qui avait semé la terreur dans l'intelligentsia chinoise, le vice-premier ministre est catégorique (il faut se rappeler que c'est lui-même qui, en 1957, avait lancé le mouvement par un discours très dur). « Le mouvement anti-droitier était une nécessité. Il y avait alors un courant de pensée anti-socialiste et anti-parti. Si ce mouvement n'eut un dénouement, c'est pour M. Deng Xiaoping, celui d'avoir été trop peu sélectif, d'avoir égaré tous les intellectuels. La création artistique reste, pour M. Deng, liée à la politique du parti.

Au moment où on assiste à un nouvel engouement pour la Chine « libérale », ce rappel à l'ordre doit faire réfléchir ces « gens des pays capitalistes » dont M. Deng estime que l'absence d'un idéal commun « constitue » leur point faible dans la lutte contre l'hégémonie soviétique.

(*) Collaborateur du Monde à Hongkong.

Le pari

par BERNARD LALANDE (*)

CHACUN fois que les responsables chinois donnent à la politique de leur pays un coup de barre — est-ce d'ailleurs à droite ou à gauche ? — nous sommes inquiets et désemparés. Il est certain qu'il est quasi impossible d'y voir tout à fait clair. Remarquons d'abord que nous ne sommes guère renseignés que par les promotions et par les destitutions de personnes, ce qui est une lumière bien indirecte. Cela veut sûrement dire, superficiellement, qu'on peut envisager ces tournants politiques comme les effets de rivalités de clans. Quel est de par le monde l'homme d'Etat qui ne cherche pas à mettre en place autour de lui les gens sûrs de sa propre équipe ?

L'éternel problème pour les observateurs est de savoir si la Chine se libérise ou non, au sens qu'a ce mot dans les démocraties bourgeoises occidentales. Il est probable que cette question n'a pas grand sens en Chine. Dans la conjoncture présente, on ne parle guère que de M. Deng Xiaoping, et l'on oublie le président Hua, qui a l'air de rester volontairement dans l'ombre. En tout cas, ni l'un ni l'autre ne sont des « libéraux », je l'ai toujours pensé. Chou En-lai ne l'était pas davantage.

Deux phénomènes

Cette notion de « libéralisation » recouvre, pour nous, quand nous parlons de la Chine, deux phénomènes distincts, quoique liés en profondeur. D'abord, il s'agit de la liberté des rapports entre Chinois et non-Chinois ; ensuite, il s'agit de la liberté pour un Chinois d'avoir une opinion et de la communiquer. Ce que je crois, c'est que la tandem Hua Guofeng - Deng Xiaoping n'attache pas vraiment d'importance à ces deux questions. L'essentiel, pour eux, est de mettre en œuvre les « quatre modernisations » et de trouver les hommes et les femmes efficaces pour y arriver. Et s'il faut alors accorder des libertés, pourquoi non ?

Mais, en fait, les dirigeants actuels de la Chine sont contraints à ce à quoi nous assistons, et que nous considérons comme une double fermeture. Ils y sont contraints par une nécessité organique, si j'ose dire, et par le poids de l'opinion chinoise. Je crois qu'aucun non-Chinois ne peut savoir ce que pensent les masses rurales de l'immense sous-continent ; les Chinois le savent-ils eux-mêmes ? Or, mis

à part les jeunes instruits, certains signes m'ont amené à penser que la majorité des habitants des villes, s'ils sont d'âge mûr, craignent les contacts avec l'étranger. Voilà des millions de gens qui la Chine a vécu en vase clos. Beaucoup de gens se demandent si elle resterait la Chine du jour où elle serait adulterée par les barbares ; et il est probable que, à Shanghai, on est plus effrayé qu'ailleurs à ce sujet, parce qu'on n'y a pas conservé bien bon souvenir des contacts qu'on a eus avec les Occidentaux, au temps des concessions. Je reste convaincu que si la Chine tend aujourd'hui à se refermer sur elle-même, après la tentative d'ouverture voulue par le gouvernement, il y a un peu plus d'un an, les dirigeants ne sont pas les instigateurs de cette nouvelle orientation.

Reste, à usage interne, la liberté d'afficher des dazibao et de publier des journaux non officiels : car on ne peut dire journaux clandestins puisqu'ils sont imprimés. Il nous faut bien comprendre que le gouvernement

(*) Ancien chargé de mission pédagogique en Chine.

chinois, dans l'état présent des choses, ne peut admettre que soit remise en cause l'action du parti. Dans un pays qui n'a pas d'autre encadrement que la hiérarchie des responsables communistes — si médiocre et si petitement tyrannique que soit cet encadrement, — on ne peut se passer de la seule courroie

Briser des contraintes

Que le président Hua et M. Deng Xiaoping sachent que les quatre modernisations ne se feront pas sans entraîner le besoin dans la Chine de demain de briser certaines contraintes, cela me paraît évident, et je crois que cela leur est égal, du jour où se sera possible.

Pour nous, conservons notre sang-froid quand on annonce un bouleversement dans l'appareil de l'autorité à Pékin. Obstinément, les hommes au pouvoir en Chine reprennent après tant d'années d'engagement un vieux rêve qui a dû être celui de Chou En-lai : créer un encadrement qui serait d'une part idéologiquement sûr, d'autre part techniquement compétent et efficace. Le pari, difficile à gagner,

de transmission qui soit en place : c'est le protestant Henri IV cherchant, pour gouverner et pour administrer, l'appui des jésuites et du clergé catholique, car les limitations draconiennes à la liberté d'expression : il est permis de pencher pour telle ou telle forme de socialisme, à condition toutefois que ce soit un socialisme pris en main par un parti organisé.

Entre Grèce et Orient
à bord d'ANDREA C
12 jours à partir de 4.520 F.
au départ de Venise
Italie-Grèce-Turquie-Yougoslavie
14 départs de Mai à Octobre

CROISIÈRES
PAQUET

Le N° 1 de la Croisière en France
Agent général de Côte d'Azur

Renseignez-vous vite chez votre Agent de Voyages.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75477 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 4287-53

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
114 F 226 F 422 F 545 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
260 F 520 F 990 F 1.260 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
263 F 525 F 990 F 1.260 F
II. - SUISSE - TURQUIE
250 F 500 F 950 F 1.200 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les semaines du mois) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الأصل

LE PROBLÈME PALESTINIEN ET LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT

ACHEVANT A ABOU-DHABI SON VOYAGE DANS LE GOLFE

M. Giscard d'Estaing a éveillé l'intérêt de ses hôtes pour le « trilogue » entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe

Doha (Qatar). — Le président de la République a commencé, ce mercredi 5 mars, à Abou-Dhabi, la dernière étape de son voyage dans les Emirats du Golfe. Il se rendra, comme il l'a fait les jours précédents à Doha, Manama et Koweït, que les Palestiniens ont le droit de déterminer leur avenir.

Dans le communiqué de sa visite à Qatar, publié ce mercredi matin, le leit-motiv politique de ce voyage est exprimé comme suit : « Après que chacune des parties ait exposé sa position connue sur la crise du Moyen-Orient, elles sont convenues qu'un règlement juste et durable doit reposer sur les résolutions des Nations unies, qui préconisent notamment le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967.

Elles ont souligné qu'il importe de reconnaître la véritable nature du problème palestinien, qui est au centre de la crise du Moyen-Orient et que l'on doit considérer non comme un problème de réfugiés, mais comme celui d'un peuple qui aspire légitimement à constituer une nation. Ce peuple, comme tous les peuples, doit avoir le droit d'être maître de son destin et d'autodétermination dans le cadre du règlement de paix global.

M. Giscard d'Estaing répète aussi, comme il l'a fait mercredi devant les Français du Qatar, que « la France ne conduit pas une politique pour des intérêts, mais au nom de grands principes » parmi lesquels il a cité son attachement à la liberté. C'est une

De notre envoyé spécial

réponse à ceux qui se scandalisent que la liberté de décider de leur sort puisse être accordée aux Palestiniens.

Dans l'entourage du président de la République, on souligne à propos des réactions contradictoires suscitées par sa prise de position, d'une part qu'elle n'est nullement anti-Israélienne puisque l'autodétermination ne doit pas s'appliquer aux territoires de l'Etat d'Israël proprement dits mais uniquement aux territoires occupés (c'est ce qui signifie le rappel constant de « la position française connue ») ; d'autre part qu'elle n'est pas différente de celle qui vient d'être exprimée par l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne.

Il ne semble pas que, sur ce sujet, M. Giscard d'Estaing ira plus loin pendant les deux jours qu'il passe encore au Qatar. Mais il se réserve d'exposer plus complètement sa politique au Proche-Orient samedi soir à Amman, au cours du dîner qu'il offrira en son honneur au roi de Jordanie. Sans doute mentionnera-t-il alors le rôle qu'à son avis doit jouer dans le règlement d'ensemble au Proche-Orient l'O.L.P., qu'il considère comme la plus représentative des organisations palestiniennes.

Pour le reste, le communiqué franco-qatari répète la condam-

nation de l'intervention soviétique en Afghanistan et la conviction que la stabilité et la sécurité de la région du Golfe sont vitales « pour l'équilibre et la sécurité du monde ».

Des besoins complémentaires

Au cours de ce voyage, M. Giscard d'Estaing a marqué des points à propos de deux projets : 1) Le « trilogue », pour lequel l'émir du Qatar a exprimé « son intérêt ». M. Giscard d'Estaing espère, semble-t-il, qu'en 1981 pourra se réunir un conseil des principaux pays européens arabes et africains, pour aboutir à une sorte de charte de la coopération économique, culturelle et politique entre partenaires dont les moyens technologiques et financiers et les besoins sont complémentaires.

Un tel document serait présenté comme une contribution au dialogue Nord-Sud qui, à l'échelle mondiale, est dans l'impasse. 2) Le projet de dialogue tendant à établir des liens contractuels entre les pays de l'Europe des Neuf et ceux du Golfe à travers des échanges commerciaux et culturels. Or le gouvernement de Bagdad dont l'orientation politique est plus radicale que celle des Emirats, tient beaucoup jusqu'ici à ce que l'ordre du jour de ce dialogue englobe les problèmes politiques et traite du conflit israélo-arabe. Ce que les Européens refusent. Reste à savoir si une position européenne plus explicite en faveur de l'autodétermination des Palestiniens ne permettrait pas de contourner l'obstacle.

En ce qui concerne les relations entre la France et le Qatar, le voyage de M. Giscard d'Estaing a fait apparaître des possibilités de coopération dans l'exploitation du gaz, le dessalement de l'eau de mer et l'approvisionnement en eau. Des accords de coopération ont été signés concernant l'énergie solaire, la lutte contre la pollution marine et la coopération dans le domaine du stockage. Le Qatar fournira du pétrole à la France. Des projets sont envisagés pour l'extension de l'usine chimique franco-qatarie de Dunkerque. Enfin la France est en compétition avec le Japon pour participer à la construction d'une nouvelle raffinerie au Qatar. La coopération culturelle sera développée dans divers domaines.

M. Giscard d'Estaing a tenu à exprimer l'« amitié profonde » qui l'unit au cheikh Khalifa al Thani, émir du Qatar. Les deux hommes d'Etat se voient en effet souvent, l'émir passant plusieurs mois par an inopinément dans la région parisienne.

Si la visite éclair de M. Giscard d'Estaing n'a pas déplacé les foules, les autorités ont tout fait pour lui être agréables. Les journaux ont célébré à l'envi, en noir et en couleur, le rôle vital qu'il joue dans le monde. La télévision a appelé à la rescousse Françoise Hardy et Mirella Fichini pour un programme qui de 9 heures du matin à minuit, était, presque entièrement consacré à la France. Sans doute la musique d'accompagnement du reportage télévisé de l'arrivée présidentielle était-elle un hymne britannique (« Rule Britannia »), mais, dans ce pays où le souvenir de l'ancien colonisateur anglais est encore très fort, on peut y voir un hommage de plus.

MAURICE DELARUE.

LE REVIREMENT AMÉRICAIN AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le président Carter est la cible de vives critiques aux États-Unis et au Proche-Orient

Le président Carter est la cible de vives critiques en Israël, dans le monde arabe et aux États-Unis depuis qu'il a désavoué partiellement la résolution adoptée le 1^{er} mars par le Conseil de sécurité, laquelle condamnait les implantations juives dans les territoires occupés. Le chef de la Maison Blanche soutient que le délégué américain a été victime d'un « malentendu » et aurait dû s'abstenir de voter un texte qui inclinait Jérusalem dans ces territoires.

M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, a déclaré le mardi 4 mars qu'il « acceptait l'entière responsabilité de la bavure ». Le représentant des États-Unis à l'ONU, M. Donald McHenry, a déclaré, pour sa part, que son gouvernement avait fait preuve d'une « remarquable naïveté ». Les grandes chaînes de télévision mettent toutes l'accent sur le « manque de crédibilité » de M. Carter, tandis que les représentants d'Israël, de pays arabes, de l'O.L.P. à l'ONU ainsi que ceux des grandes organisations juives prennent à partie le chef de la Maison Blanche pour ses « incohérences » politiques.

JÉRUSALEM : une attitude « honteuse »

De notre correspondant

Jérusalem. — Les membres du gouvernement israélien n'ont pas en ma à se mettre d'accord pour « rejeter catégoriquement » la récente résolution du Conseil de sécurité sur la politique d'implantations et pour dénoncer très fortement l'approbation de ce texte par les États-Unis. Dans un communiqué publié à la fin du conseil des ministres, le 4 mars, le gouvernement qualifie de « honteuse » l'attitude américaine et semble pour cela n'avoir guère tenu compte des explications embarrassées et « confuses » fournies par la Maison Blanche et le département d'Etat. Le président Carter avait pourtant pris le soin d'adresser, au cours du conseil des ministres, un message à M. Begin en développant la thèse du « malentendu ». Ce message n'a pas beaucoup attiré la colère des dirigeants de Jérusalem.

Cependant, après un débat très houleux, les ministres ne sont pas parvenus à surmonter leurs divergences à propos de la présence juive à Hébron. Une nouvelle fois, aucune décision concrète n'a pu être prise à ce sujet, alors qu'il s'agissait du point essentiel de l'ordre du jour. La question devra être de nouveau examinée au cours de la prochaine réunion du cabinet, le 9 mars.

Plusieurs membres du gouvernement, notamment M. Weizman, ministre de la Défense, se sont opposés à l'installation de colonies dans le centre de Hébron. Ils refusent qu'Israël franchisse un nouveau pas dans le processus de colonisation et s'attire ainsi des condamnations unanimes dans le monde entier. M. Weizman, qui a eu une grave altercation sur ce point avec M. Begin, a répondu sous forme de sous-entendu que c'était l'affaire de Hébron et la position de principe prise par le gouvernement qui avaient provoqué toute l'agitation diplomatique actuelle. Une dirigeante contre Israël aux Nations unies, aux États-Unis et en Europe.

Une solution de compromis pourrait être trouvée dans les prochains jours. L'indique-t-on dans l'entourage du gouvernement. Il s'agirait d'assurer la présence juive « symbolique » dans la « ville des patriarches » et cela pourrait se traduire par la création d'un « yechiva » (séminaire) ou d'un musée d'histoire juive de l'ancien quartier juif abandonné en 1929.

Dans son communiqué qui répond à la dernière résolution du Conseil de sécurité, le gouvernement réaffirme que l'« implantation juive Eretz-Israel (la terre d'Israël) y compris la Cisjordanie » est un « droit inaliénable » et qu'il n'y a absolument aucune différence entre les quartiers de Jérusalem, cités qui ont été totalement sous souveraineté israélienne.

LE CAIRE : une reculade indigne d'un grand pays.

(De notre correspondant.)

Le Caire. La presse égyptienne n'est guère prolifique sur le sujet de la décision américaine de revenir sur son vote au Conseil de sécurité condamnant les implantations israéliennes dans les territoires occupés. Jérusalem comprise. Le ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Boutros-Ghali, s'est contenté de demander à l'ambassadeur américain au Caire, M. Albertson, le texte officiel de la déclaration annulant le vote et de déclarer : « Nous considérons les États-Unis comme liés politiquement et moralement par une décision qu'ils ont acceptée. » Les négociations en cours sur l'autonomie palestinienne, avec la participation d'un délégué égyptien, nous obligent, hélas ! à la discrétion. Mais nous n'en considérons pas moins la décision du président Carter, quels que puissent être ses motifs électoraux, comme une reculade indigne d'un grand pays », a affirmé une personnalité proche du roi avant d'ajouter : « Cela accroît le sentiment que nous ressentons en Egypte d'une administration Carter de plus en plus hésitante, fluctuante et incapable de résister au dernier qui a porté, surtout s'il s'agit d'un groupe de pression juif ou israélien. »

On se remémore dans les milieux dirigeants du Caire le précédent que fut, en quelque sorte, le communiqué américano-soviétique d'octobre 1977 qui reconnut les droits des Palestiniens, et qui fut suivi d'une rétractation de Washington à la suite d'une visite aux États-Unis du général Dayan, alors chef de la diplomatie israélienne.

FRANCIS CORNU.

ADVERSAIRE DE LA SYRIE ET DE L'O.L.P.

Le journaliste libanais Selim Laouzi a été assassiné

De notre correspondant

Beyrouth. — Enlevé il y a dix jours, le journaliste libanais Selim Laouzi, a été assassiné. Son cadavre a été retrouvé, mardi soir 3 mars, par un berger dans les bois d'Azzoun (15 kilomètres au sud de Beyrouth), mutilé à la main et au bras droit, comme si ses tortionnaires avaient voulu le punir par là où, à leur yeux, le journaliste avait péché.

L'autopsie a révélé que la mort remontait à cinq jours et avait été précédée par des tortures, probablement destinées à lui arracher des informations concernant les contacts qu'il avait eus en vue de maintenir de bons rapports entre le président Sadate et les régimes du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite.

Selim Laouzi avait été enlevé le dimanche 24 février sur la route de l'aéroport, alors que, en compagnie de son épouse, il s'apprêtait à prendre l'avion pour Londres où il réalisait et où il publiait sa revue *Al Hawadess*.

Il se rendait que rarement au Liban, et le séjour qu'il devait lui être fatal était motivé par le décès de sa mère. Sa femme et son chauffeur, enlevés en même temps que lui, avaient été rapidement relâchés. Rien n'a été révélé de l'enquête en cours.

Les locaux d'*Al Hawadess* à Beyrouth avaient été naguère l'objet de plusieurs attentats. Le frère de Selim Laouzi avait lui-même été tué et le journaliste avait alors publié un éditorial testament prédisant que lui-même serait un jour assassiné.

Très méfié à la politique pro-occidentale, Laouzi était l'un des grands journalistes arabes qui avaient accès aux chefs d'Etat : Nasser et Faysal en leur temps, et aujourd'hui le roi Khaled d'Arabie Saoudite, les émir du Golfe, le président irakien Saddam Hussein, dont il était récemment rapproché, le roi Hussein de Jordanie et le président Sadate, qui n'avait pas critiqué après le traité de paix égypto-israélien. Il avait eu maille à partir avec de nombreux régimes et attaqué avec virulence au cours des dernières années la résistance palestinienne et la Syrie.

L'O.L.P. a diffusé un communiqué affirmant qu'elle était totalement étrangère au crime. Les lieux les plus stables de Laouzi étaient ceux qu'il entretenait avec la dynastie saoudienne et ses dernières photos le montrent avec le roi Khaled et la famille royale. Le prince héritier Fahd était intervenu personnellement à Beyrouth et à Damas pour lui assurer la vie sauve, mais sans succès. Père de sept filles, marié de deux mariages successifs, Selim Laouzi était âgé de cinquante-huit ans. Il avait fait de la revue *Al Hawadess* une des premières, sinon la première, en langue arabe par son tirage et surtout par son impact politique. Patron de presse à l'ancienne, très dynamique, il en était l'animateur direct, ne se contentant pas d'en déterminer l'orientation politique, d'en superviser la rédaction, et d'en assurer la gestion, mais l'animant personnellement chaque semaine en interviews, articles et révélations confidentielles, qui ont contribué à la célébrité de la revue.

LUCIEN GEORGE.

M. Mitterrand juge la diplomatie française

« déséquilibrée »

Interrogé mercredi 5 mars au cours d'une conférence de presse sur les déclarations du président de la République relatives à l'« autodétermination » des Palestiniens, M. François Mitterrand a notamment répondu :

« Le P.S. s'en tient aux actes internationaux qui prévoient la reconnaissance de l'Etat d'Israël et le droit à la sécurité derrière des frontières sûres et reconnues (...). Les Palestiniens ont droit à une patrie ; cette patrie doit pouvoir disposer d'une entité, dont la définition doit être le résultat d'une négociation directe (...). Le droit de l'un ne doit pas être obtenu au détriment du droit de l'autre.

Dès lors que l'on oublie l'un des deux termes du problème, on déséquilibre la politique de la France.

« Il faut avoir un seul langage : dans les pays arabes, j'ai plaidé pour que les Palestiniens abandonnent l'idée de détruire Israël. En Israël, j'ai demandé aux Israéliens d'accepter l'idée d'un Etat palestinien (...). La France semble jouer successivement d'actions diplomatiques séparées qui la condamnent au double langage. On ne peut parler d'autodétermination des Palestiniens sans rappeler le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. »

Londres rivalise avec Paris

dans les ventes d'armes aux pays du Golfe

Londres (A.F.P., Reuters). — La Grande-Bretagne a apporté, le mardi 4 mars, son soutien à la prise de position française en faveur du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Le communiqué commun franco-koweïtien, publié lundi au Koweït, est en accord avec les positions qui sont les nôtres et dont nous avons discuté avec nos partenaires de la Communauté européenne », a déclaré, mardi, un porte-parole du Foreign Office, ajoutant : « Toute solution doit reconnaître que les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination dans le cadre d'un règlement négocié. »

Il n'en reste pas moins que la visite du président de la République française dans le Golfe ravive, à Londres, les craintes de voir la France supplanter progressivement la Grande-Bretagne — commercialement parlant — dans une région jadis considérée comme une « chasse gardée » de Londres, en particulier par les ventes d'armes.

Il y a déjà plusieurs années que les entreprises françaises rivalisent efficacement avec les sociétés anglo-saxonnes. Les percées les plus spectaculaires ont été réalisées dans le domaine aéronautique, où les émissaires de la firme privée Dassault-Breguet ont su habilement exploiter auprès de leurs clients arabes les succès des Mirage israéliens pendant la guerre de six jours. Les chasseurs-bombardiers français se sont ainsi taillé la part du lion, le Koweït en achetant vingt de type F-1 et Abou-Dhabi vingt-quatre de type 5.

Le sultanat d'Oman a acquis, pour sa part, douze bi-régionaux d'appui tactique Jaguar, fabriqués conjointement par Dassault-Breguet et British Aerospace, tandis que le Qatar, tout récemment (le Monde du 21 décembre), a préféré acheter six Alfa-Jet (Dassault-Breguet) et Dormier en Alle-

magne, plutôt que des Hawk britanniques.

Les rumeurs selon lesquelles le Qatar négocierait l'achat d'une trentaine de Mirage F-1 n'ont pas remonté le moral des experts britanniques, pas plus que les informations faisant état d'une renouveau de l'Organisation arabe pour l'industrialisation (O.A.I.). Celle-ci, créée en 1975, a récemment égypto-israélien des usines devaient être installées en Egypte, mais les capitaux étaient en majorité saoudiens, reversant le jour sous la forme d'une industrie d'armements communs à plusieurs Etats du Golfe (le Monde daté 2-3 mars).

Si la présence française est plus discrète en matière navale — les bureaux d'études et les chantiers d'outre-Manche « décrochant » encore la majorité des contrats — les matériels terrestres vendus en France se vendent mieux.

La déception a été grande à Londres, lorsque l'Arabie Saoudite a, dans les années 70, retenu le char français AMX-30 de préférence au Chieftain britannique. Depuis, Ryad a acheté des automitrailleuses Panhard, dont plusieurs dizaines d'exemplaires ont également été acquis par les Emirats arabes unis.

Ce n'est donc pas un hasard si les officiers britanniques multiplient les déplacements dans le Golfe. On a ainsi appris, mardi 4 mars, que le chef d'état-major britannique, le général Sir Edwin Bramall, avait accompli une tournée de huit jours en Egypte et dans le sultanat d'Oman. La France peut bien vendre tous les matériels qu'elle veut, mûmure-t-on dans les milieux du ministère de la Défense à Londres, lorsqu'il s'agit de former les personnels qui feront marcher les AMX-30 ou voler les Mirage F-1 et autres Jaguar, la Grande-Bretagne resta l'interlocuteur privilégié.



Les jeux du désir.

Par Georges-Hubert de Radkowski.

Georges-Hubert de Radkowski renverse les dogmes les mieux établis des sciences de l'homme, il s'en prend au discours de l'économie, à sa croyance aveugle dans le progrès technique, il conteste la notion passe-partout du bien-être et rend sa place au seul moteur en scène de la condition humaine : le désir. Dénoncer la prise de pouvoir par l'économie, proposer une critique générale de l'économie, révéler la poésie profonde de la créativité humaine, telle est l'intention de ce livre.

Collection « Croisées », dirigée par Jean-Marie Benoist.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PROCHE-ORIENT ASIE

Iran

Un nouveau conflit oppose les autorités aux « étudiants » islamiques au sujet des otages américains

Téhéran (A.F.P., Reuters). — Les « étudiants » islamiques et les autorités iraniennes sont à la limite de la rupture : les premiers ont posé leurs conditions pour une éventuelle visite de la com-

A Paris

LA POLICE A FAIT ÉVACUER LE CONSULAT D'IRAN OCCUPÉ PAR DES ÉTUDIANTS

Des incidents ont eu lieu, mercredi 5 mars, en fin de matinée, au consulat d'Iran qui jouxte l'ambassade de ce pays, 4, avenue d'Iéna, à Paris. Quelques dizaines d'étudiants iraniens étaient venus protester contre la suppression, par le gouvernement de leur pays, de la subvention qui leur permettait jusqu'à présent d'obtenir une réduction de 65 % sur le prix des billets d'avion de la compagnie Iran Air pour les vols Paris-Téhéran (la compagnie accorde une réduction de 40 % à laquelle s'ajoutait une réduction de 25 % aux frais de l'Etat iranien).

Les étudiants, après avoir demandé vainement à être reçus par le consul, ont décidé d'occuper le hall d'entrée et de bloquer des portes. C'est sur réquisition écrite du consul que les forces de police sont intervenues pour faire évacuer les lieux. Des échauffourées ont eu lieu pendant cette évacuation. Deux gardiens de la paix et, semble-t-il, un étudiant iranien, ont été légèrement blessés. Deux personnes ont été interpellées pour vérification d'identité.

mission internationale d'enquête aux otages et les autorités ont, selon les étudiants, refusé ces conditions.

Les conditions des étudiants, présentées mardi 4 mars dans un communiqué, sont les suivantes : la commission peut voir, avant de quitter l'Iran, « les otages » comme témoins et « documents vivants » prouvant les responsabilités américaines dans les crimes du chah. Une fois publié son rapport sur les crimes du chah et des Etats-Unis, la commission devra le défendre et le faire accepter par l'ONU. Les autorités iraniennes pourront alors « prendre l'initiative d'interdire cette commission, et même d'autres personnalités, à venir en Iran. »

Selon les étudiants, le président Bazaroufi et le ministre des affaires étrangères, M. Sadegh Ghotbzadeh, ont déjà refusé ces conditions et tenu à souligner que « les membres de la commission sont des personnalités dignes de confiance » et que « la proposition des étudiants ne correspond pas aux règles qu'entendent respecter » les juristes de l'ONU.

D'autre part, M. Ghotbzadeh, qui apparaît comme l'interlocuteur privilégié des membres de la commission, a opposé une fin de non-recevoir à la « citation et comparution » lancée contre l'un des trois diplomates américains « réfugiés » au ministère des affaires étrangères, M. Victor Tammeth, et que le procureur général des tribunaux islamiques, M. Ali Ghodoussi, voulait entendre dans le cadre du procès instruit contre les terroristes de l'organisation Farghan, dont les contacts avec les Etats-Unis ont été dénoncés par les étudiants islamiques.

● Les forces gouvernementales et soviétiques ont pris le contrôle de la province de Khunar
● Cinq des six principaux mouvements de résistance ont constitué une alliance

Un des bastions de la résistance afghane, la province du Khunar, proche du Pakistan, est tombée, le 4 mars, aux mains des forces gouvernementales et soviétiques, ont déclaré le même jour les porte-parole des mouvements islamiques. Commencée vendredi, l'offensive des forces combinées, appuyée par des bombardements aériens systématiques et mettant en œuvre d'importants moyens militaires, aurait fait des milliers de victimes parmi la population civile, ont affirmé des réfugiés arrivés au Pakistan.

L'aviation aurait bombardé sans interruption, tandis que des hélicoptères de transport de troupes larguaient des commandos dans les zones où étaient retranchés les guérilleros. L'un de leurs chefs, arrivé au Pakistan, a déclaré que plusieurs localités, à savoir, Tangam, Sheegal, Pich, Diwagal et Baadil — avaient été détruites. Les maquisards n'occupaient plus que quelques zones de résistance dans les montagnes, vers lesquelles auraient également fui ceux des habitants de la principale vallée du Khunar qui n'auraient pas été tués, ont encore indiqué les chefs de l'insurrection. Ils ont affirmé, d'autre part, que les forces afghanes et soviétiques font usage de napalm et d'autres armes chimiques au cours des combats. Elles pourraient se rendre maîtresses de la garnison de Barikot, proche de la frontière pakistanaise et encerclée par des insurgés depuis plusieurs mois.

Les unités blindées soviétiques — près d'une centaine de chars seraient engagés dans l'offensive — ont maintenant que la fonte des neiges a commencé, moins de difficultés à se frayer un passage

dans une région accidentée qui a été le berceau de la résistance à la révolution. Les responsables de cette résistance s'attendent que l'offensive soit désormais déployée dans la province de Nangarhar, proche du Khunar, où les maquisards étaient jusqu'à maintenant bien implantés, ainsi que celle du Pakia, également à l'est de l'Afghanistan. L'offensive s'étend à une douzaine de provinces.

Cette-ci a lieu alors qu'au Pakistan cinq des six principales organisations islamiques en lutte contre le régime communiste de Kaboul et la présence soviétique ont confirmé, le 4 mars, leur union au sein de l'alliance pour la libération de l'Afghanistan. Ce rassemblement avait été vivement encouragé par les représentants des pays islamiques lors du « sommet » d'Islamabad à la fin du mois de janvier.

Les cinq organisations sont : le Jamiat Islami (mouvement islamique), dirigé par M. Nuruddin Rabbani ; le Front de libération islamique d'Afghanistan de M. Syed Ahmed Gilani ; le Mouvement de la révolution islamique de M. Mujaddidi ; le Mouvement révolutionnaire islamique d'Afghanistan de M. Nahi Mohammadi ; le Hezbi Islami, groupe Qalés, du nom de son animateur, qui a fait scission avec le Hezbi Islami (parti islamique) de M. B. Gulbuddin Ekmatiar, lequel a refusé de se joindre à la coalition.

L'alliance sera dotée prochainement d'un conseil révolutionnaire de trente-cinq membres et d'un président élu qui « pourra parler au nom du peuple afghan », a annoncé l'un de ses porte-paroles au cours d'une conférence de presse à Islamabad.

Les chefs de l'alliance ont souligné à cette occasion que la résistance afghane n'avait reçu « ni aide économique ni aide militaire. Le monde doit, les pays musulmans observent la situation comme un match de football, avec d'un côté, une superpuissance et de l'autre un peuple afghan pauvre et sans défense, condamné à l'extermination ».

L'alliance demande à participer à toute solution du conflit afghan. « Nous n'accepterons aucune décision qui ne nous prenne pas en compte », a indiqué M. Rabbani, faisant allusion à la proposition européenne de « neutralisation » de l'Afghanistan.

L'alliance s'est fixée pour but de chasser les Soviétiques d'Afghanistan, d'établir un régime républicain, de ne pas perdre un pouce de territoire afghan, et souhaite surtout être reconnue comme représentant de la résistance.

Le Hezbi Islami de M. Ekmatiar se tient à l'écart du rassemblement, car il n'est pas parvenu à s'entendre avec les autres mouvements sur sa place et les conditions de vote au sein de l'alliance.

Nouvelles réactions

L'affaire afghane continue d'autre part de susciter diverses réactions dans les capitales européennes.

● A Londres, le comité national olympique britannique a confirmé le 4 mars son intention de participer aux Jeux olympiques d'été à Moscou, en dépit des vives pressions du gouvernement conservateur en faveur du boycott. Toutefois, la réponse à l'invitation du comité d'organisation (C.O.I.O.) de Moscou ne sera pas envoyée avant le 25 mars.

Pour protester contre la pétition des soixante-dix athlètes qui ont demandé à Mme Thatcher de revenir sur sa position, M. Denis Watts, entraîneur de l'équipe olympique d'athlétisme britannique depuis douze ans, a démissionné de ses fonctions. « Si notre gouvernement, démocratiquement élu, a déclaré M. Watts,

estime que nous devons soutenir nos alliés américains et australiens (en faveur du boycottage), nous devons le faire ».

● A Bonn, on estime, à la veille de la rencontre à Kuala-Lumpur des représentants de la Communauté européenne et des pays de l'ASEAN (Malaisie, Thaïlande, Singapour, Indonésie et Philippines), que des discussions fourniront une bonne occasion d'exposer à des dirigeants asiatiques particulièrement concernés les suggestions des Neuf en vue d'assurer à l'Afghanistan un statut de neutralité. La crise actuelle, indique-t-on à Bonn, souligne le besoin d'intensifier avec les pays de l'ASEAN un dialogue qui a toujours été au premier plan des préoccupations de la diplomatie ouest-allemande. Il sera également question à Kuala-Lumpur, écrit notre correspondant, de l'assistance européenne à la Thaïlande, indispensable pour permettre à ce pays d'atténuer le sort des réfugiés qui se trouvent sur son territoire.

● A Moscou, l'agence Tass a vigoureusement attaqué l'hebdomadaire Nya, de Belgrade, manifestant ainsi le mécontentement croissant de l'U.R.S.S. devant la position yougoslave dans la crise afghane. Le magazine se voit reprocher d'avoir présenté les résolutions émanées de Kaboul comme une protestation contre l'occupation étrangère. Tass s'abstient toutefois d'étendre ses critiques au gouvernement de Belgrade lui-même.

● Enfin, à l'issue de leur rencontre, dans le sud de la Pologne, près de Krosno, M.M. Gierak et Honecker, respectivement chefs des partis polonais et est-allemand, ont exprimé, mardi 4 mars, leur soutien à la politique étrangère de l'U.R.S.S. mais sans faire directement allusion à l'intervention en Afghanistan. Cette position semble être un compromis entre les points de vue de Varsovie et de Berlin-Est dans cette affaire. La R.D.A. s'était placée résolument derrière Moscou, tandis que la Pologne adoptait une attitude plus nuancée.

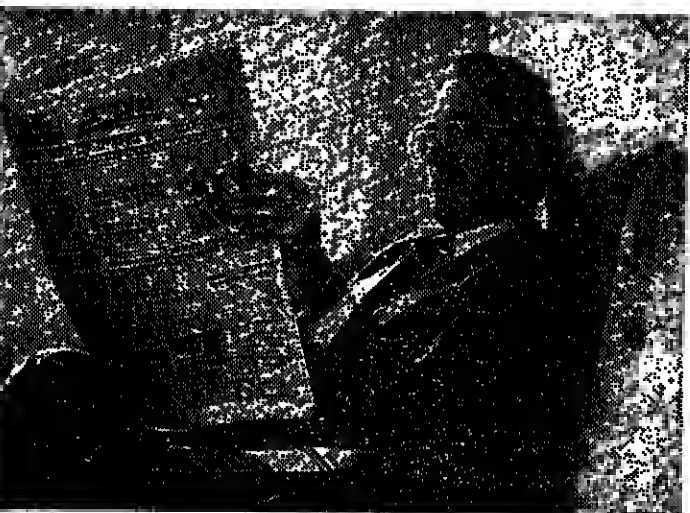
TWA est transatlantique jusqu'au Caire, Tel Aviv, Rome et Athènes.



Paris-Le Caire



Paris-Rome



Paris-Tel Aviv



Paris-Athènes

TWA ne se contente pas de vous amener aux USA. Nous vous offrons aussi un service «transatlantique» en Europe et au Moyen-Orient. Comme toujours sur TWA, vous y trouverez prévenance, confort et commodité. Parce que, où que nous allions, nous voulons vous faire retrouver les plaisirs de l'aviation.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

LE DIRECTEUR DE LA F.A.O. LANCE UN APPEL A LA « MOBILISATION INTERNATIONALE » EN FAVEUR DU CAMBODGE

M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a lancé, mardi 4 mars, un appel en faveur d'une « mobilisation internationale » pour couvrir la famine au Cambodge. Il a rappelé qu'il faudrait plus de 30 millions de dollars pour remettre en route l'agriculture et les pêches de ce pays.

« C'est un devoir humanitaire — c'est une considération politique — de soulager les gens et de mettre fin aux tragiques épreuves de ce peuple », a dit M. Saouma avant son départ pour la quinzisième conférence régionale de la F.A.O. pour l'Asie et le Pacifique, qui doit se tenir à New-Delhi du 5 au 13 mars.

M. Saouma a exprimé son soutien à la récente note de M. Waldheim remise aux pays donateurs les invitant à agir d'urgence pour sauver la vie des Cambodgiens par l'attribution de nouveaux fonds — 283 millions de dollars — d'ici la fin de l'année.

Le directeur général de la F.A.O. a aussi exposé le programme de son organisation pour le redémarrage de l'agriculture au Cambodge cette année. Ce programme, mis au point après consultation des autorités centrales et régionales du Kampuchéa, s'appuie sur l'existence d'un projet-pilote de 2 millions de dollars actuellement en cours d'exécution. Il couvre environ 400 000 hectares répartis sur six provinces différentes choisies à la fois parce qu'elles souffrent d'une pénurie importante, mais ont un potentiel suffisant pour une grande augmentation de la production.

(Publité)

Si vous voulez faire le point sur...
— les possibilités de la Alya en Israël ;
— la situation politique au Moyen-Orient ;
— la signification actuelle du Sionisme ;
participez ou

« Mois de l'information et de la Alya »

Des conférences, des débats, des tables-rondes, des films, des expositions dans toute la France.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'Agence Juive « Mois de l'information »
19, rue Fortuny, 75017 PARIS
Tél. : 786-03-13 (poste 321 ou 266)

A travers le monde

Chili

● DES SYNDICALISTES CHILIENS de douze pays se sont réunis mardi à Santiago-de-Chili sous les auspices de la Fondation pour le développement moral sur le thème « une alternative positive face à la lutte des classes ». Cette conférence est organisée par des syndicalistes chiliens, en collaboration avec des chefs d'entreprises et des membres du gouvernement du Chili.

Des délégations venues d'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, des Etats-Unis, de France, du Guatemala, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Norvège, de Suisse et d'Uruguay assistent à la conférence. — (A.F.P.)

Mali

● LE BUREAU EXECUTIF CENTRAL DU PARTI UNIQUE MALIEN a lancé un appel pressant aux parents d'élèves, aux organisations du parti, aux cadres administratifs et privés ainsi qu'aux organisations religieuses « pour contribuer à l'apaisement du climat social » à la suite de la grève des élèves et des étudiants qui se poursuit pratiquement depuis le mois d'octobre. D'autre part, un communiqué du ministère de l'éducation nationale indique qu'à la suite de troubles qui ont eu lieu dans les établissements scolaires de Bamakoro, à 250 kilomètres à l'est de Bamako, deux élèves ont été blessés le 13 février dernier. — (Reuters.)

fjords d'islande

avec votre voiture Car Ferry « SMYRIL » départs d'Ecosse Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages

ou Agent général

Voyages AGREPA

42, rue Etienne-Marcel

75002 PARIS, tél. 508.81.50

POUVOIRS 12

les régimes islamiques

- le pouvoir, la religion et l'Etat
- l'Islam et les sociétés occidentales
- les institutions islamiques modernes
- l'impact des révolutions arabes
- l'Islam en Arabie Saoudite
- l'Islam en Iran, Libye, Turquie, Indonésie, au Bangladesh
- les pensées islamiques

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

AFRIQUE

États-Unis

DEUX « PRIMAIRES » :

- Succès de M. Kennedy
- Percée de M. Anderson

(Suite de la première page.)

Son refus de toute démagogie l'a conduit à préconiser une taxe fédérale d'un demi-dollar par gallon d'essence afin de rapprocher le prix du carburant de ce qu'il est en Europe. La « campagne d'idées » qu'il préconise semble attirer de nombreux jeunes du parti. Elle pourrait bouleverser les données de la campagne électorale et son succès de mardi se confirmerait ailleurs.

Cette percée de M. Anderson porte moins ombrage à M. Reagan, qui récolte environ un tiers des suffrages dans les deux États et reste bien implanté dans l'ensemble du pays, qu'à M. George Bush. Non seulement l'ancien directeur de la C.I.A. ne parvient pas à « transformer » son essai victorieux de l'Iowa en janvier et à faire oublier sa défaite du New-Hampshire, mais il perd sa qualité de seul rival « sérieux » de l'ancien gouverneur de Californie.

En outre, son score honorable du Massachusetts — environ 30 % des suffrages — ne saurait faire oublier que les sondages d'opinion lui attribuent 11 % à quelques semaines une avance décisive sur M. Reagan. Cette avance s'est maintenant effritée, en partie parce que M. Bush apparaît moins crédible que son rival pour un programme au fond assez semblable.

Chez les démocrates, le sénateur Kennedy obtient son premier succès de la campagne en battant le président Carter avec 65 % des voix contre 29 % (4 % sont allés à M. Brown, le gouverneur de Californie). Ce succès était attendu puisque M. Kennedy, déjà élu quatre fois sénateur de cet État, était dans son élément. L'état-major de M. Carter avait par avance minimisé la portée du résultat en faisant une campagne limitée dans cet État. Il aurait préféré tout de même que l'écart soit moindre. On ne console pas la Maison Blanche en contemplant les résultats du Vermont qui ont donné 75 % des suffrages au président contre 25 % seulement à M. Kennedy et on fait valoir que M. Carter a remporté au total trois des quatre consultations de la Nouvelle-Angleterre (Maine, New-Hampshire et Vermont) contre une seule qui est allée à son rival.

El Salvador

DIX MORTS DANS LA CAPITALE AU COURS D'AFFRONTEMENTS

San Salvador (A.F.P.). — Une vive tension régnait, le mardi 4 mars, à San Salvador, où les fusillades et les explosions de bombes ont résonné toute la nuit, faisant au moins dix morts, tous civils, semble-t-il.

Les troubles ont commencé lundi soir lorsque des commandos de l'armée révolutionnaire du peuple (ERP) ont attaqué avec des armes automatiques le quartier général de la garde nationale au nord de la capitale. La garde, selon un communiqué officiel, a repoussé les assaillants, et la troupe « n'a eu aucune perte ».

Peu après, l'ERP a occupé le quartier périphérique de Ciudad Delgado, tandis qu'une fusillade nourrie éclatait aux alentours de l'université, où une patrouille de l'armée était prise à partie par des commandos d'extrême gauche. C'est dans ce secteur qu'ont été trouvés, mardi matin, dix morts.

Les patrouilles de l'armée ont découvert en divers points de la capitale de nombreuses bombes qu'elles ont fait exploser. Enfin, pour couronner cette nuit agitée, un tremblement de terre d'intensité 4 sur l'échelle de Mercalli, a secoué San Salvador vers 6 h. 35 G.M.T. ajoutant à la nervosité de la population. Le séisme n'a pas fait de victimes, ni causé de dégâts matériels visibles.

Un des deux membres démocrates-chrétiens de la junte de gouvernement, M. Hector Dada Hirez, a donné sa démission mardi 4 mars sans explication. M. Hirez, membre influent de la démocratie chrétienne, avait pris ses fonctions au début de janvier après avoir été pendant deux mois et demi ministre des affaires étrangères. On estime que la D.C. présentera trois candidats au poste de M. Hirez : MM. Napoleón Duarte, leader du mouvement ; Fidel Chavez, actuellement ministre des affaires étrangères ; et Julio Adolfo Foy, maire de San Salvador. — (A.F.P.)

Une gaffe diplomatique

L'issue de cette guerre d'usure dépendra de circonstances qui ne se prêtent pas toutes à une intervention des candidats. M. Kennedy espère surtout — il l'a redit encore mardi soir — que la tension internationale cesse bientôt de mobiliser l'attention et que l'attention se portera alors vers les problèmes économiques, l'inflation notamment, à propos desquels M. Carter est particulièrement vulnérable.

Malgré le président peut, dès maintenant, perdre des voix s'il commet d'autres impairs diplomatiques analogues à celui qui l'a conduit à désavouer le vote de sa délégation à l'ONU à propos des territoires occupés par Israël. L'impact de cette volte-face dans les milieux politiques a été d'autant plus négatif pour la Maison Blanche que personne n'a cru à l'explication officielle d'une « erreur de communication » (le département d'État avait justifié lundi encore le vote de la délégation américaine à l'ONU). Certains responsables laissent entendre qu'Israël menaçait d'abandonner le processus de paix amorcé à Camp David et les conversations sur l'autonomie palestinienne à Washington persistait dans son attitude.

MICHEL TATU.

Colombie

L'OCCUPATION DE L'AMBASSADE DOMINICAINE

Les militaires réaffirment leur appui au président Turbay

Bogota (A.F.P.). — Les négociations entre le gouvernement colombien et les guérilleros du M-19, qui retiennent une quarantaine d'otages dans l'ambassade dominicaine depuis le 27 février, devraient reprendre ce mercredi 5 mars, a annoncé mardi 4 le général Camacho Leyva, ministre colombien de la défense.

D'autre part, le conseil de guerre jugeant plus de deux cents membres présumés du M-19 s'est poursuivi, mardi 4 mars, à Bogota. Parmi les accusés se trouvent les auteurs présumés de l'assassinat d'un syndicaliste, M. José Raquel Mercado, et du vol de milliers d'armes dans une caserne proche de Bogota. La libération de ces accusés constitue l'une des revendications des occupants de l'ambassade.

Le journal des forces armées a déclaré, mardi, dans un édi-

torial, que l'armée ne tolérera pas les tentatives de subversion, qu'elle respectera les institutions démocratiques. *Fuerzas Armadas* a réaffirmé le « soutien total et catégorique » des militaires au gouvernement du président Turbay.

À l'ambassade de la République Dominicaine, otages et terroristes mènent une vie « réglée » comportant une stricte répartition des tâches. Selon les témoignages des otages libérés, la journée commence par une messe dite par le nonce apostolique, Mgr Angelo Auerl.

Le nonce apostolique en Argentine, Mgr Pio Laghi, arrivé mardi à Bogota, a déclaré qu'il n'était pas venu pour servir de médiateur entre les autorités colombiennes et le commando de guérilleros. Le nonce a déclaré qu'il « obéissait à des instructions supérieures » et affirmé que « sa présence avait une valeur morale ».

République Dominicaine

Deux Haïtiens sont expulsés

Deux Haïtiens, MM. Robert Moïse et Paul Denis, responsables d'un projet d'assistance médicale et d'alphabetisation pour les coupeurs de canne haïtiens en République Dominicaine, ont été expulsés de ce pays malgré le jugement de la Cour dominicaine.

Expulsés une première fois le 23 février par les mêmes autorités, ils avaient été envoyés à Curaçao (Antilles néerlandaises), où ils avaient été renvoyés sur Caracas. Le Venezuela, jugeant leur expulsion irrégulière, les avait renvoyés, à son tour, en République Dominicaine, où ils avaient alors commencé une œuvre de la même nature, où ils étaient restés. Malgré les réactions nombreuses en République Dominicaine (des journaux

la *Noticia*, et *El Sol*, et *Nacional*, la C.G.T. dominicaine, l'Association des avocats dominicains, le secrétaire général de la jeunesse socialiste en République Dominicaine, le NUCLEO, une fraction du Parti révolutionnaire dominicain) et à l'étranger (le Conseil oecuménique des Églises à Genève, le Conseil mondial des Églises à Washington, la Fédération des Églises protestantes, la CIMADE, l'Association des travailleurs haïtiens immigrés en France, différents partis socialistes européens), ont envoyé des lettres de protestation. Malgré le jugement de la Cour dominicaine, qui venait d'ordonner leur mise en liberté, M. Robert Moïse a été expulsé de nouveau sur Caracas et M. Paul Denis, dans la nuit du 2 au 3 mars, sur Bruxelles.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

La Tunisie veut exposer à l'U.R.S.S. les dangers de la politique du colonel Kadhafi

De notre correspondant

Moscou. — L'envoyé spécial du président Bourguiba, M. Sadok Mokaddem, président de l'Assemblée nationale et troisième personnage de l'État, est arrivé mardi 4 mars à Moscou pour une visite de deux jours. Il entendait expliquer à ses interlocuteurs soviétiques et à d'autres dirigeants pays socialistes (M. Mokaddem se rendra ensuite à Berlin-Est et à Bucarest) les dangers que représente la politique du colonel Kadhafi. L'U.R.S.S. a adopté une position très réservée dans l'affaire de Gafsa (le *Monde* du 10 février). La presse n'a publié ni aucun commentaire sur les événements, se contentant de présenter des citations de journaux étrangers. Cependant, le choix et le montage de ces citations ne laissent planer aucun doute sur les sympathies de Moscou : les Soviétiques ont adopté le point de vue libyen en présentant l'affaire de Gafsa comme la conséquence des difficultés intérieures rencontrées par le régime tunisien ; ils ont condamné, toujours à l'aide de citations, l'« ingérence militaire de la France en Tunisie » et rappelé d'autres interventions françaises sur le continent africain. Enfin ils ont rapporté, sans un mot de réprobation, la mise à l'arrêt de l'ambassade de France à Tripoli.

Comme ils l'ont déjà fait par la voie diplomatique, les Tunisiens voudraient insister sur trois points : donner leur version des événements de Gafsa et apporter les « preuves » de l'intervention libyenne ; montrer les dangers de déstabilisation que la politique du colonel Kadhafi fait courir non seulement à la Tunisie, mais à toute l'Afrique ; demander s'il est vraiment de l'intérêt de l'U.R.S.S. de voir un pays « authentiquement non aligné » comme la Tunisie se rapprocher de l'Occident.

L'U.R.S.S., qui entretient par ailleurs de bonnes relations avec la Tunisie, avait pris d'abord plus ombrage de la condamnation par le président Bourguiba de l'intervention soviétique en Afghanistan que Tunis est maintenant le siège de la Ligue arabe.

D. V.

M. Driss Guiga, nouveau ministre tunisien de l'Intérieur (le *Monde* du 4 mars) a été nommé mardi 4 mars membre du bureau politique du parti socialiste des-orienté par le président Habib Bourguiba. Pour lui permettre de retrouver la place qu'il a déjà occupée de 1974 à 1979 parmi les vingt membres de la plus haute instance politique du pays, le président Bourguiba a dû évincer le plus jeune d'entre eux, M. Rachid Chetli, vice-président de l'Union tunisienne de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat. En tant que président du parti unique, M. Bourguiba choisit lui-même obligatoirement parmi les membres du comité central élu — dont fait partie M. Guiga — ses « collaborateurs » au bureau politique. — (Corresp.)

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS
la Rue de Provence
ETAIT LA RUE DE
L'ARGENTERIE
et des
BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 45
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

PANORAMA MONDIAL DE LA HAUTE FIDÉLITÉ



UNE EXPOSITION DYNAMIQUE DES MATÉRIELS HAUTE FIDÉLITÉ
(Choix complets et leurs composants)
Plus de 300 constructeurs de 20 pays, présentent
un panorama mondial des dernières nouveautés

DES JOURNÉES D'ÉTUDES
Recherche et prospective

UN PROGRAMME ARTISTIQUE
avec les concours de RADIO FRANCE
et la participation de 15 sociétés
étrangères de radiodiffusion



Palais des Congrès - Paris Porte Maillot du mercredi 5 mars au dimanche 9 mars 1980
Tous les jours de 10 à 20 h - Nacume le samedi 8 jusqu'à 22 h - Entrée 20 F - Étudiant 12 F

Organisation S.D.S.A., 20, rue Hamelin F 75116 Paris - Tél. : 505 13 17 ou Festival 758 24 90

POUVOIRS 1980 12

les régimes islamiques

- le coran, le pouvoir et l'État
- islam et idéologies occidentales
- les institutions, les forces, les minorités musulmanes
- imams, ayatollahs, mollahs... ?
- la laïcité, le chi'isme
- l'islam en Arabie, Libye, Turquie, Indonésie, au Sénégal
- la pensée islamique

Publié avec le concours du G.N.R.S.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

travers monde

CHILI

Le Chili a connu une semaine agitée. Le mardi 4 mars, des émeutes ont éclaté dans la capitale, Santiago, où des milliers de manifestants ont pris d'assaut le palais présidentiel. Les forces armées ont répliqué par des tirs en l'air, provoquant la mort de deux personnes et des blessures de nombreux autres. Le président Salvador Allende a déclaré l'état d'urgence et a appelé à la répression des émeutes.

Mali

Le Mali a connu une semaine agitée. Le mardi 4 mars, des émeutes ont éclaté dans la capitale, Bamako, où des milliers de manifestants ont pris d'assaut le palais présidentiel. Les forces armées ont répliqué par des tirs en l'air, provoquant la mort de deux personnes et des blessures de nombreux autres. Le président Moussa Traoré a déclaré l'état d'urgence et a appelé à la répression des émeutes.

fjords Islande

avec
votre voiture
Ferry - SMYR
ports d'Esco
ou Danemark

AFRIQUE

LA VICTOIRE ÉLECTORALE DE M. MUGABE EN RHODÉSIE

Alors que M. Mugabe, premier ministre désigné de Rhodésie, a entrepris des consultations, dès mardi 4 mars, en vue de former un gouvernement de « large front national », comprenant des membres européens, l'écrasante victoire électorale de la ZANU-P.F. a suscité la satisfaction unanime de l'Afrique indépendante et de sérieux appréhensions en République sud-africaine. Le président Kaunda, de Zambie, a parlé de « grand moment historique » tandis

que M. Botha, premier ministre sud-africain, s'est borné à déclarer que « les Rhodésiens devront apprendre à vivre avec le résultat des élections ».

A Washington, dans les milieux officiels, qui ne cachent pas leur surprise, on espère que M. Mugabe adoptera une ligne assez pragmatique pour que le Congrès n'ait pas à s'opposer aux promesses d'aide économique de la

Maison Blanche. Pour sa part, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a exprimé le vœu que « le résultat des élections débouche sur une configuration politique stable ».

A Paris, les deux députés invités à observer sur place le déroulement du scrutin, MM. Longuet (U.D.F.) et Chandernagor (P.S.), ont souligné le caractère « loyal » des élections. Pour sa part, le parti socialiste s'est félicité des

résultats obtenus par la ZANU et le Front patriotique dans son ensemble, « ainsi que de « l'inéluctable mise en place d'un gouvernement regroupant les forces démocratiques » du Zimbabwe ».

A Moscou, l'agence TASS estime que le succès électoral des deux chefs de la guérilla, ouvre la voie à la formation d'un gouvernement d'union nationale entre MM. Mugabe et Nkomo. — (A.F.P., Reuter.)

Le premier ministre désigné veut former un gouvernement de « large front national »

De notre envoyé spécial

Salisbury. — Plus d'un télé-spectateur rhodésien a dû sursauter, mardi 4 mars, en entendant la speakerie blanche crier les propos du camarade Mugabe. Celui-ci n'était, dans sa bouche, il y a une semaine seulement, que le chef des « terroristes ». Le mot « terroriste », qui échoyait depuis des années dans les conversations des Européens, a d'ailleurs, du jour au lendemain, totalement disparu du vocabulaire des journalistes rhodésiens, laissant la place, dans le communiqué militaire quotidien, au terme « bandits », dont on ne sait au juste qui il désigne.

Les choses vont vite en Rhodésie, très vite. Qui aurait prédit, il y a quelques jours, que M. Mugabe, premier ministre désigné, aurait ce mercredi d'intenses consultations avec M. Ian Smith, son pire ennemi d'hier, en vue de former un gouvernement de « large front national » ? Qui prévoyait que le général Walls, chef des forces de sécurité rhodésiennes, serait, pour M. Mugabe, non seulement « à travailler en étroite collaboration avec les chefs de l'ex-guérilla », mais encore à « présider

au processus d'intégration ne sein de la forme » ? Par son ampleur même qui l'a rendu indéniable, le succès électoral de M. Mugabe facilite la transition. Tous ses ennemis d'hier ou ses rivaux potentiels, contraints d'en prendre acte, se peignent à répondre favorablement à ses appels en faveur de la « réconciliation nationale ». L'événement Muzorewa lui-même, grand vaincu du scrutin, a déclaré qu'il ferait « tout son possible » pour coopérer avec le futur gouvernement.

En attendant, le passage de la Rhodésie au Zimbabwe se place sous des auspices plus favorables que le plus optimiste des observateurs n'aurait osé l'imaginer. En prononçant une stratégie de « Front national », M. Mugabe ne cherche pas à exclure, a priori, aucune famille politique. Réassurer la minorité blanche : tel est son principal souci.

Le gouvernement, a-t-il souligné mardi, sera tout pour donner un sentiment de sécurité à chacun, vainqueur ou vaincu. Il sera juste et honnête. La majorité

n'opprimera pas la minorité. Ce sera une coalition avec les membres des autres communautés et la Constitution n'aura été modifiée que pour permettre à la « majorité » de gouverner.

Le futur gouvernement du Zimbabwe comprendra donc, selon toute vraisemblance, des ministres européens. Seront-ils choisis en priorité parmi la frange libérale de la communauté blanche ? M. Mugabe n'a-t-il pas aussi dans le vif du débat rhodésien de la rhodésienne de M. Smith ? Le premier ministre désigné a affirmé vouloir comme seuls critères « la « mérité » et la « compétence ». Il a toutefois souligné que « les réfugiés raciaux devront disparaître complètement ». « Les gens qui ne peuvent pas changer n'ont évidemment pas de place dans ce pays ».

Autre thème dominant : les transformations économiques nécessaires à l'avènement d'une société plus juste et équilibrée. M. Mugabe a souligné que les structures existantes, a-t-il dit, M. Mugabe ne touchera pas aux droits de

propriété, ni aux retraites des fonctionnaires. Nous ne voulons pas pousser personne à quitter ce pays. Nous bâtissons l'avenir à partir de la base de la société actuelle, qui est capitaliste. » Cependant, M. Mugabe a annoncé que le sort des « travailleurs noirs dans la commerce, l'industrie et l'administration » demeurerait « l'une de ses principales préoccupations ». « Nous devons, a-t-il ajouté, promouvoir les Noirs qui ont souffert de la discrimination dans le passé ». Il a précisé qu'il avait déjà discuté de cette question avec des responsables du secteur privé. La suppression de l'impôt est l'une des revendications les plus populaires dans les baouilles africaines de Salisbury.

La promotion de la paysannerie, quant à elle, suppose, selon M. Mugabe, « la redistribution de la terre et l'assistance gouvernementale ». Mais il a exclu « toute nationalisation ou socialisation des terres » européennes. De manière plus générale, M. Mugabe a invité ses compatriotes de toutes races à délaisser le « boucher » pour la « charcuterie », assurant qu'il n'y aura jamais de retour à un « conflit armé ». Il les a encouragés à « construire un nouveau pays qui sera l'orgueil de toute l'Afrique ».

Si les propositions de M. Mugabe en faveur d'un « changement réaliste » sont loin d'avoir convaincu la majorité des commentateurs blancs, qui voient d'abord en lui un « marxiste déclaré », elles ont impressionné et surpris parmi les intellectuels libéraux. Toutefois, pour l'instant, peu d'Européens osent partager l'opinion de l'ancien premier ministre de la Fédération rhodésienne, Sir Roy Welensky, selon lequel M. Mugabe pourrait devenir « un autre Kenyatta ». Une seule chose est sûre : le chef de la ZANU-P.F. veut éviter à tout prix la reprise de la violence qui provoque l'effondrement économique et le chaos administratif. Il ne pouvait guère aller plus loin dans le sens de la modération.

Malgré la victoire éclatante de M. Mugabe, le futur gouvernement du Zimbabwe sera donc une coalition représentant le « Front patriotique dans son ensemble ». La ZANU-P.F. et la ZAPU de M. Nkomo y seront allées. M. Mugabe devra en outre se méfier du vétéran du nationalisme des conditions de mise en place de cette coalition gouvernementale. Quelques semaines avant les élections, le chef de la ZANU-P.F. avait indiqué qu'il offrirait, en cas de victoire, le poste — largement honorifique — de chef de l'Etat à M. Nkomo. Une fois le gouvernement formé, la date de l'indépendance sera fixée d'un commun accord entre lord Soames et la nouvelle équipe dirigeante. Selon le porte-parole du gouvernement, l'Etat du Zimbabwe pourrait être officiellement proclamé « dans trois semaines ». Le gouvernement, a-t-il précisé, « n'abandonne pas et tout cas un départ précipité ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

En République Sud-Africaine

Explosion de joie des Noirs et résignation des autorités

De notre correspondant

Johannesburg. — Une fois le choc de la nouvelle passé, les Blancs sud-africains semblent être résignés à voir le chef du plus important mouvement de guérilla, le « marxiste poussé par Moscou », M. Robert Mugabe, au poste de premier ministre de Rhodésie. Le gouvernement lui-même s'est montré particulièrement modéré après l'annonce de la défaite de son « poulain », l'évêque Muzorewa, et de la victoire foudroyante du président de la ZANU-P.F.

Dès mardi matin, le premier ministre, M. Pieter Botha, a déclaré que la politique sud-africaine serait de « s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures du Zimbabwe » et a fait comprendre que les futurs relations avec celui-ci pourraient être analogues à celles existant avec le Mozambique. En dépit de l'opposition des deux régimes politiques, des liens économiques subsistent en effet entre Pretoria et Maputo.

L'imposante victoire de M. Mugabe a complètement pris par surprise les Sud-Africains. M. Botha, beau bénéficiaire de puis très longtemps du soutien de Moscou, il a conservé, même en Afrique du Sud, une image d'« indépendant », alors que M. Mugabe, boudé jusqu'à une date récente par les Soviétiques, y est considéré comme « un marxiste rigide intolérant à l'U.R.S.S. ».

La Rhodésie représentait l'élément essentiel de la politique de consociation d'Etat (sorte de marché commun sud-africain lancé l'an passé par M. P. W. Botha). Les Européens estiment que ce projet est à présent compromis. Ils estiment que l'Afrique du Sud démobilise les troupes massées ces derniers jours sur la frontière commune. Il n'est toutefois plus question, au moins

pour le moment, de l'intervention dont Pretoria a menacé au cas où « le chaos » se manifesterait dans le pays voisin. Le premier ministre a souligné cependant, mardi matin, que les élections devaient être tirées de l'épisode rhodésien. Leur raisonnement consistait à dire : si l'on veut éviter la montée du communisme, il faut discuter aujourd'hui avec les Africains modérés. Ils craignent, d'un autre côté, que des élections générales soient à jamais compromises en Namibie. Des discussions ont actuellement lieu, à ce sujet, au Cap entre le gouvernement et des représentants des Nations unies.

Le succès électoral de la ZANU-P.F. devrait renforcer l'opposition de M. Botha à des élections sous supervision de l'ONU. Dans leur très vaste majorité les Africains ont explosé de joie. M. Mugabe est leur nouvelle idole. Après l'Angola et le Mozambique, les événements au Zimbabwe prennent une valeur particulière. On peut prévoir, dans les mois qui viennent, une vigilance toute particulière du gouvernement sud-africain vis-à-vis des Noirs. Les révoltes de 1976 avaient été liées à la situation en Angola et au Mozambique. La naissance du Zimbabwe va redonner une bouffée d'espoir aux victimes et aux adversaires de la politique de ségrégation raciale.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LONDRES : Un soulagement mêlé d'inquiétude

De notre correspondant

Londres. — La satisfaction officielle, exprimée dans les déclarations de lord Carrington, ministre des affaires étrangères, et Sir Ian Gilmour, son premier adjoint, n'a pas dissipé les appréhensions de Londres sur l'avenir de son ancienne colonie. La victoire de M. Robert Mugabe a surpris les par son ampleur. On ne s'attendait pas, en effet, à un effondrement aussi brutal de l'évêque Muzorewa, dont on pensait qu'il réunirait assez de suffrages pour imposer la solution d'un gouvernement de coalition au sein duquel l'influence de M. Mugabe aurait été limitée. Beaucoup de craintes subsistent, d'autre part, en ce qui concerne les garanties promises aux Blancs pour leur sécurité et leur emploi, leur droit à pension et l'indemnisation de leurs terres, appelées éventuellement à être redistribuées.

Tout en curengant avec satisfaction les premières déclarations conciliantes de M. Mugabe, on craint que le nouvel Etat indépendant n'évoque ultérieurement vers un système de l'évêque Muzorewa les intérêts privés occidentaux. Ces inquiétudes se sont traduites à la Bourse par une chute spectaculaire des valeurs rhodésiennes, suivie cependant par un net redressement.

A vrai dire, la réaction générale au triomphe de M. Mugabe est celle d'un traditionnel pragmatisme, accompagné par un son de « s'accommoder et même de tirer parti » de la situation. En tout cas, on ne voit rien faire qui pourrait altérer le chef du gouvernement du futur Zimbabwe et l'entraîner à chercher des appuis du côté soviétique. Aussi bien, le gouvernement, par les voix autorisées de lord Carrington et de Sir Ian, s'est clairement dissocié des critiques des éléments de droite du parti conservateur, pour qui M. Mugabe, qualifié de « marxiste », est une « menace » de Moscou. M. Mugabe n'est pas sous l'influence des Soviétiques, tout au contraire, a déclaré aux Communes Sir Ian, s'inspirant des propos du Foreign Office, selon lesquels M. Nkomo recevait des armes de Moscou, alors que M. Mugabe avait l'appui des Chinois.

Sir Ian a démenti vigoureusement que le gouvernement britannique ait délibérément voulu éliminer l'évêque Muzorewa. En fait, il répondait à M. Amery, porte-parole du « lobby » rhodésien, qui a qualifié le succès de M. Mugabe

Le prince Philip aux cérémonies de l'indépendance

Quant à Mme Thatcher, elle s'est limitée à une déclaration générale de bonne volonté à l'égard du nouveau gouvernement du Zimbabwe et s'est abstenue d'envoyer un message de félicitation à M. Mugabe. Tout en affirmant sur cette omission, elle a précisé que, en général, les messages étaient envoyés à l'occasion de la proclamation de l'indépendance. Sur ce point, on indique que le prince Philip représentera la reine aux cérémonies qui marqueront l'avènement du nouvel Etat indépendant.

En fait, le sentiment prédominant des Britanniques est celui d'un grand soulagement devant le règlement pacifique, jusqu'à nouvel ordre, d'un problème vieux de quinze ans, qui risquait de dégénérer en conflit armé majeur dans lequel Londres aurait pu être entraîné. A cela s'ajoute une certaine fierté d'avoir fermé le dernier chapitre de la décolonisation sans bain de sang. « Mission accomplie », dit-on dans les milieux officiels, en soulignant que la négociation comme l'exécution du cessez-le-feu, l'organisation des élections et leur surveillance, ont été parfaitement menés à bien.

La presse, dans son ensemble, réagit favorablement et même les adversaires déclarés de M. Mugabe lui accordent maintenant le bénéfice du doute. Le Financial Times estime que si les Noirs obtiennent une plus large part de la richesse considérable du pays sans provoquer un exode de la communauté blanche, on pourra parler de « triomphe

de la diplomatie britannique ». « Si tout se passe bien dans les prochaines semaines, et cela pourrait encore aller mal, — alors, la Grande-Bretagne se sera honorablement acquittée de sa dernière responsabilité coloniale en Afrique. » Le Times se félicite que le problème rhodésien cesse d'embarrasser la diplomatie britannique et de compliquer les relations inter-nationales. « La Grande-Bretagne a tenu parole à Lusaka et aux Nations unies. Lord Carrington et lord Soames ont assuré une réussite diplomatique, dépourvue de responsabilité constitutionnelles, devrait rester dans le pays après l'indépendance.

Le prince Philip aux cérémonies de l'indépendance

HENRI PIERRE.

M. Pascal Gauchon, porte-parole du parti des forces nouvelles (F.F.N., extrême droite), a déclaré, mercredi 5 mars : « En livrant la Rhodésie aux terroristes marxistes, l'Occident vient d'accomplir un acte suicidaire de plus en Afrique australe. La route du pétrole, déjà menacée par l'invasion de l'Afghanistan, dépend maintenant directement de la survie de l'Afrique du Sud. La France doit rectifier sa politique et proclamer solennellement sa solidarité avec la République sud-africaine, notamment en annulant toutes les mesures politiques économiques ou sportives prises à l'encontre de cette dernière ».

PRENEZ LE BON DEPART



Nous vous emmenons au Cameroun à l'heure qui vous convient, directement. Nos horaires sont étudiés pour répondre à tous vos souhaits. Sitôt à bord, vous découvrirez la chaleur incomparable de notre accueil. Et vous l'aimerez.

CAMEROON AIRLINES



Zaire

L'AMBASSADEUR A PARIS DÉMENT QUE SON PAYS SE SOIT OPPOSÉ A LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR DES « MASSACRES » AU KASAI

M. Kilitwa T. Benga-Ndumu, ambassadeur du Zaire à Paris, dément, dans un communiqué, les déclarations faites le 25 février à Bruxelles, par un membre de la Fédération internationale des droits de l'homme (le Monde du 27 février) à propos des « massacres du Kasai oriental ». Selon l'ambassadeur, le conseil exécutif du Zaire a « déjà opposé » un « catégorique démenti » à ces « fausses informations », ne s'est pas opposé à la constitution d'une commission d'enquête, a même donné son accord pour la formation de cette commission, et a

contacté différents « organismes humanitaires les plus représentatifs » à cet effet.

L'ambassadeur du Zaire rappelle dans ce communiqué que dès le 11 décembre 1979 le conseil exécutif du Zaire avait fait savoir à la Fédération internationale des droits de l'homme « qu'il souhaitait sa présence au sein de la commission d'enquête ».

Rafin, M. Kilitwa T. Benga-Ndumu déplore « la campagne de diffamation systématique dont le Zaire et son président sont l'objet ».

ACHETER... V INVESTIR



هكذا من الأصل

Les relations entre la France et les pays de l'Est ne doivent pas pâtir de la tension internationale

De notre envoyé spécial

Officiellement ou à titre privé, MM. Giscard d'Estaing et Gierek se sont déjà rencontrés à plusieurs reprises, et le président français doit retourner à Varsovie en septembre prochain. Les contacts à l'échelon ministériel sont fréquents, et le resteront particulièrement en 1980. La « charte de 1975 » a d'ailleurs fixé

Un cadre précis à cette coopération, prévoyant des entretiens réguliers entre les ministres des affaires étrangères de la Pologne et du fait avoir lieu à l'occasion de la visite à Paris de M. Wojtaszek, le ministre polonais. Quant à la « grande commission » de coopération franco-polonaise, elle doit se réunir à Varsovie en mai.

Dans le domaine économique, les deux États, les relations entre les deux pays ont été quelque peu dégradées depuis le début du record de 1976. L'an dernier a vu naître un certain redressement, mais les exportations françaises vers la Pologne — celle-ci ont atteint quinze milliards de francs soixante-quinze millions de francs (— 13 %), contre deux milliards cent quarante-cinq millions pour les importations (— 4 %). Mais le niveau des échanges demeure inférieur d'environ deux milliards de francs à ce qu'il était voici

quatre ans. Les interlocuteurs polonais de M. Strin ont toutefois assuré que les relations commerciales entre les deux pays allaient s'améliorer, bien que la Pologne fasse actuellement des efforts pour réduire son fort endettement vis-à-vis de l'Occident. Quelques grands travaux d'équipement, qui seraient pour jouer un rôle crucial, sont à l'étude, comme le canalisation de la Vistule, et la réalisation d'un aéroporteur et la réalisation d'un aéroport.

Quant aux relations culturelles, traditionnellement bonnes, elles pourraient également recevoir un léger coup de pouce après la visite de M. Strin à Varsovie.

[illegible]

En 1936, les polonais la position qu'ils occupent demeure calquée sur celle de l'Allemagne, on s'en rend compte à l'explication selon laquelle l'armée rouge a été contrainte d'intervenir par l'évolution de la situation internationale, de la politique intérieure et de la politique étrangère de la Pologne et américaine. Mais, il est évident que le Kremlin puisse nourrir la plus grande ambition expansionniste du monde, dans la région du monde, en particulier, la situation du golfe Persique. Au-delà de ce qui est officiel, toutefois, on a cru, par exemple, chez des membres de la diplomatie polonaise aux entretiens, à la fois de ce côté, embarrassés pour approuver M. Starynski, par exemple, d'ailleurs traduits en français, du Parti ouvrier unifié polonais, et l'espoir que les troupes soviétiques seraient seules à intervenir, avant l'ouverture d'une conférence de Madrid, au moins dans la proportion significative. Mais, il est évident que, personnellement, le Kremlin de la faire perdre de vue, à la fois, en ce qui concerne la pression internationale.

La conférence sur le désarmement en Europe, que Varsovie soubaite, est donc, en principe, à l'ordre du jour. Mais le gouvernement polonais l'accorde au principe de Paris, mais certaines divergences sont apparues entre les deux positions. Ces divergences concernent le champ d'application du désarmement, pour Varsovie, l'Union soviétique le peut être incluse dans ce projet et peut négocier, à cet égard, avec des Etats-Unis, la vérification de la non prolifération de ce type de armes, la France, par exemple, sur les conditions que la Pologne sur les conditions que les autres, — et sur sa portée : Paris, l'inverse de Varsovie, n'entend pas limiter les armes nucléaires, stimulant un débat sur leur utilisation, tout d'autres ensembles que celle d'une conférence tricontinentale européenne.

LA visite de M. Stürin à Varsovie
est la première qu'un membre
du gouvernement français ait
faite dans un pays socialiste de
l'Europe. Des engagements d'Afghanis-
tans. Manifestement, on comptait
s'assurer, du côté polonais, que la
stratégie de conduite adoptée par
M. Giscard d'Estaing au regard
des « invasions » soviétiques
n'avait pas changé. Mais aussi,
sans doute, suggérer au représen-
tant français que les deux pays
pouvaient réfléchir ensemble
facilement que d'autres aux
risques d'atténuer la crise.

BERNARD REIGNON **HIV**

DANIEL VERNET.

BERNARD BRIGOLEIX

**QUARANTE PERSONNALITÉS
DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE
SONT ARRÊTÉES
POUR DÉTOURNEMENT
DE FONDS PUBLICS**

(De notre correspondant.)

- Rome. — Une série de scandales aussi spectaculaires les uns que les autres secoue l'Italie depuis quelques jours.

après l'incrimination d'une trentaine de « vedettes » du football accusées d'avoir fait perdre leur équipe pour le compte de gros parieurs (le *Monde* du 4 mars), après la fuite à l'étranger de trois constructeurs immobiliers romains, les frères Caltagirone, auteurs d'une faillite frauduleuse (le *Monde* du 5 mars), c'est le scandale de l'Italcasse qui agite les milieux bancaires et politiques italiens.

Deux faits nouveaux sont intervenus le 5 mars. D'abord, le ministre de la marine marchande, M. Franco Evangelisti, a dû donner sa démission. Ce démocrate chrétien est soupçonné d'avoir reçu plusieurs centaines de millions de lires des frères Caltagirone pour financer illégalement le groupe politique qu'ils animent. Ensuite,

L'autre nouveau est l'arrestation d'une quarantaine de personnes en vue pour détournement de fonds publics. Parmi elles, des présidents ou ex-présidents de caisses d'épargne et de banques régionales, ainsi que quelques industriels et constructeurs immobiliers. Une dizaine d'autres mandats d'arrêt concernent des personnes en fuite : c'est le cas des frères Coltagirone, ainsi que de deux gros industriels, MM. Nino Rovelli (SIR) et Raffaele Trisani.

(inquiries)
des personnes qui ont été accusées
de l'avoir prêtés illégalement des
fonds publics ou d'en avoir béné-
ficiés. Elles opèrent dans le cadre
de l'Italcasse, qui est la banque
italienne des caisses d'épargne ita-
liennes. Chaque caisse d'épargne
prête à moyen terme pour les
investissements industriels.
L'Institut fait l'objet d'une enquête
ministérielle depuis un an et demi.
Les fonds d'épargne d'avoir distribué
des « allocations » (bon-de-vin
ou « subventions » à groupes pol-
itiques), mais surtout, elle a
montré trois généraux dans les
« fonds blancs », c'est-à-dire
des prêts sans garantie des
commissaires généraux qui ne lui
ont pas rendu l'argent. Les
prêts à moyen terme de l'Ita-
lcasse sont devenus des prêts à
long terme et souvent sans terme.
En 1962, elle fut donc la coquette
d'une commune de 10 millions de lires,
à Rovereto 320 milliards, à
Pavane 300 milliards, à
Caltanissetta 350 milliards.

Les actionnaires de l'Ita-
lcasse sont les caisses d'épargne
fondées par le gouvernement, les
centres de ces organismes de
propre, mais à but non lucratif
partiellement contrôlés par le
gouvernement chrétien.
L'émigration, citons-les, les in-
carne partiellement le sottogoverno
dans toutes les villes d'Italie. Les
effets de dette de 5 millions ont
été de 1962 à 1964 de quelque vingt-
cinq caisses d'épargne.

On compte aussi plusieurs ex-présidents qui, jouant ces dernières années un rôle déterminant dans le système de pouvoir démocrate-chrétien.

Comme l'écrit *l'Unità*, organe officiel du P.C.I., « C'est d'ailleurs qu'un scandale. » On se souvient le « au cœur du pouvoir, dans la sacristie du système ».

L'auteur des arrestations du mars est un juge romain très contesté, M. Antonio Alibrandi, qui ne cache pas ses sympathies pour l'extrême droite.

ROBERT SOLÉ

Les auteurs de la tuerie d'Atocha sont condamnés à de très lourdes peines de prison

De notre correspondant

Madrid. — Les extrémistes de droite responsables de la tuerie d'Atocha ont été condamnés à de lourdes peines de prison le mardi 4 mars.

Les condamnations vont jusqu'à cent quatre-vingt-troize ans de prison pour MM José Fernandez Cerra et Carlos García Julián, qui y a trois ans, avaient fêté la corruption dans le cabinet d'Alfredo Gutiérrez, le ministre communiste ouvrant le feu faisant cinq morts et quatre blessés grièvement. On craint maintenant à Madrid que la sévérité du verdict déclenche des représailles de la part des groupes d'extrême droite, dont les journaux ont recrudescence depuis le début de l'année et qui, le soir du 23, la veille du procès, avaient déjà ouvert la « chasse aux mages ».

Pour les avocats des victimes, le verdict fait preuve « d'une grande neutralité et d'une grande profondeur juridique ». On indique de source judiciaire que la défense fera probablement appel. Il faut noter que selon la loi espagnole la peine effective que purgeront les condamnés ne pourra dépasser trente ans.

Le procureur avait requis contre les deux hommes une peine

de trente-trois ans de prison pour un seul acte de terrorisme. En les condamnant pour un assassinat prémédité, quatre homicides et quatre tentatives d'homicide, le tribunal a largement suivi la plaidoirie de la partie civile qui, en Espagne, constitue une accusation parallèle.

Il a néanmoins rejeté la thèse selon laquelle l'attentat était une tentative de coup d'Etat à multiples complications, destinée à entraver la marche de l'Espagne vers la démocratie, moins d'un an après la mort de Franco.

Les juges ont condamné les deux tueurs et M. Francisco Albaladejo, dirigeant d'un syndicat socialiste, à deux ans de prison, ainsi que deux autres personnes, une soixante-treize ans, et un avocat, comme instigateur de l'attaque. Ils ont également condamné «tolérants» à deux ans de prison pour leur rôle dans le changement institutionnel en cours.

«Ils ont agi en violation de ce que selon le vœu de la majorité a été décidé par le peuple», ont-ils ajouté, ce que leur groupe «a opposé» et qu'ils ont «proprement pour son propre compte et de sa propre initiative».

Le tribunal l'attentat a été organisé par M. Albaladejo, qui voulait régner du jour au lendemain sur l'Espagne avec un dirigeant du syndicat communiste alors interdit qui trahissait les intérêts du peuple.

(Suite de la première page.)

Malta, voici que le dernière déclaration de notre président va très au-delà de cette solitude supposée animatrice. Certes, il s'agit toujours de « rendre à l'Europe une influence dans les affaires du monde ». Mais l'Europe se trouve définie ou pensée simplement comme le « groupe des pays européens, nos partenaires » avec lesquels nous avons, est-il dit ensuite, « une solidarité géographique », alors que la solidarité « historique et culturelle » c'est avec les pays d'Afrique qu'elle existe.

On ne saurait se montrer plus détaché par rapport à une entité Europe, alors que la première déclaration gouvernementale du septennat, lue à l'Assemblée par M. Chirac, disait : « La politique européenne ne fait plus partie de notre politique étrangère. Elle est autre chose et ne se sépare plus du projet fondamental que nous formons pour nous-mêmes. »

Que s'est-il donc passé ? Il y a évidemment la part de la déception que le France de la V^e République a régulièrement connue à cause de contradictions dont elle assumait la plus lourde. En apparence, quel plus proche de l'idée du *partnership* exprimée par Kennedy que la vision exprimée par De Gaulle, moment par moment par le général de Gaulle dans ses premiers discours en Allemagne :

« L'union, pourquoi l'union ? D'abord parce que nous sommes ensemble et directement menacés... L'union, en outre, pour cette raison que l'atlantisme moderne libre, autrement dit l'engagement réciproque de l'Europe et de l'Amérique, ne peut conserver à la longue son assise si la solidarité qui s'existe sur le *Continent* n'est pas une solidarité de fait, mais un mot de puissance et de droit, un mot de plus ordre que celui que les Etats-Unis constituent dans le Nouveau Monde. Or un tel mot ne saurait d'ailleurs s'autre chose que la *solidarité* de nos deux pays (la France et la République fédérale), »

La contradiction française, c'est constamment de vouloir sans cesse consacrer foi-celle l'amorce d'une structurelle. La contradiction n'est

mande, de ne pas vouloir vraiment un ensemble européen susceptible de faire contrepoids aux Etats-Unis. Du moins jusqu'à ces dernières années.

Toutes dernières semaines marquées, franchement, aux yeux du président français, un nouveau changement ou un retour en arrière. Comment expliquer ses formes de réticences : « Il y a la voie du régime fédérale qui est prise, à certains égards, une entente voisine de la nôtre... ». Les dirigeants de l'Allemagne fédérale se sont, pour l'essentiel, tenus eux mêmes de notre déclaration. « On se croirait revenu aux déceptions du général de Gaulle quelques semaines après la signature du traité franco-allemand de 1963.

Aiors, simple *reflex* parce qu'on avait adopté la même visée que le général de Gaulle et parce qu'il est de nouveau apparu comme hors d'attente ? Il y a autre chose. D'abord la lourde défaite que l'idée européenne e subit en France pendant la campagne électorale de 1973. Les vainqueurs politiques ont bien été Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, les vaincus Jacques Chirac et Georges Marchais. Mais dans chaque camp le vainqueur, pour gagner, a largement emprunté les thèses de l'adversaire. Pula est venue manifestement la recherche d'une originalité internationale nouvelle. La déclaration signée à la Nouvelle-Delhi et bien des passages du discours dialogué télévisé le montrent.

Est-ce une velléité ou une nouvelle politique délibérée ? L'importance attachée au second accord de Lomé et à celle qu'on accorde au système monétaire européen semblent aller en sens inverse. Et aussi tout ce qui a été dit eux futurs nouveaux membres de la Communauté, le Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, est difficile de franchir. Le reste que l'impression est donnée à tous, en France et hors de France, que l'Europe, dans la hiérarchie des préoccupations françaises, est tombée plus bas qu'elle ne l'avait été depuis trois décennies.

ALFRED GROSSER

ALFRED GROSSER

(1) D'autre part, la mère de Mme Sakharov, Mme Ruth Bonner, âgée de quatre-vingts ans, a été avertie par des fonctionnaires du parquet qu'elle risquait un procès si elle continuait à entretenir des relations avec des étrangers et des éléments criminels ».

ment. Le rapporteur était M. Chitche-
lov, ministre de l'intérieur. En
l'absence de M. Andropov, le Comité
pour la sécurité d'Etat (K.G.B.) était
représenté par M. Tsvigoun, premier
vice-président de cet organisme.

main de l'invasion soviétique n'avait pas changé. Mais aussi sans doute, suggérer au représentant français que les deux pays pouvaient réfléchir ensemble plus facilement que d'autres aux façons d'atténuer la crise.

ACHET

**ER... VE
NVESTIR.**

BERNARD BRIGOULEIX.

NDRE...

Si vous voulez acheter, vendre, investir en AFRIQUE, nous vous offrons :


- Un marché du plus de 200 millions de consommateurs :
- Des acheteurs de 18 pays ;
- Des partenaires industriels et commerciaux ;
- Des contacts fructueux.

49 pays, 520 firmes
 attendent fait contact
 avec nous 1979,
 ils reviennent
 d'autre part...

NATIONALE
AR

25 novembre 1978

un des Investisseurs 1er au 5 décembre



Olimpico Inverno 1980

Traversée Légendaire

Cherbourg - New York à bord du Queen Elizabeth 2

Vivez la dernière folle aventure : la traversée légendaire Cherbourg-New York dans le luxe et la tradition du dernier des "Grands". Le Queen Elizabeth 2, ce somptueux paquebot à bord duquel vous embarquerez pour 5 jours avant de découvrir "Amérique".

**Profitez du tarif Air-Mer
qui vous offre
l'aller bateau et le
retour avion pour le prix d'un
aller simple bateau à partir de 4.655F.**

Contactez immédiatement votre Agence de Voyages ou demandez
les brochures QEZ en remplissant le coupon ci-dessous.

Je souhaite recevoir rapidement et sans engagement de ma part,
la brochure Queen Elizabeth 2 Traversées Transatlantiques 1980.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. dom. _____ Bureau _____

SPECIAL 80
l'annonciateur

116-4

AU SÉNAT

Le projet de loi d'orientation agricole est sensiblement modifié

Le Sénat, qui siégera en principe jusqu'au 13 mars pour achever la discussion en première lecture du projet de loi d'orientation agricole, a repris, mardi 4 mars, l'examen de ce texte au point où il l'avait laissé vendredi : article 9 relatif à l'aménagement du régime des retraites agricoles. Vingt quatre articles et quelque quatre cent cinquante amendements restaient à débattre.

« sans être illégitime », cette réforme était « prématurée » et ne concernait qu'un petit nombre d'exploitants : environ quinze mille. « Est-ce suffisant, déclarait-il, pour créer un régime ? »

M. RINCHET (P.S., Savoie) a ensuite fait adopter un amendement déposant au nom de son groupe, et qui maintient les droits acquis par les agriculteurs montagnards pour leur « retraite de base ». « Cette retraite devient en fait une retraite complémentaire », avait dit le ministre

qui tentait de s'opposer à l'amendement. Un autre amendement socialiste, voté par le Sénat, obligeait la parité en ce qui concerne l'action sociale des caisses départementales pour les personnes âgées. L'ensemble de l'article 9 ainsi modifié a été adopté par 227 voix contre 22.

Le P.S. réaffirme son appui aux revendications des associations de rapatriés d'Afrique du Nord

Les dirigeants de sept associations de rapatriés (1) ont été reçus, mardi après-midi 4 mars, au siège du P.S. par une délégation du parti composée de MM. Laurent Fabius, membre du secrétariat national, Raoul Bayou, député de l'Hérault, et Jacques Ribes, rapporteur spécial, avec lesquels ils se sont entretenus du contentieux qui continue d'opposer la communauté des pieds-noirs aux pouvoirs publics.

Les députés socialistes ont réaffirmé la volonté de leur formation « d'aider de tous ses moyens à la juste réinsertion des rapatriés de toutes confessions dans la communauté nationale » et souligné la « nécessité urgente » d'obtenir du gouvernement le dépôt, dès la session parlementaire de printemps, d'un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi d'indemnisation du 2 janvier 1978, ainsi que le dépôt d'un « projet de loi définitive de réparation et d'amnistie ».

D'autre part, le comité national de l'Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés (UCDAR) a décidé de s'opposer désormais à toute vente, saisie ou contrainte « qui frapperait un rapatrié en difficulté : de « récupérer, dès à présent, et par tous les moyens, y compris l'impôt par subrogation, toute somme injustement prélevée ou retenue par l'ANIFOM (Agence pour l'indemnisation) ou le Trésor », d'enga-

(1) Front national des rapatriés (F.N.R.), Association nationale des Français d'Afrique du Nord (ANFAN), France-Afrique, Groupement national pour l'indemnisation (G.N.I.), Maison des agriculteurs français d'Algérie (MAFA), Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés (UCDAR), Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spolés (RSCOURS).

Le statut des épouses des exploitants

Puis, le statut juridique de l'épouse de l'exploitant agricole a fait l'objet d'un ample débat. Sur l'initiative de M. JEAN FOYER, président de la commission des lois, l'Assemblée nationale avait introduit, à l'article 13, une disposition reconnaissant à chaque des époux participant à une exploitation agricole la qualité d'« exploitant agricole ». De ce fait, chaque conjoint jouirait des mêmes droits et supporterait les mêmes obligations professionnelles et financières. Chacun d'eux peut donner mandat à l'autre époux de représenter l'exploitation au sein des organismes de coopération, de crédit et de mutualité agricole ; chaque époux est éligible aux conseils d'administration de ces institutions professionnelles. Une disposition importante précise même que la reconnaissance de la qualité d'exploitant à chacun des époux n'entraîne aucune dérogation aux conséquences juridiques de l'unité de l'exploitation, notamment en matière de prêts, de subvention de l'Etat, d'indemnisation des calamités agricoles, et, surtout, de cotisation unique à la mutualité sociale agricole.

An nom de leurs commissions respectives, tous les rapporteurs ont demandé la suppression de ces dispositions, faisant valoir, notamment, que la mesure privait le BAPSA (Budget des gestions sociales agricoles) de 3 milliards de francs. M. RUDLOFF (Un. centr. Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois, a aussi souligné que le problème ne se posait pas en discussion devant l'Assemblée le texte voté par le Sénat.

M. MARCILHACY (non-inscrit, Charente), qui avait été alors le rapporteur du projet, a notamment déclaré : « Si le texte que je rapportais ici, en avril dernier, et que le Sénat a voté à une très forte majorité, avait été soumis à l'Assemblée nationale, il figurerait aujourd'hui au code civil (...). Notre texte donnait satisfaction aux principaux intéressés, même aux plus réticents psychologiques : les femmes d'agriculteurs sont profondément ulcérées de devoir se déclarer « sans profession » ! Nous ne pouvons pas ce que nous avons fait sérieusement, longuement et, je crois, efficacement ! »

De son côté, le ministre de l'agriculture a déclaré : « Une action résolue et persévérante a été engagée pour assurer aux sept cent mille ou huit cent mille épouses d'agriculteurs la couverture sociale qu'elles méritent. De ce fait, elles se trouvent en avance par rapport aux épouses de commerçants ou d'artisans. Les problèmes qui restent à résoudre à leur égard sont, pour l'essentiel, celui du mandat réciproque, celui de l'invalidité et celui de la retraite complémentaire. Mais n'oublions pas que toutes les femmes d'agriculteurs ne participent pas au même degré au travail de l'exploitation (...). En adoptant l'amendement de M. Foyer, l'Assemblée nationale a manifesté une intention généreuse, mais que de dangers pour le BAPSA ! (...) L'acceptation des amendements de suppression de ceux-ci sont alors votés par 285 voix contre 3.

La réforme des régimes matrimoniaux adoptée en avril dernier par le Sénat, prévoyait que « lorsque deux époux exploitent ensemble une entreprise, les deux conjoints sont censés s'être donné accord réciproque pour exercer les droits de l'usufruit ». Les sénateurs ont toutefois repris cette disposition en adoptant l'amendement proposé par le rapporteur de la commission des lois, M. RUDLOFF.

MM. LEDERMAN (P.C., Val-de-Marne), MARCILHACY, GRADIER (Un. cent. Jura), ce dernier au nom de la commission des affaires sociales, ainsi que le ministre, M. MEHAIGNERIE, ont défendu cet amendement (en réalité, un sous-amendement).

Le Sénat a commencé l'examen en séance de nuit du volet financier dont le ministre a ainsi défini les objectifs : « Il tend à favoriser l'installation des jeunes, notamment par la location, car il sera de plus en plus difficile de faire à la fois l'achat de la terre et celui du matériel. Le secteur agricole est devenu le plus capitaliste de toute l'économie française. Il vise aussi à la maîtrise des coûts. C'est de cette maîtrise que dépend, dans les dix ou quinze ans à venir, notre place dans la Communauté. »

(Publiété)

UNIVERSITÉ PARIS I - PANTHÉON - SORBONNE

STAGE "INITIATION A L'ECONOMIE"

Destiné à tous ceux qui veulent s'initier aux mécanismes économiques actuels, ce stage permettra aux participants de comprendre et de relier entre elles les multiples informations d'ordre économique qu'ils peuvent recevoir.

Pour tous renseignements s'adresser au

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITE DE PARIS I

14, rue Cujas, 75005 PARIS

Tél. : 354-67-80, 329-12-13 poste 33-17

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LA POLITIQUE CONTRACTUELLE

10 ANS APRES

Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (60% d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde DE

L'EDUCATION

numéro de mars

LA VIOLENCE DES ENFANTS

Etudiant sans baccalauréat

En vente partout : 7 F

EN VENTE EN KIOSQUE

Le Courrier de l'unesco

LA DIESELLE



Voici une révolution : l'Audi 100 5D, la Diesel. On va en entendre parler mais c'est bien le seul bruit qu'elle fera car la Diesel brille surtout par son silence. Ce silence, elle le doit à ses cinq cylindres. Car la Diesel est une cinq cylindres. Souple, nerveuse. Et rapide. Elle peut atteindre 150 km/h cette Diesel-là. Ce n'est pourtant qu'une 7 CV. Mais oui, 1986 cm³ et 7 CV seulement. 70 ch DIN pour une vignette de 200 F. Mais ce n'est pas la seule économie dont elle est capable. Les vidanges,

n'en consomment que 7,5 l aux 100 km*. Et la gazole, en ville, elle soit 17,47 F les 100 km. Comparez avec une voiture à essence consommant, en ville, 10,5 l de super à 3,35 F*. Cela fait 35,17 F. Vous avez bien lu. La Diesel vous fait faire, en ville, l'économie de la moitié de votre budget carburant. Et ces économies, la Diesel vous les fera faire très longtemps.



AUDI 100 5D. ELLE ECONOMISE 50% DE VOTRE BUDGET CARBURANT.

* Audi 100 5D 1986 cm³ 7 CV 70 ch DIN. Consommation moyenne 7,5 l/100 km. Prix de vente conseillé en option facultative : 22,900,000 F.

POLITIQUE

LA SITUATION EN CORSE

Après les déclarations de l'U.P.C. la tension baisse dans l'île

Les occupations de mairies ainsi que les grèves de la faim ont cessé en Corse après les appels au calme des responsables autonomistes. Ces actions avaient été organisées pour obtenir la libération des nationalistes détenus à Paris après les événements d'Ajaccio et de Bastia.

Les consignes lancées le 2 mars par le mouvement autonomiste U.P.C. (Union du peuple corse), tendant à faire cesser la « stratégie de tension » dans les deux départements corses jusqu'à la libération de tous les détenus, paraissent avoir été bien accueillies dans l'île. En demandant aux grévistes de la faim emprisonnés sur le continent de cesser leur action pour laisser se dérouler l'instruction, et aux nationalistes insulaires de cesser manifestations et occupations de mairies, l'organisation de M. Edmond Simeoni manifestait son inquiétude devant des « débordements » et des « provocations » relevées notamment lors de la journée « arrondissement mort » à Ajaccio, le 29 février dernier (le Monde du 4 mars).

M. Pierre Pasquini, député R.P.R. de la Corse, vice-président de l'Assemblée nationale, a annoncé le 3 mars à Nice la création d'un « collectif des élus corses ».

Dans un communiqué, M. Pasquini précise que ce collectif qui a déjà reçu l'adhésion de quelques élus municipaux aura pour objet « la défense des libertés

démocratiques dans le cadre des lois de la République ». Il souhaite aussi que les élus, particulièrement les élus communaux, puissent avoir, sur les événements corses, « collectivement sinon individuellement, les moyens de faire entendre leur voix, de dire ce qu'ils pensent et d'être pris pour le moment un immense désir de paix ».

« Tous ceux qui, sans idées partiales, au-dessus des partis, veulent travailler dans la paix à l'avenir de la Corse, sont appelés à le faire et à faire connaître leur adhésion. Ensemble, dans la concertation, nous travaillerons à l'avenir de notre île », conclut M. Pasquini.

De leur côté, les parlementaires de la Corse, ainsi que M. Emile Arrighi de Casanova, président du conseil économique et social, viennent de prendre l'initiative de constituer le Cercle d'études et de recherches méditerranéennes dont « l'un des objectifs est d'exposer les dangers des mouvements séparatistes dans les deux départements corses », à la demande des élus. M. Michel Delnè a accepté d'en assurer la présidence.

Libres opinions

Une maladie de la démocratie

par le général J. PARIS DE BOLLARDIÈRE

DANS la flot confus des informations sur les risques d'une troisième guerre mondiale, la question corse est reléguée un peu trop rapidement dans l'oubli.

En fait, si l'on se contente à surmonter l'obédience qu'entraînent à dessein des moyens d'information largement contrôlés par le pouvoir, il devient difficile de ne pas sentir l'extrême importance de l'enjeu. Les images d'Alaria, puis de Bastia et d'Ajaccio, comme aujourd'hui même celles de Plogoff, mettent brutalement en cause le sens même de notre vie collective : la pression d'une économie et d'une technologie asservies à l'argent, la marée montante de la centralisation, le gonflement d'un état « indéfiniment autoritaire », disent Alain, vont-ils écraser sans recours l'individualité et la personnalité d'hommes et de femmes qui se débattent désespérément contre cette sorte de mort flasque qu'entrevoient déjà Toqueville avec horreur.

Le langage des faits est clair : la sang a coulé récemment en Corse une fois encore et toujours pour les mêmes raisons. L'inquiétude d'une population qui s'amoindrit et redoute de perdre son identité, l'état français répond par le mépris et une volonté obstinée de centralisation. Au besoin profondément humain d'assumer eux-mêmes leur vie matérielle et leurs responsabilités collectives, il oppose des schémas planifiés à Paris et une sollicitude administrative concomitante qui masquent trop souvent des intérêts étrangers à la Corse.

En dernier recours, le gouvernement déclenche une répression spectaculaire qui prolonge l'action, mais avec fureur contre toute évidence, de réseaux d'hommes de main qui ne sont ignorés ni de l'administration ni du pouvoir central.

Ce ne sont pas les seuls Corses qui sont en cause. En tant que membre du Mouvement pour une alternative non violente (1), en tant qu'homme tout simplement, je me sens profondément interpellé. Nos conditionnements sont tels qu'ils nous rendent capables de vivre sans réaction dans un monde à l'envers, où l'homme a de moins en moins de place.

Il est grand temps d'ouvrir les yeux sur la réalité et de mesurer à travers les événements de Corse la dégradation du sens de l'humain qui corrompt nos institutions.

La vie humaine n'a de sens que dans le contexte d'une longue évolution que notre frénésie risque de faire avorter.

La cohésion et donc l'obéissance de tout le groupe aux individus les plus aptes à protéger et à assurer son existence sont la condition nécessaire de la survie pour les sociétés animales. Il en est de même pour les nôtres. Mais cette autorité naturelle constamment remise en cause par une sélection implacable, nous devons la rendre sur des institutions inventées par des hommes avides de domination et décidés à maintenir leur pouvoir envers et contre tous. Comment nier, pourtant, que ce qui fonde notre humanité, c'est le refus de toute autorité imposée par la contrainte et non librement choisie.

Les Corses ne réclament rien d'autre que la liberté d'organiser sous leur propre responsabilité leur destin collectif. Leur lutte est un réflexe profondément humain. Elle ne peut laisser indifférent aucun de ceux qui s'accrochent à l'espoir de voir un jour les hommes organiser des sociétés véritablement humaines.

Les événements de Corse éclairent une cruelle évidence. Nos sociétés sont hies d'efficacité et de puissance. Elles s'enracinent dans la violence institutionnelle que dénonce sans relâche la grande voix d'Halder Camara. Elles sombrent, par leur nature même, dans une véritable phobie de l'humain. La lutte des Corses n'est pas le vain sursaut d'hommes pris au piège. Elle est le combat toujours recommencé de l'esprit contre l'éthérée. Si cette exigence d'humanité devait un jour s'épuiser, l'espérance aurait disparu d'un monde définitivement condamné.

(1) M.A.N., 20, rue du Devidet, Montargis.

A L'ATTENTION DES PROFESSIONNELS

Une journée d'étude :

LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE

Le 27 Mars 1980 ou le 17 Avril 1980
ou
Le 22 Mai 1980

Ces journées placées sous la responsabilité d'Experts Comptables se dérouleront à Paris

Informations sur le programme et les modalités d'inscription en téléphonant à
Elsa 700.69.56
70, rue Amélot - 75011 PARIS



Martinique, l'île écorchée

(Suite de la première page.)

Maire et député — aujourd'hui apparenté socialiste — de Fort-de-France depuis 1945, réélu dès le premier tour aux municipales de 1977 et aux législatives de 1978, président du parti progressiste martiniquais (P.P.M., autonomiste), dont il fut le fondateur, en 1967, après avoir rompu avec le P.C.F. pour incompatibilité viscérale avec le bureaucratisme stalinien, Aimé Césaire est, ici, le centre de la vie politique (3).

Poète, écrivain, dramaturge, il symbolise, aux Antilles, la lutte pour la décolonisation et contre les séquelles de l'esclavage, le refus de l'assimilation culturelle et la quête des valeurs nègres et africaines.

Tout le monde ne l'aime pas, mais tout le monde, ou presque, le respecte. Son influence spirituelle, toutefois, connaît des limites. Si Aimé Césaire, qui a aujourd'hui soixante-sept ans, dirige le P.P.M., dont la population (environ 100 000 habitants) représente le tiers de celle de la Martinique, son ascendant est réel, au premier tour de scrutin, conseiller général du canton de Fort-de-France, il a réuni 6 811 voix contre 3 000 au candidat du R.P.R., son principal adversaire, alors qu'il n'avait été réélu qu'à la deuxième tour en 1978, avec 4 708 voix contre 3 244 à Edmond Valoin, sénateur R.P.R.

« Je n'ai jamais été aussi bien reçu », souligne M. Darsières. Ce résultat a conforté le P.P.M. dans sa campagne.

La Martinique vit, aujourd'hui, un nouveau choc politique. Souffrant, sympathique, une élégante robe brune et cadras son visage fin, M. Arthur Régis travaille depuis deux ans. Militant dévoué, directeur du Progrès, organe du parti, il a été élu conseiller général du quatrième canton de Fort-de-France, en 1970, puis réélu en 1978 après avoir centré ses campagnes électorales sur le refus de l'immigration fondée. Sa démission du conseil général le 21 janvier dernier, motivée par la flèche, a surpris tout le monde, y compris son parti, dont les dirigeants n'avaient pas été informés de son intention (le Monde du 24 janvier).

Pour expliquer sa décision, M. Régis a rendu public un texte encore plus virulent que celui de M. Darsières, un an auparavant : « Pour diminuer les Martiniquais, la méthode employée est, extrêmement subtile et insidieuse. Elle consiste à agir en sorte que le Martiniquais ne trouve plus d'emploi dans son pays et, ne trouvant plus d'emploi, soit obligé de s'en aller. L'objectif n'est en fait que de faire passer les Martiniquais occupés, ici, les emplois qui devraient nous revenir par priorité absolue. »

Dans le même temps que tout est mis en œuvre pour vider la Martinique de ses Martiniquais, le gouvernement français remplit la Martinique de Français. Or, plus les Français seront nombreux,

ici, plus ils s'organiseront pour évincer les Martiniquais qui osent résister. Ce n'est pas toujours dit, mais c'est à dire l'extermination d'un peuple, en occurrence le peuple français, eux, ont dû fuir, les Français, eux, ont dû fuir, le faire, d'éliminer tout un peuple. Et c'est ainsi qu'à la suite du débarquement des Français dans ce pays, les Caribes furent exterminés au point qu'il n'en existe plus un seul à la Martinique. (...)

Actuellement, ici, comme hier en Algérie, les Français s'organisent entre eux, en « amicales » de toutes sortes, qui, le moment venu, pourraient se regrouper en nouvelle O.A.S., qui semblera la terreur dans la population, lui laissant, comme seule issue, « la Vallée ou le Cercueil ».

« Sans une lutte sans merci pour stopper cet envahissement, je ne vois pas comment les Martiniquais qui sont sans pouvoir politique réel pourront conserver la Martinique pour les autres générations de Martiniquais ».

La secousse provoquée par cette démission spectaculaire a été d'autant plus ressentie que ce technicien de quarante-quatre ans n'a pas la réputation d'être un militant indiscipliné. La direction du P.P.M. lui a aussitôt infligé un « blâme public » en lui demandant de faire son autocritique pour avoir contrevenu, dans la forme, à la discipline du parti, mais elle ne l'a pas condamné sur le fond. M. Régis a reçu, bien au contraire, certains encouragements de la part des habitants de Fort-de-France dont beaucoup ont vu dans son geste un acte de courage politique et d'honnêteté intellectuelle.

Appuyé par les communistes et les indépendantistes, cette campagne contre l'« exil en douceur » et l'afflux des métropolitains rencontre, en fait, un écho dans toutes les couches sociales, au-delà des clivages politiques. En fait, il est difficile de savoir quelle est exactement l'évolution du nombre des métropolitains installés et travaillant actuellement en Martinique. Les évaluations varient de vingt-cinq mille à soixante mille.

Sous l'effet de la campagne du P.P.M. apparait ainsi à Fort-de-France l'annonce d'un courant néo-poujadiste hostile à l'arrivée de nouveaux métropolitains. Chez les jeunes, l'émigration imposée par la crise économique est assimilée à une forme sophistiquée de la traite des nègres et la revendication « Vivre au pays » prend une intensité politique qu'elle n'a pas en métropole.

Soulignant une « multiplication des incidents » dans les établissements scolaires « entre élèves martiniquais et professeurs métropolitains, enseignants martiniquais et métropolitains », la fédération du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) estime que ceux-ci « ne peuvent être dissociés des campagnes de presse et des mobilisations dirigées contre les « métros », et notamment les « métros » fonctionnaires, présentés comme « bacheliers coloniaux », « voleurs de postes » ou « chasseurs de primes ».

Le danger existe, incontestable-

ment, de voir, dans le feu des prochaines campagnes électorales, l'argumentation du mouvement autonomiste d'Aimé Césaire aboutir à des excès, voire à une psychiatrie antimétropolitaine, malgré la tradition d'hospitalité martiniquaise. C'est l'une des raisons pour lesquelles M. Rodolphe Désiré, leader du groupe autonomiste du Martin, vient de quitter le parti où il occupait les fonctions de secrétaire général adjoint. « C'est dangereux, c'est indigne des gens de gauche et cela va dans le sens que souhaite le gouvernement pour essayer de discréditer ses adversaires, dit-il. L'administration, c'est vrai, est en train de réussir le crime parfait, mais dans un pays multiracial y faut aborder les problèmes de discrimination avec des délicatesses ».

« Ceux qui nous accusent de racisme dénaturent nos positions », rétorque M. Darsières. « Il y a d'ailleurs une certaine hypocrisie de la part de l'intelligentsia martiniquaise à nous tazer de racisme alors qu'elle est la première à protester quand ses intérêts sont touchés par la présence des métropolitains », ajoute le secrétaire général de la formation autonomiste.

M. Darsières, « l'éclair d'Arthur Régis est un événement important, car il traduit le désarroi du peuple martiniquais, son traumatisme psychologique. C'est

« UN PEUPLE EN PÉRIL »

Selon les statistiques de l'INSEE la solde migratoire martiniquaise se caractérise par un déficit croissant, c'est-à-dire par un nombre de départs de plus en plus supérieur à celui des entrées. Ce déficit, qui était de 1 730 en 1962, atteignait 3 345 en 1968, 6 811 en 1976, 6 894 en 1977, 6 921 en 1978.

Parallèlement, la courbe de la natalité s'effondre. Le nombre des naissances, qui était de 10 749 en 1962, n'était plus que de 6 741 en 1975 et de 5 063 en 1978.

« Le peuple martiniquais est atteint d'une vitalité biologique humaine, constate Aimé Césaire. C'est un peuple en péril ».

la manifestation d'un sentiment d'impuissance de notre pays, qui est le dos au mur. Nous sommes à un carrefour ».

M. Régis, lui, a choisi sa voie : au prochain congrès du P.P.M., qui doit avoir lieu en deux temps, les 28-29 juin et 5-6 juillet, il proposera une nouvelle stratégie politique visant notamment, à « internationaliser le problème de la décolonisation de la Martinique », et à étudier « la possibilité de création d'un front de libération antillano-guyanais. A l'époque où j'ai été élu conseiller général, explique-t-il, ça l'a étonné, je croyais encore que le dialogue était possible avec le gouvernement français. Mais, depuis des années, nous luttons avec nous-mêmes sur un coffre-fort. Ou il faut tout faire pour le défendre, ou il faut tout faire pour le détruire. Je suis devenu révolutionnaire. Pour résoudre le problème de la Martinique, les Martiniquais ont le droit d'utiliser tous les moyens ».

L'attitude de M. Régis interpelle aussi Aimé Césaire, qui demeure partisan d'un statut d'autonomie, à condition d'indépendance de la Martinique, à terme, ne fasse pour lui aucun doute. L'influence modératrice du maire de Fort-de-France prédominante elle une fois encore ? Quand on l'interroge, le vieux luttant exprime ses craintes : « Le dialogue n'est plus possible puisque le gouvernement ne reconnaît qu'il y ait un problème politique martiniquais. Donc il crée une impasse et engendre la violence de la part de ceux qui s'y sentent acculés. La tension raciale résulte de ce sentiment d'impuissance qui peut donner lieu à des actes de désespoir. N'importe quoi peut arriver à n'importe quel moment ».

Et Aimé Césaire parle longuement de ses « illusions » d'après la Libération, de la générosité des « hommes de lumière » qui combattaient l'esclavage, des droits du citoyen, de Voltaire, de Rousseau, de Victor Hugo... avec beaucoup d'humour, un brin de nostalgie. Mais qui écoute encore les humanistes ?

ALAIN ROLLAT.

Prochain article :

LA BATAILLE DE FORT-DE-FRANCE

(2) Le P.P.M., qui revendique mille deux cent trente militants, s'appuie sur une quarantaine de « bataillons » (cellules) dont une trentaine sont implantées à Fort-de-France.

(3) Les quatre autres parlementaires du département sont : MM. Claude Pénic (R.P.R.), Victor Sablé (app. R.D.F.), député : Roger Lise (non inscrit), Edmond Valoin (R.P.R.), sénateurs.

● M. Paul Dijoaud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a indiqué, lundi soir 4 mars, à son arrivée à Cayenne (Guyane) que M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra, « dans un avenir très proche », dans ce département.

elipson
une gamme haute fidélité
au niveau des premières réalisations internationales

Je désire recevoir le catalogue complet et la liste des points d'écoute agréés
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

Justice
L'existence juridique de

la maison
BIBLIOTHEQUE
150 MODELES
COMMERCIAUX

DU MEUBLE INNOVANT AU GRAND ENSEMBLE

Installez-vous vous-même, ultra rapidement

Visitez nos Expositions Vente :

هكذا من الأصل

JUSTICE

Le procès des meurtriers d'Ezzedine Kalak devant les assises de Paris

L'existence juridique de l'O.L.P. en question

Il n'y a pas que sur le plan politique que la question palestinienne est au premier plan de l'actualité. Elle servira de toile de fond aux débats qui se sont ouverts, mardi 4 mars, devant la cour d'assises de Paris présidée par M. Paul Gallardot. Pendant une semaine, en effet, seront jugés deux hommes, MM. Assad Hatem, vingt-deux ans, et Husni Abdul Quadir Hatem, vingt-six ans, deux militants palestiniens accusés d'avoir assassiné le 8 août 1973, Ezzedine Kalak, directeur du bureau d'information et de liaison de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) à Paris.

Dès la première audience, le problème de la représentativité de ce mouvement a été posé à

propos de la validité de sa constitution de partie civile. L'O.L.P. existe-t-elle juridiquement? Telle est la question qui a été posée aux magistrats de la cour, qui, après deux heures de délibération, avaient préféré attendre et renvoyer la réponse au lendemain.

Dans son arrêt, la cour a reconnu que l'autorisation donnée à l'O.L.P. le 31 octobre 1975, d'ouvrir un bureau à Paris, constituait « un caractère licite à la représentation de l'O.L.P. en France » et qu'elle pouvait ester en justice. Mais elle a rejeté la constitution de partie civile car l'exercice de l'action civile n'appartient qu'à ceux qui ont personnellement souffert de l'infraction commise.

Le lendemain, ils attendaient dans un café situé en face du bureau de l'O.L.P. Ezzedine Kalak, qui arriva en compagnie d'Icham Mustapha, directeur adjoint. Après quelques minutes, ils pénétrèrent à leur tour dans l'immeuble, malgré la présence de gardiens de la paix en faction devant la porte, et gagnèrent le troisième étage. Le portier ouvrit sans difficulté à Husni Hatem, qu'il connaissait. Son compatriote bondit dans la pièce et menaça avec son arme trois personnes, que les deux Palestiniens enjambèrent dans un bureau tandis qu'Ezzedine Kalak et trois de ses collaborateurs tentaient de se barricader dans une chambre. Mais la serrure de la porte vola en éclats sous les coups de feu et les deux hommes tirèrent. Ezzedine Kalak, puis Assad Hatem, lança deux grenades à l'intérieur. Ce dernier fut ensuite maîtrisé par le portier alors qu'il tentait de prendre la fuite après qu'il eut blessé d'un coup de feu Husni

A l'origine de ce débat, un attentat politique lui eussent, qui a causé, outre la mort du représentant de l'O.L.P. en France, celle d'Adnan Hammad, chargé des affaires administratives. Trois autres personnes furent plus ou moins gravement blessées au cours de cette action de commando. Leurs auteurs : MM. Kayed et Hatem, appartenant au Front de libération de la Palestine — la tendance dure du mouvement palestinien opposée à toute solution négociée, — venus exécuter un attentat politique, un proche de M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P. représentant la voie « modérée ». Tous deux s'étaient définis comme « des soldats engagés dans une lutte sans merci, tentés à ce titre à exécuter des ordres reçus, comme révolutionnaires, et non comme des terroristes ». Ils ont déclaré, au cours de l'interrogatoire, avoir agi « par conviction politique et par patriotisme, non pour une récompense, mais pour lutter à la fois contre le sionisme, l'impérialisme, les réactionnaires arabes et palestiniens par où ils se trouvent dans le monde ». Jamais ils n'ont manifesté le moindre regret de leur acte. Ils étaient prêts à faire « le sacrifice de leur vie pour la cause palestinienne ». Ce double homicide, le 8 août 1973, a été qualifié de « crime » et « attentat ». Dix-neuf mois après les faits, oubliés par leurs camarades, ils n'ont pas dit un seul mot, sauf quand le président leur a demandé de déclarer leur identité. A la question : « Où êtes-vous nés ? », ils ont répondu : « En Palestine ». Originaire de Jordanie, Assad Hatem a été élevé au Koweït. Après quelques années à Londres et un stage de formation politique en Irak, il arriva en France, en mars 1978, pour entreprendre des études d'architecture. Son compatriote, Husni Hatem, né en Cisjordanie, aurait été élevé à Neplouse, Bachelier, il fit des études d'ingénieur en mécanique, en Turquie, avant de s'installer en France, en 1976, pour préparer une maîtrise de physique à l'université de Paris-VII (Jussieu). Tous deux avaient rallié la cause d'Abou Nidal résident à Bagdad, en Syrie.

C'est Husni Hatem qui, le premier, aurait été contacté en juin 1978 par un dénommé Mansour, membre du Fatah, disant appartenir au conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, qui lui remit deux pistolets automatiques de calibre 9 mm, des munitions et deux grenades. Le 2 août, le même Mansour, qui n'a jamais pu être véritablement identifié, mit en relations Hatem et Kayed et leur demanda d'éliminer Ezzedine Kalak. Les consignes étaient strictes : ne pas s'en prendre à des Français, ne pas résister à la police et épargner toute personne étrangère au mouvement du « traitre Arafat ».

Le lendemain, ils attendaient dans un café situé en face du bureau de l'O.L.P. Ezzedine Kalak, qui arriva en compagnie d'Icham Mustapha, directeur adjoint. Après quelques minutes, ils pénétrèrent à leur tour dans l'immeuble, malgré la présence de gardiens de la paix en faction devant la porte, et gagnèrent le troisième étage. Le portier ouvrit sans difficulté à Husni Hatem, qu'il connaissait. Son compatriote bondit dans la pièce et menaça avec son arme trois personnes, que les deux Palestiniens enjambèrent dans un bureau tandis qu'Ezzedine Kalak et trois de ses collaborateurs tentaient de se barricader dans une chambre. Mais la serrure de la porte vola en éclats sous les coups de feu et les deux hommes tirèrent. Ezzedine Kalak, puis Assad Hatem, lança deux grenades à l'intérieur. Ce dernier fut ensuite maîtrisé par le portier alors qu'il tentait de prendre la fuite après qu'il eut blessé d'un coup de feu Husni

Le témoignage de M. Ibrahim Souss

Il sera difficile aux jurés de la cour d'assises de Paris de ne pas tenir compte des motivations idéologiques de ces deux militants, hommes du devoir sacrifié à la cause. Une cause perdue, si l'on en croit les succès diplomatiques que remporte actuellement l'O.L.P. M. Ibrahim Souss, directeur du bureau de l'O.L.P. à Paris, a qualifié les deux accusés de « marginaux ». Mais ce procès sera-t-il celui d'une revanche politique pour le mouvement de M. Arafat? M. Francis Sapien et Christian Gardel, les avocats de la défense, ont contesté la constitution de la partie civile de l'O.L.P. « Cette organisation ne représente rien sur le plan juridique », a déclaré M. Gardel. Elle n'a pas reçu le statut international qui lui permet d'être en justice, c'est une organisation de fait reconnue sur le plan international pour des motifs politiques.

M. Ibrahim Souss a alors rappelé que l'O.L.P. était membre observateur à l'ONU, qu'elle faisait partie de toutes les organisations spécialisées des Nations unies et que par ses structures elle était « un gouvernement provisoire en exil ». Le successeur d'Ezzedine Kalak a indiqué que M. Arafat était reçu à l'étranger comme chef de gouvernement et qu'il-même avait eu un entretien privé d'une dizaine de minutes avec le président de la République française, jeudi 28 février 1979, lors du déjeuner offert à l'ambassade de France à Paris par le doyen du corps diplomatique arabe. Pour lui, le préjudice subi par son organisation au moment de l'assassinat d'E. Kalak est « direct et concret ». M. Louis Terrenoire,

ancien ministre et ancien président de l'Association de libération franco-arabe, a souligné « qu'il y avait quatre représentants de l'O.L.P. aux obsèques du président Pompidou, et que trois représentants officiels du Quai d'Orsay avaient assisté à la cérémonie à la mémoire d'E. Kalak ». Et M. Joe Nordman a ajouté que l'attentat ne visait pas ce dernier en tant que personne mais en tant que représentant de l'O.L.P.

En revanche, pour l'avocat général M. Jacques Gégnière, « l'O.L.P. n'a pas fait la preuve de préjudices ». Le seul motif qui permettrait à cette organisation de se constituer partie civile, c'est l'atteinte à la finalité du mouvement, c'est-à-dire la constitution d'un Etat palestinien, ce n'est pas la mort de ses membres. « Ne faites pas de folies, o-à-l lancé à la cour. Faites du droit. Ce n'est pas le Quai d'Orsay qui dit la loi ». L'avocat qui a conclu par cette compte anglaise : « Ezzedine Kalak, dans l'escalier, fut vu un homme qui n'était pas là. Il n'était pas là non plus aujourd'hui. Je voudrais bien qu'il s'en aille. Ce homme, c'est l'O.L.P. L'évidence. Il sera difficile de le chasser. »

MICHEL BDL-RICHARD.

Arrêté pour l'assomission le 14 janvier à son domicile à Feurs (Loire), M. Jean-Marc Rouillet, vingt-trois ans, qui était inculpé depuis la prison Saint-Paul de Lyon, a été libéré mardi 4 mars. Mais ce même jour, à Paris, un autre inculpé, M. Daniel Besson, a été arrêté par les gendarmes et mis aux arrêts au camp militaire de Satory.

Condamné pour meurtre en 1960

L'ANCIEN AVOCAT GENEVOIS PIERRE JACCOUD RENONCE A « OBTENIR JUSTICE »

M. Pierre Jacoud, âgé aujourd'hui de soixante-quatre ans, a fait savoir, le mardi 4 mars, qu'il renonce à la nouvelle demande en révision du procès au terme duquel il avait été déclaré coupable, le 4 février 1960, par la cour d'assises du canton de Genève, du meurtre de M. Charles Zumbach et condamné à sept ans de réclusion.

M. Jacoud, qui affirmait toujours être innocent de ce crime commis le 1^{er} mai 1958, a déclaré qu'il renonce à obtenir justice « puisqu'on a décidé de choisir le coupable au lieu de le rechercher ».

L'ancien avocat, qui connaît au plus fort de son déroulement un retentissement international, restera caractérisé à la fois par la personnalité de celui qui lui donna son nom (ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Genève, membre du comité directeur du parti radical, député au Grand Conseil) et par la controverse judiciaire à laquelle elle donne lieu, surtout dans le domaine de l'expertise.

Pierre Jacoud, qui avait été libéré sous condition en 1963, n'avait cessé depuis de se battre pour obtenir la réouverture de son procès. Dans le cadre de cette bataille, il avait obtenu en 1965 un supplément d'enquête qui dura huit années, mais ne parut pas suffisamment convaincant à la Cour de cassation genevoise, qui avait rejeté la requête en 1977.

L'agitation à Plogoff QUATRE PERSONNES GARDÉES A VUE APRÈS L'AGRESSION CONTRE UN GENDARME MOBILE

Sept personnes ont été interpellées mardi 4 mars et quatre d'entre elles sont toujours gardées à vue à la gendarmerie de Quimper (Finistère) après l'agression, dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 mars, à Plogoff, d'un gendarme mobile à la sortie d'un dancing. Le gendarme en civil avait été pris par la foule et complétement roué. Il est hospitalisé à Brest, où son état de santé n'inspire pas d'inquiétude. Les quatre personnes gardées à vue, MM. Jean-Yves Collin, vingt-trois ans, de Plogoff, Albert Donnat, trente ans, de Pont-Croix, Daniel Donnat, vingt-six ans, de Clédren-Cap-Sizun et Jean-Yves Perrenne, quarante et un ans, de Goullven, devraient être déférées au parquet de Quimper ce mercredi 5 mars. D'autre part, le parquet du tribunal de Quimper a fait appel au minima de la condamnation à trois mois d'emprisonnement de M. Clet Anquet.

L'AFFAIRE DE « RADIO-RIPOSTE »

M. Roger Lecante instruira la plainte du P.S. après l'intervention de la police à la cité Malesherbes

M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction de Paris, a été désigné pour instruire la plainte déposée par le P.S. après l'intervention de la police à la cité Malesherbes, à Paris, à la fin de l'émission « Radio - Riposte » du 28 juin 1979.

La plainte du P.S. avait été transmise, le 28 août par M. Christian Le Guinec, procureur de la République à Paris, à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Conformément à la loi, celle-ci est compétente pour désigner les juridictions qui doivent évoquer les affaires mettant en cause des magistrats ou des officiers de police judiciaire (le Monde du 1^{er} décembre 1979).

En transmettant la plainte, déposée contre X., pour bris de clôture et violation de domicile, par la Société civile immobilière de la cité Malesherbes et la Société des amis du parti socialiste, M. Le Guinec avait indiqué que celle-ci le visait personnellement. Le procureur de Paris indiquait que c'était lui qui avait donné l'ordre à la police d'intervenir à l'occasion d'un délit flagrant d'atteinte au monopole de la radiodiffusion.

Deux votes s'opposaient à la chambre criminelle : transmettre le dossier à la chambre d'accu-

sation d'une cour d'appel, comme il est de règle lorsqu'un magistrat de l'ordre judiciaire est susceptible d'être inculpé d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice de ses fonctions ; ou bien saisir le tribunal de son choix, comme le prévoit le code de procédure pénale, lorsque des officiers de police judiciaire risquent la même inculpation.

C'est cette deuxième voie qu'a choisie, le 23 novembre, la chambre criminelle en estimant que M. Le Guinec ne pouvait être poursuivi, tant qu'un tribunal ne déterminerait pas si les policiers qui étaient intervenus à la cité Malesherbes avaient commis un délit. La chambre criminelle de la Cour de cassation avait justifié sa décision en invoquant l'article 5 de l'article 681 du code de procédure pénale qui précise : « Lorsque le crime ou le délit dénoncé a été commis à l'occasion d'une poursuite judiciaire, et implique la violation des règles du code de procédure pénale, l'action publique ne peut être exercée que si le caractère illégal de l'acte accompli à cette occasion a été constaté par une décision devenue définitive de la juridiction répressive saisie ».

L'imminence de l'ouverture de l'information confiée à M. Lecante avait, il y a quelques jours, suscité des protestations du syndicat des commissaires de police.

PROCÈS D'UN PÈRE POUR NON-REPRÉSENTATION D'ENFANT

Saint-Etienne. — Ancien militant du Larzac et ancien animateur de Sud-Radio, aujourd'hui enquêteur social à Lyon chez les Petits Frères des pauvres, M. Jean-Paul Delattre, trente-quatre ans, a comparu lundi 3 mars devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne pour non-représentation d'enfant. Il refuse de « rendre » sa fille Aurélie, âgée de six ans, alors que la cour d'appel de Lyon en a confié la garde le 15 novembre 1979 à la mère.

Dans un premier temps, le jugement de divorce en date du 27 avril 1979 du tribunal de Saint-Etienne avait confié la garde de l'enfant au père après deux enquêtes sociales qui avaient conclu à l'instabilité de la mère. Mais curieusement, la formule exécutoire du jugement manquait. La cour d'appel de Lyon, sans ordonner de contre-enquête sociale, estimant que « l'intérêt d'une petite fille est d'être placée auprès de sa mère qui peut mieux lui donner les soins adéquats », déclara alors de confier l'enfant à la mère. M. Delattre s'est pourvu en cassation contre cet arrêt. Il vit, depuis dix-neuf mois, avec sa petite fille Aurélie, et n'a jamais été inquiété par la police. Le tribunal rendra son jugement le 17 mars. Mardi 4 mars, toutefois, M. Delattre a été interpellé et placé en garde à vue pendant quelques heures. Les policiers l'ont interrogé sur le sort de sa fille. (Corresp.)

Les incidents du 23 mars 1979 à Paris DEUX VIGILÉS SONT PLACÉS EN GARDE A VUE

Après les révolutions de M. Said Gérard Abdullah, vigile, sur les incidents qui ont suivi la manifestation des sidérogistes lyonnais à Paris, le 23 mars 1979, au cours d'une conférence de presse de l'union régionale C.G.T.-J.C.-France le 28 février, M. Abdullah a été interpellé, mardi 4 mars au matin, à son domicile, par la brigade criminelle.

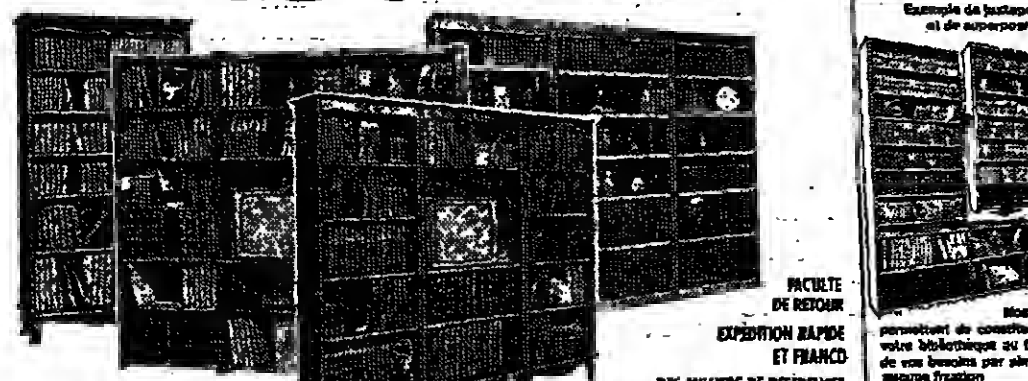
M. Abdullah avait affirmé avoir reçu mission, le 23 mars, de provoquer et de causer « le monde » des 19 et 20 février. Il a été emmené dans le cadre d'une commission rogatoire concernant les incidents du 23 mars. Sa garde à vue a été prolongée ce mercredi 5 mars. M. Abdullah, était employé, jusqu'en août de mai 1979, par la société de gardiennage les Vigiles de la Seine et la Vigile républicaine.

Plusieurs personnes de cette société sont en outre entendues par les services de la brigade criminelle qui a organisé des confrontations. M. Gérard Fayard, directeur de la Vigile, a aussi été entendu. D'autre part, M. André Simonon, autre employé, qui devait assister, le 23 mars, la protection du magasin Lancel avec M. Abdullah, a été placé, ce mercredi 5 mars, en garde à vue.

Le Monde des PHILATÉLISTES

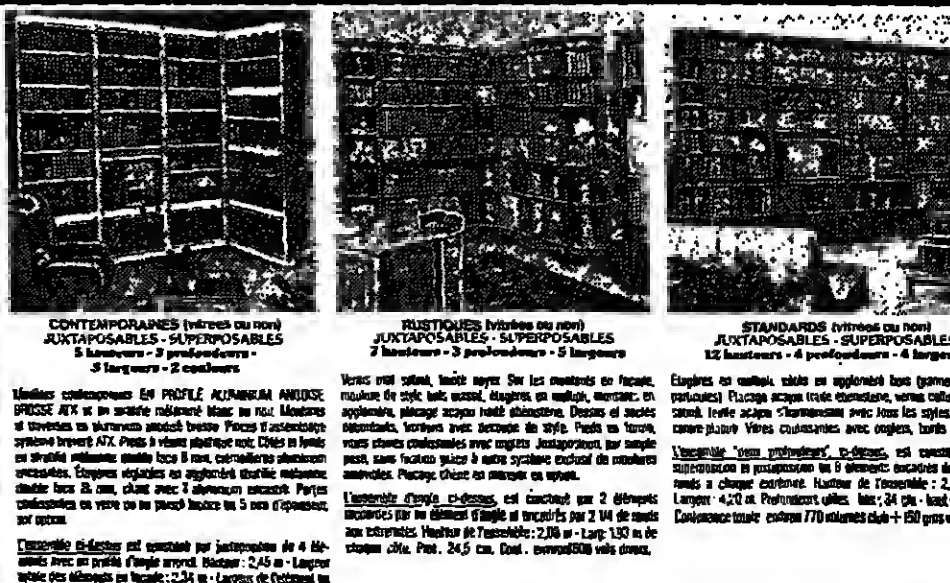
la maison des BIBLIOTHEQUES

150 MODELES VITRES ACCORDABLES - AJUSTABLES - SUPERPOSABLES - DÉMONTABLES - NOMBREUX BOIS. COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION



DU MEUBLE INDIVIDUEL AU GRAND ENSEMBLE. Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement... A DES PRIX IMBATTABLES !!

Visitez nos Expositions Vente : LILLE, 68, r. Esquermesse, tel. 55 68 38 - L'UNION, 57, r. Jules Verne, tel. 79 15 42 - LYON, 1, r. de la République, tel. 28 30 30 - MARSEILLE, 1, r. de la République, tel. 28 30 30 - NANTES, 15, r. de la République, tel. 74 30 30 - PARIS, 15, r. de la République, tel. 74 30 30 - ROUEN, 15, r. de la République, tel. 74 30 30 - STRASBOURG, 15, r. de la République, tel. 74 30 30 - TOULOUSE, 15, r. de la République, tel. 74 30 30 - VALENCIENNES, 15, r. de la République, tel. 74 30 30



LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux Paris 14^e. Réception ouverte le lundi de 14 h à 18 h et les autres jours même le samedi de 9 h à 18 h sans interruption. Métro: Denfert-Rochereau - Gares - Edgar Degas - Anvers - 28 - 29 - 58 - 68.

BON POUR UN CATALOGUE EN COULEURS

à retourner à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 Paris CEDEX 14. Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRES ou non contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, complément, prix, etc.

N° Rue Code Postal Ville ou par téléphone 24 H SUR 24 (répondre automatique) 320.73.33

ÉDUCATION

UN DÉBAT DE LA REVUE « HISTORIA »

L'enseignement de l'histoire en question

Le débat sur « les Français et l'enseignement de l'histoire » organisé par la revue « Historia » au pavillon Gabriel à Paris, le 4 mars, a mis aux prises pendant plus de trois heures les défenseurs — peu nombreux — de la pédagogie et des programmes actuels et les pourfendeurs — très nombreux — de l'effondrement « on de l'effacement » de l'enseignement de l'histoire dans les écoles, collèges et lycées français.

Ce débat animé par M. Alain Decaux a per-

mis aux historiens de profession, aux enseignants du « terrain », et à plusieurs personnalités politiques (MM. Michel Debré, Edgar Faure, Jean-Pierre Chevènement et Christian Beullac) de défendre leur conception de la démarche historique. Il a aussi révélé le trouble dans lequel sont plongés tous ceux qui veulent maintenir, dans une société en mutation, une conscience historique accessible aux jeunes d'aujourd'hui.

dans les années 20, « l'histoire par les grands mouvements sociaux », étaient revenues après la seconde guerre mondiale à l'histoire exclusivement nationale, tout aussi insuffisante.

Aux « politiques », se sont opposés les « professionnels » comme MM. Fernand Braudel, Emmanuel Le Roy Ladurie et Max Gallo. « La mémoire n'est ni révolutionnaire ni réactionnaire », a souligné M. Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, et « annaliste » convaincu. Répondant aux contempteurs de l'« histoire bataille », il a expliqué que les enfants étaient « sensibles au sang versé », mais il a déclaré : « Ce n'est pas parce qu'un enfant de douze ans s'inté-

de définir le contenu de l'histoire. M. Edgar Faure et Christian Beullac, respectivement ancien et actuel ministre de l'éducation, se sont efforcés de défendre la politique suivie depuis dix ans, en expliquant notamment que « les deux cent mille lycéens d'histoire sont devenus quatre millions », ce qui expliquerait l'augmentation parallèle du nombre de cours. Pour faire face à la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans et à la mise en place du collège unique, a expliqué M. Beullac, il a fallu recourir à des enseignants devenus (de vingt mille, en 1969, les enseignants d'histoire sont aujourd'hui trente-quatre mille).

M. Edgar Faure déplore vivement que l'histoire ait perdu son autonomie au profit d'une discipline où se retrouvent pélo-mé-l'histoire, la géographie, l'histoire civique et l'économie. Mais M. Beullac, dans son allocation de clôture, a répondu que les deux axes de la politique actuelle sont, d'une part, de favoriser l'égalité des chances grâce au collège unique, et d'autre part, de « donner aux élèves une culture accordée à la société de leur temps ». Cette culture de notre temps, selon M. Beullac, passe par une histoire « mondialisée » (« un enseignement qui serait uniquement centré sur la France ne répondrait pas aux exigences de notre époque ») que nous imposent les médias — journaux, radios et, surtout, télévision. — Il faut donc « ouvrir nos enfants sur le monde sans pour autant les couper de leurs racines ».

Comment faire ? Le ministre a adopté une ligne : « L'organisation thématique » pour « en finir avec l'encyclopédisme des anciens programmes ». On se retire à « une pédagogie active, fondée sur des méthodes de documents, des explications de textes, des études individuelles ou de groupe ». M. Beullac a annoncé que les professeurs seront invités à faire établir par chaque élève une « frise chronologique » où celui-ci devra inscrire les faits et personnages rencontrés pendant le cours. Quant aux préoccupations évoquées par M. Debré, que l'on se rassure, « Quel que soit le thème étudié, la France doit constituer l'élément constant de référence, celui dont on part et celui auquel on revient », a précisé le ministre.

M. Beullac a admis la nécessité d'un « réajustement » entre l'acquisition des savoir-faire et les connaissances. « Il est en cours », a-t-il dit en évoquant les nombreux programmes à un cours moyen. Quant à l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les lycées, « il ne subira aucune diminution d'horaires, ni en seconde, ni en première ni en terminale ». Au contraire, le ministre de l'éducation a réitéré qu'à partir de 1981 les élèves de seconde se destinant au baccalauréat technique, soit environ soixante mille lycéens, devront doubler, c'est-à-dire passer de deux à quatre heures, leur horaire d'histoire et de géographie.

ROGER CANS.

UN RÔLE « IMPORTANT »

Selon un sondage SOFRES, réalisé au mois de janvier pour le compte de la revue « Historia », 82 % des personnes interrogées estiment que l'enseignement de l'histoire joue un rôle « très important » ou « assez important » dans la formation des jeunes, mais 60 % avouent s'intéresser « un peu » ou « pas du tout » à l'histoire.

Quant aux événements historiques du vingtième siècle jugés les plus importants par les Français, ce sont, dans l'ordre, la libération de la France en 1944-1945 (56 %), le droit de vote accordé aux femmes (43 %), le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 (34 %), l'élection du président de la République au suffrage universel (27 %), mai 68 et la création du Marché commun (26 %), le déclenchement de la guerre en 1914 (16 %) et la guerre d'Algérie (11 %).

resser aux batailles qu'il sera fasciné à trente ans. Ce qui n'empêche pas l'historien de penser que « la peste de 1348 est plus importante que la bataille de Marignan ».

Le terrorisme des mathématiques

M. Fernand Braudel, pour sa part, professeur honoraire au Collège de France, a développé l'idée selon laquelle la crise de l'enseignement de l'histoire n'est qu'un aspect de la « crise générale de l'enseignement secondaire » qui frappe aussi des matières comme le français, le latin, le grec et la philosophie au profit de la « mathématique abusive ». Sur ce dernier point, il a reçu le renfort de la représentation du Syndicat national des instituteurs (SNTI-P.E.G.C.), Mme Jeanne Vincent, qui a dénoncé de la salle le « terrorisme des mathématiques » et a souligné que l'on définit les objectifs de l'enseignement avant

La mode anglo-saxonne

Mais que reproche-t-on aux ministres de l'éducation qui se sont succédés depuis quinze ou vingt ans ? Tout d'abord, d'avoir cédé à la mode des pédagogues anglo-saxons, qui ont voulu « réviser des enfants » et la « pédagogie ponctuelle » dans une tranchée d'histoire plutôt que le déroulement chronologique de l'histoire. Sur ce point se retrouvent pélo-mé-l'histoire des hommes aussi différents que MM. Michel Debré, Jean-Pierre Chevènement et Jean-Marie Le Pen. L'ancien premier ministre déplore que l'on mette « la nation aux oubliettes » en appliquant à tort « les apports de l'école historique française » (les annales) qui conduisent à la monographie villageoise et aux études de cas. Fils d'instituteur, M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, s'en prend à ce qui appelle « l'eurocentrisme, le mondialisme et l'économisme » de programmes d'histoire par trop « américanisés ». « Bayard vaut mieux que Superman », dit-il, en constatant que « l'histoire délaissée correspond à une société délaissée ».

Quant au président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen — qui a pris la parole depuis la salle — il a affirmé que « la bourgeoisie mondialisée et l'internationalisme mercantile assèchent l'histoire nationale et l'amour de la patrie ». Mme Hélène Carrère d'Encausse, pourtant, venait d'expliquer que les autorités soviétiques, après avoir favorisé,

A la suite d'incidents

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE NANTES DÉCIDE LA FERMETURE PARTIELLE DES LOCAUX

(De notre correspondant.)

Nantes. — Le président de l'université de Nantes, M. Jacques Vilaine, a pris la décision de fermer, à compter du mercredi 5 mars, et pour une durée indéterminée, les locaux universitaires qui abritent les unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de sciences juridiques, sciences économiques et lettres-sciences humaines. Des boussolades avaient opposé, mardi 4 mars, des étudiants grévistes et non grévistes de l'U.E.R. de droit.

L'effervescence est grande sur le campus nantais depuis lundi où une assemblée générale rassemblant plus de deux mille étudiants n'a pu dégager aucune majorité pour décider de l'évocation du mouvement de protestation contre les expulsions d'étrangers qui perturbent le fonctionnement des U.E.R. juridique et littéraire depuis quatre semaines (le Monde du 15 février).

Après une semaine de suspension — pendant les vacances universitaires de février — la grève a été reconduite lundi par les comités de coordination des étudiants grévistes. Les participants à la reprise des cours ont fort mal pris ce coup de force et ont décidé de s'opposer désormais physiquement aux interventions des grévistes dans les amphithéâtres. Les boussolades de mardi matin se sont produites dans ces conditions et pour la première fois sur le campus nantais des barres de fer ont été exhibées. C'est dans ce climat que le président de l'université a décidé la fermeture des locaux, justifiant sa mesure par le souci de protéger les personnes et les biens.

En droit et sciences économiques, les conseils de gestion des U.E.R. ont fait savoir que le calendrier de l'année universitaire ne pourrait plus comporter une première session d'examen en juin, si la reprise des cours n'avait pas lieu immédiatement. — J.-C. M.

Le président de l'université de Vincennes critique les décisions du conseil. Interrogé mardi 4 mars, par Antoine 2. M. Pierre Merlin, président de l'université de Vincennes (Seine-VIII), a regretté que le conseil « ait fait marche arrière sous la pression de quelques centaines d'étudiants qui ne représentent que 2 % à 3 % des usagers de l'université » en décidant de ne pas combiner les cartes d'étudiants (le Monde du 4 février). « J'espère », a ajouté M. Merlin, qu'une réaction vigoureuse de l'ensemble des usagers de l'université pour dire qu'ils ne tolèrent pas la présence des trafiquants ».

SOLEIL A PARIS

Si vos soirées vous paraissent monotones : essayez notre formule Rencontres dans des restaurants

Renseignements : Tél. 285-55-37

UNE SEMAINE D'ACTION SYNDICALE

Les vacataires de l'enseignement supérieur réclament une amélioration de leur situation

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup-FEN), le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.T.) et l'Association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur (ANEVES) ont décidé une semaine d'action du 3 au 7 mars pour soutenir les revendications des vacataires de l'enseignement supérieur qui se plaignent d'une aggravation de leur situation résultant du refus du ministère des universités de prévoir leur intégration.

Des mouvements de grève ont lieu dans certains départements des universités d'Aix-Marseille-III, de Pau, de Grenoble et dans des centres de langues pour étudiants étrangers de Lille-III, Bordeaux, Besançon, pour exiger « le maintien de l'emploi, l'alignement de la rémunération sur celle d'un assistant premier échelon, l'intégration et la titularisation des vacataires dans l'enseignement supérieur sur des emplois budgétaires ».

Selon le ministère des universités, on peut dénombrer environ mille huit cents vacataires, essentiellement dans les enseignements nouveaux (arts plastiques, musique, français, langues étrangères), et dans certaines disciplines fondamentales (psychologie, sociologie, linguistique).

Un statut précaire... depuis dix ans

« J'ai toujours aimé le métier d'enseignant et j'avais particulièrement envie de travailler dans le supérieur. » C'est pourquoi, après quelques années passées dans une entreprise privée, Daniel, titulaire d'une maîtrise de mathématiques, décide de revenir à l'université. C'est ce qu'il a fait en 1968, une année où le nombre d'étudiants augmentait de manière constante et où les universités ouvraient un peu plus au monde extérieur en créant de nouvelles filières dans des enseignements non traditionnels.

C'était l'époque, se souvient Daniel, où les conseils d'université voyaient leur dotation en heures complémentaires gonfler, ce qui leur permettait de faire

Payé à l'heure

vacataire à titre principal, il assure les mêmes services qu'un assistant, soit six heures hebdomadaires. Il fait des cours souvent magistraux (en mathématiques, les assistants et même les vacataires assurent des cours magistraux, ce « privilège » n'est pas réservé aux seuls professeurs). De plus, il suit le travail de étudiants et n'hésite pas à recevoir ceux qui, rédigeant un mémoire, viennent lui demander conseil.

N'étant pas titulaire, il est payé à l'heure pendant les vingt-cinq semaines de l'année universitaire. « Un vacataire gagne environ 100 francs de l'heure, explique-t-il, ce qui nous fait un salaire annuel de 15 000 francs, soit 1 250 francs par mois, alors qu'un assistant premier échelon gagne au moins 3 900 francs par mois. » Les vacataires ne disposent guère de droits sociaux. Sans contrat de travail, ils ne bénéficient pas d'indemnité familiale ou de résidence, de congés payés, de congés de maladie et ne peuvent s'inscrire au chômage. Daniel, comme nombre de vacataires, a dû augmenter le

nombre de ses heures de travail — il assure actuellement près de douze heures de vacation dans deux universités parisiennes, — pour obtenir un salaire décent. Il enseigne même quelques heures par semaine pour le compte d'un organisme privé de formation continue afin d'obtenir un revenu constant (les vacations à l'université sont payées trois fois par an, au mois de février, de mai et d'août).

Dans ces conditions, Daniel a du mal à se consacrer à ses travaux de recherche. « Et que faire, interroge-t-il. Notre seul espoir réside dans la création ou la libération d'un poste d'assistant. Mais depuis plusieurs années c'est chose rare. » Alors certains se découragent et préfèrent abandonner l'université.

Daniel, lui, reste, par amour du métier, de la fonction d'enseignant, attendant l'hypothétique intégration. « C'est déprimant, conclut-il, de bénéficier depuis dix ans d'un statut précaire et de ne pas avoir la possibilité de passer un concours pour accéder à un emploi décent. »

SERGE BOLLOCH.

Ecole: qui a peur de la télé?

Dans Télérama une enquête exclusive Télérama-Louis Harris : la télé et les enseignants.

Le sondage effectué auprès d'un échantillon représentatif d'enseignants français est complété par des reportages dans des écoles, des interviews de syndicalistes enseignants et de personnalités.

A qui la télévision fait-elle peur dans l'école : aux parents ? Aux enseignants ? Aux élèves ? A l'administration ? Comment l'enseigne-t-on ? Est-elle intégrée dans les programmes ? L'audiovisuel risque-t-il de modifier la pédagogie ? Cette enquête sera publiée dans les Télérama des 5 et 12 mars 80.



Télérama. Un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, la radio, le cinéma, la musique.

ANGLERRE 3 FORMULES.
ADMISSION IMMÉDIATE
COURS EN 3 SEMAINES
COURS EN 6 SEMAINES
COURS EN 12 SEMAINES
Tous les cours sont donnés par des professeurs natifs.
ELEVE: 100.000 FR. (incluant tous les frais)
COURS EN 3 SEMAINES
COURS EN 6 SEMAINES
COURS EN 12 SEMAINES

BRITISH EUROPEAN CENTRE.
5, rue Richemont 75008 Paris Tél. 260 18 34
M. _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Une solution à votre problème BEC

EN VENTE EN KIOSQUE
Le Courrier de l'unesco

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE
COURS SPECIAUX D'ETE
★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment.
★ 5 heures de cours par jour, pas de fin de l'après-midi.
★ Petite groupe (maximum 9 étudiants).
★ Cours dans toutes les matières.
★ Laboratoire de langues modernes.
★ Ecole reconnue par le ministre de l'éducation.
★ Cours en anglais.
★ Proche université, cinéma, etc.
★ Situation tranquille bord de mer 100 km de Londres.
Cochon en :
REGENCY RAMSGATE
KENT, S.E.
Tél. : 01622 612-12
ou : Miss Smith,
4, rue de la Persévérance,
95 LAURENNE.
Tél. : 559-25-33 (nuit).

BACCALAURÉATS COURS privé CARNOT
Vacances de Pâques
Révisions intensives
98, RUE PIERRE-DEMOURS
75014-P

SÉJOURS LINGUISTIQUES (à partir de la sixième)
ANGLERRE
2 sem. PAQUES : 1.545 F
APPRENDRE ET VIVRE
72, rue de la Marine, 92300 Sceaux
Tél. 350-00-71

(Publicité)
FORMATION PERMANENTE
L'Université Sorbonne Nouvelle (Paris III)
organise un stage de 6 jours
CONDUITE DE RÉUNION
les 28, 29, 30 Avril et 7, 8, 9 Mai 1980
Renseignements et inscriptions (avant le 29 Mars) :
au CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DE PARIS III
13, rue de Santeuil, 75005 PARIS (bureau 212)
Tél. : 337-56-26 - 578-12-59 (poste 408)

L'ANGLAIS en AMÉRIQUE !
Séjours au USA pour jeunes de 14 à 20 ans
Cours sérieux - Programme de loisirs très complet
Voyages en groupes - ETE 1980
JOISE
O.I.S.E. 21 (a) rue Théophraste Renaudier 75005 PARIS
Tél. 533-12-02
Cot. Voy. Lic. A 565

هكذا من الأصل

MÉDECINE SCIENCES

CORRESPONDANCE

Homéopathie et querelles doctrinales

Après la publication d'un article sur l'ouverture d'une information judiciaire concernant le décès d'un malade soigné par des médecins homéopathes (« le Monde » du 15 février), nous avons reçu la lettre suivante du Dr Max Teteau, président de la Société médicale de biothérapie, homéopathie, acupuncture (1).

La mise en cause de l'homéopathie sur un plan général, à propos d'une affaire particulière, engageant la responsabilité de deux médecins, est injustifiée. Nous savons parfaitement que l'homéopathie a ses limites. La plupart des médecins homéopathes ont leurs correspondants hospitaliers.

Pour nous, la médecine est une. L'intérêt du malade prime tout. Dans certains cas, le remède homéopathique permet de traiter certaines affections avec succès. Dans d'autres, nos moyens sont dépassés et, étant avant tout médecin, nous aurons tout naturellement recours aux techniques que met à notre disposition la science actuelle.

Déclarer que l'homéopathie n'est pas reconnue officiellement est une erreur. Le remède homéopathique est inscrit à la Pharmacopée française de 1965 avec une préface élogieuse des docteurs Valette et Cordier. Dans la plupart des facultés de pharmacie des cours de galénique homéopathique sont enseignés.

Il est vrai que l'enseignement de l'homéopathie se heurte aux réserves des facultés de médecine, quoique certaines d'entre elles aient organisé un enseignement. Mais il y a là des querelles

plus doctrinales que scientifiques. Nous regrettons à ce propos que les services hospitaliers n'aient jamais pu prendre en charge une large et précise expérimentation de la méthode hahnemannienne. Pour notre part, nous y sommes tout disposés.

Il n'est pas question de porter un jugement sur la qualité des deux confrères engagés dans cette affaire. Ils sont d'ailleurs très honorablement connus et appréciés dans la profession. La justice est saine et n'a dit, que je sache, aucune conclusion.

Mais il me paraît injuste et dangereux dans un pays démocratique d'extrapoler à l'ensemble de l'homéopathie ce qui n'est qu'un cas particulier.

L'homéopathie n'est pas semi-clandestine. Trois mille médecins, mais ayant fait leurs études classiques, ont une curiosité intellectuelle qui les honore, l'étude de l'homéopathie. Ils pratiquent quotidiennement dans notre pays, à la ville comme à la campagne, avec honnêteté et conscience.

Des centres d'enseignement fonctionnent, des revues sont éditées, des travaux en milieu scientifique sont effectués. Tout cela peut être discuté mais certainement pas nié.

Ce n'est pas la première fois que des médecins sont mis en cause. Aux États-Unis c'est une pratique journalière. C'est notre honneur que d'assumer nos responsabilités. Mais pourquoi charger l'homéopathie d'un fardeau qui n'est que celui de l'individu qui la pratique ?

Pour sa part, le docteur M. Plazy, président du Syndicat national des médecins homéopathes français (2), nous a adressé une mise au point reprenant les mêmes arguments que le docteur Teteau. Le docteur Plazy souligne, en outre, le « labeur de la population (à l'égard de l'homéopathie) qui va grandissant et qui constitue maintenant un phénomène social marquant de ces dix dernières années. Il reproche à notre article de « dénigrer » à vis-à-vis de cette foule d'une attitude paternaliste, tellement surannée qu'elle paraît intolérable en 1980 lorsqu'il est demandé — en fait — qu'on mette les homéopathes hors d'état de nuire, pour protéger les malades (comme si les individus actuels n'étaient pas mûrs et capables de choisir leur thérapeutique et leur médecin) ! »

(1) 51, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Téléphone : 278-54-33.
(2) Les Chapelles de Jussieu, 87000 Nexon.

LA CAPACITÉ DE RETRAITEMENT DE L'USINE DE LA HAGUE NE CORRESPOND PAS AUX AMBITIONS INITIALES

Alors même que le Conseil d'Etat s'apprête à statuer sur la demande de déclaration d'utilité publique du projet d'extension de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de la Hague (Manche), les membres de la direction et les représentants de la C.F.D.T. et du Groupement des scientifiques pour l'information nucléaire (G.S.I.E.N.) ont participé, pour la première fois, à un débat contradictoire sur ce sujet. Au cours de cette réunion organisée par les journalistes scientifiques de la presse d'information, Jean-Claude Zerbib (C.F.D.T.) a déclaré que si la faisabilité du retraitement était démontrée, son industrialisation ne s'était pas encore.

De fait, M. Claude Ayouberry, responsable du retraitement de la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema), a convenu que la capacité actuelle de l'usine de la Hague pour le retraitement des combustibles des centrales à eau légère et uranium enrichi ne pouvait dépasser les 250 tonnes par an contre 400 tonnes prévues. Les investissements qui ont été faits à l'époque de la construction de l'usine ont, en effet, été sous-estimés, a expliqué M. Claude Ayouberry. Cette situation devrait être corrigée par le projet d'extension de l'usine de la Hague qui prévoit la construction de deux ateliers d'une capacité unitaire de 800 tonnes par an baptisés UP-3 800 et UP-3 A dont les essais pourraient commencer — si les autorisations de construction — sont accordées — en 1985 pour le premier et en 1986-1987 pour le second (le Monde du 6 février).

Mgr Elchinger : la personne humaine est amenée à disparaître dans l'anonymat collectif

L'académie des sciences morales et politiques, qui avait demandé de faire le point sur l'orientation et l'évolution de l'Eglise catholique, Mgr Léon-Eugène Elchinger, évêque de Strasbourg, a fait, lundi 3 mars à l'Institut, avec une ferveur pensée et une netteté de parole qui n'excluaient pas les nuances, il lui a fallu d'abord constater que l'enthousiasme créé par Vatican II était évanoui et faisait place à une sorte de déception. A côté de réalisations positives, l'Eglise connaissait, selon Mgr Elchinger, les accès de fièvre qui

correspondent au combat permanent de la lettre et de l'esprit, à une longue suite de luttes entre deux familles de dyslexiques. Les uns veulent enfermer un catholicisme lié au passé dans un ghetto culturel, les autres poussent jusqu'à l'anarchie la liberté de l'esprit.

Aussi assiste-t-on à la recherche incessante d'un difficile équilibre, dont l'orateur a examiné quelques grands axes, évoquant quelques points chauds, notamment en faisant allusion à ceux qui de leur infaillibilité personnelle.

Une vaste synthèse

Mgr Elchinger a terminé son exposé par une vaste synthèse. « Un défi dramatique, a-t-il expliqué, est présentement lancé à l'Eglise, comme à tous les hommes de bonne volonté. Beaucoup, hélas, ne s'en rendent pas compte. »

Tandis que dans l'Eglise catholique, on cherche à parfaire la réforme liturgique, la réforme catéchétique, la défense de tel ou tel dogme, pendant ce temps se développe progressivement, en beaucoup de pays d'Occident, une formidable déintégration de la conscience et du sens de la vie humaine. La personne humaine est désintégrée dans sa structure mentale et morale (...).

A ces forces de désintégration s'ajoutent les idéologies insidieuses des idéologies et des messianismes marxistes, sous l'influence desquels la personne humaine est amenée à disparaître dans l'anonymat collectif.

RELIGION

En vue du prochain synode romain sur la famille

RATIFICATION DE L'ELECTION DES DÉLÉGUÉS FRANÇAIS

Jean-Paul II a ratifié l'élection, à Lourdes, en octobre 1979, des membres et de leurs suppléants élus par la conférence épiscopale française pour le prochain synode sur la famille.

Seront membres du synode, qui aura lieu à Rome en octobre prochain : le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, président de la conférence épiscopale française ; NN. SS. Maurice Marie-Sainte, archevêque de Port-de-France ; Gilbert Du-chêne, évêque de Saint-Claude, président de la commission épiscopale de la famille ; Jacques Julien, évêque de Beauvais, Suppléant ; NN. SS. Louis Simon-neux, évêque de Versailles ; Jean Vilnet, évêque de Saint-Dié, vice-président de la conférence épiscopale française.

GENÈVE
HOTEL
D'ANGLETERRE
Nouveaux appartements luxueux
face au lac
Tél. 1941/22/32 81 80
Télex 22.668

FAITS DIVERS

A Versailles ATTENTAT CONTRE UN CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'ARMÉE

Une violente explosion a eu lieu, la nuit du mardi 4 au mercredi 5 mars, vers 0 heure, devant le centre de documentation de l'armée de terre de Versailles (Yvelines). L'attentat a provoqué des dégâts relativement importants à la façade de l'immeuble ainsi qu'à deux véhicules garés à proximité, qui ont été détruits par un incendie. D'autre part, des dizaines de vitres d'immeubles, situés à quelques centaines de mètres du théâtre de l'attentat, ont été brisées. Ce mercredi 5 mars, en fin de matinée, cet attentat n'avait toujours pas été revendiqué.

Les centres de documentation de l'armée de terre sont au nombre d'un au minimum par préfecture. Les enquêteurs font remarquer que plusieurs centres de ce type ont déjà été la cible d'attentats ces derniers mois en France.

ALERTE A LA BOMBE DANS LE SIMPLON-EXPRESS

Un correspondant anonyme qui s'est dit croate a téléphoné, le mardi soir 4 mars, à l'A.P.F. pour l'avertir que deux bombes avaient été placées dans le Simplon-Express qui relie Paris à Belgrade, en Yougoslavie. Le même message a été transmis au commissariat du douzième arrondissement. Le but de cette action était de protester contre les persécutions dont sont victimes les Croates en Yougoslavie.

Le Simplon-Express qui venait de quitter la gare de Lyon à Paris avec deux cent cinquante voyageurs à bord a été immobilisé pendant trois heures près de la gare de Meaux avant de reprendre sa route, les fouilles s'étant révélées négatives.

A Paris INCENDIE DANS UNE « TOUR » DE BUREAUX

Le feu a pris, le mardi 4 mars, au cinquième étage d'une tour de dix-sept étages du Groupe des populaires d'assurances (G.P.A.), située square Max-Hymann, à Paris (15^e). Une personne est morte, intoxiquée par la fumée, dans un ascenseur. Les sept cents employés du groupe se trouvaient pour la plupart au restaurant d'entreprise au moment où le sinistre s'est déclaré. Au total, deux mille personnes ont été évacuées.

Les sapeurs-pompiers de onze casernes ont mis trois heures à venir à bout du sinistre.

Les pompiers ont craint que le feu ne se propage dans les étages supérieurs par les gaines verticales de chauffage ou d'aération. Il s'en est suivi un ricochet du feu resté circonscrit au cinquième étage. Cependant l'isolation n'a pas fonctionné au niveau horizontal et le feu a traversé l'immeuble de part en part.

(Plusieurs incendies sont survenus dans des tours ces dernières années. Le plus grave, le 21 décembre 1971, avait détruit un immeuble de logements à Argenteuil (93) et provoqué la mort d'une vingtaine de personnes.

Le bâtiment du square Max-Hymann est un « immeuble à grande hauteur » (I.G.H.), terme qui s'applique aux « tours » d'une hauteur de plus de 28 mètres lorsqu'il s'agit de constructions occupées par des bureaux, d'une hauteur de plus de 50 mètres lorsqu'il s'agit d'habitations.

Les I.G.H. sont construits selon des normes sévères : les sinistres ne doivent pas pouvoir se propager entre les étages (les sas, les portes coupe-feu se multiplient) et une ventilation mécanique permet d'évacuer la fumée. Or, il apparaît qu'en dépit de cette réglementation, la fumée peut circuler en étage et intoxiquer les usagers.

Vol d'un Rembrandt à Oslo.
Un Rembrandt (portrait du frère du peintre) a été volé à la Galerie nationale d'art d'Oslo. Le tableau a été peint vers 1645. Ses dimensions — 19,8 cm sur 15,8 cm — expliquent qu'il ait pu être emporté facilement. La police norvégienne estime que l'œuvre est trop connue pour pouvoir être vendue. — (A.P.F.)



choisissez un, deux ou trois des immortels chefs-d'œuvre d'Alphonse Daudet :

Chaque volume illustré est complet et peut se lire et s'acquérir séparément

Les Lettres de mon moulin (1 volume)
Vous trouverez dans ce recueil de contes universellement célèbres l'humour merveilleux et ensoleillé de la Provence. Qui ne connaît l'Arlésienne dont s'inspire Bizet ? Qui ne fut charmé ou ému par la Chèvre de Monsieur Seguin, par l'Agonie de la Sémillan ou par la Mort du Dauphin ? Qui ne prit un malin plaisir à la lecture des Trois Messes basses, de l'Elisir du Révérend Père Gaucher, du Curé de Cucugnan et de la Mule du Pape qui garda sept ans le coup de pied qui fut fatal à Tristef Vedène ?

Livres d'art authentiques en souscription directe au prix éditeur

- papier chiffré vergé et filigrané au naturel à la forme ronde.
- reliure plein cuir de mouton d'un seul tenant.
- dos et tranche de tête dorés à chaud à la feuille d'or garantie 22 carats.

CADEAU DE PRIORITE :
Une estampette originale numérotée et signée par l'artiste vous est offerte gracieusement si vous répondez dans la semaine. Elle vous sera acquise quelle que soit votre décision (format : 14 x 21 cm).

Tartarin de Tarascon (1 volume)
Les aventures extraordinaires de ce naïf Tarasconnais que d'illustres récits de chasse ont rendu célèbre dans sa ville. On se souvient que pour soutenir sa réputation, il dut partir malgré lui pour l'Afrique où il ne tua qu'un pauvre lion aveugle. Ce trophée partira pour Tarascon où les compatriotes de Tartarin feront à leur grand homme surpris un prodigieux accueil en fanfare. Une merveilleuse gâterie qui sous la plume de Daudet, prend les dimensions d'une épopée provençale pleine de verve, de rires et de poésie.

Le Petit Chose (1 volume)
Oeuvre délicate et étonnante, nuancée d'humour, ce roman, en partie autobiographique, est le témoin de la jeunesse modeste et laborieuse d'Alphonse Daudet : sa vie de famille à Lyon, son expérience de jeune pion dans un collège des Cévennes et ses débuts à Paris. Comment ne pas être ému et parfois amusé par la vie du Petit Chose enfant, adolescent, puis homme-enfant, traversant la vie comme un bateau ballotté par les flots. Un témoignage aussi sur la vie des étudiants pauvres au XIX^e siècle.

GARANTIE DE REVALORISATION Jean de Bonnot ne publie que des œuvres soignées dans les plus petits détails et qui prennent de la valeur chaque année. C'est pourquoi il s'engage auprès des souscripteurs qui la désirent à racheter au même prix les livres portant sa signature.

BON DE SOUSCRIPTION LIBRE
à renvoyer à Jean de Bonnot, 7, rue Saint-Honoré, 75002 Paris Cedex 06
avec GARANTIE DE REVALORISATION

Veillez m'envoyer le ou les volumes d'Alphonse Daudet cochés (s) ci-dessous :
☐ Lettres de mon moulin (1 vol.) ☐ Tartarin de Tarascon (1 vol.) ☐ Le Petit Chose (1 vol.)
Je choisis le mode de règlement suivant que je coche d'une croix :
☐ à réception au facteur, soit : 84,35 F pour les Lettres de mon moulin 91,30 F pour Tartarin de Tarascon 91,30 F pour le Petit Chose
☐ à la commande, soit : 26,22 F pour un volume, 30,45 F pour deux volumes, 34,30 F pour trois volumes
+ frais de port, soit : 84,35 F pour les Lettres de mon moulin 84,35 F pour Tartarin de Tarascon 91,30 F pour le Petit Chose
Si je ne souhaite pas garder ce ou ces livres, je les retournerai et je serai intégralement remboursé (y compris les frais de port si j'en ai réglé à réception).
Quelle que soit ma décision, je garderai l'estampette originale offerte en cadeau.
Nom : Prénoms :
Adresse :
Code postal : Ville : Signature :

CARNET

Naissances

— Guy et Michèle LACROIX, ont annoncé la naissance de Charlotte, le 2 mars 1980.

Décès

— Mme Fernande Arie, M. et Mme Patrick Arie et leur fils, M. et Mme Michel Arie et leurs enfants, Mlle Anne-Marie Arie, Mme veuve Elmo Arie, M. et Mme Armand Arie et leurs enfants, famille parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Jean ARIE, survenu le 25 février 1980, à Casablanca. Les obsèques auront lieu le jeudi 9 mars, à 16 h. 15 à la porte principale du cimetière de Fontainebleau. Cet avis tient lieu de faire-part. 21, rue André-Boulier, 91000 Fontainebleau.

— On annonce le retour à Dieu de Mme Robert BARRAULT, née Suzanne Marinier, le 1^{er} mars 1980.

Il est rappelé le souvenir de son cher mari, M. Robert BARRAULT, avocat à la cour d'appel de Paris, officier de la Légion d'honneur, décédé le 2 mai 1976.

De la part de : Mme veuve Jacques Marliard, sa belle-sœur, Mlle Guy Marliard, sa nièce, Du docteur et Mme Jean Marliard et leurs deux filles, ses sœurs et petites-nièces. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Il ne sera pas envoyé de faire-part.

— Mme Jeanne Boisseau, M. et Mme Marcel, M. et Mme Bolley, M. et Mme J.-L. Boisseau, M. et Mme J.-D. Boisseau, Le docteur et Mme Perrière, M. J.-Th. Boisseau, ses enfants, et ses vingt-cinq petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Robert BOISSEAU, facteur d'orgues, pieusement survenu dans sa soixante et onzième année. Les obsèques religieuses ont eu lieu lundi 3 mars 1980, à 15 h. 45, à la cathédrale Saint-Pierre à Poitiers, célébrées par M. le chanoine Bigonssat. (Le Monde du 5 mars.)

— Mme Jean Bruneau, 900 épouse, Janine et Jean-Louis, ses enfants, et leurs familles, Ses neuf petits-enfants, Toute la famille, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Lucien-Louis BREUGNOT, biologiste, éboueur de la Légion d'honneur, survenu à Grest, dans sa soixante-dixième année, le 4 mars 1980. La cérémonie religieuse aura lieu à l'église de Ricey-Baute-Rive, 10 (Aube), le 7 mars, à 11 heures, et sera suivie de l'inhumation dans la caveau de famille, à Ricey-Baute, 44, rue de Croisade, 75015 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

VENTE à VERSAILLES

IMPORTANTES TABLEAUX MODERNES
Notamment par : ASSÉLIN, AGAJAN, BARNON, BAUCHANT, BERTRAM, BONNARD, BORES, BOUTYSSOU, BRAYER, BRIANCON, BRYEN, CALDER, CAMOIN, CIRY, CORNELLIS, CREIXAMS, DAUMIER, M. DENIS, DESNOYER, DUMERGUE, R. DUFFY, D'ESPAGNE, ESTEVE, FRANK WILLY, FRIZES, GALL, GEN ZATU, GILLES, GLEZ, GUY SALA, GUILLAMIN, HAMBURG, BARPIONIS, HUMBLLOT, LACAR, LANSROY, LAPICQUE, LAPRADE, DE LA VILLON, LEGER, LEQUEUIT, LERPIN, LIOTTE, LORICQ, MACLET, MADRINE, MANGUET, MESSA-GIER, MORETTI, OLIVE, GUDOT, PRAX, PRUKING, PRINE, PUT, QUIZET, RAFFAELLI, ROUSSEL, SAVREUX, SIONAC, SOUVERE, SURVAGE, UTRILLO, VALTAT, VEYRASSAT, VILLON, VOGLER, ZELLER, ZIEM.
Tapisseries par LURCAT, MAN RAY
Le DIMANCHE 9 MARS 1980, à 14 h.
A VERSAILLES - HOTEL RAMBAU - 5, rue Rameau
M^{rs} Georges BLACHE, Commissaire-Priseur
5, rue Rameau - 78000 VERSAILLES - Tél. : 950-55-06 et 951-23-85.
EXPOSITION : vendredi 7, samedi 8 mars, de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h., en soirée vendredi 7 de 21 à 23 h.

JACQUES DEBRAY

FORTS
COSTUMES HOMMES
GRANDS
31 Bd MALESHERBES

20% sur tous les modèles de chaussures de ski

30% Anoraks hommes : Ellesse Niko 944 F 640 F Kelly réf. K 1118 577 F 390 F

30% Anoraks enfants : Skis réf. 73204 le 10 ans 340 F 165 F Anoraks femmes : Anorak Flaine 565 F 410 F V de V Bec 780 F 540 F

50% Skis Fisher-Drive 475 F Fixations Tyrolia 207 F 341 F

LA FOIRE AU SKI

Team 5 Paris : Montparnasse 44-46, rue St Placide Paris 6^e, Haussmann 53, rue de l'Arcade Paris 8^e, Centre commercial Rosny 2, Centre commercial Vélizy 2.



Team 5 Province : Annecy, Grenoble Grand Place, Lyon La Part-Dieu, Marseille Bourse, Marseille Prado, St-Etienne.

مكتبة من الأصل

VENTES

POINT DE VUE

Défense des commissaires-priseurs

par MICHEL ROSTAND *

A U cours de ces dernières semaines, ventes publiques et commissaires-priseurs ont été installés dans l'actualité. De nombreux articles ont été publiés, suggérant des solutions, confrontant une fonction traditionnellement discrète aux turbulences de la politique. Cet éclairage risque d'avoir troublé la vision d'une opinion peu informée sur nos structures professionnelles et mal préparée sans nul doute à discerner, sous une lumière trop vive, les différentes facettes de nos activités ainsi que les relations qui s'établissent entre les composantes du système original réglementé en France les ventes publiques.

Un autre volet de notre mutation a trait à la fiscalité. Notre couloir est d'être assujettis à la T.V.A., impôt moderne, qui se substituerait aux taxes successives auxquelles nous sommes assujettis. Puisse l'ambition politique est de doter Paris des états indispensables pour reconquérir un rang international sur le marché de l'art, qu'on nous donne une fiscalité compétitive pour le jeu égal avec les Anglais, nous laissant la possibilité d'investir et d'accroître ainsi la qualité du service rendu. La réforme fiscale — nous y insistons — et la réforme de la profession sont liées, l'une ne va pas sans l'autre.

45 ans en moyenne

Dans le même temps, il n'est pas inutile de combattre les jugements stéréotypés qui voudraient ne voir en nous que des auxiliaires de quelque culte voué aux valeurs dépassées et conservatrices. Sait-on, par exemple, que la moyenne d'âge des commissaires-priseurs de Paris est de quarante-cinq ans, que notre profession attire les jeunes, que nos études accueillant chaque année cent soixante-dix-huit stagiaires dont soixante-neuf à Paris et que les femmes y trouvent la possibilité d'y exprimer leur sensibilité et leur savoir-faire ?

Or notre préoccupation est de nous adapter aux réalités et aux exigences d'une société moderne et évolutive. C'est dans cet esprit que notre Compagnie a étudié depuis plusieurs années des moyens destinés à élargir certaines pesanteurs réduisant l'attrait du marché français de l'art et à présenter un ensemble de réflexions et d'observations aux services compétents de son ministère de tutelle qui a élaboré un projet de réforme dont nous venons d'être saisi.

Sous réserve de la concertation engagée, nous voudrions ici dessiner les lignes de force de l'évolution que la profession appelle de ses vœux. Tout en posant sans équivoque le principe de maintien du statut d'officier ministériel et notre refus de devenir des commerçants, il est certes souhaitable d'introduire des aménagements dans son application, qui s'agisse de la compétence territoriale, des ventes à l'étranger, de la publicité, de la Bourse commune de résidence (1) dont nous avons nous-mêmes demandé la réduction. Mais certaines propositions qui permettraient l'entrée de capitaux étrangers dans notre activité se laissent quant à elles au détriment de l'intérêt des vendeurs et du marché français.

(*) Président de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris.

Un autre volet de notre mutation a trait à la fiscalité. Notre couloir est d'être assujettis à la T.V.A., impôt moderne, qui se substituerait aux taxes successives auxquelles nous sommes assujettis. Puisse l'ambition politique est de doter Paris des états indispensables pour reconquérir un rang international sur le marché de l'art, qu'on nous donne une fiscalité compétitive pour le jeu égal avec les Anglais, nous laissant la possibilité d'investir et d'accroître ainsi la qualité du service rendu. La réforme fiscale — nous y insistons — et la réforme de la profession sont liées, l'une ne va pas sans l'autre.

Dans le même temps, il n'est pas inutile de combattre les jugements stéréotypés qui voudraient ne voir en nous que des auxiliaires de quelque culte voué aux valeurs dépassées et conservatrices. Sait-on, par exemple, que la moyenne d'âge des commissaires-priseurs de Paris est de quarante-cinq ans, que notre profession attire les jeunes, que nos études accueillant chaque année cent soixante-dix-huit stagiaires dont soixante-neuf à Paris et que les femmes y trouvent la possibilité d'y exprimer leur sensibilité et leur savoir-faire ?

Or notre préoccupation est de nous adapter aux réalités et aux exigences d'une société moderne et évolutive. C'est dans cet esprit que notre Compagnie a étudié depuis plusieurs années des moyens destinés à élargir certaines pesanteurs réduisant l'attrait du marché français de l'art et à présenter un ensemble de réflexions et d'observations aux services compétents de son ministère de tutelle qui a élaboré un projet de réforme dont nous venons d'être saisi.

Sous réserve de la concertation engagée, nous voudrions ici dessiner les lignes de force de l'évolution que la profession appelle de ses vœux. Tout en posant sans équivoque le principe de maintien du statut d'officier ministériel et notre refus de devenir des commerçants, il est certes souhaitable d'introduire des aménagements dans son application, qui s'agisse de la compétence territoriale, des ventes à l'étranger, de la publicité, de la Bourse commune de résidence (1) dont nous avons nous-mêmes demandé la réduction. Mais certaines propositions qui permettraient l'entrée de capitaux étrangers dans notre activité se laissent quant à elles au détriment de l'intérêt des vendeurs et du marché français.

(*) Président de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris.

Anniversaires

— D y a vingt ans mourait Olivier CHENNEVELLE, que ceux qui l'ont connu pensent à lui.

Dans chaque amateur d'Indian Tonic a il y en a un de SCHWEPPEL Leman qui s'ennuie.

A 50 % de sa valeur
MOQUETTE VELOURS
100 % PURE LAINE
GRANDES MARQUES T3 T4
Prix exceptionnel de 98 F le m2
Dev. gratuit. Pose par spécialiste
334, rue de Valenciennes, PARIS-15^e
(Métro : Convention)
Téléphone : 842-42-42 - 230-41-85

VENTE à VERSAILLES
M^{rs} P. et J. MARTIN, C.F. 30
3, imp. Crevin-Lagard, 956-55-08
DIMANCHE 9 MARS, 14 h. 30
HAUTE ÉPOQUE
SIEGES et MEUBLES
de HAUTE ÉPOQUE
et de TRAVAIL REGIONAL
Expo vend. et samedi.

VENTE à FONTAINEBLEAU

BOTEL des VENTES
14, rue des Pins, 422-27-82
DIMANCHE 9 MARS à 14 h.
ARGENTERIE ANCIENNE
OBJETS D'ART
et d'AMEUBLEMENT
M^{rs} C. P. ORSAY, C.F. 30
Expo samedi 7, samedi 8 mars, de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h.
dim. 9, 10-12 h.

APRÈS 25 ANS D'EXISTENCE

FERRIN

luminares de france

PAR AUTORISATION PRÉFECTORALE, LOI DU 30-12-1906, MET EN :

LIQUIDATION TOTALE ET RÉELLE

VENTE OBLIGATOIRE DE TOUT SON STOCK

LUMINAIRES TOUS STYLES

BRONZE VÉRITABLE, LAITON VIEILLI, INOX

DERNIERS JOURS

ENTRÉE LIBRE - OUVERT DE 10 h à 19 h sans interruption

39, bd Raspail, Paris 7^e - Métro Sèvres-Babylone

(1) La Bourse commune de résidence est une caisse à laquelle les membres de la Compagnie versent la moitié de leurs honoraires et dont le montant est réparti également entre les différents offices. En 1978, le quote-part versée s'est élevée à 200 000 F, dont une partie est affectée au paiement de charges.

Listes de
Mariage
260.39.30 - poste 233
AUX TROIS
QUARTIERS

UNE SÉLECTION

cinéma
théâtre
musique

MARCEL MARÉCHAL MONTE « OPÉRA PARLÉ », D'AUDIBERTI, A AUBERVILLIERS

LE « GONE » DE MARSEILLE

par EDMONDE CHARLES-ROUX (*)

QUELQUES points de repère le concernant. Marcel Maréchal est né à Lyon, il y a quarante-trois ans ; ceci pour l'état civil. Il y a vingt ans, lorsqu'il fonde une petite compagnie d'amateurs, la Compagnie du Cothurne ; ceci pour l'histoire du théâtre. Mais le théâtre n'est pas encore son métier : Maréchal est pion au lycée Ampère, un pion licencié en droit ; ceci afin de donner une vue schématique de certains aspects de son itinéraire. Sa vie professionnelle commence en 1980, dans une salle lyonnaise de cent places. Sur scène, avec lui, un équipage de fortune associé à quelques jeunes gens venus d'horizons différents : Jacques Angenot, Bernard Ballet, Jean Sourbier, François Bourgeat, entre autres. A l'usage, l'association se révèle d'une solidité extrême. Le phénomène est assez inhabituel pour mériter qu'on le signale. Réuni il y a vingt ans, l'équipe de la première heure est toujours là, elle a résisté aux mésaventures, elle a tenu, elle l'a suivi jusqu'à Marseille.

Tempête sur des lieux paisibles

Et, en effet, tout était changé, autant par la création du Cothurne que par la rencontre avec son auteur. Si Audiberti découvre Maréchal, ce dernier se découvre à travers Audiberti : « Une entente totale. Je n'ai eu avec personne la même genre de rapports. En réalité, je crois que je suis une espèce d'Audiberti par mimétisme, par miroir. » Maréchal découvre alors son pouvoir d'acteur comique — un « comique présidentiel », le mot est d'Audiberti. Il découvre aussi ce que seront les grandes lignes de son action : le théâtre mis au service d'un texte, par opposition à d'autres tentatives qui le laissent froid : « Bob Wilson, ce n'est pas du théâtre, dit-il, c'est du spectacle. » Il défend le point de vue que les grands poètes sont forcément populaires. « Ce qui n'est pas populaire, c'est le théâtre des professeurs », dit-il encore. Enfin, au contact d'Audiberti, il a trouvé la force d'être lui-même et d'affirmer ses goûts : le goût du jeu, de la fantaisie, d'un certain baroque, le goût aussi du langage fou qui s'élève, perd l'équilibre, se rattrape, éblouit et fait peur, toutes choses qui, peu à peu, feront partie intégrante du personnage Maréchal et, le moment venu, expliqueront pour une part son succès auprès du public marseillais.

(*) Kervina.

Une date décisive, 1983, lorsque Maréchal, le gone lyonnais, lit Audiberti, l'homme d'Antibes. Le manuscrit d'une pièce inédite, le *Canevier* seul, provoque chez Maréchal comme un éblouissement. Il souhaite la monter. Deux ans s'écoulent avant qu'il ne réussisse à réunir les fonds nécessaires. Vient le jour où sa troupe est enfin en mesure de présenter la pièce aux Lyonnais : « C'est alors », dit Marcel Maréchal, que tout a commencé. Les « gens de Paris » sont venus ! Notre salle était chaque soir archicomble. La première subvention est enfin tombée de cet inaccessible ministère des affaires culturelles. Le cercle de nos amis s'est brusquement agrandi. Comme tout cela est triste et comique à la fois ! Enfin, l'essentiel était fait : nous émergions. C'est pourquoi, entre autres raisons, je suis tellement attaché à cette pièce et à Audiberti. »

vant qu'il n'est jamais allé au plus facile : Samuel Beckett, Jean Vauthier, Louis Guillon, mais aussi Florence Delay et Jacques Roubaud avec lesquels Maréchal a tenté la mémorable et fastueuse aventure du « Graal-Théâtre » : offrir aux Marseillais trois pièces jouées en une seule journée, soit neuf heures de théâtre d'affilée, et faire salle comble jusqu'au bout.

Jusqu'à là, et malgré son exiguïté, la salle du Gymnase n'en avait pas encore l'air. Mais, une fois ce stade dépassé, le vieux théâtre aux cinq cents places n'était plus à l'échelle des résultats acquis. Alors le projet de la Crée a trouvé sa justification. Il consistait à transformer la vaste salle aux poisons qui se dressent sur le quai du Vieux-Port et, sans toucher à sa façade ni la relever, en faire un théâtre polyvalent. Cinq cents places. Les travaux avancent grand train.

Du lieu où l'éclair, j'ai vu tomber ce qui devait disparaître, cloisons de briques, murs et corniches délimitant de petits enclos qui cernaient comme des loges l'arène centrale d'où montaient, dès 5 heures du matin, les voix sourdes de nos robustes crépuscules. Lieu prédestiné. Il y avait déjà du théâtre dans l'air.

Ensuite deux gigantesques grues se sont mises en mouvement, organisant sur le bleu du ciel un ballet d'une subtilité aérienne. Il consistait à charrier des poutres en ciment d'une dimension impressionnante. Elles sont en place. On dirait les huit côtes de quelques grosses bêtes marines, échouées là dans l'attente d'un toit.

Le théâtre sera prêt au début de 1981.

Tout va bouger, changer, nul doute à cela. Le doute est ailleurs. Dans l'indécision de l'Etat, ou plutôt sa non-décision quant au versement des subventions promises. C'est de là que peut venir le danger. On sait bien que le théâtre, c'est l'inattendu. Mais cette forme d'incertitude-là est préjudiciable à la sérénité des créateurs, dont elle sape le moral et l'esprit d'invention. L'état se voudrait-il « ab-humaniste » ? Le mot est d'Audiberti. Cela signifie loin de l'homme.

Comptines pour un oiseau blanc

HOBREAU : femme d'un oiseau qui tient beaucoup de l'apérivier, vieillesse d'un peu sorcière dont le domaine ne se limite pas à la terre. L'air et l'eau sont tout autant ses éléments familiers. Elle est fille d'Audiberti, il lui a consacré un roman et deux pièces dont l'une porte son nom et l'autre — chronologiquement la première — s'appelle *Opéra parlé*. Deux versions d'une même histoire dans lesquelles Marcel Maréchal et indifféremment puisé pour ses retrouvailles avec un poète avec qui il partage le plaisir des mots qui dansent et bondissent dans les territoires de l'impossible.

Arrivée à l'âge de sa marier, le Hobereau (Sophie Barjac) rencontre un jeune et beau chevalier (Daniel Berlioux) qui guerrière, accompagné de sa sœur (Marie-France Gantzer), mais elle épouse le vieux et hargneux baron Massacre. Le mariage pour elle signifie la perte de ses pouvoirs, de son identité — elle doit prendre un nom chrétien, — se mettre au courant du Bien et du Mal. La Meï, envers du Bien, empoisonne la vie et l'amour, le mariage ouvre un chemin pavé d'inertie, d'angoisses, et qui ne peut qu'aboutir au renoncement, à la mort.

Sortilège

L'histoire se passe, Indique Audiberti, au neuvième siècle, entre Reims et Colmar. Géographie indécise, paysage de théâtre. Le ciel est de toile, les valonnements de bois découpé, les murs n'ont pas d'épaisseur, des arbutus en rangées régulières figurent la nature sauvage, que certains alimenteraient défricher pour bâtir. Audiberti fabrique des terrains de jeux, sur lesquels les phrases roulent et se cognent, perçantes à des boules de billard. Elles n'enferment pas des personnages mais des sensations brutes. Elles comportent beaucoup de mots, plus qu'il ne serait nécessaire, la surpluie sert à enligner, mais il ne s'agit pas de fioritures gratuites. Il y a autre chose qui vient de la poésie païenne, une magie perdue dont il reste quelques signes, un secret dont on sait seulement qu'il est secret et essentiel. Audiberti écrit pour trouver le concret de ces poésies bizarres : les comptines.

Son neuvième siècle n'a rien d'historique. C'est un Moyen Age

de Merlin l'Enchanteur, un âge intérieur, temps d'avant, sagesse de l'innocence. Dans les décors aux couleurs fraîches d'Alain Boffoul, la mise en scène de Marcel Maréchal adhère comme une peau à l'écriture d'Audiberti, en assume les pieux gémissements ou érotiques. Elle y ajoute les échos d'une nostalgie pudique. La transparence de l'imagerie laisse voir des nœuds de sentiments complexes. Les glissades des

de peur latente, mêlée de lassitude, quelque chose de très sincère, qui donne à son affreux Massacre une grande humanité. Le jeune couple, en revanche, semble ne pas tout à fait appartenir à notre monde. Mutants, elles ? Adolescents ? Daniel Bariloux est le contraire d'un mâle guerrier. Il ferait plutôt penser à ces lascives statues de jeunes dieux aux muscles ronds, à un amant élégiaque de poème courtois. Il est encore enfant, avec



* Dessin de BONNAFFE.

mots souvent étincelants, parfois berboillés de facilités, finissent par prendre de l'âme et de la tendresse, grâce aux auteurs. A trois d'entre eux principalement, car les autres ont joué à enlever des personnages fantoches, des pantins. Ils le font avec une vitalité bien rodée, à la bonne franquette, habitude chez Marcel Maréchal.

Son interprétation à lui donne le ton. Il fait du baron Massacre un faux cynique, faussement jovial, un baron égoïste, entamé par les regrets de ce qu'il n'aura plus à vivre. Il emplit l'espace du plateau, on le voit mal contrôler son tempérament. Et, comme dans ses derniers rôles (Falstaff, Crippus, le Malade imaginaire...), il trébale une sorte

des gaucheries charmeuses. Et puis Sophie Barjac est une Hobereau très pure. Oiseau blanc ou jeune fille d'aujourd'hui en short et chemisette, elle représente quelque chose de libre. Ses yeux clairs regardent droit, avec curiosité et aplomb et une sorte de distance réveuse. Ils sont à la fois vivants et insondables. Ni mièvre ni garçonnière, elle se déplace gracieusement, avec fermeté. Son mystère vient justement de sa franchise irréductible. Elle est sans conteste la « vierge un peu sorcière », elle est pour beaucoup dans le sortilège doux-poivré qui dégage le spectacle.

C. G.

* Théâtre de la Commune, 20 h. 30.

YAMADA



« L'histoire du jésuite »
Après avoir montré ses têtes,
il engendre ses fortunes...
GALERIE ALAIN OUDIN
28 bis, bd Sébastopol, 14 à 19 h.
jusqu'en 27 mars

MAIRIE ANNEXE DU 5^e
21, place du Panthéon
Moïse Lussan
LA COMMISSION DU VIEUX PARIS
ET LE PATRIMOINE DE LA VILLE
T.L.J. et lundi de 11 h. 30 à 18 h.
Jusq. 20 mars - Entrée gratuite

GALERIE ASTELLE SAINT-PAUL
AUGUSTE FOLDI
Hôtel - Dessins
Du 8 mars au 1^{er} avril
22, rue Saint-Paul, 75004 PARIS
Tél. : 507-01-02
Mo St-Paul, Sully-Morland
Du mardi au samedi :
de 9 h. à 12 h. 30 et de 13 h. à 20 h.

SALON IMAGES DE
L'IMAGINAIRE
organisé par Robert Priser
CENTRE DAVIEL
24, rue Daviel (19^e), 509-05-99
Du 4 au 26 mars

Librairie-Galerie OBLIQUES

BERNARD NOËL

signera son dernier livre

U.R.S.S. aller-retour

FLAMMARION

le jeudi 6 mars à partir de 18 heures

58, rue de l'Hôtel-de-Ville - 75004 Paris (Tél. 274-19-09)
En face du pont Louis-Philippe - Métro Pont-Marie - Parking à 30 m.

AMBASSADE D'AUSTRALIE

4, rue Jean-Bey - PARIS (15^e) - Métro Bir-HakeimCÉRAMIQUES
CONTEMPORAINES

Du 4 au 28 MARS

MAISON DU DANEMARK

142, Champs-Élysées - Paris (8^e) - 2^e étage - Métro Étoile

ARCHITECTURE PICTURALE DE RICHARD WINTHER

Création d'un environnement où s'intègrent des sculptures et des dessins dans l'espace, des idées concrètes et des sensations provoquées par des matériaux divers

Tous les jours de 12 h. à 19 h., dimanches et fêtes de 15 h. à 19 h.
DU 7 AU 30 MARS - Entrée libre

GALERIE COARD

12, rue Jacques-Callot, (6^e) - 326-99-73

BOLIN

Œuvres récentes

jusqu'en 24 mars 1980

GALERIE MARCEL BERNHEIM

35, rue La Boétie, 75008 PARIS - 561-17-89

CH. CAMOIN

jusqu'en 18 mars

JEANNE BUCHER
53, rue de Seine 75006 Paris
MICHEL GERARDGALERIE DE L'UNIVERSITÉ
52, r. Bassano, Paris-8^e, 720-75-76
CHIFFRE LAGANNE
5 au 29 mars 1980

MUSÉE MARMOTTAN

2, rue Louis-Boilly - Paris (16^e)

DE GAS

LA FAMILLE BELLELLI

Variations
autour d'un chef-d'œuvre

Jusqu'au 20 Avril - De 10 h. à 18 h. sauf lundi

Galerie Maeght

5 mars - 30 avril

Klapheck

peintures

13 rue de Téhéran Paris 8^e

Alechinsky

travaux d'impression, principalement

14 rue de Téhéran Paris 8^e

Gentilini
DU 6 MARS AU 28 AVRIL 1980
ARTCURIAL
Centre d'art plastique contemporain
9 avenue Malraux - Paris 8^e - 358 22 80

GALERIE CAILLEUX
136, faubourg Saint-Monré - 75008 Paris
HUBERT ROBERT
Un choix de peintures et dessins
Du 26 février au 30 mars

VILATO

BARDON

STUPAR

J. GONZALEZ
D. SMITH
A. CARO
T. SCOTT
M. STEINE

CHOCHON

5 février - 29

BIDEAU - PENCEL

Francois LE

GALERIE JEAN CAMIGN

Nature
et anima

مكتبة من الأصل

Gildas Bourdet reprend « Attention au travail » à Saint-Denis

Ma parole!

Le décor est un faubourg ébriqué, une rue bordée d'habitations délabrées, sur des trottoirs qui ne protègent pas les gens qui habitent là. Le monde dans un autobus sans roues, dans l'espace d'un miracle, peut-être. Ils portent des masques qui montrent leurs visages et jouent à représenter leurs existences écorchées par le travail : le travail pesant qui tue le plaisir de vivre, plus l'angoisse du chômage, la honte de l'oisiveté-mère-de-tous-les-vices, la peur de disparaître si les papiers d'identité portent en face de « profession » : sans.

Ce n'est pas rose, c'est rouge violent sous la poussière. « Qu'est-ce que j'ai fait, j'ai fait pas quoi faire », psalmodient les jeunes filles en vacances qui s'inventent des malaises pour justifier leur malaise. L'ouvrier humilié de poser en bleu pour le sculpteur, proteste. La femme du boucher, réprimée, braille ses rancœurs. On s'acouple sans joie, histoire de passer le temps, de tuer quelque chose. Attention au travail, secoue durement les résignations quotidiennes et les vaines rouspétances dans une suite de sketches stridents, heurtés, pétaradants de vitalité goguenarde.

Gildas Bourdet et les comédiens de la Salamandre ne font pas de cadeaux, cela n'entraîne pas qu'ils soient tristes. Leurs « héros » ne sont pas exemplaires. Ils sont hargneux, butés, pathétiques, drôles. On les reconnaît, on se reconnaît, ils nous racontent des choses pas toujours agréables à entendre. Des choses très importantes qu'ils nous empêchent d'enfoncer dans l'oubli et l'habitude.

Attention au travail a été créé à Tourcoing, a été tourné en France, à Lyon et à Grenoble, avant de venir à Saint-Denis. Partout l'efficacité du spectacle a été vérifiée, et aussi son impact dérangeant. Parmi les spectateurs, deux camps se sont formés. Il y a ceux qui sont sensibles à la tendresse des comédiens pour leurs personnages grinçants et pantelants. Il y a ceux qui sont sensibles à la cruauté du trait. Alors, tendresse ou dureté ?

« C'est une question que nous ne nous sommes pas posée », répond Gildas Bourdet. Après le grand choc de 1978, nous avons commencé dans la colère, avec l'idée de lancer des coups de pied aux interdits de la morale sociale. Nous avons fait appel à des souvenirs très intimes. D'improvisation en improvisation, nous avons retenu de notre passé personnel ce qui nous avait fait le plus de mal. C'est un spectacle-réglement de comptes, il ne s'attendait pas.

Il est antinaturaliste et parle de ce que cache le réel. Par

exemple, quand un syndicaliste déclare en réunion « Je ne veux pas que ma femme travaille », il faut avoir le courage de montrer ce qu'est cette phrase, ce qu'elle exprime de rationnel et d'irrationnel. S'il suffisait d'une conscience claire des choses, les choses se seraient passées différemment en Union soviétique. Cela veut dire que le discours politique, en tant que mode de représentation des classes sociales, ne peut pas prendre en charge tout ce qui fait agir les individus. Nous ne nous attaquons pas à la vie réelle, mais aux représentations — artistiques et politiques — qui en sont données.

Quelles formes de représentations et quelle est votre interprétation ?

« C'est une question de langage. Zola a passé des mois dans les mines, et quand il écrit Germinal, pas un de ses mineurs ne parle châtia. Il le parle d'instinct, mais il ne le a pas entendu. D'un autre côté, Michel Tremblay invente un jargon qui n'est pas celui réellement utilisé, mais représente les gens qui parlent le jargon. Nous avons travaillé sur une scène de A to Z pour toujours ta Marie-Lou, d'abord en québécois, ensuite nous l'avons traduite en français. Puis nous avons réécrit la scène en fonction du spectacle. Elle n'a

plus aucun rapport avec l'original, mais cherche des équivalences nous a permis de cerner les questions posées par le langage. Dire que la classe ouvrière est privée de parole c'est être sourd. Pour y être né, je le sais. Quand un couple s'engueule, lui parce qu'il est au chômage, elle parce qu'elle est enceinte, ils éprouvent une jouissance des mots, ça va plus vite. Nous les prenons à notre compte, mais nous nous demandons : « Si on dit que ce n'est pas de la vulgarité, c'est quoi ? ça révèle quoi ? »

La réponse ?

« Une constatation : l'ouvrier revendique sa salopette, mais veut être représenté en complet veston. Dans le domaine de la culture c'est toujours la bourgeoisie qui mène le jeu, bien après qu'elle ne domine plus : voir ce qui se passe en U.R.S.S. Le réalisme socialiste n'est pas autre chose que l'art pompier, et Leningrad détruit par la guerre a été reconstruit comme avant.

La classe ouvrière n'accepte pas ce qu'elle est. Ma mère souffre de son inculture et a voulu que je dépasse sa propre condition. Non seulement parce qu'elle est pénible mais, surtout, elle n'est pas valorisante. Je n'approuve pas, je constate, avec, peut-être, une tendance au pessimisme.

Les classiques sont des objets ronds

Et pourtant, c'est le comique qui domine dans le spectacle.

Je me suis demandé pourquoi le public rit sans arrêt. Nous avons seulement réglé deux ou trois scènes dans la burlesque, pourtant. Mais il y a un parti pris d'ensemble. Le travail de l'acteur consiste à faire croire qu'il s'est mis dans une situation telle qu'il va mourir à la réplique suivante et que le spectacle va s'arrêter. Et puis non, il se rattrape, tourne la peur en pape.

Je dis toujours aux acteurs : « Vous ne savez plus vous-mêmes où vous en êtes, allez-y à fond. La distance, la rupture, je m'en charge. Ne vous inquiétez pas, le public n'oubliera pas ce qu'il est au théâtre. » Je parle au nom d'un spectateur idéal que je répe, qui serait moi en somme. J'aime rire, je n'ai pas honte de faire rire. De « faire fonctionner » l'émotion. Cela fonctionne ou non, on ne peut pas prévoir. On sait qu'il y a des fois, on ne les connaît pas. On sait seulement quand on ne les a pas suivies et alors « ça ne fonctionne pas ».

Je crois une chose : l'efficacité de l'attention au travail vient de ce que le spectacle plonge dans le vocabulaire du cinéma et l'adapte au théâtre. Il

renvoie à une manière de voir et d'entendre qui est celle de tout le monde, et qui nous permet de faire entendre ce que l'on dit. La difficulté n'est pas de se faire entendre sur une ou deux scènes, mais de A jusqu'à Z. On se laisse trop souvent aller à vouloir tout dire. Mieux vaut transmettre, complètement, deux ou trois propositions. La grande qualité des classiques est là : même tel ou tel réflexe que déterminent des frotements.

Gogol anime un vide, une négation. Systématiquement, au point que les scènes ne sont pas toujours traitées : les acrobates, les passes d'armes n'ont pas lieu. Les choses se font très vite, presque comme par inadvertance, entre des échanges de vues creux.

Cela donne au Revizor l'aspect trompeur d'un vaudeville, à cause de sa sécheresse, de sa vitesse. Mais le non-poids du Revizor est le non-poids de l'abîme, pas celui de la légèreté, ça, quand Gogol avance un mot comique, le comique ne résonne pas, ou, comme dit Mérimée, « sa gaieté n'est qu'une communication ». Non parce que la pièce est tirée à la tristesse, mais parce qu'elle traite, par ébauches brusques, et aussi par allées, le mal comme on manque.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.
* Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, 20 h. 30.

« Le Revizor » au Théâtre d'Ivry

Gogol dans les glaces

Le nouveau Théâtre d'Ivry vient d'ouvrir sur « Le Revizor », de Gogol, mis en scène par Antoine Vitez dans la traduction de Prosper Mérimée.

Le propos est connu. Les commis de l'Etat d'une ville de province : gouverneur, directeur des hôpitaux, directeur des postes, juge, recteur du collège, apprennent qu'un « revizor », un inspecteur général, va venir de Pétersbourg enquêter sur leur conduite. Tous ces fonctionnaires sont délinquants ou criminels. L'un, à la poste, ouvre les courriers. L'autre laisse crever ses malades. Le troisième sabote l'enseignement des enfants. Ainsi de suite. Et tous, forts de leur emploi, reçoivent des pots-de-vin, sous diverses formes, ou même se les attribuent d'autorité.

Il est bien sûr une peur bleue. Et, par erreur, ils prennent pour le revizor un jeune homme, Ivan Khlestakov, qui vient d'arriver à l'hôtel. Ils lui lèchent les bottes, l'achètent. Il n'y aura pas de limites aux bassesses, aux trahisons. Peine perdue : bourré de billets de banque, le faux revizor file à l'hôtel. Au rideau final, on annonce l'arrivée du vrai.

Gogol emploie l'instrument public du théâtre à mettre à plat, radicalement, les tares de la fonction publique.

Radicalement, parce qu'il ne personnalise pas ces tares. Elles apparaissent, dans Le Revizor, comme substance préexistante du système. Ce qui conduit Gogol à un style particulier. Les protagonistes sont les pions d'un jeu, déshumanisés. Morale, psychologie, instincts, natures, n'ont pas lieu en ligne de compte ni même tel ou tel réflexe que déterminent des frotements.

Gogol anime un vide, une négation. Systématiquement, au point que les scènes ne sont pas toujours traitées : les acrobates, les passes d'armes n'ont pas lieu. Les choses se font très vite, presque comme par inadvertance, entre des échanges de vues creux.

Cela donne au Revizor l'aspect trompeur d'un vaudeville, à cause de sa sécheresse, de sa vitesse. Mais le non-poids du Revizor est le non-poids de l'abîme, pas celui de la légèreté, ça, quand Gogol avance un mot comique, le comique ne résonne pas, ou, comme dit Mérimée, « sa gaieté n'est qu'une communication ». Non parce que la pièce est tirée à la tristesse, mais parce qu'elle traite, par ébauches brusques, et aussi par allées, le mal comme on manque.

La mise en scène d'Antoine Vitez et le jeu des comédiens s'inscrivent, à première vue, dans ces caractères du texte : ils sont constitués de résonances formelles du texte.

L'espace scénique est un vide. Le sol est d'une matière et d'une tonalité neutres.

Derrière ce vide, la décoratrice Claude Lemaire a disposé un jeu de plusieurs hautes surfaces de miroirs, orientées dans plusieurs axes. Le public perçoit, face à lui, son propre reflet, fragmenté, dissocié. Dans cet éclatement d'images du public apparaissent les comédiens, et le décalage des miroirs répercute plusieurs images de chaque comédien aussi, sous plusieurs profils.

Quand un comédien évolue sur scène, il se voit jouer dans les miroirs, il est son propre spectateur. Les spectateurs, eux, ne se voient pas jouer, mais, tout de même, ils se voient sur la scène, dans les glaces, ils font

partie du jeu. Quand les comédiens entrent ou sortent, entre deux miroirs, ils ne traversent pas les parois séparant un dedans et un dehors, ils semblent traverser le public et se traverser eux-mêmes.

Le spectateur est obligé de percevoir sans cesse des reflets contradictoires, superposés. Il ne ressent plus la continuité d'une action. Il se détache de ce qu'il voit, de ce qu'il entend. Il n'en touche plus que le mensonge. Dans ce contexte de faux-semblants déclarés, il devient témoin d'un travail d'acteurs, c'est tout. Il acquiesce aussi, à se voir dans les miroirs, une notion accrue de son immobilité de public, de sa passivité, en comparaison du remue-ménage des comédiens. La pièce et son propos sont décalés. L'événement théâtral se résume à ceci : le public, assis, se regarde ne rien faire dans une glace, et regarde, sous des angles multiples, des acteurs faire l'acteur.

Les acteurs solitaires

L'acteur, de son côté, se livre à un autocontrôle constant (il se voit et il se sait vu sous tous ses angles). Cela le pousse, comme dit Vitez dans le programme, à « donner l'essence de son jeu ». Mais là, il faudrait s'entendre. De quelle essence s'agit-il ?

Dans cette mise en scène, chaque acteur s'applique, mot par mot, mimique par mimique, intonation par intonation, à sur-exprimer, à sur-souligner chaque infime détail de ses interventions.

Comme tous les costumes, d'ailleurs bien faits, dans une tonalité vert-bleu militaire exprimant l'usure et les loupvolants des bureaux, se ressemblent, et comme les exercices formels de gestuelle et de diction, d'un acteur à l'autre, se ressemblent, chaque acteur devient sur scène un spécimen d'athlète spécial, automatisé, programmé, qui reproduit, dixième de seconde par dixième de seconde, une conduite mémorisée.

Ces particularités successives de cette conduite sont si accentuées, si décomposées, si pittoresques aussi si l'on veut, que l'acteur paraît reproduire cette conduite avec enthousiasme. Car à ce degré de sur-saturation de signes, le travail de l'acteur devient un exploit musculaire et mental, auquel l'acteur se prend, de tout son être, du moins de tout ce qui reste de son être dans une entreprise si circonscrite.

Vraiment, l'essence du jeu de l'acteur, est-ce cela ? Ne serait-il pas permis de voir dans cela plutôt une exécution d'une

seule composante du jeu de l'acteur, de la composante technique, gymnastique, vocale, qui, à l'heure du jeu complet de la représentation, se fonde insensiblement dans les autres composantes, au lieu d'occuper tout le champ ?

Quelles autres composantes ? L'acteur lui-même d'abord, puis, que c'est lui qui est là, tel acteur et sa nature, son esprit, sa volonté, son caractère, le timbre et les harmoniques de sa voix, son corps, le dessin de ses attitudes, de son mouvement. Tout cela est bon à donner, au théâtre, et c'est tout cela qu'un acteur a le droit de vivre, quand il joue. Et peut-être est-il dommageable de porter de jeunes acteurs à se sentir heureux de faire pour une grande part la sacrifice de ces facultés personnelles. Et puis, d'autres composantes, la courbe des interférences avec les autres interprètes, les changements de régime suivant les méandres de la pièce, mille choses.

En principe, les exercices disséqués, les démonstrations précises de métier, des comédiens de Vitez, dans leur déshumanisation, conviennent à l'analyse du Revizor de Gogol. Non, la pièce « fonctionne » peu. Chaque intervention d'acteur est si solitaire, si poussée qu'elle freine la course.

Vitez se recommande de Meyerhold. Mais Meyerhold suggère, aux acteurs, une part de liberté, des zones d'esquisse, d'indécision. Dans cette mise en scène de Vitez, chaque fragment du texte est, au contraire, dans un style de technique pure, poussé à bout, surchargé, l'éché. Chaque petite section du trajet devient, à elle toute seule, une manifestation en soi, à part, comme si le Revizor n'était plus une pièce, mais l'occasion, pour des acteurs, de tenter, l'un après l'autre, la même escalade, le même pari professionnel, avec un équipement un peu différent.

Quant à moi, le désamorçage des dynamiques rétrogrades de la scène et de la salle par le procédé des miroirs et la désagrégation du jeu collectif en exercices méthodiques individuels répétés ont été ressentis comme un supplice. Je n'étais plus dans un théâtre, mais dans je ne savais quel laboratoire cauchemardesque de rééducation fonctionnelle. Cette déviation me crispait corps et âme. J'avais des crampes au cerveau, l'asphyxie. A la fin du troisième acte, après deux heures de ce régime, j'ai fui le nouveau Théâtre d'Ivry. J'ai vu les deux derniers actes quand j'ai retrouvé patience. Lorsqu'un metteur en scène et des comédiens imposent à des spectateurs, en tout cas aux spectateurs qui ressentent la chose comme telle, une épreuve si reboutante, il n'y a pas de raison de supporter d'eux l'abus de pouvoir que les citoyens supportent, sous d'autres formes, des fonctionnaires impériaux du Revizor.

Cela dit, car il ne faut jamais perdre de vue l'ensemble des choses, deux heures de supplice chez Vitez sont d'une dimension plus haute, et d'un projet plus estimable, que n'importe quelle scène de détente ou d'hilarité dans un bastion ordinaire. Soulignons quand même aux Ivryens des nerfs solides.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre d'Ivry, 1, rue Simon-Denierre, métro Mairie - d'Ivry, 20 h. 30, sauf dimanche 16 h., ré-éché lundi.

SAGOT-LE GARREC
24, rue du Four (8^e)
VILATO
Gruvures récentes
Jusqu'au 29 mars

Colette Dubois
420, rue St-Honoré (8^e), 200-13-44
STUPAR
Peintures et gouaches
4 - 25 mars

GALERIE DIMPOULOS
24, rue du Laos (15^e), 308-23-08
CHOCHON
Jusqu'au 29 mars

GIMAISE DE PARIS
72, boulevard Raspail
HÉLÈNE BIDEAU-PIENOËL
JEANNE BIDEAU-PIENOËL
Peintures
Du 4 au 15 mars

BUHLER
bronzes 1980
GALERIE JEAN CAMION
5, rue des Beaux-Arts (833-05-03)
Du 10 h. 30 à 20 h.
4 au 22 mars 1980

GALERIE GUIOT
18, avenue Matignon, 75008 PARIS
266-63-84
BARDONE
MARS

Galerie de France
J. GONZALEZ
D. SMITH
A. CARO
T. SCOTT
M. STEINER
5 février - 29 mars
3, Fg. Saint-Honoré Paris 8^e

GALERIE
DU CLUB INTERCHASSE
12, r. de Presbourg-2, ov. Foch
75116 Paris
François LEBERT
Nature
et animaux
Jusqu'au 15 mars

GOGOL & LE REVIZOR
Théâtre des quartiers d'Ivry • mise en scène d'Antoine Vitez
au Théâtre d'Ivry • 1 rue Simon-Denierre, métro Mairie d'Ivry
renseignements et location : 672 37 43 et FNAC

Ce disque 33 T 17 cm
GRATUIT
Pour vous faire découvrir une extraordinaire collection de disques de la Deutsche Grammophon
Ce vrai disque 33 T 17 cm vous fera découvrir une remarquable collection signée Deutsche Grammophon "Le Monde de la Symphonie".
Pour la première fois, en effet, sont réunies en une seule collection les œuvres symphoniques intégrales de douze des plus grands compositeurs : Beethoven, Mozart, Schubert, Tchaïkovski, Brahms, etc. interprétés par des prestigieuses orchestres, comme le Philharmonique de Berlin, le Symphonique de Londres, ou le Philharmonique de Vienne — sous la baguette de chefs comme Herbert von Karajan, Karl Böhm, Claudio Abbado ou Rafael Kubelick.

BOON POUR UNE INFORMATION PERSONNELLE GRATUITE
à renvoyer aujourd'hui même à : Diffusion Internationale d'Arts et d'Idées, 1, bd François-Arno, 91378 Wissous Cedex.
OUI, faites-moi parvenir mon disque gratuit de démonstration et bénéficier d'une information personnelle détaillée sur les conditions exceptionnelles de souscription au "Monde de la Symphonie". La présente demande ne m'engage bien entendu à aucun achat.
Nom Prénom
M. ☐ Mlle ☐ Mlle ☐
Rue Av. ☐ Bd ☐
N°
Commune Localité discontinue ☐
Code postal

DERNIÈRES
Le Théâtre des quartiers d'Ivry et le KHL - Compagnie Stuart Seide
O'NEILL
LE DEUIL S'ÉLECTRISSE
Mise en scène de Stuart Seide
STUDIO D'IVRY
jusqu'au 9 mars 1980
Renseignements et location : 672 37 43

Festival de Plagues
Musique et Art Sacré
Lourdes
4 Avril au 13 Avril 1980

J-S BACH Passion selon Saint-Jean
J. HAYDN La Création
H. MOZART Le Mariage de Figaro
ROSSINI Stabat Mater
PUCCINI Messe
BRAHMS Requiem allemand
Œuvres de : MOZART - BRUCKNER - SAINT-SAËNS - BEETHOVEN - LISZT - COUPERIN
Concerts aux Chandeliers
Exposition « Clavecin et Clavecinistes »
Exposition du Gemmail
Solistes
Chœur National de Paris
Chœur des Maîtres Chanteurs de Nuremberg
Academy Orchestra de Budapest
Orchestre d'Etat du Palatinat Rhénan
Chefs : Kurt NEBEL, Wolfgang RIEDELBAUGH, Jacques GRIMBERT
Directeur Artistique : Kurt NEBEL
Pour tous renseignements, s'adresser au BUREAU DU FESTIVAL
Office Municipal de Tourisme
Tél. : (02) 94.15.64
67100 LOURDES

REVUES



Macula

La revue *Macula* présente un énorme numéro au sommaire très varié : du journal de Pontorno à l'abstraction française contemporaine. Les rédacteurs (Yves-Alain Bois et Jean Cley) appartiennent au cercle des amateurs et critiques avertis des multiples rebondissements de l'art américain depuis l'après-guerre et l'installation de la tradition abstraite sous l'autorité, contestée depuis, de Clement Greenberg (la revue publiait en 1977 ses articles sur Pollock). Les choix, les partis adoptés se distinguent subtilement de la doctrine établie par les premiers supporteurs de l'abstraction américaine : Cézanne n'est plus le maître absolu, on parle

aussi de Seurat, de Klee, d'au-delà de Matisse, le suprême américain est fortement nuancé, des initiatives trop facilement attribuées à des peintres encore trop méconnus comme Strzinski, disciple polonais de Malevitch dans les années 20-30.

Le lecteur restera peut-être sceptique. Mais c'est l'ensemble des démarches analytiques d'une génération formée par l'abstraction américaine qui est en cause. Dans ce contexte, les propos de Christian Bonnet et de Jean-Luc Vilmoth présentés dans le dernier numéro, si on leur prête l'attention nécessaire, ne manquent pas de cohérence et complètent deux dossiers importants consacrés à Albers (n° 2) et Ryman (n° 3/4).

On sera en revanche plus nettement réfractaire aux débordements linguistiques, nourris de références étrangères à la peinture, auxquelles sont exposées les chaussures de Van Gogh ou les toiles de Marin Barré. Celui-ci en moins n'aurait rien fait pour cela. Il semble d'ailleurs que les peintres les moins suspects de spontanéisme commencent à s'en douter : « La peinture et l'image, en tant qu'illustrations, sont devenues l'objet de tout écrivain en peine de discours... La façon dont la philosophie, la sémiologie, la linguistique et la psychanalyse ont abordé la peinture, ne lui a rien apporté en retour. »

Il n'est donc pas certain que la rubrique très ouverte « Peinture et philosophie » soit la meilleure place où loger deux essais très stimulants de Walter Benjamin (n° 3/4) ou Rosalind Krauss (n° 5/6) ni que la publication du journal de Pontorno doive être accompagnée du long commentaire de son traducteur Jean-Claude Lebensztejn : des propos inédits de Matisse, dans le premier numéro, n'avaient pas inspiré tant de verve à Dominique Fourcade. — J.-F. C.

* *Macula*, n° 5-6, 100 F ; 312, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Berlin, petite île de cinéma

A Berlin, peut-être, plus que dans toute autre ville du monde, on prend conscience de l'étroit rapport existant entre un grand festival et son lieu d'élection. La vie berlinoise, en ce début des années 80, garde un caractère assez unique de danse sur le volcan, exprime en même temps le sentiment d'extrême fragilité et de la plus totale liberté. A Berlin aussi l'Allemagne « éternelle » s'éveille à sa réalité historique, deux Allemands se regardent en chiens de faïence, fraternelles et ennemies, éternellement critiques l'une de l'autre.

Qu'importe alors la comparaison avec Cannes, par exemple. L'initiative brève prise par le précédent directeur du Festival, Wolf Donner (aujourd'hui directeur des services culturels de la ville), de déplacer la manifestation de juin en février a contribué à la rapprocher encore de son public, un public en or, pas trop pour deux sous, passionné sans réserve. Public jeune où se retrouvent une bonne par-

tie des trente mille étudiants que la loi dispense du service militaire en Allemagne fédérale s'ils s'engagent à s'installer définitivement sur les bords de la Sprée.

Deux films auront marqué, du point de vue allemand, la compétition berlinoise : *Palermo oder Wolfsburg* (Palermo-Wolfsbourg), de Werner Schroeter, Allemagne fédérale, Ours d'or — ex aequo avec *Esprit d'escalier* de Richard Pearson, Etats-Unis — et *Solo Sunny*, de Konrad Wolf, Allemagne démocratique, prix de la meilleure interprétation féminine pour Renate Krassner. Films tellement dissimilables, incomparables pour les puristes, mais si révélateurs des contradictions de leur société respective, qu'on aimerait les voir projeter l'un à côté de l'autre. L'un, celui de Schroeter, sape les bases d'un ordre moral régnant, l'autre, celui de Konrad Wolf, s'avance juste assez loin pour dire le malaise ambiant, mais pas un centimètre plus avant.

La critique indispensable

Venu de l'avant-garde, d'une sorte d'opéra visuel au décor surchargé, scénarisé souvent par la grande musique, Werner Schroeter a pris son tournant décisif, en 1977-1978, en décidant de raconter des histoires comme tout le monde, mais à sa façon : ce fut le *Régne de Naples*, pas entièrement convaincant. On se demandait ce qu'il allait faire cette caméra trop esthète dans les anciens paysages du oéo-réalisme. Le même malaise nous gagne au début de *Palermo-*

Wolfsbourg. Assistons-nous à un pastiche de l'arbre aux sabots d'Orléans, plus coloré, plus pittoresque ? Au deuxième tiers, quand le jeune paysan sicilien gagne la ville de Wolfsburg en Allemagne et se fait embaucher chez Volkswagen, nous croyons vivre la suite de *Rocco et ses frères* de Visconti. Puis le film prend tournure avec l'assassinat, par le jeune Nicola, de deux jeunes Allemands qui le narguent après lui avoir ravi la fille qu'il aime.

Allemagne officielle,

Tout d'un coup, le film devient purement onirique, un procès insensé s'engage d'abord, comme du Cayatte ou du Clouzot, pour dévier vers la folie douce. Nicola n'ouvre pas la bouche, prend des postures angéliques, son avocat, joué par l'égérie de Schroeter, Magdalena Montezuma, n'est ni plus ni moins convaincante que l'accusation. Le sens pourtant émerge petit à petit, l'image d'un jeune Sicilien naïf comme au premier jour, coupé brutalement de ses racines, débarquant dans une terre sans soleil et sans amour, qui avait ses raisons de tuer.

Werner Schroeter, à travers le destin de Nicola, dit l'impossibilité de vivre dans l'Allemagne du « miracle », des affaires, explicite le besoin de « tuer » ces valeurs au sens le plus physique. Vision mystique, et subversive à la fois, qui ne laisse d'inquiéter et de fasciner : a-t-on vraiment exorcisé des démons encore proches ? Dans cette fabuleuse envolée lyrique de la dernière heure, le film emporte toutes les réticences sur son passage, mais ne dérange pas moins.

Solo Sunny décrit l'existence d'une petite chanteuse berlinoise de bloes, ancienne ouvrière, soudain saisie par le doute devant une société dont les valeurs morales ne la satisfont pas. Elle quitte son groupe de musiciens, fignés dans la routine. Elle a une liaison avec un jeune philosophe, beau comme un dieu grec, amoureux de musique indienne, égoïste forcené. Elle croit trouver le bonheur avec un chauffeur de taxi. Elle repart seule, refuse l'esclavage doré de la femme-objet. Elle rejoint un groupe de

musiciens pop qui l'acceptent provisoirement. L'espoir semble triompher malgré tout. Et pourtant nous ne voyons pas la même variante d'une étoile est née.

Il y a d'abord l'actrice, Renate Krassner, qui sait donner à *Solo Sunny* une présence réelle, nous émeut sans nous rendre complaisants. Il y a la vie quotidienne à Berlin-Est, les maisons rafistolées, le décor un peu miteux, un Berlin à cent lieux de l'autre. Il y a surtout la complexité d'un caractère de femme, non militante, prise dans l'engrenage d'une société bien différente de la nôtre, quoique imprégnée elle aussi, à sa façon, par le modèle américain. Le doute que nous éprouvons face à ce portrait se pèle ne reste pas moins « tarandant » : sommes-nous dans la seule illusion cinématographique, ou dans l'idéalisation idéologique ? Le succès populaire s'orne que rencontre le film dans l'autre Allemagne, les critiques très vives qu'il soulève dans certains milieux, prouvent en tous cas que le réalisateur, Konrad Wolf, n'a pas raté son objectif.

Pourrait-on montrer *Palermo-Wolfsbourg* à Berlin-Est ? Je veux dire : le public comprendrait-il, suivrait-il ? Inversement *Solo Sunny*, accueilli avec le même enthousiasme par le public et la critique de Berlin-Ouest, dans un contexte particulier, celui d'un festival et de la ostia de la réunion toujours différée des deux Allemagnes, aura-t-il un succès durable à l'Ouest ? Et qu'en pensent d'abord ces femmes, ces cinéastes militantes, particulièrement

LE PARIS VO - PARAMOUNT CITY TRIUMPH VO - STUDIO MEDICIS VO
PUBLICIS SAINT-GERMAIN VO - PARAMOUNT OPERA VF
PARAMOUNT MAILLOT VF - PARAMOUNT MONTMARTRE VF
MAX LINDER VF - PARAMOUNT MONTMARTRE VF - PARAMOUNT
BASTILLE VF - PARAMOUNT GALAXIE VF - CONVENTION SAINT-CHARLES VF
PARAMOUNT ORLEANS VF - PASSY VF - STUDIO
PARLY 2 - ARTEL Nogent - ARTEL Clichy - ALPHA Argenteuil
PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Only

ILS AIMENT «ELLE»

« Cette comédie américaine est un chef-d'œuvre »
Michel Marmion / *Le Figaro*
« Du Cinéma qui mérite dix sur dix »
Gilles Cèbe / *Paris Hebdo*
« Un abattage incomparable... hilarant ! »
Robert Benayoun / *Le Point*
« Humour, sentiment, jamais un tel alliage n'a été aussi parfait »
Pierre Murat / *Télérama*
« Un cocktail étonnant et détonant d'humour et de beauté... »
Robert Chazal / *France Soir*
« Bo Derek... Ce qu'on a vu de plus étonnamment beau sur un écran... »
Paul Giannoli / *Jours de France*



DUDLEY MOORE / JULIE ANDREWS / BO DEREK
ELLE - BLAKE EDWARDS / ROBERT WEBBER / BLAKE EDWARDS
- BLAKE EDWARDS, TONY ADAMS / HENRY MANCINI
An ORION PICTURES Production. Tous droits réservés © A Warner Communications Company
© 1979 Orion Pictures Company Inc. All Rights Reserved
Panavision/Prints by Technicolor. Musique originale du film sur disques et cassettes WARNER/WARNER
Distribué par WARNER COLUMBIA FILMS.

GAMMONT COUSSE VO
STUDIO ST-GERMAIN VO
IMPERIAL VF
MONTMARTRE PATHE VF
GAMMONT SUD VF
ATHENA VF - CAMBONNE VF
CUCUY PATHE VF
GAMMONT LES HALLES VO
ALPHA Argenteuil
CLUB Maisons Alfort
4 PERRAY Ste Geneviève des Bois
CARREFOUR Pantin
U.G.C. Poissy

GRAND PRIX
FESTIVAL
D'AVORIAZ
ANTENNE D'OR
2

Jamais récompensés ne furent aussi mérités
M.P. (FRANCE SOIR)

Imaginez !
Un savant de génie
nommé H.G. Wells
à la poursuite
d'un criminel de génie
nommé Jack l'Éventreur.
Le « Suspense »
le plus ingénieux
de notre époque...



C'était demain...
un film de
NICHOLAS MEYER

LA CANNE
A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

UGC BIARRITZ VO - UGC DANTON VO - CAMEO VF - UGC OPERA VF
MIRAMAR VF - MISTRAL VF - 3 MURAT VF - UGC GARE DE LYON VF
MAGIC CONVENTION VF
STUDIO Parly 2 - ARTEL Port Nogent - ALPHA Argenteuil

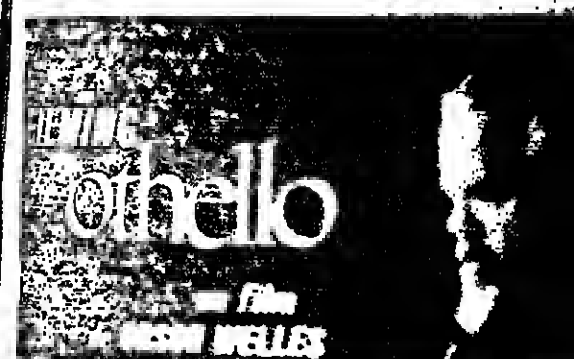
MEILLEUR ACTEUR -
Nomination
"OSCARS 80"
AL PACINO
dans



"JUSTICE POUR TOUS" JACK WARDEN - JOHN FORSYTHE & LEE STRASBERG
Musique de DAVE GRISIN. Paroles de ALAN & MARILYN BERGMAN. Écrit par VALERIE CURTIN & BARRY LEVINSON
Producteur Exécutif JOE WIZAN. Producteur par NORMAN JEWISON & PATRICK PALMER
Réalisé par NORMAN JEWISON. Distribué par WARNER COLUMBIA FILM

DES SPIRITUALES

Allemagne marg



Ohello

11 MARS 1980

MUSIQUE CINEMA

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

11 MARS 1980

« MON ILE, FARO », d'Ingmar Bergman

Les travaux habituels

FARO est une petite île de la Suède, dans la mer Baltique, au nord-est de l'île de Gotland, elle-même située au sud-est de Stockholm. Faro est un lieu où, dans les années 60, Ingmar Bergman a tourné certains de ses films les plus connus : *A travers le miroir*, *Persona*, *La Honte*, et c'est l'endroit où il a acheté un terrain, s'est fait construire une maison, pour se créer des racines. En 1969, il tourne un film documentaire d'une heure vingt-cinq minutes (destiné à la télévision suédoise) pour décrire la vie des gens de l'île (sept cent cinquante-quatre habitants, peu de terre cultivable, une superficie de 113 kilomètres carrés). En 1976, il entreprend un nouveau film sur Faro, qui, terminé en 1979, fut présenté à la télévision suédoise le 25 décembre. C'est *Mon île, Faro* (une heure cinquante-cinq minutes) que l'on peut voir, maintenant, à Paris, aux Nouvelles-Urslines.

A priori, on attend une correspondance entre le cinéma de fiction de Bergman et le documentaire actuel. Il s'agit beaucoup d'importance, puisqu'il en a réalisé deux versions. D'abord, tout de suite, qu'il n'y a pas, Bergman, qu'on a toujours - présent - dans tous ses films. Bergman, l'autorité du thème, le style dominant la cinématographie européenne depuis trente ans, Bergman, le cinéaste anglo-saxon de la vie et de la mort, de la femme et du couple, des grandes interrogations métaphysiques et des grands problèmes humains, n'a pas raté *Mon île, Faro* à sa vieillesse du monde. Il n'a même pas pris la peine de nous montrer la maison qu'il a, en somme, plantée là. On entend sa voix commentant, parfois, les images, comme celle d'un citoyen de la communauté.

Voilà bien une œuvre destinée à déconcerter. Au cours d'une projec-

tion réservée à la presse, quelques spectateurs, déçus, sans doute, dans leur attente, se sont égarés avant la fin, dans la nuit, sur la pointe des pieds et par la sortie de secours. Quand on croit connaître (pour le louer ou la contestation) les idées de l'univers de Bergman, on s'aperçoit qu'il n'y a rien de nouveau, rien de révolutionnaire. Et, d'ailleurs, il n'y a pas de surprises, les idées toutes faites n'ont plus cours, Bergman glisse entre les doigts.

Dans un long entretien avec Yvonne Baby (*le Monde* du 22 novembre 1977), il avait parlé de Faro. En difficulté avec la flac, il avait, un temps, quitté la Suède. Voici ce que Bergman disait alors :

Les arbres, les toits, la mer...

Mais le plan s'est modifié. Revenu à Faro, Bergman a enregistré des images et des entretiens dont il a tiré un montage qui ne porte plus de jugement pessimiste. Retrouvant, grands, les enfants et les adolescents qu'il avait interrogés, en 1969, dans un cer de remémoration scolaire, Bergman a constaté que, contrairement à leurs propos d'alors, ils sont presque tous restés, que Faro est resté un milieu vivant. Ce n'est plus une île qui va disparaître. Classiquement construit sur le cycle des saisons - d'un hiver qui s'achève à un autre qui commence, - le film ne milite pas pour l'écologie, se borne à déplorer l'invasion sauvage des touristes en été, l'absence de points d'ancrage contre la bureaucratie de l'État suédois et s'en tient, pour le reste, à la banalité du quotidien. C'est bien là son originalité. Aussi éloigné du grand documentaire façon Flaherty ou Rouquier que des théories du cinéma direct, et de l'approche ethnologique, Bergman a fait la constatation d'une forme de civilisation, banni tout pittoresque et tout effet esthétique.

Les images d'Arne Carlsson transmettent simplement la réalité avec ses couleurs. Une fleur est une fleur, un arbre est un arbre, la mer est la mer. Bergman n'apporte rien de nouveau au genre documentaire.

Il s'est intégré à cette population, il ne la regarde pas vivre en artiste ou en intellectuel. Peut-être est-ce là le grand mérite de *Mon île, Faro*. Dans cette île, les humains ne posent plus de questions sur l'existence de Dieu, la difficulté d'être et le destin. Un « tannier-poète » célèbre les roses, on construit des toits de chaume, on coupe la toison laineuse des moutons noirs, on tue la cochon, on fait la cuisine, on s'en va pêcher le saumon au large. Au fil des saisons et des jours, les gens de Faro accomplissent leurs travaux habituels. Ils ont un passé, un présent, un avenir. Qui aurait pensé que le génie de Bergman pourrait s'exercer sur la réalité banale, sur « la vie telle qu'elle est » ? Il appelle cela : document.

JACQUES SICLIER.

* Nouvelles-Urslines.

Allemagne marginale

nombreuses à Berlin-Ouest, qui tournent des films sans arrêter, qui prétendent récrire l'histoire de l'Allemagne d'hier et d'aujourd'hui, mais vivent et travaillent dans une Allemagne bien précise, capitaliste ?

Ici, au Festival, inlassablement, des femmes vous révèlent le rôle décisif joué par leurs mères dans la reconstruction du pays après la catastrophe de 1945, et comment ces mêmes mères ont ensuite sagement regagné la maison, accepté la vieille morale, et n'ont pas tiré les conclusions de cette libération momentanée. Helma Sanders avait abordé le sujet de front, avec de gros sabots et une sincérité désarmante, dans *Allemagne, mère bifurquée* (le *Monde* daté 24-25 février) présenté au début du Festival. Jutta Brückner, ancienne collaboratrice de Margarethe von Trotta et Volker Schlöndorff sur l'adaptation du *Coup de grâce* de Marguerite Yourcenar, reprend un thème similaire, les rapports d'une mère

et de sa fille, sur toile de fond de l'Allemagne des années 50, dans *Hungerjahre* (les *Années de famine*). Famine morale plus que matérielle, la politique et l'histoire ne nous ont rien appris. Les filles aujourd'hui veulent questionner leurs mères.

En couronnant à la fois *Solo Sunny* et *Harigryph*, la critique internationale (*FRANCE 2*) a pour sa part au moins reconnu le problème des deux morales, des deux approches. *Solo Sunny* est conté dans une langue ultra-classique, joué par des acteurs et actrices au sommet de leur art. Les films féminins de l'Ouest nous déroutent, du moins juste les deux cités, par leur navigation malaisée entre le documentaire et la fiction. La caméra enregistre comme automatiquement des gestes et des paroles surchargés de sens, de valeur symbolique. Les cinéastes semblent conjurer une sorte de malédiction, l'image-signe devient à la fois le sésame et l'exorcisme d'un passé honteux. Est-ce suffisant ?

L'impression de réalité

On commence, on finit le cinéma-cinéma, le cinéma-mémoire avec lequel marchands avisés et idéologues sûrs de leur fait prétendent nourrir notre imagination ? Y a-t-il quelque part une réponse à notre incertitude toujours plus grande devant ce que nous appelons plus fortement un art que pour mieux masquer nos incertitudes ? La question, « tarabiscotée », faisait saillie devant tous ces films profonds, enragés. Une jeune Américaine au nom français, professeur d'université dans l'ill-

nois, Michelle Citron, nous apportait au moins un effort pour répondre avec un autre film féministe ultra-intelligent, *Daughter Rite* (le *Rite de la fille*).

Deux filles ont choisi face à leur mère deux attitudes différentes, elles en discutent un jour, de retour au foyer, pendant que celle-ci est à l'hôpital. Leur récit, conté dans un style poignant d'interview vécue, est entrecoupé d'extraits d'un documentaire amateur en 8 mm de deux petites filles avec leur mère, images

floues, heurtées, et de moments de fiction pure. Soucieuse du travail sur le matériau brut, son et image, la réalisatrice crée une forme analytique très séduisante, propice à la réflexion. Le film forme l'exact pendant de celui de Jutta Brückner. L'un et l'autre nous donnent l'envie d'entendre un jour, directement, le point de vue des mères.

Pour Essie Coffey, cinéaste, mère de famille nombreuse, aborigène d'Australie, dans *My Survival as an Aboriginal* (Une survie comme aborigène), comme pour Tina Yamazaki, Brésilienne d'ascendance japonaise de São-Paulo, dans *Gajin, caminhos da liberdade* (Gajin, les chemins de la liberté), le « mouvement », dans tous les sens, celui des idées, celui de la caméra, celui du corps, se prouve en marchant, en appelant un chat un chat. La théorie n'a pas cours. Essie Coffey, jeune maîtresse de trente-huit ans, mère d'une aborigène, famille, ne cherche pas la nuance, rappelle l'existence de son peuple, les aborigènes, premiers habitants de l'Australie, dépossédés, plus que de leurs terres, de leur façon de vivre. Tina Yamazaki, assistante de Glauber Rocha sur le film qu'il achève de monter, raconte avec des acteurs venus du Japon la survie d'une communauté japonaise près de São-Paulo, au début du siècle, comment les femmes ont tout pris sur elles. Ouvrage politique très pointé, jamais schématisé, chaleureux, d'un pays où l'on croit encore que tout peut arriver. Comme, malgré les apparences, Essie Coffey et ses aborigènes.

LOUIS MARCORELLES.

ACTION RÉPUBLIQUE

HORS-CHAMP présente
FILMING
Othello
un film
de ORSON WELLES

DEUXIÈME SEMAINE

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE D'ANGERS
CINÉMA & MUSIQUE
MUSIQUE & CINÉMA
27 FÉVRIER 11 MARS 1980
FILMS / CONCERTS / RECITALS / IMPROVISATIONS

RENCONTRE
AVEC

Michel FANO / Alain ROBBE-GRILLET
présentent « l'homme qui ment » à
l'occasion d'une semaine rétrospective
de leur œuvre.
MERCREDI 5 MARS
M.C.A. Beaupaire / 20 h 30

NUIT DE JAZZ
ET
DU CINÉMA

Jean-Claude FOHRENBACH / TRIO
ARVANITAS. Évocations cinématogra-
phiques / des « grands du saxo tenor ».
VENDREDI 7 MARS
M.C.A. Beaupaire / 20 h 30.

MUSICIENS
DU CINÉMA
FRANÇAIS

Georges DELERUE / Antoine DUHAMEL
Pierre JANSEN / Orchestre PASDELOUP
Direction Georges DELERUE / Soliste
Jean-Claude BOURRIE
MARDI 11 MARS
Théâtre Municipal / 20 h 30

AU CINÉMA
LE CLUB

C'ÉTAIT DEMAIN / LA MAISON DU
DOCTEUR EDWARDS / LE CID /
REGGAE SUNSPASH / WEST INDIES /
BUGSY MALONE / A BOUT DE
SOUFFLE / LE MÉPRIS / WEEK-END /
MEDITERRANÉE / PARIS BEGUIN /
L'IMMORTELLE / TRANS EUROP EXPRESS / L'HOMME
QUI MENT / L'EN ET APRES / GLISSEMENTS
PROGRESSIFS DU PLAISIR / LE JEU AVEC LE FEU /
LE TERRITOIRE DES AUTRES / LA GRIFFE ET LA DENT /
WINNIFRED WAGNER / EN ÉTRANGER JE SUIS VENU /
BASTIEN BASTIENNE / LE CABINET DU DOCTEUR
CALIGARI / NEW-YORK - NEW-YORK / LES INNOCENTS
AUX MAINS SALES / L'ŒIL DU MAÎTRE / KINDER-
TOTENLIEDER / IXE 13 / ODO TUM.

REPORTAGE LA CULTURE A L'ÉTRANGER ASSOCIATION CINÉMA - PARLEMENT
21 202 - 2025 - ANGERS - 41000 - TÉLÉPHONE 02 47 40 40 40 - 41 40 40

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - PARAMOUNT BASTILLE
PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT MONTMARTRE
PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT
GALAXIE - PARAMOUNT MONTMARTRE - CONVENTION SAINT-
CHARLES - Et dans les meilleures salles de la périphérie

Les turlupins
Nostalgique, drôle, sentimental et
joliment impertinent.
ROBERT CHAZAL - FRANCE-SOIR
A classer d'emblée dans la catégorie :
"Ne le laissez pas échapper".
HENRI BÉHAR - PREMIÈRE
C'est frais, c'est léger comme la vie à
15 ans : Bernard Revon a réussi son
"Zéro de Conduite".
MICHEL PASCAL - EUROPE 1
Une comédie française pleine de charme !
V.S.D.
Constamment drôle, pudique, trou-
blant... On pense aux "Dernières Va-
cances" et même au "Diable au Corps".
PHILIPPE COLIN - ELLE
Une bouffée de fraîcheur !
CÉCILE BARTHELEMY-MARIEFRANCE

AUDIBERTI
opéra
parlé
mise en scène
Marcel Maréchal
du 1^{er}
au 23 mars
1980
théâtre
de la
commune
Cécile Bouchard-Roussel
Directeur Général
Succursale Stasbourg,
avenue de la République
métro 4 - Champs
réservation : 833.16.16
le mardi à 19 h 30
les mercredi, vendredi
et samedi à 20 h 30
le dimanche à 17 h

MARIGNAN PATHÉ - BERLITZ - MONTMARTRE - 83
GAUMONT CONVENTION - SAINT-GERMAIN VILLAGE

PRIMÉ PAR LA FONDATION
PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA
L'ŒIL DU MAÎTRE
un film de STÉPHANE KURC
Je me suis cru reporté 3 ans en
arrière... Durant la projection,
j'étais redevenu président
d'Antenne 2.
Marcel JULIAN - LE FIGARO
Un film d'autant plus captivant
que les acteurs y sont remar-
quables.
Michel DRUCKER
La fable est éclairante grâce à
sa simplicité même.
Michel PÉREZ - LE MATIN
L'œil du maître un film à voir.
Monique LEFEBVRE - TÉLÉRAMA

Théâtres

Les salles municipales
Les salles subventionnées

[illegible]

dim. 15 h 30 : Hérédité nationale
(dern. le 9) ; T.A. de l'Académie
romaine (374-99-61) (D. soir., L.,
20 h 30, mat. dim. 16 h. ; Fleau-
d'Armeny, 374-99-61) ; Solège (374-
24-08) (D. soir., Mat., 20 h 30,
mat. sam. 14 h. 30, dim. 15 h 30)
Méphisto (à partir du 7)
Séances d'ART CÉLTIQUE (CST-
374-99-61, 374-99-60), le 3, 20 h 30 :
Barbara Breiz.
INTERNAZIONALE CULTURE DE BELGIQUE
(377-26-18) (D. L., 30 h 45 : Une
tournée en Belgique)
NAPÉLLE SAINT-ROCH (434-46-55)
(D. soir., L., 23 h 30, mat. dim.
16 h. ; Douceur.
INTERNAZIONALE UNIVERSI-
TÀLE (380-30-00) : Galeotto (D.
L., 20 h 30) : le Songe d'une nuit
d'été ; Le Ressort, Mimma-pa-
rante ; L'Alibi ; L'Alibi ; L'Alibi ;
Mariano Deconno : à partir du 11,
20 h 30 : Pinok et Matho.
COMÉDIE CAUJANNI (742-12-41)
(D. soir., L., 20 h 30, mat. dim.
16 h. ; la Cuisine des anges (dern.
le 8).
COMÉDIE DES CHAMPS ELYSÉES
(742-12-41) (D. soir., L., 20 h 30, 45,
mat. dim. 17 h. ; J'aura bien
partir du 7)
L'Alibi (380-30-11) (Mer., D. soir.,
21 h. ; mat. dim. 15 h. 80).
L'Alibi, la Béca et la Vertu.
L'Alibi (380-30-00), le 3, 4, 7, 8,
20 h 30 : Centre.

SPECTACLES

NOUVEAU

Théâtre Dunois (584-72-00) (6).
20 h. 30 : Cendres, par le
Carnegie.

**Carcachère du Soleil (374-
24-08) (7).** 20 h. 30 : Mésphiza,
représentation.

**Centre des Champs-Elysées
(357-35-95) (7)** : Julia blanc,
avec Francis Perrin.

Salle Valbert (374-20-80) (7).
21 h. : Carmosine.

Centre Pompidou (222-77-00).
71, 21 d'août : Les Éléments
des Travaux et les Jours, de
Michel Vinaver.

Fondation Balais (324-61-75).
(10). 20 h. 30 : La Vie rêvée,
de W. B.

Piaissance (273-12-85) (10).
20 h. 30 : Rose et la Epave
de la passion, de Brigitte
Rouan.

**Ambassadeur Centre (354-92-82)
(10 au 15).** 21 h. : Tonguee,
de Shepard, avec Jo Chaikin
et John Gassner.

Spectac Marais (271-10-19) (11).
20 h. 30 : Jonathan Living-
stone le goëland.

EDOUARD-VII (742-57-48) (d. soit.)
20 h. 30 : L'Éclat de l'éclaircie.

**FORUM DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(273-43-43).** 20 h. 50 : La Vie
privée de Wolfgang Borchert
(d. soit.).

GAITE-MONTMARTRE (323-16-15)
(L., 22 h. dim., 20 h. 30) : Le Pe-
tite fleur de la nuit.

GALERIE 35 (326-63-31) (d. soir.)
20 h. 30 mat. dim., 15 h. : Grima-
nce.

GYNASEUM (324-79-79) (d. soir.)
20 h. 30 mat. dim., 15 h. : L'attelle.

HUCHETTE (324-38-89) (DJ), 20 h. 30
mat. dim., 15 h. : Les Éléments.
(L., 21 h. mat. dim., 15 h. 30.)

LE THÉÂTRE (323-88-82) (d. soit.)
20 h. 30 mat. dim., 15 h. 30 :
Le grand amour.

LA BRUYÈRE (167-16-64) (d. soit.)
19 h. 30 : Un roi qui n'est pas un
roi.

LUIGI REAUX (564-57-34) (d. soit.)
20 h. 30 : Les Éléments.

42. Châlied; 20 h. 30: Mort d'un
oiseau de proie (à partir du 7-2
22 h. 15: *Le grand jeu* (d. sc.
perçu) (dern. le 18); Théâtre rouge
(V. J., 20 h. 15: Albert; 22 h.: En
compagnie de Siscos.

MADAME B... (D. sc. L.).
18 h. 30, mat. dim. 15 h et
18 h. 30: *Tovaritch*.

MAGNON DE L'ALLENMAGNE (588-
593). Dim. mat. L. 20 h. 30:
Hypocrite.

MARGNIN (234-04-14) (V.). 21 h.
18 h. 30: *Le grand jeu*.

MATHURIN (234-04-14) (D. sc. L.).
21 h. mat. dim. 15 h.: les
Filles ennemies.

M... (42-45-25-23) (D. sc. L.).
18 h. 30, 20, mat. dim. 15 h. et
18 h. 30: Coup de chapeau.

MONTMARNET (322-69-90) I. D.
18 h. 30, 20, mat. dim. 15 h.
et 18 h. 30: La Caga aux folles;
II. du mat. au sam. 22 h., dim.
18 h. 30: Les tempêtes d'ap-
pelle dramatique (dern. le 18).

NOUVEAUTES (770-52-76) (J. D.
sc. L.). 21 h. mat. dim. 16 h. et
18 h. 30: Le clochard sans
jardin.

OBLIQUE (325-02-84). Les s. 6 à
18 h. 30, 20, mat. dim. 15 h. 30:
7 Ca va très bien.

OEUVRE (874-43-62) (D. sc. L.).
20 h. 30, 20, mat. dim. 18 h.
15 h.: Un habit pour l'hiver.

ORSAY (548-38-93). I. D. (D. sc. L.).
20 h. 30, 20, mat. dim. 15 h.
Elle est là; II. Sam. et dim. 16 h.
le Soulier de satin (première par-
tie) (dern. le 18); Le soulier de
à 20 h. 30: Le langage du
des s. 11 à 20 h. 30: Wings (dern.
le 18); Le langage du... (Zadig).

FALAIRES CONGRÈS (770-52-76)
(L.). 20 h. 43, mat. sam. 15 h. 30,
dim. 14 h. 30 et 18 h. 30: Danton
et... (dern. le 18).

PALAIS DES GLACES (807-48-52)
(D. sc. L.). 20 h. 30, mat. sam. 17 h.:
la... (dern. le 18).

LA PENTICHE (205-40-30). 20 h. 30:
Baccara; (dern. le 8).

P... (545-32-55) (D. sc. L.).
Mat. L. 20 h. 30, mat. dim. 17 h.:
le Cavalier seul.

PLAISANCE (320-00-06) (D.). 20 h. 30:
le... (dern. le 18); Sam. et dim. 16 h.:
Amédée Bricolio.

POCHE-MONTMARNET (548-92-97)
(D. sc. L.). 20 h. 30, 20, mat. dim. 15 h.
et 22 h.: Un pieu au soleil.

POTINIERE (381-44-10) (D. sc. L.).
20 h. 43, mat. dim. 15 h.: Costes
et... (dern. le 18).

PRESENT (203-02-55) (D. sc. L.).
20 h. 30, mat. dim. 17 h.: l'Asile;
20 h. 30, 20, mat. dim. 15 h. et
17 h.: le Moult; les 6, 7, 8, 9 à
21 h.: Mienne Brinn Slavachy.

SABINE VALENTIN (484-30-60).
Mat. V. Sam. Mat. 21 h. 15 h.
Carmosine (à partir du 7).

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(234-04-14) (D. sc. L.). 20 h. 30,
mat. dim. 17 h.: Les crises ca s'ar-
rache mieux quand c'est mouillé.
20 h. 30, 20, mat. dim. 15 h. et 18 h.
(D. L.). 21 h.: le Grand Esprit.

T.A.T. THEATRE D'ESSAI (42-78-84)
(D. sc. L.). 20 h. 30, 20, 45: Armand
rpt; sam. 20 h. 43, dim. 18 h.: le jour-
nal d'un fou.

THEATRE DES OEUX PORTES (361-
44-14) (D. sc. L.). 20 h. 30, 20, 45,
dim. 14 h. 30: Catherine, un jour
de novembre.

THEATRE DE (329-68-27). Met. J.
V. S. 18 h.: la Señorita (en espa-
gnol).

THEATRE D'ENGAS (322-11-02) (D.).
20 h. 30: L'arche du pont est
plus solitaire.

THEATRE EN ROND (387-75-38) (L.).
20 h. 30, mat. dim. 16 h.: Sacré
Familie.

THEATRE DU MARAIS (378-03-05)
(D. sc. L.). 20 h. 30, 20, 45, 18 h.:
Perlimpin; 22 h. 15: Oracula
Weltz.

THEATRE MAHE-STUART
(322-69-90) (D. sc. L.). 20 h. 30,
17-80: Le 20 h. 30: Tricot;
Pontons; 22 h. 15: le Bobé de
M. Laurent.

THEATRE NOIR (737-85-14) (D.
sc. L.). 20 h. 30, mat. dim. 16 h.:
les Enfants de Zombi.

THEATRE S...-MAGNARD (321-
44-84) (D. sc. L.). 20 h. 30, mat.
dim. 15 h.: Amour pour amour;
20 h. 30, 20, 45: Le... (V. S. 20 h. 30, 20, 45: Le... à la Belle
Serravalle (dern. le 18).

THEATRE JAP (336-25-08) (D. sc. L.).
20 h. 30, 20, mat. dim. 15 h.: la
Fouche.

THEATRE DE LA VILLA (324-72-65)
(D. sc. L.). 20 h. 30, 45, le 9 à 14 h. 30:
la Capotte.

TRISTAN-BERNARD (322-08-40)
(D. sc. L.). 21 h. mat. dim. 15 h. et
18 h. 30: L'Homme au chapeau
de porcelaine.

VARIETES (233-49-32) (D. sc. L.).
20 h. 30, 20, 45, 18 h. et 18 h. 30:
Je veux voir M... (dern. le 18).

[illegible]

THEATRE EN ROND
SACRÉE FAMILLE
de SANDRO KEY ÅBERG
avec
JACQUELINE GAUTHIER
HENRI POIRIER
JACQUES CANSELIERS

JOCKEY
127 - bd du Montparnasse
320-63-02
Pas comme les autres
on s'y amuse!

PETIT ODEON 18 h 30
325.70.32
du 4 mars au 6 avril
*A cinquante ans
elle découvrirait
la mer*
de Denise CHAËM
mise en scène Gabriel GARRAN
avec Denise CHAËM
et Isabelle SADOYAN

Plume
LATRAVERSE
au **PETIT**
FORUM
des **HALLES**

du 26 février
au 8 mars à 20 h 30

du 11 mars
au 19 mars à 22 h 30



 Centre Georges Pompidou  Theatre Ouvert

DU 12 AU 29 MARS

LES TRAVAUX ET LES JOURS
de Michel VINAVER, mise en scène Alain FRANÇON

DU 12 AU 15 MARS

CARTAYA
de Ph. MINYANA, mise en espace V. THÉOPHILIDÈS

DU 19 AU 22 MARS

SCÈNES D'EXPOSITION
de René ESCUDIE, mise en espace Hélène VINCENT

LOCATION et RENSEIGNEMENT : ☎ 278.79.95 • FNAC et COPAR

GAUMONT CHAMP-ÉLYSÉES (v.o.) - QUINTETTE (v.o.) - BERLITZ (v.f.)
 GAUMONT RICHELIEU (v.f.) - MONTPARNAASSE PATHE (v.f.)
 WEPLE PATHE (v.f.) - GAUMONT SUD (v.f.)
 GAUMONT GAMBETTA (v.f.) - GAUMONT LES HALLES (v.o.)
 ARIEL Ruell - BELLE-ÉPINE Thois - PATHE Champigny
 TRICYCLE Asnières - VÉLIZY - GAUMONT Evry - CYRANO Verrillat

Kramer contre Kramer

9 NOMINATIONS AUX "OSCARs"

MEILLEUR FILM

Meilleur Acteur
DUSTIN HOFFMAN

Meilleur Second Rôle Féminin
MERYL STREEP

Meilleur Second Rôle Féminin
JANE ALEXANDER

Meilleur Second Rôle Masculin
JUSTIN HENRY

Meilleur Réalisateur
ROBERT BENTON

Mellieur Scenario
ROBERT BENTON

Meilleure Photographie
NESTOR ALMENDROS

Meilleur Montage
JERRY GREENBERG

"C'est comme si Germinal avait été écrit par Oscar Wilde !"
Le Masque et la Plume. M. CIMENT
 Grand Prix de Taurin - Grand Prix de la mise en scène Hugo d'Argent Chicago
 1979 RFA 1979

LE RÈGNE DE NAPLES

Un film de Werner SCHROETER

Les Films de la Marguerite

**ERIC ROHMER
SIX CONTES MORAUX**

1 MA NUIT CHEZ MAUD
2 LE GENOU DE CLAIRE
3 LA COLLECTIONNEUSE
4 L'AMOUR L'APRÈS-MIDI

AU CINEMA 14 JUILLET PARNASSE

AU PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT - PARIS - TÉL : 758.72.53
24 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 25 MARS AU 19 AVRIL 1980

MARS : 25-26-28 SOIRÉES 20H30 - 29 (MATINÉE 14H30 - SOIRÉE 20H30) - 30 (MATINÉE 15H) - AVRIL : 1-2-4-5 SOIRÉES 20H30 - 6 (MATINÉE 14H30 - SOIRÉE 20H30) - 7 (MATINÉE 15H) - 8-9-11 SOIRÉES 20H30 - 12 (MATINÉE 14H30 - SOIRÉE 20H30) - 13 (MATINÉE 15H) - 14-15-18 SOIRÉES 20H30 - 19 (MATINÉE 14H30 - SOIRÉE 20H30).

LE BALLET
DU
THEATRE
NATIONAL
OPERA
DE PARIS

LE LAC DES CYGNES

MUSIQUE DE P.I. TCHAIKOVSKI
CHORÉGRAPHIE ET MISE EN SCÈNE DE V. BOURMEISTER

**LOCATION AU PALAIS DES CONGRÈS À PARTIR DU 7 MARS
(12 H 30 À 19 H) - PAR TÉLÉPHONE AU 758.27.78 À PARTIR
DU 15 MARS (13 H À 18 H) ET TOUTES AGENCES.**

Pour vous réserver les meilleures places, remplissez immédiatement le bon ci-dessous et retournez-le à : **BALLET DE L'OPÉRA - PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - BP N° 7 - 75853 PARIS CEDEX 17.** Si vos billets ne vous parviennent pas 3 jours avant la date choisie, réclamez téléphoniquement au 758.22.53. Aucune réclamation ne sera admise après la séance.

ORGANISATION **SPECTACLES A.L.A.P.** ET **SPECTACLES LUMINOUS**

BON DE RESERVATION PAR CORRESPONDANCE

NOM TEL

LE LAC DES CYGNES	Dates		Nbre places	Prix unitaire
	le	à h		
	ou le	à h		

Ci-joint règlement d'un total de F
par chèque bancaire ou postal (3 volets)
à l'ordre de Ballet Opéra et une enveloppe
timbrée à mon nom pour l'envoi des billets.

LE
SIGNATURE

Cinéma

(*) = Cinqcote Saint-Gezmain, 6-
(552-18-00)
UN AMOUC DE COCCINGILL (A.
22-44), Napoli, 10-11 (335-
Mistral, 14° (538-33-55), Con-
vention-Saint-Charles, 15- (378-33-00),
Rez, 24 (236-33-93), Esmittage, 6-
(338-15-71).
VIRE (Jap., v.o.) = Racine, 6-
(538-33-00).
LES VALLÉES (Fr.) (25) = Salzac,
5° (561-10-00).
VIVRE SA VIE (Fr.) = Studio Ber-
trand, 79 (783-54-86).
WOOSTOCK (A. v.o.) = Palace
Crosby-Nivert, 15- (374-55-04).

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

Festivals

MARGUERITE DURAS, Le Seins, 9 (15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1

[illegible]

19 h. : dim. : h. 21 h. : les 1001
Miles : jan. 21 h. : h. 21 h. : les
des Contes : tran. : h. 21 h. :
18 h. : s. : h. 21 h. : Us 484 42

BOITE A FILMS (v.o.) 17^e (622-
21 h.) : 1. 10 h. 30 + ven. : s. m.
12 h. : le Charme : dim. : le Jangle :
bourgeoisie : 12 h. 45 : Intérieurs :
21 h. : 10 h. : Miroirs : 10 h. 30 : Eldor-
ado : 18 h. : Voyage au bout du
21 h. : 11 h. : le Dégarnement :
13 h. : 12 h. : s. m. : s. m. : dim. :
Iphigénie : les 18 h. : s. m. : s. m. :
est née : 18 h. : Jeremiah John :
13 h. : 10 h. : Midnight Express :
22 h. : 10 h. : s. m. : ven. : s. m. :
18 h. : The Song : tran. : s. m. : s. m.

ALYPSO (v.o.) 17^e (380-301) : 1.
12 h. 45 - 18 h. 30 : Molière : 45
13 h. : 10 h. : 10 h. : 20 h. : 45
Molière : deuxième : 10 h. : 45
s. m. : 23 h. 30 : Derouy : Ouzal :
Lening : 18 h. : 10 h. : 20 h. : 45
17 h. 40 : les Hommes du
19 h. : 20 h. : John and Mary

[illegible]

MARTENS, Dominio (089-04-05) : Le gérant de la boutique d'Amilly-Laye.
Pavane. — Normandine 47-05-36
l'impression des géants.

POISSY, U.G.C. (360-07-10) : Les
fêtes du Zombies d'Amilly ; l'en-
fer des U.G.C. d'Amilly.

SAINTE-CRISTE-LEZOLIE (045-00-32)
Vivez !

SAINTE-GREMIEN-EN-LAYE, C.I.L. (41-64-11) : Mandat. Amilly-
ville.

VILLAGE, Centre communal (948-
24-26) : Kramer contre Kramer
d'Amilly ; On a volé la croix de
Sainte-Amilly.

VERSAILLES (850-58-58)
L'Amilly : On a volé la croix de
Saint-Jean ; Kramer contre Kramer ;
Le grand géant ; L'enfer
des Zombies ; Un
chère... C.I.L. (850-55-55) : Ma
mam, mam : J'ai un très bon
jeun, jeun, le jour le plus long
jeun.
Le jour, le Rastomom : mam :
le trécor de la Colombe

ESSONNE (31)

BRUNOY, Palcy (04-68-50) : Don Giovanni.

BRY, Fontaine - ANTOINE, Buxy (90-50-82) : les Bourdins ; le Dupuis ; Amityville ; l'Avare ; la Pucelle ; Les Utus (87-84-14) ; l'Avare ; les Boutons ; les Bourdins ; L'Empire du duc.

CORREIL, Arcel (08-06-44) : l'Avare ; l'Emprise des gentils ; Amityville.

EVEY, Gaumont (07-06-23) : Kramer contre Kramer ; Retour en cocotte ; Cocktail Molotov ; Mon oncle.

FAMPEDES, Paris (80-76-11) : Le Mon oncle ; Petit Théâtre ; GIP, Centre Cinq (07-61-18) ; les Merveilles ; Val-Courcelles (80-74-19) ; le Pucier ; la Pute des Contes ; le Pucier parait ; le clin. v. ; Mamam à cent ans ; la Puce ; lun, mar ; Nonfameu, le vampire.

GIGNET, Paris (80-79-60) : les Victoires d'un autre monde ; Cul chimelme.

GRU-ORANGES, Chinoche (006-72-73) : le passage ; v.o. ; Eligh ; le Vampire de ces dames ; v.o. ; Un saint au Fur-et-Vue ; Corps à corps ; Perray (018-07-19) ; DES-BOIS, la culasse de Jupiter ; Un volé la culasse ; c'était demain ; l'Avare.

PERRIERES-LE-RUISSEAU, Sals des Eglises (92-20-71) : les 39 marches.

RECHEN, Chatillon, Calpsy (94-

28-41) : Un amour de coccinelle ;
Tout dépend des filles.

HAUTS-DE-SEINE (92)

SANIERES, Trielx (793-02-13) : l'Avare, Kramer contre Kramer, l'Osselle et tri-ocl.
BAXENDU, Lux (664-02-42) : C'est pas moi qui t'ai fait ça ?
CHATENAUX-MALLABRY (860-26-70) : Allegro non troppo, Pourquoi pas qu'après ce qu'elles veulent, j'ai même rencontré des talganes heureux.
CHAVILLAT (836-51-06) : la Madri-... pour pas mal, c'est lui !
COLUMBOS (860-26-70) : les Turpitudes, l'Avare, les Borsalini, Empreinte des géants.
FELIX (83-83) : le Cyclone, L'autome (789-02-13), Les Femmes de Jeanette, Le Glorieux, Film d'automne (v.o.), La Grande froid.
LA GRANGE (860-26-70) : Météor (en voltaire) (23-22-27) : Météor (en matinee) ; Bull revient en machine)
MARTEL (860-26-70) : Maison pour tous (196-80-01) ; I comme
MAVAILLOIS, G-Sadoul (270-22-15) : Les Femmes de Jeanette
NEUVILLE, Willy, Raptaplan.
RUELL, Ariel (78-48-25) : l'Avare, l'Avare, l'Avare ; Kramer (78-40-47).
l'Empreinte des géants, l'Enfer des
CEAUX, Frison (861-26-82) : Cul et chemises, comme lere, Ma-madam Cow-boy.
AUCRESSON, Normande (741-26-82) : Bull revient, Mauboutan. Un enfer.

SEINE-SAINT-DENIS (93)
AUBREVILLERS, Studio (853-
16-16) : Easy Rider; le Chemin
pendu; A force on s'habitue.
BULFAY-704-BOIS, Partnor (867-
00-05) : L'émiettée des gants;
Amityville, la maison du dia-
ble (?); C'est pas moi, c'est lui;
L'Avare. — France Ca. 21 h :
le culasse de Jupiter. Jeu., 21 h :
Prove d'Orchestra.

Pour tous renseigne-
ments l'ensemble des progra-
mes :

LE MONDE INFORMATIQUE
704-704-704 (11 lignes gros)
(de 19 heures à 21 h)
sauf les dimanches

RAGNOTTE. Cité Toche (380-01-02) :
Maison de cent ans ; les Sept Jours
de Janvier.

BOREIGNY. Centre commercial (330-
07-07) : Piromanini ; Dernier
Salle (330-14-20) : Le diable
Allegro Barapade hongroise ;
BONOV. salle André-Maireux (347-
15-27) : K Tambour ; Quelque
part (347-15-27) : Le diable
Giono (347-15-27) L'Empire des
sens (347-15-27).

LE BOURGET. (348-25-23) : Le diable
meuble ; Mort sur le pilon.

LE BOURGET. Aviatik (337-17-56) :
la Guerre des boutons ; L'Arbre ;
Maison des policiers.

MONTREUIL. (388-80-13) :
L'Empire des sens ; Le diable
ville, le maison du diable ; la

LES RAINCHES. (302-35-83) ?
Argyville, la maison du diable
Mercredi, 17 b. : la Luna.

PANTIN. Carrefour (343-28-02) :
Maison des géants ; Gu et
Chémise ; les Turbulences ;
salin ; C'était demain ; Argi-
ville ; la maison du diable ;
volé la cuisine de la maison
en force ; la Guerre des boutons.

VAL-DE-MARNE (03)

SACBAN, Pfiéade (865-13-50) : les Borsalutti ; Mar. solr : Bob Marley

HAMPIGNY, Patné (381-72-94) : Kramer contre Kramer ; C'est pas moi, c'est lui ; Amityville, la maison du diable ; On a volé la cuisse de Jupiter ; Les Fautifs C.M.A. (180-11-01) : les Feuttes ; Poulet

HOIST - LE - RO, C.M.A.C. (890-68-78) : le 11, à 21 h. Partition

RETELD, Lechepot pour plaque mécanique.

RETTEL, Lechepot pour plaque mécanique.

Amityville, la maison du diable ; On a volé la cuisse de Jupiter ; Les Cocottes des Génés ; Un amour de Cocottes ; La guerre des bouillottes ; Elle... le 12, à 20 h. (297-31-87) : les Demoteles de Wilko.

(Lire la suite page 24.)

ents concernant
mes ou des salles
ONS SPECTACLES -
ées) et 727.42.34
21 heures,
et jours fériés)

Les séances spéciales

LE CHASSEUR D'OMBRES (A. v.o.) : Olympia, 14^e (542-67-42), 18 h. (S.)

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A. v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77), 12 h. (S.), 24 h.

LES DESASTRES DE L'ÉLÈVE TOERLESS (AIL. v.o.) : Olympia, (et S. D.), 12 h.

L'ÉLÈVE DE TOERLESS (Jap. v.o.) : Saint-Amand, 24 h. (S.) (336-48-19), 24 h.

LE CAT (A. v.o.) (S.) (336-48-19), 24 h.

LE CAT (A. v.o.) (S.) (336-48-18), 12 h. 24 h.

GAMIN (Col. v.o.) : Les Tourelles, 12 h. (S.) (336-51-88).

GENÈSE D'OPÉRA (S. D.) : La Cléf, 5^e (327-80-90), 14 h. 15.

LE MAURE (A. v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77), 10 h., 12 h. 24 h.

BRÉVIER COMME UN BÈRE DANS UN BÈRE (F.) : La Cléf, 5^e (337-90-90), 1 h.

LES LARNES TATOUÉS (A. v.o.) : Le Seize, 5^e (335-65-69), 12 h. 30.

REGGAE SUNSHINE (A. v.o.) : Luxembourg, 6^e (633-97-77), 10 h., 12 h.

GREVE DE SINGE (A. v.o.) : Olympia, 14^e (542-67-42), 19 h. (et S. D.), 12 h.

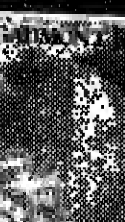
SCÈNES DE SANG (A. v.o.) : Le Seize, 5^e (335-65-69), 12 h. 30.

TRAMWAY NOMME DESIR (A. v.o.) : Olympia Saint-Germain, 6^e (222-87-77), 12 h.

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A. v.o.) : Les Tourelles, 20^e (336-51-88), J. 21 h.

En v.o. : ÉLYSÉES LINCOLN
OLYMPIC ST-GERMAIN —

Après
le nouv



Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

En v.o. : ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN HUCHETTE - OLYMPIC ENTREPOT
OLYMPIC ST-GERMAIN — En v.f. : MADELEINE - 7 PARNASSIENS - GAUMONT HALLES

**Après KES et FAMILY LIFE
le nouveau film de KEN LOACH**

Black Jack

UN FILM DE KENNETH LOACH

JEAN FRANVAL
STEPHEN HIRST · LOUISE COOPER · ANDREW BENNETT
d'après le roman de LEON GARFIELD, produit par TONY GARNETT · KESTREL FILMS
PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE CANNES 1979

STUDIO des URSULINES

Disquaires
Fon. 354.39.19
tel. 354.39.19 M. Luxembourg
19.11

**NOIR
ILE
FARO**

**REVUE
BROCHMAN**

"C'est à Faro que j'ai mes racines"

Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATEAU, Louis-Jovet (066-20-07),
mar. 14 h. 30 : Goldorac ; la
maison (fic.)

CONFLANS-SAINT-MONORINE,
U.G.C. (97-98-99) : les Romains ;
l'Empire des Géants ; Jeudi
Mort (*)

LE CHESNAY, Parly II (854-54-00) :
les Justes pour l'été ; les Bon-
fontons ; Amityville ; Elle (c) ;
les Impitoyables

LA CELLE-SAINT-CLOUD, Hysée II
(939-59-58) : Le gendarme et les
extra-terrestres ; Un amour de
coeur

CLANCOURT, Centre des Sept-Mars
(062-61-94) : Le mariage de Marie
Braun ; C'est pas moi, c'est lui ;
Zorro ; Les chasses du comte
Zoroff

LES MUREAUX (474-38-50) : L'Avare ;
Elle (*) ; Les Turpinjans ; Justine
coeur loué

LE VESINET, Médicos (978-95-13)
Le livre de la Jungle... Clin-
cal (97-38-17), mer., sam. 14 h. : Hulk
revient ; Les 1000 ans de la France
compte parait (v.a.) ; mer. jup-
ven. sam. 21 h., dim. 17 h. : La
Carotte (97-38-17) ; La Carotte
(978-73-75), sam. 1^{re}, 21 h. : L'Arbre
aux sabots

OURS D'ARGENT AU FESTIVAL DE BERLIN 1980
MARIGNAN PATHÉ (v.o.) - IMPÉRIAL PATHÉ - HAUTEFEUILLE (v.o.) - 14 JUILLET BASTILLE (v.o.) - OLYMPIC ENTREPOT (v.o.) - FORUM CINÉMA (v.o.)

pipicacadodo

un film de
marco
ferreri

Une « biennale » très particulière

1

Le scandale de la formation des immigrés

EN 1980, LE GOUVERNEMENT N'ENGAGERA POUR LA FORMATION QUE 154 F EN MOYENNE PAR ANALPHABÈTE, SOIT 1 H 15 PAR PERSONNE ET PAR AN !

1975: Le Secrétaire d'Etat aux immigrés affirme que, d'ici à 1983, l'analphabétisme sera éliminé !

1980: Près de 2.000.000 de personnes savent à peine lire et écrire; parmi elles, 800.000 à 1.000.000 d'immigrés sont analphabètes.

Depuis plus de dix ans, devant la carence des pouvoirs publics, un certain nombre d'associations s'efforcent d'offrir aux immigrés un minimum de moyens de formation.

En 1978, dans une commission officielle convoquée par le Secrétaire d'Etat, elles ont fait des propositions concrètes pour une politique de formation à la mesure des demandes et des attentes des immigrés: cela s'imposait, les cours, actuellement, ne peuvent accueillir que 35.000 stagiaires environ.

Que fait le gouvernement ?

Non seulement il repousse les propositions des associations, mais il mène depuis 3 ans, par le truchement du Fonds d'Action Sociale qu'il contrôle, une politique de diminution des soutiens financiers aux actions de formation des migrants (1).

Et, en 1980, il frappe un grand coup :

Les crédits affectés à la formation en français, passés de 95 millions de francs en 1977 à 78 millions de francs en 1979, sont brutalement amputés de 18 % en 1980.

Bien sûr, ces diminutions de crédits sont encore aggravées de 10 % par an environ, du fait de l'inflation !

Pour se justifier, le Ministère du Travail prétend que :

— Le flux des entrées en France ayant été stoppé en 1974, les demandes de formation en langue française sont aujourd'hui pratiquement nulles :

C'est faux, les demandes venant d'immigrés, même installés depuis plusieurs années, ne font que croître ;

— L'important, désormais, est de développer les moyens offerts aux immigrés pour acquérir un minimum de formation professionnelle :

C'est vrai, mais pourquoi la formation en français devrait-elle faire les frais de cet effort ? Il faut faire l'une et l'autre.

Les conséquences de cette politique de restrictions ? Elles sont claires... et désastreuses :

C'est le démantèlement d'un appareil de formation déjà très insuffisant ; les associations, privées de leurs moyens financiers, sont condamnées :

- à supprimer des pans entiers de leurs interventions,
- à licencier leurs formateurs,
- et finalement à disparaître.

C'est donc tout un secteur de la vie associative qui est menacé.

Quant aux immigrés, ils voient disparaître leurs rares chances d'accéder à la formation de base indispensable.

Ils voient détruire un réseau d'associations qui est souvent le seul lien concret et amical entre la population immigrée et la population française d'un quartier.

De toute évidence, il s'agit là d'une politique voulue par le Gouvernement déjà honteusement illustrée par la loi Bonnet, le projet Stoléru et le projet de fichier informatique pour les immigrés.

Voilà pourquoi les associations réalisatrices de formation et d'action socio-éducatives, regroupées en Collectif National, font appel à tous ceux qui à la fois sont attachés au libre développement de la vie associative, et se veulent solidaires des immigrés dans leur lutte pour leur dignité et leurs droits, y compris le droit à la formation.

Ensemble, il s'agit de mettre en échec une politique de démolition de l'appareil de formation et de revendiquer une politique cohérente, à la mesure des attentes des immigrés, et réalisée en concertation avec toutes les parties concernées : pouvoirs publics, organisations syndicales, organisations d'immigrés, organismes de formation.

LE COLLECTIF NATIONAL DES ASSOCIATIONS
POUR LA FORMATION DES MIGRANTS
c/o C.L.A.P. - 25, rue Gandon - 75013 PARIS.

Les associations ont naturellement besoin de faire face aux frais de publication de cet appel : elles font confiance à la générosité de tous ceux qui accepteront de leur manifester leur solidarité pour les aider à assumer cette dépense.

Les dons sont à adresser à :

M. André JEANSON - C.C.P. PARIS 18 935 31 S avec la mention : « Souscription Collectif National »

(1) Le Fonds d'Action Sociale est alimenté par les prestations sociales dues mois non versées aux immigrés.

	La ligne	La ligne T.R.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	59,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.L.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)
recherche pour son Département Gisements

2 INGENIEURS

(un poste à PARIS - un poste à PAU)

Issus d'une Grande Ecole d'ingénieurs, les candidats devront si possible justifier d'un diplôme de l'ENSPM et d'une expérience pétrolière de quelques années.

Bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique scientifique. Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Envoyer C.V. et photo à no 48457 SNEAP - D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas Tour 12-04 - 64000 PAU

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE VIE

(Collectivités et grand public)

recherche

DEUX INSPECTEURS CONFIRMÉS

Pour animer réseau existant implantation

DIJON et PARIS

Position cadre, salaire fixe + frais réels.

Adr. C.V. détaillée, photo (retournée) et prétentions no 48628 Contesse Pub. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1.

EUROMARCHE

Groupe en pleine expansion

recherche

CHEFS-COMPTABLES RÉGION PARISIENNE ET PROVINCE

Cette fonction conviendra à tout homme ayant :

- Niveau DECS ou diplôme équivalent
- Expérience informatique

Les candidats n'auront pas moins de 25 ans et doivent posséder un sens de l'organisation du travail et du contact humain.

Ce poste réclame une forte personnalité et un dynamisme caractérisé.

La rémunération sera déterminée en fonction des aptitudes des postulants.

Envoyer C.V., prétentions et photo à l'attention de M. Ph. GILLES - EUROMARCHE 180, RN 7 - 91200 ATHIS-MONS

Les candidatures pour lesquelles les prétentions ne seront pas indiquées ne seront pas prises en considération.

emplois régionaux

emplois régionaux

MSL international

71, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93, 94, rue Servant Le Marais 69003 LYON - Tél. (7) 842.08.33

Responsable de la gestion des ressources humaines

180/190 000 F Lyon

La filiale française d'un groupe multinational fabricant des équipements électro-mécaniques de grande série, recherche pour une de ses principales usines (1600 personnes), un responsable de la gestion des ressources humaines. En relation étroite avec le directeur des relations humaines, il assurera, après une période de formation au siège, la mise en œuvre de la politique du personnel sous tous ses aspects (recrutements, formation, rémunération et classification, hygiène et sécurité, relations avec les syndicats, etc.). Il suivra la conjoncture sociale et s'efforcera d'en prévoir le développement. Il élaborera les directives nécessaires pour que le personnel reçoive les conseils souhaitables (professionnels ou personnels). Enfin, il veillera au maintien du climat de l'entreprise. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, et de formation supérieure (3^e cycle, université ou grandes écoles), aura acquis, de préférence dans une société employant des effectifs similaires, l'expérience pour traiter des problèmes du personnel en usine. Ecrire à Zebrowski - Réf. 11006 M (Lyon).

Discrétion totale assurée.

Société filiale d'un important

groupe industriel

recherche

2 JEUNES INGENIEURS

O'ENTRETIEN

débutant ou quelques années

d'expérience.

Formation : Centre sup. élec.

Arts et Métiers, ECAM, ICAAM,

INSA.

Adr. C.V. photo no 1858 M.

Régie-Presses

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Usine fabrication matériels

pour industrie pétrolière

forage et lots de puits.

Insistante Sud de la France

recherche

pour fonction commerciale

sédatrice :

AGENT TECHNIQUE

Pratique de la langue

anglaise, parlée dans les

usines GILGOTTE.

Discrétion assurée.

Adresser C.V. et photo à

Havas Neuilly No 83.44.

Recherche

URBANISME-PAYSAGISTE

Disponible très rapidement

pour région parisienne

ou, ann. exp. Sal. 4.500 F mens.

74, rue de la République, 93002

PARIS.

Village vacances (Olivier)

recrute ANIMATEURS

EXPERIMENTES

Un responsable de l'animation

en sport.

Un maître-nageur diplômé.

Env. C.V. + photo référence

no 1 (01580 M Régie-Presses,

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT. Laboratoire rech.

UN ELECTRONICIEN

(D.U.T.), même débutant.

Ecrire avec C.V. à HAVAS,

81, rue de la République,

69002 LYON. Réf. 8356.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

Grande Ville de l'Ouest

cherche

dans le cadre de son expansion

un responsable du développement des produits chimiques

chargé de la conception et de la mise au point de nouveaux produits (détergents, produits de nettoyage industrie, etc.) ainsi que d'un rôle de contact avec les laboratoires extérieurs.

Nous demandons une expérience d'au moins trois ans en recherche sur les produits tensioactifs et le niveau d'une Ecole d'ingénieurs Chimistes.

Nous offrons un poste indépendant et évolutif. Le salaire annuel de départ ne sera pas inférieur à 85.000 F.

Ecr. avec CV à Mme D'ORNANT FIDAL PARIS 18 bis r. de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET

Directeur de département X, ECP, Mines...

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche le Directeur d'un important Département qui réalise un C.A. voisin de 200 millions avec un effectif de 500 personnes environ. La réussite dans ce poste implique d'être un véritable "manager", capable d'assumer la direction générale du département : gestion, élaboration de la stratégie de développement France et exportation, marketing, participation aux choix de politique générale du groupe (ce Directeur sera membre du Comité de Direction). Situation de premier plan qui conviendrait à un ingénieur grande école 35 ans minimum, ayant l'expérience de la direction d'un centre de profit important à caractère industriel et commercial. Connaissance de l'anglais indispensable. Rémunération : 260.000 F + Poste ville Rhône-Alpes.

Ecrire sous réf. 281 AM 4, rue Massenet - 75016 PARIS DISCRETION ABSOLUE



THOMSON-CSF

DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES

Centre de CAGNES-SUR-MER (06)

UN INGENIEUR

pour Laboratoire d'Etudes

Committation électronique de puissance. Alimentation à découpage.

Expérience dans ces domaines indispensables.

Adresser C.V. détaillé THOMSON C.S.F. Service du Personnel, B.P. 53, 06002 Cagnes-sur-Mer

Entreprise 500 personnes SUD SARTHE

recherche

Ingenieur Methodes

Débutant ou ayant vécu une première expérience d'un service méthodes. Formation AM ou équivalent. Chargé de superviser le bureau des temps, des études d'organisation des postes ateliers ou procédés de fabrication, d'assurer les liaisons entre production et services d'études des produits ainsi qu'avec services informatiques.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3 790 M à

MEDIA BA

9, Bd des Trinités, 75002 Paris

qui transmettra

(Discrétion et réponse assurées).

juriste droit social

PARIS - 180.000F

Un grand groupe industriel (chimie - pharmacie) crée, au sein de sa direction des relations humaines, un poste de conseil en droit social. Agé de 35 ans minimum, le candidat retenu, bilingue français-anglais, justifiera d'une expérience confirmée dans ce domaine et envisagera un développement de carrière vers une direction de personnel de filiale.

Adresser candidature sous référence 2631/A à :

OF organisation et publicité

7 rue Marengo 75001 PARIS QU'INTERVETRA

Discrétion assurée.

Juriste d'entreprise

C'est un grand groupe industriel français à vocation internationale (3 milliards de C.A., 10 000 personnes). Le service juridique et fiscal de la holding connaît de toutes les questions intéressant les contrats, les contentieux, les différents actes de société.

Le collaborateur recherché devra apporter aux opérationnels les conseils de sa compétence et faire preuve de son sens des responsabilités dans la conduite des dossiers juridiques.

Ces deux qualités de formation et de compétence (Docteur ou, au minimum licence en droit privé avec spécialisation droit des affaires), qu'il a déjà 4 à 5 années d'expérience dans une entreprise industrielle importante, et que cet homme de dossiers est aussi un homme de contacts.

Il travaille à Neuilly et sa rémunération est de l'ordre de 130 000 F.

Les juristes que ces fonctions intéressent peuvent adresser leur dossier sous référence JE 395 M à SEFOP qui les remettra de leur diligence, le poste étant à pourvoir de suite.

SEFOP

11, rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SINTEC

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

CHEF DU SERVICE MATÉRIEL

250-260.000 F + avantages

NIGÉRIA

Installations industrielles

Un groupe industriel français (effectif 5 000 p. - C.A. consolidé supérieur à 1 milliard de F.), spécialisé dans la conception, la réalisation et le montage d'ensembles industriels destinés aux industries pétrolières (recherche, production, transport, stockage, raffinage) et pétrochimiques, recherche le Chef du Service Matériel de sa filiale nigérienne. Sous l'autorité du Directeur Général, il devra en toute circonstance gérer, entretenir et administrer le parc de matériel de chantiers (grues - véhicules P.T. et V.L. postes de soudure, compresseurs, bennes, groupes électrogènes...) de la société afin de répondre aux besoins des chantiers et d'optimiser les coûts d'exploitation. Il dirigera l'atelier central d'entretien et reconditionnement et veillera à la formation de son personnel. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation de type Ingénieur Mécanique avec de solides connaissances diesel et hydrauliques, possédant une expérience de plusieurs années de la direction d'un service matériel de chantiers de TP ou Génie Civil à l'étranger. De bonnes notions d'anglais sont requises. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation (logement, véhicule de service, gratifications des soins, indemnité de résidence...). Ecrire sous référence 300/M à :

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées individuellement.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

SIÈGE à PARIS

CHERCHE POUR

L'AFRIQUE NOIRE

FRANCOPHONE

CADRE

Capable de prendre en charge la création et le développement d'un réseau de vente de DAKAR à BRAZZAVILLE.

Il devra assurer pour commencer la distribution de produits de quincaillerie grande diffusion, peinture et produits chimiques auprès d'importateurs-distributeurs qu'il devra sélectionner (capacité d'écoulement et solvabilité).

Il devra habiter au centre de sa zone d'activité et avoir une expérience de plusieurs années des relations commerciales en Afrique Noire.

- Sa rémunération sera fonction de son expérience.

- Une participation aux résultats de son action s'y ajoutera.

Ecrire avec C.V. à Mme D'ORNANT, FIDAL PARIS, 18 bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Société de fabrication de

matériel d'irrigation en

aluminium recherche

pour le MAROC

UN INGENIEUR

(A.M., E.C., etc.) ou assimilé

ayant obligatoirement acquis

une expérience professionnelle

dans la fonderie d'aluminium

(pièces coulées en coquilles)

sera en outre responsable de

l'optimisation technico-

économique de l'ensemble

de la production de l'usine.

Niveau de rémunération intéressé.

Résidence CASABLANCA.

Ec. no 1858 M, Régie-Presses

85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

IMPORTANTE INDUSTRIE

DE FABRICATION DE PEINTURE

OU BATIMENTS ET DE

PRODUITS DE COSMÉTIQUE

INSTALLÉE à CASABLANCA

recherche

FABRICANT DE DÉPIQUURE

ayant eu plusieurs années d'ex-

périence dans le même secteur

d'activité.

Envoyer C.V. photo et pré-

tentions ou activité sous no 7201

3, rue des Trinités,

75002 PARIS CEDEX 04.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

هكذا من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

C.A.O.E.I.
Groupe **SKF**
recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

pour prendre la responsabilité de son département "études-fabrications-sous-traitance" situé à IVRY-SUR-SEINE.

Les candidats devront justifier d'une expérience minimum de 5 ans dans un poste analogue.

Des connaissances dans le domaine des machines spéciales (machines-outils, machines à commande numérique) seraient très appréciées.

Anglais souhaité.

Adresser lettre et C.V. manuscrits + photo et prêt. sous réf. LB/802 à SKF Direction du Personnel 1, av. Newton, 92142 CLAMART Cedex

PROMOUVOIR EN EUROPE UNE NEWSLETTER

- Ma newsletter existe depuis près de 10 ans. Mes abonnés sont des hommes et des femmes essentiels dans les orientations tactiques et stratégiques des Etats, des grands groupes nationaux et internationaux, des principales institutions bancaires et financières. Mon marché potentiel en Europe est d'environ 1.000 personnes.
- Je cherche un collaborateur ou une collaboratrice de haut niveau intellectuel, qui sache développer — avec moi et sans moi — l'audience de ma newsletter parmi les "Happy Few" pour lesquels elle est faite. Ce travail peu commun nécessite du tact, de la persévérance, une grande ténacité, le sens de l'organisation et la passion de tout ce qui touche au grand journalisme politique et économique.
- Je choisis de préférence une personnalité ayant déjà fait ses preuves dans la vente de produits ou de services exceptionnels par leur clientèle et leur prix. Récompense rémunératrice : fixe + commission + frais de mission. Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à MDC, 337, Bd de la Colonne, 92131 Saint-Cloud.

SMITHKLINE
représenté par
les Laboratoires pharmaceutiques
GREMY-LONGUET
recherche
jeune diplômé(e)
pour
COMPTABILITE INDUSTRIELLE
à LIMAY près MANTES - 78

POSTE :
• contrôle et valorisation du stock (systèmes informatiques)
• détermination des prix de revient
• analyse financière de l'activité de l'usine (tableau de bord).

PROFIL :
jeune diplômé(e) IUT, option Finance-Comptabilité, ou assimilé et/ou ayant quelques années d'expérience dans une fonction similaire. Connaissances informatiques et Anglais souhaitables.

Notre Usine de LIMAY regroupe les avantages d'une structure de taille moyenne (130 personnes) tout en offrant les possibilités de progression d'une Société internationale en expansion.

Nombreux avantages sociaux : 13ème mois - vacances : 5 semaines (HIVER - ETE) - restaurant d'entreprise.

Ecrire avec C.V. photo, prétentions à Laboratoire GREMY-LONGUET - Direction du Personnel Réf. JLC - 15, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX
DISCRETION et REPONSE ASSUREES

INTERMAN CONSEIL
recherche
INGENIEURS ELECTRONICIENS
INFORMATIQUE HARD-WARE
ETUDE DE MOYENS DE MAINTENANCE

Ecrire avec C.V. sous réf. ELEC 92110 INTERMAN CONSEIL 48, r. du Faubourg St-Denis 75010 Paris

TELIS
Société informatique en création, filiale du Groupe MAISONS BRUNO PETIT
recherche

ANALYSTE

Connaissance matériel CII/HB série 64 (GCOS64, TDS, IDSII, COBOL).

Mission : — conception, analyse et mise en œuvre d'applications transactionnelles (comptables dans un premier temps) avec base de données, — gestion de cette base de données.

Formation : DUT - MIAGE, 3 ans d'expérience minimum.

Adresser C.V. et photo à la Direction des Relations Humaines BRUNO PETIT 21, rue des Capucins 92190 MEUDON.

201P

L'A.O.I.P., société coopérative française du secteur ELECTRONIQUE, après l'abandon de sa branche «Téléphonie Publique», recentre ses activités sur des secteurs très porteurs en sauvegardant son image traditionnelle de qualité. Sa dimension (1 600 personnes, 2 unités de fabrication) et ses moyens nouveaux conjugués au dynamisme de ses équipes, lui confèrent la souplesse et l'efficacité adéquates aux objectifs de développement qu'elle s'est fixés.

Elle veut étoffer rapidement son encadrement en recrutant cinq collaborateurs de très haut niveau qui, placés à des postes clés de la société, se verront confier des responsabilités autonomes pour lesquelles ils auront été choisis d'avantage en fonction de leur potentiel réel que de l'expérience acquise. Elle recherche :

En appui à sa Direction Générale et aux Divisions opérationnelles :

Directeur du Marketing

Responsable, pour l'ensemble des divisions de la Société, de la promotion, du développement de l'image de marque, de la publicité, des études prospectives, de la recherche des produits nouveaux, de l'organisation, la formation et l'animation des forces de vente de toutes les divisions. Il aura une formation d'Ingénieur Grande Ecole ou Ecole Commerciale, l'expérience d'un poste analogue lui ayant donné l'occasion d'assumer des responsabilités complètes dans le domaine du Marketing industriel et devra manifester un grand intérêt pour les produits très techniques, tout en étant capable d'efficacité en matière d'organisation des ventes.

En parallèle aux Divisions Navigation-Robotique, Automatismes, Mesures, et au sein de sa DIVISION TELECOMMUNICATIONS :

Directeur de Division

Sous l'autorité du Directeur Général, il prendra en charge la réorganisation et le contrôle d'une Division importante, eniera l'équipe commerciale et la recherche de nouveaux marchés, supervisera également les Etudes et le service Qualité. Il aura un diplôme d'Ingénieur Grande Ecole, Télécom. de préférence, et une expérience de direction «complète» (direction générale de PME, appréciée) Réf. 3872

Directeur Commercial

Sous l'autorité du Directeur de la Division, il aura la responsabilité du développement et de la vente des produits, de l'après-vente et de la promotion commerciale. Une formation supérieure et une expérience commerciale de haut niveau acquise notamment dans l'animation d'équipes de ventes sont indispensables pour ce poste. Réf. 3873

Au niveau de ses unités de production et au sein de sa DIRECTION INDUSTRIELLE :

Directeur Industriel

En liaison directe avec la Direction Générale, il contrôlera les deux unités de fabrication de la Société, les services Achats, Ordre de fabrication, les Etudes Industrielles. Il participera à l'amélioration de l'outil industriel avec un réel souci de rentabilité. Ce poste sera confié à un Ingénieur A.M. ou équivalent (une formation complémentaire Supélec, serait appréciée) ayant l'expérience effective d'une direction d'usine qui l'aura confronté à des problèmes de gestion, d'organisation et de productivité. Agissant en tant que sous-traitant vis-à-vis des autres divisions de la Société, il devra posséder un certain sens commercial. Réf. 3874

Responsable Commercial

Rattaché au Directeur Industriel, il prendra en charge la recherche et le contrôle des marchés de sous-traitance et la vente des CIRCUITS IMPRIMES fabriqués par l'une des unités. Le poste requiert un diplôme d'ingénieur, un profil de commercial, le goût de la technique et une expérience de la négociation de sous-traitance mettant en évidence la notion du meilleur coût. Réf. 3875

Si vous avez un tempérament de «chasseur», le goût de la réussite, le sens de l'équipe et une grande disponibilité, Madame BORDES vous remercie de bien vouloir lui adresser votre C.V. sous référence correspondante. Elle vous assure une totale discrétion.

GAMMA Sélection
60, Boulevard Malesherbes 75008 PARIS

une des premières sociétés de conseil et services en informatique

SLIGOS

RECHERCHE POUR PARIS-LYON-ROUEN-TOURS

INGENIEURS COMMERCIAUX

- Leur mission : Elle consiste à commercialiser les activités informatiques de SLIGOS (25% d'expansion par an) auprès des entreprises au moyen de toute une gamme de programmes généralistes (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc...) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader).
- Leur profil : Leur formation est de type Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent. Ils sont ambitieux, dynamiques et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle de quelques années en tant qu'Ingénieur Commercial ou Ingénieur Technico-Commercial sera appréciée.
- Leur rémunération : De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4).
- Leur formation : Elle porte sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente).

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à SLIGOS A. BENATAR - Direction Commerciale, 97, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

INFORMATIS
Société d'ingénierie de systèmes informatiques pour d'importants projets en temps réel.

INGENIEURS LOGICIELS
maintenant l'un des systèmes SOLAR MITRA 15 125 POP II

INGENIEURS SYSTEME
DOS 05 CICS OL 1

INGENIEURS MICRO
logiciel Intel 8088 Motorola, 16, bd de la Défense, 92, rue Daubenton, 9, 92131 St-Cloud

SOCIETE D'EQUIPEMENT ELECTRONIQUE
300 mètres La Défense RER, recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS
— Analogique.
— Logique.
— Vidéo.
— Opto-électronique.

AGENTS TECHNIQUES
Etudes - services après-vente, Adr. C.V. détaillé à LOGAK, 68, bd de la Mission-Marchand, 92400 COURBEVOIE.

Importante fabrique sièges modernes, recherche

INSPECTEUR DES VENTES
HAUT NIVEAU
gestion secteur négoce provinces, Nomme de terrain et de synthèse. Ecrire avec C.V. et prétentions Siege STIERER, 18, boulevard Merscha-Foch, 92160 NOISY-LE-GRAND.

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE recherche

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS
Libérés du service national. Diplômés Grande Ecole. Exclusivement EMI - ESE - ECP pour études et développement physique électronique hyperfréquences. Adresser C.V. photo (prêt.) n° 4449, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

IMPORTANT GROUPE EQUIPEMENTS AUTOMOBILES recherche

UN INGENIEUR DIPLOME
Développement plastiques (Injection-extrusion), en contact avec clientèle (principaux constructeurs automobiles européens), et usine du Groupe.

Expérience minimum 5 ans dans le métier.

Poste à pourvoir en région parisienne.

Langues étrangères : Indispensable anglais ; apprécié allemand.

Adr. C.V. et prêt à 4335, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Sis d'Etudes et Recherches publicitaires, demande

CHARGÉ (E) ETUDE
confirmé(e), ayant 4 à 6 ans d'expérience poste similaire, de préférence agence de publicité ou annonceur, connaît toutes langues souhaitées.

UN (E) RESPONSABLE TERRAIN
ayant large expérience dans domaine qualitatif/quantitatif.

Adresser C.V., photo et prêt. SERVO, 12, rue Henner (9).

FIAT AUTO (France)
recherche pour participer à l'étude et à la réalisation d'une nouvelle chaîne de traitement

INFORMATIEN DE GESTION
FORMATION : INGENIEUR MIAGE ou équivalent. Expérience minimum de 2 ans. Environnement : IBM 370/45 - CSD 1 puis IBM 4331 et 4331 D05/VS E avec CICS et OL 1.

Adresser C.V., photo, prêt, au Serv. du Personnel FIAT AUTO 92084 Paris-16 Défense.

TELIS
Société informatique en création, filiale du Groupe MAISONS BRUNO PETIT, recherche

2 Programmeurs-analystes

- bonne formation de base
- connaissances: GCOS 64, TDS, IDSII, COBOL.

MISSION: réalisation, mise en œuvre et maintenance d'applications de gestion dans un environnement télétraitement et base de données.

Adresser C.V. et photo à la Direction des Relations Humaines BRUNO PETIT 21, rue des Capucins 92190 MEUDON

SOCIETE SECTEUR VIANDES RUNGIS
recherche un (e)

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER
40 ans minimum

Trois bon praticien comptable, sens de l'organisation, grande adaptabilité, bons contacts. Disponible rapidement. Réponse assurée. Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions.

Recevoir n° 7.718 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 09.

TELEMECANIQUE
recherche

ingénieurs électroniciens
en REGION PARISIENNE

Pour :
— Chef de projet développement de produits
— Standardisation de systèmes - documentation technique
— Etudes systèmes d'automatismes
— Evolution vers assistant (e) chef de produits

Anglais souhaitable
Formation de base : ESE - ISEN - ENSERG et ENSIEHT
Formation complémentaire assurée
Débutants acceptés ou expérience 2 à 3 ans

Adresser C.V. et prêt. à TELEMECANIQUE Direction du Personnel - Division Electronique et Automatismes - Mme TEMIN 33, avenue de Chetou - 92500 RUEIL MALMAISON.

MANNESMANN DEMAG
recherche pour
DIVISION «TURBO-MACHINES»

UN JEUNE INGENIEUR

Ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience dans branche similaire pour affectation à Service commercial.

Formation assurée pendant un an en R.F.A.

Parfaite connaissance de la langue allemande indispensable - Anglais souhaité.

Env. C.V., photo et prêt. à MANNESMANN DEMAG - Division « Turbo Machines », 75, rue Denis-Papin - 93507 PANTIN.

controller

Un bon gestionnaire qui peut prendre en main la gestion de la Comptabilité française et anglo-saxonne, le Service Administratif et du Personnel, le trésorerie et le reporting à la Société-Mère.

Anglais indispensable, Allemand, un atout.

Le poste dépendra, sur le plan administratif, directement du Vice-Président Europe et parallèlement du Trésorier de la Société-Mère aux U.S.A.

Le candidat capable peut évoluer vers la position de « European Controller ».

chef comptable

Responsable de la Comptabilité Ventes France, Export et d'une unité de fabrication.

Quelques années d'expérience de la Comptabilité anglo-saxonne. L'information du Service Administratif est en cours.

Anglais indispensable.

Age 30 ans environ.

Le poste dépend du « Controller ».

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. + prétentions en précisant le poste choisi à AUGAT - Direction du Personnel - 9, Allée de la Vierge Z.I. SODILIC S.P. 440 - 94263 FRESNES CEDEX.

SODERN

INGENIEUR COMMERCIAL

Pour lui confier : la vente et la promotion de périphériques d'ordinateurs auprès des organismes bancaires et para-bancaires.

Le candidat devra justifier :
— d'une formation d'ingénieur
— d'une expérience de quelques années dans la vente de terminaux bancaires
— d'une bonne pratique de l'anglais

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel 1, Avenue Descartes, 94450 LIMEL-BREVANES.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	67,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	14,00
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
IMMOBILIER	3,00	9,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Entreprise 700 personnes
centre PARIS, recherche
ASSISTANT DE GESTION
DU PERSONNEL
de format, supérieure ou équiv.
Le candidat devra avoir une
expérience de plusieurs années
dans un service personnel géré
en informatique. Jours CV dé-
-photo n° 84280 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

SOCIÉTÉ LEVITAN
recherche
PROGRAMMEUSE
confirmée sur matériel C.I.I.
Connaissances COBOL et si poss.
GASAL. Envoyer C.V. et pré-
-sentations à M. UNGERIN,
Service Informatique
91, rue St-Martin, 75001 Paris.
Société serv. stabilisé.

SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE
banque SUD
recherche
INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
pour travailler dans le domaine
des systèmes logiques à micro-
processeurs, analogiques, vidéo-
interférentiels industriels.
Le candidat sera appelé à pro-
-specter pour la promotion des
systèmes et l'entretien de la
clientèle, à adapter techniquement
et commercialement les
systèmes des clients et à gérer
détaillément des marchés.
Envoyer, de préférence, votre
CV et votre lettre de motivation
dans le domaine industriel.
Poste à pourvoir immédiatement.

Ecr. C.V. sous réf. 2.185
SWEETS, 612 20,
75001 PARIS CEDEX 09.

Importante société industrielle
région parisienne recherche
AGENTS TECHNIQUES
POSITION V
ELECTRONICIENS
Pour conception, réalisation et
maintenance de matériels
de maintenance. 95-75-15.

Importante société recherche
pour usine Seine-et-Marne
RESPONSABLE
— Service 54 personnes.
— Epave et décharge.
— Transport.
— Connaissances techniques
emballage verrier.
— Travail terre, air, mer.
— Formes diverses.
— Organisation dynamique.
— Sens de la gestion.
Ecr. à n° 5.790 Publicité
Réunion, 112, bd Voltaire, 11°.

IMPORTANT CABINET
DE PROPRETÉ
INDUSTRIELLE
1) INGÉNIEUR
MECANIQUE
min. 30 ans, possédant anglais,
allemand et expérience en ma-
tière de brevets d'invention.
2) JEUNE
DOCTEUR
EN DROIT
présentant anglais avec de pré-
-férence connaissances propriétés
industrielles.
Env. C.V. détaillé et présent.
n° 8834 M. BÉGIN,
17, rue Labou, 93000 Vincennes

demandes d'emploi

INGÉNIEUR ELECTRONICIN POSITION II
25 ANS
TROIS ANS D'EXPERIENCE EN MICROPRO-
-CEUS, RECHERCHE POSTE DANS NOUVEAU
CADRE DE VIE DANS LE MIDI.
Ecrire n° 7.800 à Le Monde + Publicité,
5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09.

Homme, 37 ans - Niveau D.E.C.S. complet
13 ans d'expérience professionnelle polyvalente à
des niveaux différents dans plus de 10 entreprises
(spécialité en ALIMENTAIRE, AGRO-ALIMENTAIRE,
IMMOBILIER P.M.E., CABINET D'EXPERTISE...)
recherche sur PARIS ou BANLIEUE SUD
un poste CADRE avec RESPONSABILITES ELEVEES
en comptabilité, finances, gestion.
Ecrire M. MARCHAND, rue Les-Bois-des-Ormes,
3, allée Bousquet, 93190 CHILLY-MAZARIN.

CADRE SUPERIEUR

Responsable marketing, relations publiques, pu-
-blicité à niveau national.
Parfaite connaissance Française et Anglaise.
Doctorat Sciences Po. Licence Droit.
Recherche poste à haute responsabilité dans
société française ou étrangère basée à Paris ou
région parisienne.
Ecrire n° 7.707 à Le Monde + Publicité,
5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09.

INGÉNIEUR
IMMINES - I.C.O. 45 ans
Pratique courante de l'espagnol
- Exp. complète de direction
moyenne entreprise privée
- Sens aigu rentabilité, esprit
carié en vue d'optimiser
outil de gestion.
- Aisance de rapports humains
ch. région Langue-Rous-
sillon, Midi-Pyrénées.
Poste ORIENTATION P.M.E.
de l'industrie textile allemande
Ecr. n° 18.569 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

SECRÉTAIRE TRILINGUE
de langue maternelle allemande,
angl., franc., ch. place soit
interprète ou secrétaire.
Ecr. n° 8.191 à Le Monde + Pub.
5, rue Halles, 75001 Paris ced. 09

VRAIE COLLABORATRICE
pour P.M.E. cadre 47 ans, capable
diriger ou assurer tous services
(secondaire efficace chef
d'entreprise).
Contacts tous niveaux.
Excellent présentation et références.
stable (sans responsabilités, ex-
-pér. métallurgie, bâtiment).
Ecr. n° 6.990 à Le Monde + Pub.
5, rue Halles, 75001 Paris ced. 09

SECRÉTAIRE STENOGRAPHE
35 ans, ch. exp. prés., bonne
cult. gén. 15 ans exp. adm.,
techn., com., angl., niv. interm.,
ch. p. évol. av. intell., resp.,
pouv. se lib. Paris ou
Prov. Nord. 4024.500X13.
Tél. messages 886-34-39 ou
Ecr. n° 7284 à Le Monde + Pub.
5, rue Halles, 75001 Paris ced. 09

EXPORT M-ORIENT EXT. OR.
- 34 ans INGÉNIEUR ESME -
- Exp. entrép. et engineering
milieu industrie et bâtiment.
Prospection négociations ciales.
Réalisation M.O. 2 ans.
- S.E. Asie 1 an.
- Anglais, notions arab.
- ETUDES TOUTE PROPO-
-SITION RESP. EXPORT OU
AGENCE ETRANGERE
Ecr. n° 2041 à Le Monde + Pub.
5, rue Halles, 75001 Paris ced. 09

ARCHITECTE D.P.L.C. 35 ans
lauréat d'une bourse d'études
à l'étranger (74-80 France).
Intéressé par réhabilitation d'im-
-meubles anciens, expérience agence,
anglais courant, dess. précis.
Ecr. M. de Mont-Martin, 209, av.
Ch.-de-Seine, 92200 NEUILLY.
Tél. : 745-24-70.

secrétaires

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION
INTERNATIONALE
recherche
SECRÉTAIRE
DE DIRECTION
PARFAITEMENT
BILINGUE ANGLAIS
ET FRANÇAIS
STENOGRAPHE DANS
DES DEUX LANGUES
Adresser lettre et C.V. en
anglais, sous réf. D. 120, à
TELEX P.A. 34, bd Hausmann
75001 PARIS, qui transmettra.

MINERVE INTERIM
pour région Ouest Val-de-Seine
SECRÉTAIRE
TRILINGUE
ANGLAIS - ALLEMAND
Steno française et anglaise.
138, av. Victor-Hugo, 10°.
Tél. : 727-61-69.

GROUPE
INTERNATIONAL
QUARTIER ST-LAZARE
recherche
Pour service formation
recrutement
SECRÉTAIRE
B.T.S. 5 ans d'expérience
indispensable.
Env. C.V. photo et présentations
à M. P. 30, rue de l'Archevêque,
qui transmettra.

Conseils en Carrières

VOTRE
SITUATION ACTUELLE
EST-ELLE
UNE FIN EN SOI ?
Etes-vous prêt à changer et décidé à agir ?
Nombreux sont dans votre cas les cadres
de haut niveau qui nous ont fait confiance.
Nous les avons aidés à découvrir leur
pleine potentialité ou même à définir une
position nouvelle.
Appelez-nous. Un de nos consultants s'en-
-tretiendra avec vous. Confidentiallement.
Sans engagement ni frais.
(Nos services sont destinés aux cadres en
place).
Frederick CHUSID and Co
115 Champs-Élysées 75008 Paris
Tél. : 574.25.20 - 574.24.24
LONDON W1: 55 Piccadilly St. Tel. : 637.22.99/50
(Nous ne recrutons pas)
Meetings in English welcomed

propositions diverses

Vous êtes une ENTREPRISE
ou ch. à installer son dépôt
région LIMOGES
comp. 1. Homme de chef
de service, 2. Homme de
dame : secrétaire, possédant
terrain plat, visible, coloré,
200 m. Accès facile 14 km
Limoges. Ecrire référence
n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

enseigner.

Handicapé visuel, cherche lec-
-ture pour lectures et écriture
1 heure plus, fois par semaine
20 francs/heure.
Envoyer son curriculum vitae à
M. Edouard ISTILLART
4, rue Dupin, 75001 PARIS
Tél. 22-15-58

capitaux ou

SOCIÉTÉ PROPRIÉTAIRE
d'une part, imprimerie OFFSET
possibilité à M. de F. C.A.
16 personnes.
bonne clientèle régionale
matériel récent. Cherche
ASSOCIÉ ou ACQUÉREUR
à 20 de PARIS
(S.N.C.F. et autonome)
désirant s'installer, ou à une
entreprise envisageant une
extension.

enseigner.

Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

enseigner.

SH d'études ch. P.M.E. en
difficulté à réorganiser, possé-
-dant de partic. matériel, ou min.
Ecr. n° 7.085 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

enseigner.

Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

enseigner.

Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

enseigner.

Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

enseigner.

Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

enseigner.

Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

représent.

Editions GARNIER, S.P. 168,
14, rue des Plantes, 75014 Paris
recherche
UN REPRÉSENTANT
EXCLUSIF
Province pour Paris.
Expérience du livre obligatoirement.
Salaire motivant pour un débu-
-tant à l'essai de 3 mois.
Libre rapidement. Uniquement
réponse sur C.V. et photo.

travaux

à façon
Demande
ENTREPRISE, sérieuses réfé-
-rences, effectue rapidement
travaux peinture, décoration, cou-
-verture de bois d'œuvre, bois
gratuit. T. 568-47-84 et 563-30-02.

information

divers
POUR
TROUVER
UN
EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATION
SUR L'EMPLOI vous propose
des offres d'emploi.
Extraits du sommaire :
• Les 3 types de C.V. : rédact.
• La graphologie et ses pièges.
• 13 méthodes pour trouver
l'emploi désiré : 1. P. de serv.
• Réussir entretiens, interviews.
• Emplois les plus demandés.
• Informations, écar. CIDEA.
• Les métiers de l'avenir.
• Pour informations, écar. CIDEA.

automobile

vente

5 à 7 C.V.
Part. vol. FORO Fiesta S, 1978,
coul. sable, 80.000 km, état
excellent. 22.000 F. Tél. 574-24-24
après 19 h. ou week-end.

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

5 à 7 C.V.

Collec. TALBOT vol. Horizon SX,
1977, 50.000 km, toutes opt.
Ecr. n° 8.028 M. Régis-Prasse
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

L'immobilier

appartements vend.

1° arrdt.

FORUM DES HALLES
(P.M.E.) SUPERBE D'EX-
-CELLENCE, caractères : 568-51-20.

2° arrdt.

PALAIS ROYAL
SUR DEUX NIVEAUX
YEL. 568-51-20, 50 m²
Installation très luxueuse.
Beaucoup de cachet.
Tél. 568-51-20.

3° arrdt.

DIRECT PROPRIÉTAIRE
Belle villa, refait neuf, tout
confort, piscine, 230.000 F.,
Jours, 14-17 h., 8, rue Réaumur.
KARAS. 130 m², toutes
caractères, sur jardin,
4 S. de B., 2 S. de P. de serv.,
4 P., 2 b., 2 w.c., 2 s.d.,
piscine, parking, état.
Tél. 728-55-32.

4° arrdt.

QUAI BETHUNE
Vue imprenable - 566-16-05
6 P. N. confort, 1.500.000 F. +
chambre service, vue sur Seine.

5° arrdt.

ST-JACQUES STUDIO 20 m²
CHAMBRE 12 m² - 72.000 F.
Imm. sans asc. Tél. 535-45-72.

5° arrdt.

5° ET. ASC. 3 P.
cité, ch. b., WC, b., ch. cent.,
cuisine équipée, 2 b., 2 w.c.,
ST-MICHEL. 14 h à 18 h 30.

6° arrdt.

60 STAND. Imm. pierre de L.
5° étage, 7 P., 228 m².
10.000 F. le m². 222-47-42.

6° arrdt.

38, R. VANEAU
NEUF
GO STAND.
Sur place 11 à 19 h. - 530-21-26.

6° arrdt.

SAINTE-DOMINIQUE
Imm. récent, gd standing, très
beau 23 P., loggia 75 m², park.
H. LE CLAIR - 562-93-54.

6° arrdt.

CHIPS-ELYSEES-CLEMENCEAU
STUDIOS et P.M.E. park.
2-CADE (PARIS). 1-555-05-08.

6° arrdt.

MATHURINS, apt. caractère :
à rénover, 2-CADE (PARIS).
Prix 330.000 F. Tél. : 874-94-42.

6° arrdt.

17, rue Notre-Dame-de-Lorette
2 P., 2 b., 2 w.c., 2 s.d.,
ch. cent. 1978, 11 à 19 h.

6° arrdt.

GARE DE L'EST, 3 Pces tout
confort, 2 b., 2 w.c., 2 s.d.,
250.000 F. Téléphone : 565-41-20.

6° arrdt.

51, av. GAI-MICHEL-BIZOT
Imm. P. 2, 3 P., 3 P.,
entrées, cuisine, S. de B. Prix
480.000 F. Sur place, jeudi, de
14 à 18 heures, 3° étage gauche.

75 - Yvelines

BOIS-D'ARCY - SPLENDEUR
5 Pces, 100 m² de terrain arboré,
compt. ent., sal., salon, cuis.,
5 chambres, 2 S. de B., gd gar-
age, grenier. Prix demandé : 1.800.000 francs.
P. M. : 015-25-05.

13° arrdt.

SQUARE PORT-ROYAL
Belle 4 pces, refait neuf, calme,
bien exposé, balcon, sur
Val-de-Seine. 550.000 F. 321-89-16.

15° arrdt.

CONVENTION Magnif. double
belle cuisine, balcon, parking.
Prix 550.000 F. - 724-36-17.

16° arrdt.

LOURMEL
Entrée, 2 pces, cuis., WC, b.,
ch. cent., 5° asc., imm. récent.
480.000 F. Ag. Brancion, 624-61-62.

16° arrdt.

PARIS-XVI
RUE DU RANELACH
de rénov. 1977 de lux., apt.
55 m² et 42 m² de balc. (surt.),
dom. 1/2 part. int., 50 m² de serv.,
12 m² (suite), 4 ch. + 2 S. de B.,
B. + 1 S. de B., 19 heures : 750-21-45.

16° arrdt.

PASSY - RAYNOUARD
Luxe appartement
Réception 100 m² + 2 chambres
cuisine, 2 b., 2 w.c., dressing,
office, cuisine + ch. de serv.
+ possib. 2 b. de serv.
NEVEU 743-76-76

16° arrdt.

16° Appart. de prestige,
belle récept., 25 chambres
300 m². Prix élevé. - 227-07-06.

16° arrdt.

16° NORD Plusieurs appart.
5 P., stand.
1.800.000 F. - 222-67-42.

16° arrdt.

RANELACH 16°
Moderne belle récept., 2 chambres
MICHEL & NEVEU - 265-70-05

17° arrdt.

R

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

La mairie de Tignes s'oppose au promoteur de la station

De notre correspondant

Tignes. — Les skieurs de Tignes et de Val-d'Isère sont contraints depuis le 1^{er} mars d'exercer leurs talents sur les domaines skiables propres à chacune des deux stations. M. Pierre Schnebelen, promoteur de Tignes et exploitant des remontées mécaniques, a en effet, supprimé le système des forfaits polyvalents qui permettaient moyennant une somme supplémentaire de 3 francs, d'emprunter l'ensemble des engins mécaniques qui sillonnent les deux domaines skiables de Val-d'Isère et de Tignes.

Plusieurs centaines d'hivernants se sont réunis après avoir eu connaissance de cette décision subite pour protester et pour demander des explications au maire de la commune, M. André Baudin (sans étiquette), et au promoteur.

Depuis les élections municipales de mars 1977, qui ont porté à la mairie une nouvelle équipe de « Tignards », les relations entre les deux parties ont été difficiles. Le conseil municipal de Tignes souhaite contraindre le promoteur à respecter ses promesses antérieures, notamment de participer à la réalisation des infrastructures indispensables à une « ville » de 20 000 à 25 000 personnes (station d'épuration, parking, etc.). Le promoteur, lui, désire faire appliquer les engagements pris par la précédente municipalité, qui lui permettent de construire 165 000 mètres carrés de plancher, 97 000 mètres carrés de terrain, etc. Mais M. Schnebelen souhaite achever son programme qui aboutirait à mettre en vente de 6 000 à 7 000 lits supplémentaires.

Après une période de tension aiguë, les deux parties étaient parvenues, il y a quelques mois, à engager une négociation. Sous la pression de l'inspection générale de l'administration, la commune avait, semble-t-il, renoncé à racheter la concession d'exploitation des remontées mécaniques accordée à la Société des téléphériques de la Grande-Motte (S.T.G.M.), et elle se montrait prête à collaborer avec le promoteur pour construire cinq nouveaux téléskis nécessaires à l'extension du domaine skiable de Tignes.

Pour sa part, le promoteur se déclarait disposé à « payer le tribut nécessaire pour apaiser le climat ». Il construisait donc à ses frais une retenue, afin d'alimenter en eau potable une partie de la commune, ainsi que 900 places de parking dont 450 ouvertes au Val d'Isère. Enfin un avenant devait être apporté à la convention de concession des remontées mécaniques. Progressivement la redevance payée à la commune serait

passée de 6,6 % à 11,8 % du chiffre d'affaires des remontées mécaniques, affirme le secrétaire général de la S.T.G.M., M. Gérard Piquet. Le promoteur s'était aussi engagé à affecter la moitié des 63 000 mètres carrés de plancher qu'il se proposait de construire à des constructions d'habitat, d'habitat ou sociales.

Les skieurs et la population de Tignes ont appris brusquement, le samedi 1^{er} mars, la suppression des forfaits polyvalents. Des affichettes, placées dans les bennes des téléskis, expliquaient que cette décision faisait suite au refus du maire de Tignes de construire de nouvelles remontées mécaniques. « Ceci est totalement inexact », nous nous opposons, au contraire, à financer cinq téléskis dont le coût dépasserait 20 millions de francs », précise M. André Baudin.

En acceptant, il y a quelques semaines, certaines conditions posées par la mairie de Tignes, et notamment la réalisation d'infrastructures coûteuses, le promoteur a-t-il jugé rigoureux le nouveau contrat qu'il s'appropriait à signer ? Habitué jusqu'en 1977, à « faire tout et n'importe quoi dans notre commune », fait observer un Tignard, M. Schnebelen a probablement voulu tenter une dernière fois d'intimider une équipe municipale qu'il croyait, depuis quelque temps, infatigable à son égard. Le député et conseiller général de la Tarentaise, M. Michel Barnier (R.F.R.), qui a vigoureusement dénoncé ce « chantage » du promoteur, rappelle que, depuis 1977, l'objectif des élus est d'aboutir à une nouvelle définition du développement touristique de Tignes et qu'une « modernisation et une amélioration de l'urbanisation sont aujourd'hui nécessaires ».

Pays de la Loire

E.D.F. projette d'agrandir la centrale à charbon de Cordemais

E.D.F. vient de demander un permis de construire pour porter de trois à cinq tranches la centrale à charbon de Cordemais, située sur la rive droite de la Loire à mi-distance entre Nantes et Saint-Nazaire. La puissance électrique des installations passerait de 1 800 à 3 000 mégawatts.

Cet agrandissement avait été envisagé voici des années puis abandonné au profit de la centrale nucléaire du Pellerin (5 200 MW) qui aurait dressé ses quatre réacteurs et leurs tours de refroidissement juste en face sur la rive gauche. Mais les oppositions ont été telles à la fois sur le terrain (le 6 décembre 1979) et dans les administrations parisiennes que l'E.D.F. commença à douter de pouvoir réaliser son projet dans les délais prévus.

Les associations et les écologistes locaux se réjouissent plutôt de cette volte-face si l'E.D.F. avait adopté pour les centrales à charbon le même procédé de refroidissement que pour les centrales atomiques : des tours qui épargnent l'eau de Loire. Il n'en est rien. Chaque tranche des deux nouvelles tranches pulvériserait directement dans le fleuve 125 mètres cubes d'eau et les rejetteront réchauffés de 6 degrés.

Le projet ne parle même pas de ces tours de refroidissement qui sont pourtant aujourd'hui les annexes quasi systématiques des grandes usines électriques. Aux Etats-Unis, par exemple, les centrales situées sur les estuaires en sont toutes dotées. Pour déroger à la règle E.D.F. avance trois raisons : une tour coûterait 150 millions de francs ; sa construction sur un terrain extérieur au périmètre de la centrale nécessiterait une enquête publique entraînant elle-même un retard de deux ans ; les chantiers à charbon ne tourneront probablement pas en 60 jours lorsque leurs rejets seraient les plus préjudiciables. Cela signifie implicitement qu'elles serviraient d'appoint à la centrale nucléaire bretonne, à Plogoff ou à l'Eellin.

Ces trois arguments sont irrécusables, estiment les associations. La survie de l'estuaire vaut bien de quelques millions de francs de moins. Actuellement la pêche des poissons migrateurs (anguilles, civelles, aloses, sa-

mons et lamproies) rapporte plus de 7 millions de francs par an. Ce revenu pourrait être multiplié par cinq grâce à une meilleure mise en valeur de l'estuaire. A deux conditions toutefois : c'est que les saumons et les civelles ne se heurtent pas à des courants chauds, que les saumons ne soient pas asphyxiés par les larves, les œufs et les jeunes poissons.

En outre, si la centrale pouvait tourner en toute saison, la vente des kilowatts supplémentaires couvrirait très vite le surcoût du refroidissement en circuit fermé.

La tour pourrait être construite à l'intérieur du terrain E.D.F. — la place ne manque pas — et donc sans nouvelle enquête publique. Enfin compter sur les futures centrales nucléaires pour stopper Cordemais en été, c'est faire un pari d'été sur l'été. Le projet est abandonné, si Plogoff se construit avec retard ou tombe en panne, c'est la Loire qui en pâtit.

Etude d'impact discutable

A leur demande de permis de construire les électriciens ont joint une étude d'impact rendue obligatoire par la loi de protection de la nature. Elle affirme que les deux tranches supplémentaires seront sans inconvénient pour l'environnement. Il est vrai que les bâtiments déjà existants ne contiennent plus de 100 mètres de haut et qu'ils sont surmontés de cheminées de 165 mètres. Les nouvelles cheminées culmineront à 220 mètres, dans ce plat pays la mai est déjà fat.

Il en va autrement des pollutions atmosphériques que le vent dominant d'ouest poussera vers Nantes. Les deux cheminées crachent bon air mais un 850 tonnes d'oxyde d'azote et 40 000 tonnes d'hydrogène sulfureux. L'étude d'impact n'est pas suffisante.

Mais ce sont surtout les hydrobiologistes qui ont été surpris en examinant le texte de l'E.D.F. La plupart des données ne sont que des extrapolations d'études faites à 1116 m. La vérité est qu'on ne connaît même pas l'état initial du site. Le comportement de la basse Loire, comme celui de toutes les estuaires, est fort complexe. Le fleuve est en communication avec 40 000 hectares

de marais intérieurs. La marée remonte deux fois par vingt-quatre heures. Les courants chauds et froids ne se mélangent pas aisément.

Quel sera l'effet de nouveaux rejets d'eau chaude s'ajoutant à ceux de la centrale de Cheviré (1 800 mégawatts) ? Déjà celle-ci, à l'été 1976, en aval de la centrale, l'eau était à 38 degrés ! 30 degrés) ni les nouveaux (pas plus de 28 degrés dans le fleuve après mélange). Lors de l'été torride de 1976, en aval de la centrale, l'eau était à 38 degrés !

Personne ne peut prédire non plus comment se comporteront les poissons migrateurs dans un milieu ainsi transformé. Tous les scientifiques consultés affirment que l'étude d'impact de Cordemais n'est pas crédible. M. Jean Chapon lui-même, vice-président du conseil général des Ponts et chaussées, n'est pas loin de le penser. Il a été chargé par le ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire de l'étude d'impact de la centrale en circuit ouvert. A moins qu'une étude globale de tous les rejets thermiques des installations E.D.F. sur l'ensemble de la Loire ne démontre l'innocuité du supplément de chaleur apporté par Cordemais.

Enfin, contrairement à la loi, l'étude d'impact n'examine pas la variante et surtout pas l'hypothèse d'une tour de refroidissement, même sur le plan juridique elle est donc bien fragile.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a donc demandé à l'E.D.F. d'élaborer une étude d'impact plus complète comparant les mérites et les inconvénients des deux systèmes de réfrigération. Néanmoins, une demande de permis de construire a été déposée. Aussi les associations écologistes que le ministère ne laisse faire comme il a laissé faire en d'autres occasions.

Sous prétexte que les réacteurs refroidissent les parois des tours, on a laissé la centrale de Brand-et-Saint-Louis puiser son eau directement son eau dans la Loire. Même l'assèchement du Rhône avec les trois premiers réacteurs du Bugey, le surrégénérateur de Creys-Malville et les deux premières tranches de Saint-Maurice-l'Écluse.

Pour la Loire au moins, on gardait un espoir. Tous les réacteurs de Belleville et de Dampierre, ceux qui se construisent à Saint-Laurent et à Chinon, sont flanqués de tours de refroidissement. Même précaution pour le projet du Pellerin. Avec la fermeture progressive des anciens réacteurs à circuit ouvert, un effort d'épuration généralisé, la limitation des dragages et même la modulation des ambitions du Port autonome de Nantes, la Loire pouvait retrouver ses qualités et ses poissons d'autan. Le projet de Cordemais rendrait tout cela inutile, y compris les considérables investissements déjà consentis.

MARC AMBROISE-RENDU.

Ile-de-France

LE NOMBRE DES LOGEMENTS CONSTRUITS CONTINUE A DIMINUER

L'année 1980 devrait être une année de « stabilisation » pour le bâtiment en Ile-de-France, mais « à un niveau nettement trop bas pour répondre aux besoins réels », estime la fédération parisienne du bâtiment (F.P.B.).

La fédération a constaté en 1979 un « recul général » en matière de logement dans la région parisienne par rapport à ce qui était passé en 1978, une « année de crise ». Ce recul concerne aussi bien les logements terminés (soixante-quatre mille deux cent quarante-neuf en 1979, soit - 10,5 % par rapport à 1978) que les commencements (cinquante-deux mille huit cent soixante-quatre, soit - 8,5 %). Mais c'est surtout le nombre des logements autorisés qui a diminué (cinquante mille six cent soixante-douze, soit - 10,5 %).

La chute brutale des autorisations de logements aidés (- 14,4 % entre 1978 et 1979) comparée à celle des logements non aidés (+ 3,4 % sur la même période) « traduit clairement les limites de la politique des pouvoirs publics en matière de logements sociaux en Ile-de-France », indique encore la fédération.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

locations non meublées	locations non meublées	appartem. achat	immeubles	bureaux	fonds de commerce	pavillons	domaines
Paris App. 100 m ² , 4 Pcs, état imp. excellent, ex. de 15, 25, 35, 45, 55, 65, 75, 85, 95, 105, 115, 125, 135, 145, 155, 165, 175, 185, 195, 205, 215, 225, 235, 245, 255, 265, 275, 285, 295, 305, 315, 325, 335, 345, 355, 365, 375, 385, 395, 405, 415, 425, 435, 445, 455, 465, 475, 485, 495, 505, 515, 525, 535, 545, 555, 565, 575, 585, 595, 605, 615, 625, 635, 645, 655, 665, 675, 685, 695, 705, 715, 725, 735, 745, 755, 765, 775, 785, 795, 805, 815, 825, 835, 845, 855, 865, 875, 885, 895, 905, 915, 925, 935, 945, 955, 965, 975, 985, 995, 1005, 1015, 1025, 1035, 1045, 1055, 1065, 1075, 1085, 1095, 1105, 1115, 1125, 1135, 1145, 1155, 1165, 1175, 1185, 1195, 1205, 1215, 1225, 1235, 1245, 1255, 1265, 1275, 1285, 1295, 1305, 1315, 1325, 1335, 1345, 1355, 1365, 1375, 1385, 1395, 1405, 1415, 1425, 1435, 1445, 1455, 1465, 1475, 1485, 1495, 1505, 1515, 1525, 1535, 1545, 1555, 1565, 1575, 1585, 1595, 1605, 1615, 1625, 1635, 1645, 1655, 1665, 1675, 1685, 1695, 1705, 1715, 1725, 1735, 1745, 1755, 1765, 1775, 1785, 1795, 1805, 1815, 1825, 1835, 1845, 1855, 1865, 1875, 1885, 1895, 1905, 1915, 1925, 1935, 1945, 1955, 1965, 1975, 1985, 1995, 2005, 2015, 2025, 2035, 2045, 2055, 2065, 2075, 2085, 2095, 2105, 2115, 2125, 2135, 2145, 2155, 2165, 2175, 2185, 2195, 2205, 2215, 2225, 2235, 2245, 2255, 2265, 2275, 2285, 2295, 2305, 2315, 2325, 2335, 2345, 2355, 2365, 2375, 2385, 2395, 2405, 2415, 2425, 2435, 2445, 2455, 2465, 2475, 2485, 2495, 2505, 2515, 2525, 2535, 2545, 2555, 2565, 2575, 2585, 2595, 2605, 2615, 2625, 2635, 2645, 2655, 2665, 2675, 2685, 2695, 2705, 2715, 2725, 2735, 2745, 2755, 2765, 2775, 2785, 2795, 2805, 2815, 2825, 2835, 2845, 2855, 2865, 2875, 2885, 2895, 2905, 2915, 2925, 2935, 2945, 2955, 2965, 2975, 2985, 2995, 3005, 3015, 3025, 3035, 3045, 3055, 3065, 3075, 3085, 3095, 3105, 3115, 3125, 3135, 3145, 3155, 3165, 3175, 3185, 3195, 3205, 3215, 3225, 3235, 3245, 3255, 3265, 3275, 3285, 3295, 3305, 3315, 3325, 3335, 3345, 3355, 3365, 3375, 3385, 3395, 3405, 3415, 3425, 3435, 3445, 3455, 3465, 3475, 3485, 3495, 3505, 3515, 3525, 3535, 3545, 3555, 3565, 3575, 3585, 3595, 3605, 3615, 3625, 3635, 3645, 3655, 3665, 3675, 3685, 3695, 3705, 3715, 3725, 3735, 3745, 3755, 3765, 3775, 3785, 3795, 3805, 3815, 3825, 3835, 3845, 3855, 3865, 3875, 3885, 3895, 3905, 3915, 3925, 3935, 3945, 3955, 3965, 3975, 3985, 3995, 4005, 4015, 4025, 4035, 4045, 4055, 4065, 4075, 4085, 4095, 4105, 4115, 4125, 4135, 4145, 4155, 4165, 4175, 4185, 4195, 4205, 4215, 4225, 4235, 4245, 4255, 4265, 4275, 4285, 4295, 4305, 4315, 4325, 4335, 4345, 4355, 4365, 4375, 4385, 4395, 4405, 4415, 4425, 4435, 4445, 4455, 4465, 4475, 4485, 4495, 4505, 4515, 4525, 4535, 4545, 4555, 4565, 4575, 4585, 4595, 4605, 4615, 4625, 4635, 4645, 4655, 4665, 4675, 4685, 4695, 4705, 4715, 4725, 4735, 4745, 4755, 4765, 4775, 4785, 4795, 4805, 4815, 4825, 4835, 4845, 4855, 4865, 4875, 4885, 4895, 4905, 4915, 4925, 4935, 4945, 4955, 4965, 4975, 4985, 4995, 5005, 5015, 5025, 5035, 5045, 5055, 5065, 5075, 5085, 5095, 5105, 5115, 5125, 5135, 5145, 5155, 5165, 5175, 5185, 5195, 5205, 5215, 5225, 5235, 5245, 5255, 5265, 5275, 5285, 5295, 5305, 5315, 5325, 5335, 5345, 5355, 5365, 5375, 5385, 5395, 5405, 5415, 5425, 5435, 5445, 5455, 5465, 5475, 5485, 5495, 5505, 5515, 5525, 5535, 5545, 5555, 5565, 5575, 5585, 5595, 5605, 5615, 5625, 5635, 5645, 5655, 5665, 5675, 5685, 5695, 5705, 5715, 5725, 5735, 5745, 5755, 5765, 5775, 5785, 5795, 5805, 5815, 5825, 5835, 5845, 5855, 5865, 5875, 5885, 5895, 5905, 5915, 5925, 5935, 5945, 5955, 5965, 5975, 5985, 5995, 6005, 6015, 6025, 6035, 6045, 6055, 6065, 6075, 6085, 6095, 6105, 6115, 6125, 6135, 6145, 6155, 6165, 6175, 6185, 6195, 6205, 6215, 6225, 6235, 6245, 6255, 6265, 6275, 6285, 6295, 6305, 6315, 6325, 6335, 6345, 6355, 6365, 6375, 6385, 6395, 6405, 6415, 6425, 6435, 6445, 6455, 6465, 6475, 6485, 6495, 6505, 6515, 6525, 6535, 6545, 6555, 6565, 6575, 6585, 6595, 6605, 6615, 6625, 6635, 6645, 6655, 6665, 6675, 6685, 6695, 6705, 6715, 6725, 6735, 6745, 6755, 6765, 6775, 6785, 6795, 6805, 6815, 6825, 6835, 6845, 6855, 6865, 6875, 6885, 6895, 6905, 6915, 6925, 6935, 6945, 6955, 6965, 6975, 6985, 6995, 7005, 7015, 7025, 7035, 7045, 7055, 7065, 7075, 7085, 7095, 7105, 7115, 7125, 7135, 7145, 7155, 7165, 7175, 7185, 7195, 7205, 7215, 7225, 7235, 7245, 7255, 7265, 7275, 7285, 7295, 7305, 7315, 7325, 7335, 7345, 7355, 7365, 7375, 7385, 7395, 7405, 7415, 7425, 7435, 7445, 7455, 7465, 7475, 7485, 7495, 7505, 7515, 7525, 7535, 7545, 7555, 7565, 7575, 7585, 7595, 7605, 7615, 7625, 7635, 7645, 7655, 7665, 7675, 7685, 7695, 7705, 7715, 7725, 7735, 7745, 7755, 7765, 7775, 7785, 7795, 7805, 7815, 7825, 7835, 7845, 7855, 7865, 7875, 7885, 7895, 7905, 7915, 7925, 7935, 7945, 7955, 7965, 7975, 7985, 7995, 8005, 8015, 8025, 8035, 8045, 8055, 8065, 8075, 8085, 8095, 8105, 8115, 8125, 8135, 8145, 8155, 8165, 8175, 8185, 8195, 8205, 8215, 8225, 8235, 8245, 8255, 8265, 8275, 8285, 8295, 8305, 8315, 8325, 8335, 8345, 8355, 8365, 8375, 8385, 8395, 8405, 8415, 8425, 8435, 8445, 8455, 8465, 8475, 8485, 8495, 8505, 8515, 8525, 8535, 8545, 8555, 8565, 8575, 8585, 8595, 8605, 8615, 8625, 8635, 8645, 8655, 8665, 8675, 8685, 8695, 8705, 8715, 8725, 8735, 8745, 8755, 8765, 8775, 8785, 8795, 8805, 8815, 8825, 8835, 8845, 8855, 8865, 8875, 8885, 8895, 8905, 8915, 8925, 8935, 8945, 8955, 8965, 8975, 8985, 8995, 9005, 9015, 9025, 9035, 9045, 9055, 9065, 9075, 9085, 9095, 9105, 9115, 9125, 9135, 9145, 9155, 9165, 9175, 9185, 9195, 9205, 9215, 9225, 9235, 9245, 9255, 9265, 9275, 9285, 9295, 9305, 9315, 9325, 9335, 9345, 9355, 9365, 9375, 9385, 9395, 9405, 9415, 9425, 9435, 9445, 9455, 9465, 9475, 9485, 9495, 9505, 9515, 9525, 9535, 9545, 9555, 9565, 9575, 9585, 9595, 9605, 9615, 9625, 9635, 9645, 9655, 9665, 9675, 9685, 9695, 9705, 9715, 9725, 9735, 9745, 9755, 9765, 9775, 9785, 9795, 9805, 9815, 9825, 9835, 9845, 9855, 9865, 9875, 9885, 9895, 9905, 9915, 9925, 9935, 9945, 9955, 9965, 9975, 9985, 9995, 10005, 10015, 10025, 10035, 10045, 10055, 10065, 10075, 10085, 10095, 10105, 10115, 10125, 10135, 10145, 10155, 10165, 10175, 10185, 10195, 10205, 10215, 10225, 10235, 10245, 10255, 10265, 10275, 10285, 10295, 10305, 10315, 10325, 10335, 10345, 10355, 10365, 10375, 10385, 10395, 10405, 10415, 10425, 10435, 10445, 10455, 10465, 10475, 10485, 10495, 10505, 10515, 10525, 10535, 10545, 10555, 10565, 10575, 10585, 10595, 10605, 10615, 10625, 10635, 10645, 10655, 10665, 10675, 10685, 10695, 10705, 10715, 10725, 10735, 10745, 10755, 10765, 10775, 10785, 10795, 10805, 10815, 10825, 10835, 10845, 10855, 10865, 10875, 10885, 10895, 10905, 10915, 10925, 10935, 10945, 10955, 10965, 10975, 10985, 10995, 11005, 11015, 11025, 11035, 11045, 11055, 11065, 11075, 11085, 11095, 11105, 11115, 11125, 11135, 11145, 11155, 11165, 11175, 11185, 11195, 11205, 11215, 11225, 11235, 11245, 11255, 11265, 11275, 11285, 11295, 11305, 11315, 11325, 11335, 11345, 11355, 11365, 11375, 11385, 11395, 11405, 11415, 11425, 11435, 11445, 11455, 11465, 11475, 11485, 11495, 11505, 11515, 11525, 11535, 11545, 11555, 11565, 11575, 11585, 11595, 11605, 11615, 11625, 11635, 11645, 11655, 11665, 11675, 11685, 11695, 11705, 11715, 11725, 11735, 11745, 11755, 11765, 11775, 11785, 11795, 11805, 11815, 11825, 11835, 11845, 11855, 11865, 11875, 11885, 11895, 11905, 11915, 11925, 11935, 11945, 11955, 11965, 11975, 11985, 11995, 12005, 12015, 12025, 12035, 12045, 12055, 12065, 12075, 12085, 12095, 12105, 12115, 12125, 12135, 12145, 12155, 12165, 12175, 12185, 12195, 12205, 12215, 12225, 12235, 12245, 12255,							

La Seine

UN FLEUVE-BOULEVARD

L'AUBE : un département dynamique traversé par la SEINE en amont de PARIS

UNE LONGUE TRADITION
INDUSTRIELLE

Ouvrir
aux techniques nouvelles

La qualité de la main-d'œuvre habituée aux travaux les plus minutieux et la sérénité du climat social sont les facteurs du dynamisme des entreprises aubaines.

L'électronique, l'automobile et ses accessoires, la rallure, le cartonage et le verre sont en plus de la bonneterie traditionnelle, les secteurs d'activité où se sont créés une main-d'œuvre expérimentée à la pratique du travail industriel, dans les meilleures conditions de productivité.

A PROXIMITÉ DE PARIS

Bien placé sur l'axe Nord-Sud, l'Aube est un carrefour de liaisons transversales majeures. Mais l'atout du département reste toutefois sa position stratégique dans le bassin parisien, à 100 km de PARIS.

UN ESPACE RURAL
STRUCTURÉ

La diversité du paysage et des sites font du département une région accueillante qui allie charme et tranquillité.

Dans l'Aube, l'industrialisation en milieu rural n'est pas un vœu pieux, c'est depuis longtemps une réalité résultant de la dissémination de petites industries, de

COMITÉ D'ACTION PROMOTIONNELLE DE L'AUBE
(C. A. P.)

24, boulevard Victor-Hugo 10000 TROYES — 16 (25) 72-64-63.

bonne tenue en particulier. Cette originalité explique la longue familiarité du monde rural avec l'industrie.

UNE CAPITALE
ÉCONOMIQUE : TROYES

Ville au passé prestigieux, TROYES a su garder et préserver son histoire et ses traditions culturelles tout en se tournant résolument vers les techniques modernes nécessaires à son développement économique.

Centre d'échanges intense, de tradition moyenâgeuse, TROYES s'est accrue comme centre de décision et de services, en créant une infrastructure assurant la promotion industrielle, technique et culturelle de l'Aube.

UNE VOLONTÉ COMMUNE
DÉPARTEMENTALE :
LE C. A. P.

Expression de la volonté des responsables locaux, notamment : le Conseil Général de l'Aube, le Syndicat Intercommunal à Vocation Moyenne (SIVOM), la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture, ont pris en charge le développement du département, le COMITÉ D'ACTION PROMOTIONNELLE DE L'AUBE a été créé pour assurer :

UN ACCUEIL « A LA CARTE »

et faciliter les implantations futures d'industries dynamiques en les aidant tant au point de vue administratif qu'au point de vue pratique.

Si le Rhône, puissant, emporte avec lui de ses sources à l'océan, une image fautive de dynamisme d'énergie, de bouillonnement ; si la Loire, languissante, dont les rives aimables ont été le théâtre de tant de loisirs princiers, est capable des pures caprices et débordements ; si la Garonne est une rivière buissonnière coulant « pour le plaisir », la Seine, elle, porteuse d'histoire essentielle, axe majeur de développement économique, invite à la fois à la méditation, au repos, à la littérature, mais aussi à l'interrogation sur le rôle des voies navigables dans le flux des échanges et la localisation des industries.

Evocations d'abord les a-re-cords. De tous les grands fleuves français, mise à part la Garonne, la Seine (778 kilomètres) est le plus court. Elle ne naît pas dans les montagnes, mais aux confins du plateau de Langres et des hautes terres calcaires bourguignonnes, pays du bétail, du chêne et du noisetier. Pas de pics, cascades, glaciers, moraines, torrents à son origine. Mais une couche d'argile posée sur la craie, une légère pente, et des résurgences, ou doux, en quantité contribuent à former, dans les premiers kilomètres, presque jusqu'à Châtillon-sur-Seine, un jeu de cache-cache souterrain entre la Seine et ses premiers affluents.

Née dans une vasque naturelle au fond d'un vallon rempli et humide, à 471 mètres d'altitude seulement, la Seine, fluette comme une rigole, filine en douceur. Sources de poudres avec ce point pointu large de 50 centimètres : 1500 mètres après sa sortie de terre et des herbes, on la dirait déjà fatiguée ou indolente.

Aux confins de la Bourgogne et de la Champagne, au bistro « Sequana », où l'on vend aux touristes cartes postales et souvenirs d'un goût douteux (saletés en forme d'escargot de Bourgogne, tranche de branche d'arbre vernie), qu'on est loin de Paris, de ses eaux troubles, du vacarme de ses vagues sur berges (1). Et pourtant, Paris déjà est là, bienveillant, qui

prend en charge la Seine-enfant. Une plaque orne la grotte d'où s'écoule l'eau claire : « Sous le règne de Napoléon III, le conseil municipal de Paris... sur proposition du baron Haussmann a, en août 1865, érigé ce monument aux sources du fleuve qui a donné son nom au département de la Seine et auquel Paris doit son antique prospérité ».

Prospérité : le terme n'est pas usurpé, non seulement à Paris, mais à Troyes et tout au long des méandres de la Basse-Seine. Quant à l'Antiquité ! Elle est omniprésente. L'archéologue a un pays, la Haute-Seine. M. René Joffroy, actuellement conservateur du musée de Saint-Germain-en-Laye, a passé des journées merveilleuses, la pioche au poing, les boîtes aux pieds, lorsque, avec Maurice Moisson, un vieil agriculteur insatiable de curiosité, et M. Schröder, l'inspecteur de Châtillon, il parvint à fouiller comme d'autres s'élançaient aux croisades. Le plus beau fleuron de leurs rencontres avec l'histoire, c'est, en 1953, la découverte dans une sépulture du vase de Vir, un gigantesque cratère de bronze

ciselé à anses en volutes datant sans doute du sixième siècle avant Jésus-Christ et fabriqué, suppose-t-on, par des orfèvres établis dans les colonies grecques d'Italie du Sud.

Dès les temps les plus reculés, la vallée de la Seine était un axe de passage très fréquenté entre les foyers de civilisation méditerranéenne et les îles Cassitérides (probablement l'archipel de Solli), aux riches gisements d'étain. Maintenant la route N 71 reste toujours parcourue par des dizaines de poids lourds, notamment italiens qui l'empruntent chaque jour. Le vase de Vir aurait été offert aux tribus celtiques, qui gardaient la descente vers la Seine, la Champagne et l'Île-de-France. Déjà le péage.

Mais l'inventaire des tombes et du mobilier funéraire, qui, chaque année, devient plus précis (et qui enrichit les déjà splendides musées de Châtillon et de Troyes), permet de se rendre compte de l'importance, le long de cette Seine encore gaminie, de la pénétration des influences italo-grecques dans le monde celtique.

Les forges du Châtillonnais

Il y a cent ans le Châtillonnais connaissait une activité intense. La population y était deux fois plus nombreuse qu'aujourd'hui. On dénombreait plus de cinquante forges utilisant le fer local et encore le charbon de bois. L'une d'elles, celle de Chenevières (la seule qui reste en service, spécialisée dans la fabrication des chaînes), eut le grand honneur d'être, dans les années 1860, la propriété d'un illustre physicien, Louis Calletier, inventeur de la liquéfaction de l'oxygène. Aujourd'hui et mise à part les industries diversifiées installées à Châtillon (2), la haute vallée de la Seine ne retient plus guère que des bruits des scieries de pierre calcaire, des tronçonneuses qui débitent les grands arbres et du cor des veneurs traquant les chevreuils.

Préhistoire prestigieuse — le gisement d'Isle-Aumont, à quel-ques kilomètres de Troyes où l'on a découvert pas moins de

ville-sur-Arce ou Les Rileys pour y goûter dans les frais celliers le brut ou les vins rouges et charpentés appellation « co-teux champenois ».

Le « champagne » c'est un style de vie ; on se laisse entraîner sur des petites routes qui serpentent de vallons en collines entre les vignes magnifiquement alignées, non loin du sinistre pénitencier de Clairvaux. Mais le champagne ouvre aussi les pages de l'économie, de l'économie solide, riche, productive, qui caractérisera la vallée de la Seine jusqu'au Havre. Presque toute l'activité du département d'importance, sont centrées dans la vallée de la Seine ou de l'Aube, son premier affluent notable.

Alailleurs, c'est un relatif désert. Désert urbain, industriel, s'entend, mais sûrement pas agricole : car les cultivateurs obtiennent là des rendements records pour le maïs ou le blé. La plaineuse Brie n'est pas loin. Qui sait que Nogent-sur-Seine, cité dont on ne parlait guère avant qu'E.D.F. ne décide d'y édifier une centrale nucléaire, se bise au deuxième rang des ports céréaliers, après Rouen ? Les minoteries de l'Aube sont connues des acheteurs parisiens de farine, et les meuniers sont les premiers à mûlter pour que des travaux d'approfondissement du gabarit de la Seine — et la liaison Seine-Meuse-Europe — soient effectivement entrepris.

La centrale, l'Aube n'est pas contre. Mais après l'industrie, les villes, les gravières, les routes et (futurs) autoroutes, elle va « geler » du terrain agricole. Il faut donc offrir des compensations aux agriculteurs. Où ? Sur les bords du fleuve, dont les rives, mal entretenues, se retrouvent parfois inondées. Un meilleur calibrage de la Seine rendrait son écoulement plus sûr, et des

(1) Loin de Paris et loin de tout d'ailleurs, Nappelle-t-on pas cette région du Châtillonnais « la Sibérie française », sans doute à cause de sa faible population, mais aussi parce que la lignifère, une fleur très rare, ne se rencontre qu'ici et sur les loutilles de Normandie.

(2) Première ville française, avec Bar-sur-Aube, à être alimentée par du gaz naturel soviétique.

Port Autonome de Paris : carnet de bord 1970-1980

1970

Le Port Autonome de Paris est créé

Le Port Autonome de Paris n'est pas un port comme les autres. Il doit regrouper, sous une même autorité, l'ensemble des installations portuaires qui jalonent, en région parisienne, la Seine, l'Oise, le Marne, le Loing et l'Yonne. Etablissement public de l'Etat, sa vocation est multiple :

- exploiter et moderniser les installations portuaires existantes (610 hectares de terres portuaires et de plans d'eau lui ont été remis à cet effet) ;
- créer des installations nouvelles ;
- favoriser le développement du transport fluvial, dont les avantages sont nombreux : économie d'énergie, sécurité et régularité, respect de l'environnement, etc.



1971

1^{er} port fluvial français, le Port Autonome de Paris assure le quart des approvisionnements de la région parisienne

Echelonnées au long des 300 km de rivières qui naissent et se rejoignent dans le bassin parisien, les 275 installations portuaires du Port Autonome de Paris assurent les approvisionnements industriels et commerciaux de la région à base, en limitant le transport terminal routier. Port de consommation dont les entrées sont 7 fois plus importantes que les sorties, le Port Autonome de Paris remplit une fonction essentielle à la vie économique de l'agglomération.

Il permet, à des conditions avantageuses, la réception, le stockage et la distribution des produits très divers consommés par la région : matériaux de construction, combustibles, produits métallurgiques, denrées alimentaires...



1972

Une politique dynamique de gestion est mise en place

Un des buts de la création du Port Autonome de Paris est d'uniformiser et de dynamiser la gestion des nombreuses installations portuaires rencontrées en Ile-de-France.

Il s'agit d'utiliser au mieux les infrastructures, au bénéfice du transport fluvial. L'outil de cette politique est mis en place en 1972 sous la forme d'un cahier des charges qui définit les conditions de mise à disposition des terrains et bâtiments, en offrant une dégressivité importante du coût de location en fonction du trafic réalisé par voie d'eau.



1973

Le nouveau port d'Evry entre en service

Dans le même temps qu'il engage une ambitieuse politique d'aménagement portuaire et de zones industrielles, dont le premier élément est le nouveau port

d'Evry, le Port Autonome de Paris, assisté de l'ONN (Office National de la Navigation) se préoccupe d'améliorer les conditions de navigation pour mettre à profit les progrès techniques que connaît la batellerie (radar, radio-téléphone, navigation de nuit, transports industriels en convois poussés).

D'importantes travaux de dragage ont été entrepris sur la Seine à l'aval de Paris et sur l'Oise jusqu'à Creil, permettant ou permettant la navigation d'unités de 5 000 t (180 m de long, 11,40 m de large, 3,50 m d'enfoncement).

De nouvelles écluses, telles celle en cours de construction à Andresy (185 m x 24 m), autoriseront une plus grande sûreté de fonctionnement des ouvrages en aval et à l'avenir de la région Ile-de-France.

De même, en amont de Paris, de nombreux travaux de modernisation sont envisagés pour permettre la mise au grand gabarit de la section Paris-Montreuil.



1974

Une décision importante : créer un centre intérieur de conteneurs à Gennevilliers

Face à la progression très rapide du trafic des conteneurs dans le monde entier, le Port Autonome de Paris et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris ont décidé la création en commun sur 20 hectares, dans la partie ouest du Port de Gennevilliers, d'un centre intérieur de conteneurs à la mesure des besoins actuels et futurs de la région Ile-de-France.

Ce centre, baptisé Paris-Terminal, est destiné à fonctionner par voie fluviale, ferroviaire et routière et sera doté du matériel de manutention le plus moderne. Cette initiative marque une orientation nouvelle dans la politique commerciale du Port Autonome de Paris qui entend élargir le champ des services apportés aux utilisateurs de la voie d'eau.



1975

L'aménagement portuaire de l'Ile-de-France bénéficie d'un schéma directeur

Pour faire face à l'accroissement rapide du volume des besoins, le Port Autonome de Paris prend le parti d'améliorer l'atout majeur que constitue le multiplicité des implantations dans la région.

Il s'agit en particulier de créer, à l'intersection des voies d'eau et des grands réseaux de voirie primaire, de véritables zones industrielles jouant le rôle de pôles d'attraction.

Ainsi, parallèlement à l'amélioration des ports de Bonneuil et Gennevilliers (respectivement situés en amont et en aval de la capitale), de nouveaux complexes doivent voir le jour à Limey, Bryères-sur-Oise, Montreuil, etc. De même, des basses dites « logistiques » permettront la desserte des villes nouvelles prévues au schéma directeur : Cergy-Pontoise, Evry, Marne-la-Vallée.



1976

Une zone portuaire « paysagée » est mise en chantier sur l'Oise

La réalisation d'un port fluvial, parce qu'elle affecte le paysage, est le point sensible des rapports entre le transport par voie d'eau et l'environnement. Le souci de préserver l'environnement est une préoccupation permanente du Port Autonome de Paris dans sa politique de création ou d'extension des zones portuaires.

Sur toutes les zones portuaires nouvelles, le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z.) se préoccupe de la qualité du cadre de vie du voisinage et des usagers, comme l'illustre la réalisation de la zone à caractère paysagé de Saint-Ouen-l'Aumône, première application de cette nouvelle volonté.

1977

Le « Silure », bateau nettoyeur du Port Autonome de Paris est inauguré

Le 12 mai 1977, le nouveau bateau nettoyeur Silure est inauguré par M. Jacques CHIRAC, Maire de Paris, en présence de M. Lucien LANIER, Préfet de Région. De type catamaran, le Silure est le premier bâtiment de son espèce utilisé pour le nettoyage d'un port fluvial. Sa mise en service complète l'effort de longue haleine entrepris pour l'épuration de l'eau en permettant de nettoyer régulièrement la surface du fleuve et des plans d'eau.



1978

La circonscription du Port Autonome de Paris est étendue à la totalité de l'Ile-de-France

Cette extension à l'ensemble des voies navigables de Seine-et-Marne introduit dans le domaine du Port Autonome de Paris une soixantaine d'installations portuaires, dont 12 ports publics (Bray, Montreuil, Nemours, etc.) réparties sur 160 km de rivières et canaux supplémentaires.

Le Port Autonome de Paris gère désormais sur quelque 500 km de rivières 300 installations portuaires dont 80 sont des ports publics couvrant 700 hectares.



1979

Les premières haltes de navigation de plaisance sont mises en service

L'essor du tourisme fluvial et les besoins d'aménagement qu'il entraîne, touche Paris et l'Ile-de-France. Le Port Autonome de Paris se tourne vers les plaisanciers et engage une politique de services et d'équipement qui tient largement compte des souhaits formulés par les usagers.

Les deux premières haltes, permettant l'amarrage et le ravitaillement des plaisanciers, sont installées à Meulan et Limay. A terme, une quarantaine seront mises en service.

Le premier titre d'une série de guides nautiques vient de paraître. De véritables ports de plaisance sont à l'étude, notamment à Chartres, en Seine-et-Marne, et dans le bassin de l'Arsenal à Paris.



1980

Le Port Autonome de Paris a 10 ans

Après 10 années d'existence, le Port Autonome de Paris se tourne vers l'avenir. Accroître le potentiel des installations existantes, contribuer au desserrement de la région Ile-de-France, parfaire la couverture portuaire de celle-ci, l'ouvrir sur le monde en favorisant la venue sans rupture de charge jusqu'au cœur de l'agglomération de navires de mer en provenance des îles Britanniques, de Scandinavie, etc., diversifier ses activités en conciliant sa fonction économique Port Autonome de Paris.

En poursuivant de tels objectifs, le Port Autonome de Paris contribue à un aménagement cohérent de l'Ile-de-France, utile pour ses industries et son économie, profitable à l'ensemble de ses habitants.

PORT AUTONOME DE PARIS
2, quai de Grenelle 75732 PARIS CEDEX 15
Tél.: 578.61.92 - Télex: FORDNOM PARIS 204 487

Votre nouvelle
implantation

LIASONS DIRECTES • Agence de Paris
membre de la Fédération Française des Agences Immobilières
Paris 8 - 12, rue de la Chapelle - 75018 Paris
Evry 13 - 1, rue de la République - 77000 Evry
Bp 155 - 77000 Evry
Dreux 28 - 1, rue de la République - 28000 Dreux
Tours 37 - 1, rue de la République - 37000 Tours
Paris 15 - 1, rue de la République - 75015 Paris
Paris 16 - 1, rue de la République - 75016 Paris
Paris 17 - 1, rue de la République - 75017 Paris
Paris 18 - 1, rue de la République - 75018 Paris
Paris 19 - 1, rue de la République - 75019 Paris
Paris 20 - 1, rue de la République - 75020 Paris
Paris 21 - 1, rue de la République - 75021 Paris
Paris 22 - 1, rue de la République - 75022 Paris
Paris 23 - 1, rue de la République - 75023 Paris
Paris 24 - 1, rue de la République - 75024 Paris
Paris 25 - 1, rue de la République - 75025 Paris
Paris 26 - 1, rue de la République - 75026 Paris
Paris 27 - 1, rue de la République - 75027 Paris
Paris 28 - 1, rue de la République - 75028 Paris
Paris 29 - 1, rue de la République - 75029 Paris
Paris 30 - 1, rue de la République - 75030 Paris
Paris 31 - 1, rue de la République - 75031 Paris
Paris 32 - 1, rue de la République - 75032 Paris
Paris 33 - 1, rue de la République - 75033 Paris
Paris 34 - 1, rue de la République - 75034 Paris
Paris 35 - 1, rue de la République - 75035 Paris
Paris 36 - 1, rue de la République - 75036 Paris
Paris 37 - 1, rue de la République - 75037 Paris
Paris 38 - 1, rue de la République - 75038 Paris
Paris 39 - 1, rue de la République - 75039 Paris
Paris 40 - 1, rue de la République - 75040 Paris
Paris 41 - 1, rue de la République - 75041 Paris
Paris 42 - 1, rue de la République - 75042 Paris
Paris 43 - 1, rue de la République - 75043 Paris
Paris 44 - 1, rue de la République - 75044 Paris
Paris 45 - 1, rue de la République - 75045 Paris
Paris 46 - 1, rue de la République - 75046 Paris
Paris 47 - 1, rue de la République - 75047 Paris
Paris 48 - 1, rue de la République - 75048 Paris
Paris 49 - 1, rue de la République - 75049 Paris
Paris 50 - 1, rue de la République - 75050 Paris

Le Vaudreuil
VILLE NOUVELLE

Service : P. B. d'Aménagement
Division Marketing B.P. 27830 Lery 32.59 00

هكذا من الأصل

dans sa vallée

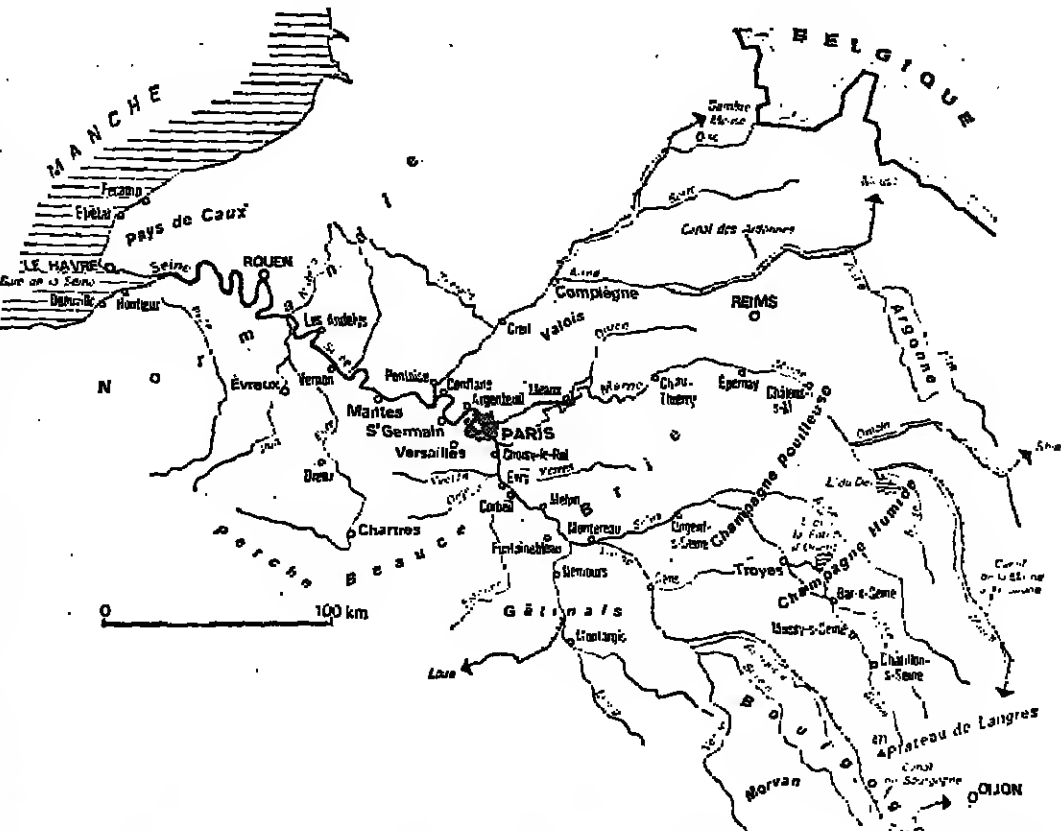
PRIVILÉGIÉ. MAIS ÉPUISÉ

terrains aujourd'hui inutilisés pourraient servir à une agriculture performante, génératrice d'exportations et de devises.

Compensation aussi pour les quelque 3 000 hectares qui vont être noyés par le lac-barrage Aube (coût 720 millions de francs actuels) dont la mise en service est prévue pour 1983. Cet ouvrage, qui sera géré par l'Institut Interdépartemental des barrages-réservoirs du bassin de la Seine, aura comme ses prédécesseurs (lac de la forêt d'Orléans à l'est de Troyes, lac du Der, près de Saint-Dizier, barrages du Morvan) un double objectif : écarter partiellement les crues en emmagasinant les pluies et les ruissellements d'hiver et de printemps, et soutenir les étiages en lâchant de l'eau stockée pendant l'été. Encore une fois, c'est aux ouvriers géologues de la Champagne humide que l'on va demander de « se sacrifier » sur l'autel de la mégalopole parisienne.

Troyes est à la fois champenoise, bourguignonne, parisienne, tant est proche et facile d'accès la capitale, et... normande, au moins par l'architecture de ses vieux quartiers où les Compagnons du devoir, avec une méticulosité et un zèle incomparables, rebâtissent en l'état des maisons des siècles et des siècles. On trouvera des demeures jumelles aux mêmes colombages et aux mêmes poutres apparentes à Troyes, à Vernon, à Rouen, à Bar-sur-Seine. Mais rares sont les villes qui, comme Troyes, ont su (en y mettant le prix) mener avec tant de soin les opérations pourtant difficiles de réhabilitation et de résurrection des centres. Du coup, le commerce y est florissant, les magasins animés, les rues vivantes. De nombreux industriels voudraient bien choisir Troyes pour s'implanter dans une ville qui n'a pas les désavantages de Paris tout en étant à ses portes.

Plus la rivière se rapproche de Paris, plus son caractère d'axe de concentration économique s'accroît. Les prés et les ponts charmants, les berges herbeuses, font place aux lourdes péniches, aux centrales électriques, aux ZUP immenses, comme celle de Montreuil, aux autoroutes sur berges, aux îles saccagées par l'industrie (dérivée « île » de la Seine) et aux villes dévoreuses d'espace. Le rêve champêtre s'évanouit vite dans la banlieue lacrée par les périphériques, inondée de fumées, de réseaux « interconnectés », paralysée par des autos ventouses. « Pauvre banlieue parisienne », se morfondait Céline, peillasse où chacun s'essuie les pieds, crache un bon coup et passe. »



L'économie est reine à partir de Melun et de Corbeil, et ses lois primeront jusqu'à l'estuaire, 150 kilomètres après Paris.

Cela n'est pas nouveau. Il y a des siècles que la Seine attire sur ses rives commerces, activités, entrepôts, ateliers et promeneurs toujours nostalgiques.

Mais regardez les rives du bas Meudon ou d'Issy-les-Moulineaux ! Quel abandon, quelle saleté, quelle pestilence le long de ce qui fut un charmant chemin de halage sur les routes de Grenelle et de Vaugirard ! Les frondaisons de l'île Saint-Germain ne parviennent pas, malgré leur ampleur, à dissimuler les baraquements, les décharges d'ordures, les entrepôts des ferrailleurs ; et sur l'autre rive, vis-à-vis des usines Renault, qui déversent les 4 L sur des barges immenses à deux étages, les vieux bateaux-javiers rouges et blancs pourrissent, enfouies dans l'eau glauque.

La Seine s'épuise de trop servir à tout et à tout le monde. Elle s'épuisera. Ses médecins, les ingénieurs de l'Agence de bassin Seine-Normandie, se penchent à son chevet depuis la loi de 1964, mais éprouvent toutes les peines du monde pour faire reculer la pollution.

Concentration d'industries, concentration d'habitants sur le bassin d'un fleuve dont le débit est rarement considérable : le problème est vite cerné. Dans la

région parisienne, les besoins en eau des seuls réseaux publics de distribution sont supérieurs au débit de la Seine en période d'étiage. En juin 1976, les prélèvements sur la Seine en amont de Paris ont atteint 13 mètres cubes/seconde alors que le débit d'étiage de cette année a été évalué à 20 mètres cubes/seconde. Un tel décalage ne se retrouve nulle part en Europe sauf dans la métropole lilloise et la Ruhr.

Il n'est pas possible d'ignorer les prélèvements qu'opèrent les industries, même si, après usage, elles rejettent l'eau au fleuve. E.D.F., par exemple, aura consommé en 1976 pour le fonctionnement de ses centrales thermiques 4,77 milliards de mètres cubes d'eau de surface. Le bulletin de santé de la Seine, en dépit des efforts de surveillance et des investissements anti-pollution qui ont été réalisés depuis cinq ans, n'est pas encore brillant. Des améliorations sensibles ont été constatées entre 1971 et 1976 dans les bassins de l'Oise, de l'Aisne, et dans la Seine en aval de Paris pour ce qui concerne la teneur en matières organiques et l'oxygénation, grâce à la limitation des rejets de matières oxydables. Mais des formes de pollution contre lesquelles peu d'efforts ont été entrepris jusqu'à maintenant (et qui apparaissent surtout pendant la période critique entre mai et novembre) progressent dangereusement : ces pollutions s'appellent l'ammonium, les phosphates et les nitrates.

La pollution bactérienne enfin reste à un niveau trop élevé, en tout cas incompatible avec les normes fixées pour autoriser les baignades. Et pourtant, entre Marne-la-Vallée et Les Andelys, dans les courbes évadées du fleuve et au pied des falaises de Rolleboise, là où des vieilles barques et des anghares sorties des toiles de Monet ou de Sisley invitent aux jeux, aux promenades, on voudrait bien que le train stoppe quelques instants, pour aller goûter l'eau.

Cet idyllique tableau n'est qu'apparence. Le fleuve est chargé de toutes sortes de maux, et Rouen reçoit les déchets de Paris, grossis des effluents des papeteries. Comme si, depuis 190 kilomètres déjà, le fleuve n'était pas soumis à un régime suffisamment barbare, c'est précisément sur ses rives (ou celles de ses affluents immédiats) que les aménageurs ont décidé en 1960 de créer des villes nouvelles : Marne-la-Vallée, Evry, Cergy-Pontoise. Le Vaudreuil (deux cent mille habitants chacune).

Jamais pire erreur n'a été faite en aménagement du territoire, car l'habitat attire l'emploi, et vice versa. La vallée deviendra demain, un peu plus chaque jour, un boulevard, une « pénétrante ».

Mais cela étant, le port de Rouen peut légitimement face à ses concurrents et dans ses négociations avec les armateurs faire valoir qu'il est l'embarcadere naturel du bassin parisien et d'un « hinterland » particulièrement riche au point de vue économique avec ses 20 millions d'habitants. Le Havre accapant les escales des grands porte-conteneurs transocéaniques, les pétroliers géants et demain les trafics de banane, il faut bien que Rouen se défende bec et ongles. Et se défendre, cela veut dire notamment aménager le chenal de la Seine jusqu'à la

pleine mer afin d'accueillir des navires de plus en plus gros : 35 000 ou 40 000 tonnes, 250 mètres de long.

Le jeu en vaut-il la chandelle alors que Le Havre et Bonfleur — sans parler de Port-Jérôme au pied du pont de Tancarville — disposent de centaines d'hectares de terrains industriels et portuaires ? « Dix mille emplois de l'agglomération rouennaise, au moins, dépendent des activités maritimes », répondent, catégoriques, les responsables du port. Il faut considérer Rouen par rapport à Paris, non par rapport à son fleuve. 50 % des exportations de la région parisienne passent par Rouen.

Rouen vit autant de la Seine-aval que de la Seine-amont. Vers l'aval, conscient que le défilé des boues de dragage

causait quelque gêne aux municipalités riveraines, le port de Rouen a entrepris une politique originale d'espaces verts. Depuis 1972, à La Bouillie, à Sahrus, on a planté des arbres ou aménagé de toutes pièces des peupleraies. Ailleurs, comme à Saint-Martin-de-Boscherville et à Bardouville, des surfaces importantes ont été mises à la disposition d'exploitants agricoles. Pour permettre un réaménagement des terrains dans les plus brefs délais, les techniques de drainage et le compactage des limons ont été améliorés grâce à un procédé mis au point aux Pays-Bas.

Vers l'amont, ce sont les péniches ou les grands convois de 5 000 tonnes qui prennent le relais des cargos charbonniers en provenance de Pologne ou qui alimenteront les vracquiers-céréaliers partant aux Antilles. Aucun port français n'est à ce point le théâtre d'une osmose régulière entre trafic maritime et trafic fluvial. Quand l'un s'essouffie, l'autre s'en ressent.

Et puisque Rouen est un port de rivière et puisque Paris a la chance de se trouver vers l'est sur « ce chemin qui marche » (Pascal), serait-il saugrenu que la capitale se prétende port de mer ? C'est précisément le cas, bien que le trafic (155 000 tonnes) reste modeste. Mais il n'y a pas de raisons pour que ce type de transport, qui touche les sables, les céréales, les billettes d'aluminium et le gypse, ne progresse pas. En 1978, on a recensé cent quatre-vingt-quatre escales de caboteurs maritimes à destination ou en provenance de Grande-Bretagne, de Norvège, de R.F.A., de Pologne, d'Espagne, du Danemark. Gennevilliers a vu passer 18 000 tonnes, et Bonnières 114 000. Des navires d'une capacité de 3 000 tonnes peuvent accéder aux différents appointements de la région parisienne.

Une dizaine d'armements maritimes sont en négociation avec le Port de Paris pour ouvrir des lignes — notamment de conteneurs — avec des navires modernes capables de naviguer aussi

bien en cabotage que sur le Rhin, la Seine, le Rhône ou la Tamise. C'est pourquoi le Port de Paris, qui va fêter avec éclat son dixième anniversaire en juin 1980, a jeté son dévolu sur 400 hectares de zones à vocation industrielle et fluviale, à Saint-Ouen-l'Aumône, à Lagny, à Evry, à Limay-Porcheville, à Bruyères-sur-Oise, à Montereau. Ainsi, les berges de la Seine seront-elles un peu plus saturées.

Et pourtant, s'il est une tâche urgente, c'est bien de préserver ces havres, adifs mais pleins de délicatesse (à l'image du cours tranquille de la rivière de Seine, comme disent les marins), tel Conflans-Sainte-Honorine, où chaque année, en juin, le pardon de la batellerie rassemble des centaines de familles. Ce jour-là, il y a foule de touristes au Musée de la batellerie, qui domine les rangées de péniches accouplées et décorées. Il y a l'Armée, Gerjout, Don d'un père, For Ever, des Bègues et des Néerlandais, des bateaux de salim-banques et de mimes, avec le gouvernail bloqué à 90° pour ne pas battre. Et, parmi les chalandes et péniches, l'église flottante, toute blanche, qui répond au beau nom de Je sers.

Ce jour-là, comme le disait Prévert :
La Seine a de la chance
Elle n'a pas de souci
Elle se la coule douce
De jour comme de nuit.

Mais lorsque les lampions se sont éteints et que les jongleurs ont rangé leurs rétroscopiques, la Seine remonte les exhalaisons lourdes, usines, collecteurs, zones industrielles, béton, darses, gravières, centrales électriques, décharges, épaves, immeubles barres ou tours, sont bien les compagnons du fleuve jusqu'à son estuaire. Rivière encore en amont de Paris, la Seine est devenue à sa sortie des Yvelines, et quasiment sans interruption jusqu'à la Manche, un « axe lourd », une voie de transports le long de laquelle il est désormais exclu de joindre l'utile à l'agréable.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Votre nouvelle implantation

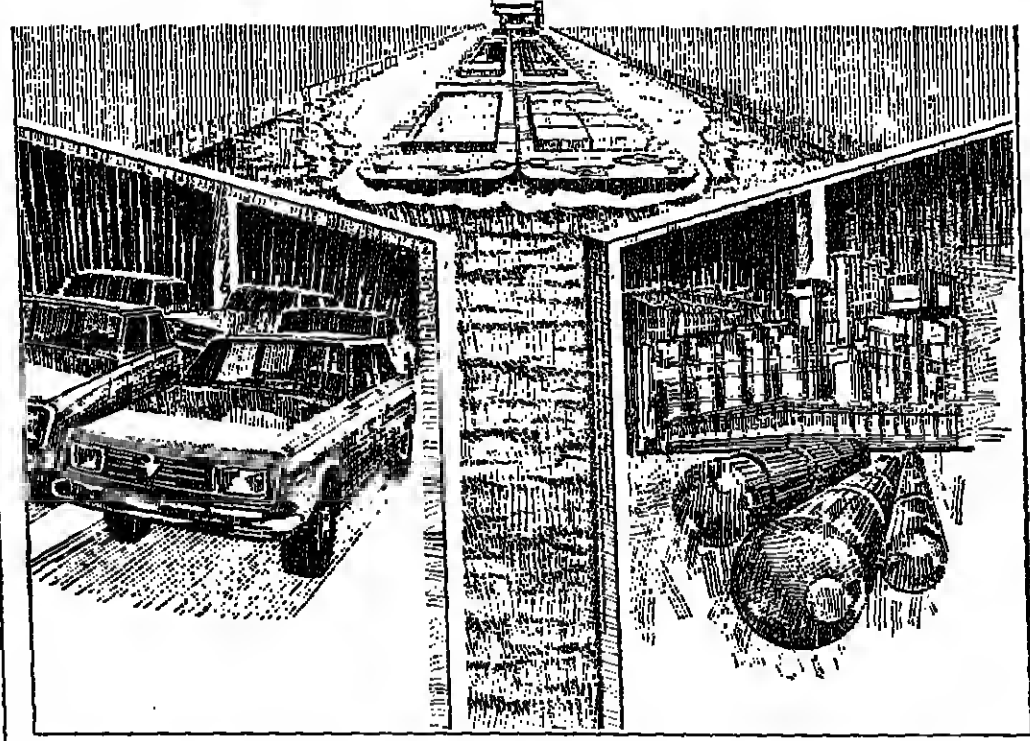
LIAISONS DIRECTES • Autoroute de Normandie : Le Vaudreuil est à mi-chemin entre Paris et Le Havre (100 km), entre Rouen et Evreux (25 km) • Gare SNCF : Paris Saint-Lazare est à 65 minutes du Vaudreuil, Rouen-Rive Droite à 25 minutes. **SOLUTIONS MULTIPLES** • terrains viabilisés de toutes tailles, dans des parcs industriels : 60 F/M² • bâtiments immédiatement disponibles, de l'atelier à l'usine clés en main • entrepôts en location, vente ou crédit-bail • bureaux aménagés, à la dimension de vos besoins • locaux commerciaux sans pas-de-porte, en concession de longue durée.



Etablissement Public d'Aménagement
Division Marketing B.P.5/27690 Léry (32)59.00.80

Des céréales... à l'usine "clés en main" de la voiture... à la fusée

le transport fluvial s'ouvre à tous les produits



rentable, adaptable, fiable...
c'est un associé sûr

Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable.

Nom	Prénom
Société	Secteur
Fonction	Téléphone
Adresse	
Code postal	Ville

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION
2, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris Tél. 550.32.24.

Le Monde

économie

AGRICULTURE

LA « GUERRE DU MOUTON » A BRUXELLES

Les Britanniques ont réussi à isoler la France

Bruxelles (Communauté européenne). — L'Allemagne fédérale, les Pays-Bas et la Commission européenne — principaux acteurs dans la guerre franco-britannique du mouton — voulaient aider la France dans le débat entre ministres de l'agriculture sur le commerce du mouton.

Estimant qu'il était contraire à l'esprit du traité que, faute d'organisation commune de marchés, les producteurs français pâtissent gravement de l'ouverture des frontières, ils avaient suggéré, dès la précédente session du conseil des ministres de l'agriculture des Neuf, la mise en place de mesures intermédiaires. En contrepartie de l'abandon des restrictions actuelles imposées par Paris à l'entrée des moutons britanniques, une aide financière communautaire aurait été accordée jusqu'au 15 juillet à la France, afin de l'aider à soutenir le revenu de ses producteurs. Compte tenu des positions en présence, en particulier de la forte tension franco-anglaise, le projet de compromis présenté dans ce sens lundi 5 mars par la Commission, ne pouvait correspondre complètement au vœu de Paris.

Prévoyant une aide de 30 millions d'unités de compte (175 millions de francs) — qui n'aurait d'ailleurs pas été destinée unique-

De notre correspondant

ment à la France. — ce compromis impliquait inévitablement un effort financier complémentaire substantiel de la part du Trésor national, du moins si l'on entendait compenser intégralement au profit des éleveurs de l'Hexagone la chute de prix qui résulterait de l'ouverture des frontières. En outre, le texte préparé par la Commission de Bruxelles était délibérément imprécis quant à l'usage pouvant être fait de l'argent communautaire ainsi distribué. Lundi, Français et Britanniques présentèrent des demandes d'amendements au compromis de la Commission qui allaient en sens opposés. Un accord semblait impossible, mais, étant données les dispositions favorables de plusieurs délégations, rien ne laissait prévoir encore que la France terminerait la session largement isolée.

C'est pourtant ce qu'il advint. Mardi après-midi, lorsque le dossier « mouton » revint à l'ordre du jour, M. Walker, le ministre britannique, repré- sentant un de ses arguments favoris, expliqua qu'il pourrait donner son aval au compromis proposé, mais à une seule condition : la France devrait s'engager à ne pas utiliser l'argent communautaire à des achats

d'intervention. Immédiatement, M. Fouchier, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, se braqua. « Prenant acte » de la position britannique et puisant « l'intervention devrait être pour la France l'essentiel des mesures d'un régime intermédiaire », il expliqua que, compte tenu de l'« obstruction britannique », continuer à négocier était dépourvu de sens. Parler clair, quitta à être lu dans la clarté : telle a semblé être mardi l'attitude française.

Les possibilités de manœuvre, les observateurs le soulignent, étaient pourtant certaines, et les perches tendues par nos partenaires nombreuses. Aurait-il été aussi désastreux qu'on l'a prétendu de se résigner à ce que l'argent communautaire soit réservé à des primes aux revenus ou à toute autre forme d'aide aux producteurs (à l'exclusion d'actes d'intervention), puis, à côté de cela, les partenaires acceptaient que de tels achats d'intervention soient exécutés avec financement national ? Les partisans les moins intentionnés, déjà déçus par l'absence de M. Méhaignerie, retenu au Sénat par le débat sur la loi d'orientation agricole, basculèrent les bras.

M. Marcora, le ministre italien, qui préside le conseil, résuma les débats d'une manière peu favorable pour la France. Cela permit à M. Walker de triompher et d'affirmer ensuite que le président, la commission et huit États membres avaient marqué avec force leur irritation devant la violation insupportable de la règle communautaire par les Français. Les sentiments des uns et des autres demeurent assés plus nuancés.

Plusieurs des Neuf — les propos de M. Eril, le ministre allemand, en témoignent — soulignent toujours qu'un arrangement puisse être trouvé. Il reste qu'une chance de sortir d'un mauvais pas n'a pas été saisie. Mais l'essentiel est que, lundi soir, avec une inquiétante sérénité, un proche collaborateur de M. Méhaignerie faisait savoir à des journalistes qu'après tout « la France se trouvait depuis plus de cinq mois en état d'infraction et que rien de grave ne s'était passé ».

En l'absence d'objectif et de ligne clairement définies, le diplomate européen de la France, dont on ne sait rien de plus que la conduite, donne l'impression d'une nervante inefficacité.

PHILIPPE LEMAITRE.

SELON LES PRODUCTEURS FRANÇAIS

Les excédents laitiers ne sont pas une calamité

Les producteurs de lait français ont tenu mardi 4 mars à Paris leur assemblée générale, au moment même où, à Bruxelles, les ministres de l'agriculture des Neuf et les fonctionnaires de la Commission tentaient en vain de régler le difficile problème laitier. S'ils sont bien conscients de la nécessité de maîtriser la production, les responsables de la fédération nationale ne souscrivent pas, lui s'en fait, aux propositions de M. Gundelach.

Le président de la F.N.P.L., M. Marcel Deneux, a rappelé, devant M. Méhaignerie, qui représentait de Bruxelles, les trois exigences des producteurs français : une augmentation des prix d'au moins 8 %, une taxation des matières grasses importées concurrentes des

produits laitiers et une politique de contrôle de l'augmentation de la production, avec un important volet d'exportation. M. Gundelach, président de la F.N.S.E.A., a déclaré pour sa part que « les excédents laitiers ne sont pas une calamité mais une chance ». Prenant le contre-pied de M. Gundelach, qui veut taxer les laiteries qui augmenteraient leur collecte, M. Gundelach propose que celles qui exportent des quantités de produits supplémentaires soient remboursées d'une partie de la taxe de responsabilité qu'elles ont versée.

M. Méhaignerie a rappelé l'exigence « de responsabilité financière » des ministres de l'agriculture qui, s'ils ne la respectent pas, courent le risque de se voir retirer précisément cette responsabilité.

Une politique commune et solitaire

« Si vous venez en Haute-Loire, dépêchez-vous avant qu'il n'y ait plus d'agriculteur ». Entra cette invite et les affirmations de M. Gundelach, selon lesquelles on produit trop de lait, il y a tout le champ d'une incompréhension. Non pas que le commissaire européen et les « eurocrates » n'aient pas assimilé la dimension sociale du dossier laitier. Mais les deux discours n'appartiennent pas à la même logique.

Pour concilier les inconciliables, le maintien du revenu des exploitants étant incompatible avec la hausse des dépenses communautaires, la Commission et les ministres de l'agriculture ne peuvent jouer que sur un seul registre, celui des prix. Méthode dont les aléas sont suggérés, les bénéfices des taxes de corresponsabilité et superproductions ne changent pas fondamentalement le mode mineur.

Mineur, parce que les conditions de production communes sont ailleurs, et la politique agricole n'est pas de prise sur elles. Il n'existe pas en amont de politique commune des coûts de production, pas de politique européenne des matières grasses. Pas de politique en aval des industries de transformation qui, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, conservent leurs débouchés actuels plutôt que de rechercher en commun des marchés nouveaux. Résultats : les producteurs de lait français effirment à

l'envi que ces débouchés existent ; M. Gundelach dit le contraire.

On se posera longtemps la question de savoir s'il est plus logique d'opérer des dégrèvements de marchés, de beurre ou de poudre de lait — ce qui tend à prouver qu'il y a des échateurs, après l'acte d'intervention, de stockage, congélation et de ramassage, — que de vendre des produits directement, à moindre coût. De même, l'opération, dite du beurre de Noël, apparaît comme un gadget bien coûteux si l'on en croit M. Deneux, président des producteurs de lait : seize fois plus cher que le coût de l'exportation des 200 tonnes ainsi consommées en deux mois.

La politique agricole commune (PAC) est solitaire. Soit, disent les « européens » de Bruxelles, donnons-lui une petite sœur, la politique régionale. Mais cette politique là est une politique en creux, destinée à répartir géographiquement les trous laissés par l'absence des autres politiques. Un trompe-l'œil, dans l'état actuel des choses, qui n'empêche pas les régions désertées de se vider, et celles qui ont le vent égonomique en poupe de concentrer la production à l'intérieur de leurs frontières.

Quand les éleveurs de la montagne, ceux de Haute-Loire, par exemple, demandent une politique globale de la montagne et non pas seulement une politique agricole, ils ne disent pas autre chose. Aussi, le débat technique des taxes de correspon-

sabilité, à partir de 50 000 litres, de 200 000 litres, de 300 000 litres, est-il veu.

« Nous sommes, dans la Communauté des Neuf, solidaires, mais différents », déclarait encore M. Deneux. L'Europe laitière, c'est treize vaches par tête en France, vingt et une au Danemark, trente aux Pays-Bas et quarante-six au Royaume-Uni. C'est encore un rendement moyen annuel par animal de 3 300 kilos en France, 3 550 en Belgique, 4 300 en Allemagne, 4 790 au Royaume-Uni, 4 870 au Danemark et 5 050 aux Pays-Bas. On peut donc refuser la logique du traitement égalitaire et des prix communs appliqués à des situations différentes. De l'unique à l'inique.

Des logiques contradictoires

Il reste que le problème laitier, faute d'avoir admis plus de souplesse, ne peut être aujourd'hui envisagé que dans la logique de la politique agricole commune, unique politique de la Communauté.

Si l'on en croit M. Deneux, celle-ci n'a pas assuré le revenu des producteurs, puisque le pouvoir d'achat d'un litre de lait en 1979 est le même qu'en 1970, date à laquelle le syndicatisme agricole avait pourtant décidé de rétablir la hiérarchie des prix en faveur des produits animaux. Si les prix du lait étaient suffisamment rémunérateurs, la limitation de la production serait possible ; comme ils ne le sont pas, les éleveurs chercheront à augmenter leur production. Et ce d'autant plus qu'on a vu les chiffres — compter sur des gains de productivité, par la génétique surtout, sans hausse de charges considérable.

M. Deneux s'est étonné de voir comment le gouvernement français s'était laissé enfermer dans ce débat. Le syndicalisme est prisonnier lui aussi : en organisant des manifestations — une semaine d'action a été décidée, prélude à des rassemblements plus vastes, — il cherche à conforter la position du gouvernement dans la négociation. Ce même gouvernement qui, le cas échéant, enverra les forces de l'ordre contre les paysans parce qu'il défend des logiques contradictoires : celle de l'augmentation du revenu des agriculteurs, celle de la limitation du budget de la Communauté et celle surtout du maintien de la politique agricole commune dans sa solitude.

Solitude qui, au bout du compte, est responsable de la ruine d'un grand nombre de paysans et de la dispersion de milliers d'exploitations.

JACQUES GRALL.

DÉCOUVERTE
D'UN IMPORTANT TRAFIC
INTERNATIONAL
DE VINS DE TABLE FRANÇAIS

Les douanes américaines ont découvert une importante affaire de fraude internationale sur du vin français. Ce vin de qualité ordinaire produit en France était expédié aux Pays-Bas, où il était embouteillé et « promu » de « qualité supérieure », puis réexporté, grâce à de faux certificats, vers la Grande-Bretagne pour être échantonné, et finalement expédié aux États-Unis. Les preuves de la falsification commise aux Pays-Bas ont été remises, la semaine dernière, par l'inspection générale du ministère néerlandais de l'agriculture, aux autorités américaines chargées de l'enquête.

Les autorités néerlandaises n'ont pas donné d'indications sur le volume de la fraude, mais, selon l'« International Herald Tribune », près d'un demi million de bouteilles de vin pourraient avoir été rebaptisées.

Les milieux officiels français ont déclaré ne pas être informés de cette affaire, mais ils ont précisé que les opérations de changement d'étiquette ou de « promotion » des vins étaient habituelles aux Pays-Bas, importante plaque tournante internationale. Ces fraudes sont facilitées par l'importance des importations « en vrac » de vins (en tonnes ou en conteneurs).

Les réactions

● M. MICHEL FAU, président du C.N.J.A. : On achète les producteurs.

« Le blocage est systématique, sur des positions nationales. Il n'y a pas de compromis possible dans les mois qui viennent et il n'est pas exclu que cette année on aille jusqu'à la rupture dans les négociations. Le ministre de l'agriculture n'a rien dit de précis et il durcit sa position. Les 30 millions d'unités de compte qui seraient versées aux producteurs de moutons, c'est un truc scandaleux : on achète pour qu'ils se taisent. Cela prouve que la Communauté est prête à mettre des sommes importantes, avec des contreparties plus dangereuses qu'on ne pourrait croire ».

● M. FREDERIC LINDENS- TAEDT, secrétaire général du MODEP : Le gouvernement est consentant.

« Le gouvernement n'exprime pas de volonté d'aboutir. Il est toujours prêt au compromis, mais on démontre qu'il n'y a rien de sûr sur le mouton, il est obligé d'être ferme dans les mois, mais pour le lait, il cède. Or, il n'y a pas en France de stocks d'excédents. Au contraire, les laiteries manquent de matières premières. Nous étions contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, nous savions bien pourquoi. Ils ne sont pas Européens de nom. Nous importons dix fois plus d'oléagineux que nous produisons de beurre. La Fédération des producteurs de lait a bien examiné le problème mais il y a une opposition quasi unanime de l'Assemblée européenne à toute tache de matière grasse. Cela veut dire que le trust Unilever a ses ramifications jusqu'à Strasbourg. En fait, et le gouvernement français n'est pas assez énergique, c'est qu'il est consentant ».

A Aix-en-Provence

LES ÉTABLISSEMENTS COQ
(fabricants de matériel agricole)
SONT GRAVEMENT MENACÉS

(De notre correspondant.)

Aix-en-Provence. — Une entreprise aixoise centenaire, les établissements Coq, spécialistes dans la fabrication de matériel agricole, est en sérieuse difficulté. La société d'exploitation qui le gère vient de déposer son bilan, menaçant ainsi de licenciement ses sept quatre-vingts salariés.

La société Coq avait déjà connu, il y a quelques années, des difficultés, qui avaient amené la création d'une société d'exploitation pour reprendre l'affaire sur de nouvelles bases. L'année dernière, la municipalité d'Aix a injecté 65 millions de francs dans l'entreprise en achetant le terrain qu'elle occupait en ville et en l'aidant à déménager à quelques kilomètres au nord, sur la route d'Arignon.

Il semble que ce soient des problèmes de gestion qui aient amené le conseil d'administration à déposer le bilan. Pour le personnel et pour la C.G.T., l'entreprise est parfaitement viable. Le parti socialiste et le parti communiste ont multiplié les actions de soutien personnel menées. La municipalité (majorité présidentielle) a délégué un adjoint au maire, M. Mariani, pour tenter de sauver ce qui pourrait être sauvé.



Faire progresser votre capital :
le bon sens ambitieux.



Avec un petit capital au départ on peut valablement faire des projets d'avenir. Mais ce capital, encore faut-il savoir le faire grandir. Selon vos moyens, en fonction de vos besoins, immédiats ou à long terme, le Crédit Agricole peut vous

proposer divers placements. Le Compte sur Livret, le Plan d'Épargne Logement, les Sicav du Crédit Agricole, le Compte d'Épargne à long terme etc. Renseignez-vous auprès de votre bureau du Crédit Agricole.

Crédit Agricole, le bon sens près de chez vous.

CREDIT AGRICOLE

هكذا من الأصل

ÉNERGIE

Le doublement du prix du gaz est un minimum, selon Alger

De notre correspondant

Alger. — La décision de la Sonatrach de doubler le prix du gaz livré à la France (il passerait de 3,05 dollars à 6,10 dollars le million de B.T.U.) (1) pourrait bien constituer seulement une étape dans la revalorisation d'un produit appelé à jouer un rôle croissant dans l'économie mondiale en raison de l'augmentation constante des besoins en énergie. C'est ce qu'a laissé entendre, mardi 4 mars, dans un commentaire, l'agence algérienne Presse Service. « Le prix théorique du gaz, écrit-elle, devrait être aujourd'hui supérieur et très largement aux 6 dollars le million de B.T.U. dont les commentateurs occidentaux parlent maintenant comme d'un prix présentement exagéré. » Il faut donc s'attendre à l'avenir à de nouvelles augmentations. « De faibles prix aujourd'hui, estime l'agence, rendront la pénurie de demain plus difficile à surmonter. Au contraire, un prix juste du gaz — d'un niveau minimal de 6 dollars ou plus le million de B.T.U. — encouragera dans l'investissement et le développement, et pénalisera le gaspillage. L'expérience a montré que les consommateurs supportent mieux les hausses de prix que les pénuries, et un prix réaliste du gaz assure toujours mieux la sécurité de l'approvisionnement. »

La hausse de tarif décidée unilatéralement par la Sonatrach intervient alors que l'Algérie réexamine sa politique énergétique et opère en ce domaine quelques profondes révisions. Les grandes lignes de cette nouvelle stratégie ont été développées récemment par le ministre de l'Énergie, M. Nabi, dans une interview au mensuel *El Djazir*, organe des forces armées.

Les exportations de pétrole et de gaz, affirme le ministre, « devront concilier les intérêts du moment avec ceux des générations futures ». Elles ne pourront déboucher « à aucun moment et à aucune condition sur la remise

« Une rente équitable »

M. Nabi estime que, en matière de prix, 1979 a été une « année de rupture ». Ce mouvement, selon lui, n'est pas terminé, et le prix du baril devrait, en 1980, se situer à un niveau plus élevé que ceux réels que ceux atteints durant les années 70, et donc dépasser nettement les 30 dollars actuels. « Cette évolution, précise-t-il, devrait se faire progressivement et d'une manière concertée. »

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueil et groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACROIX, PARIS-14
Téléphon. (le soir) : 707-85-64

L'ARABIE SAOUDITE NE VEUT PAS CONTRIBUER À L'ACCROISSEMENT DES STOCKS PÉTROLIERS DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS.

L'Arabie Saoudite ne veut pas vendre son « brut » à des fins de stockage dans les pays industrialisés. « La politique gouvernementale est de satisfaire les vrais besoins mondiaux de consommation, non de contribuer à la constitution de réserves », a déclaré Choukri Yamani, ministre saoudien du pétrole, le 4 mars. Cette déclaration intervenait à la fin des trois jours d'entretiens qu'ont eu les autorités saoudiennes avec M. Duncan, secrétaire américain à l'énergie. Les États-Unis avaient décidé — après la guerre du Kippour — de constituer, en plus de leurs stocks de sécurité, une réserve stratégique de pétrole. La révolution iranienne et les tensions du marché ont entraîné la suspension de fait de ce programme. L'Arabie Saoudite entend cependant, elle, l'a réaffirmé le 4 mars — maintenir sa production à son niveau actuel soit 9,5 millions de barils par jour. — (Reuters.)

● La catastrophe de Merlebach : la C.F.D.T. met en cause la direction des Houillères de Lorraine. Le C.F.D.T. a publié le 4 mars un dossier engageant, selon elle, la responsabilité pénale des Charbonnages de France et des Houillères du bassin lorrain (H.B.L.) dans la catastrophe qui coûta la vie à seize mineurs, lors de l'explosion suivie d'incendie du puits n° 5 de Merlebach, le 30 septembre 1978.

La Fédération des mineurs C.F.D.T. — la plus influente parmi les vingt-quatre mille mineurs des H.B.L. — demande que les employeurs soient poursuivis en correctionnelle pour « délit d'imprudences ». Son avocat, M. Henri Leclerc, a dénoncé entre autres « l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie, l'absence de conduites d'eau utilisables efficacement, l'imprudence de la direction des Houillères et ses erreurs de diagnostic ».

● Soixante millions de francs pour les bassins houillers du Sud-Ouest. — Dans le cadre du programme décennal de développement du Grand Sud-Ouest, une enveloppe d'investissements publics de 60 millions de francs vient d'être accordée par le gouvernement aux trois bassins houillers : 21 millions de francs pour le Bassin d'Albi-Carmoux, 25 millions de francs pour le Bassin d'Aubin et 13 millions de francs pour Alès.

SÉCURITÉ SOCIALE

LA NÉGOCIATION DE LA CONVENTION AVEC LES MÉDECINS

Le principal syndicat rejette toujours un projet qui, selon lui, créerait un double secteur de la santé

Vers un accord avec l'organisation minoritaire ?

Une nouvelle convention entre le corps médical et les caisses d'assurance-maladie entrera-t-elle en vigueur avec la signature d'un seul syndicat, minoritaire, celui de la Fédération des médecins de France (F.M.F.) ? Ce s'opposent à tout système conventionnel face à la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), hostile au projet.

Les trois principales propositions impliquent, selon la C.S.M.F., « la mise en place d'un nouveau système de santé » qu'elle ne peut pas accepter.

La première consiste à enfermer les médecins dans un système plus contraignant afin d'aboutir à une meilleure maîtrise « concertée » des dépenses. Celles-ci ne pouvant plus, à l'avenir, dépasser les recettes, les caisses entendent lier l'évolution des honoraires médicaux à celle des frais de santé, remboursés par les caisses. Un objectif serait fixé par les partenaires sociaux, en tenant compte « des moyens de l'assurance-maladie, de l'évolution des sciences et des techniques médicales, de la modification des structures de la couverture sociale ». Chaque trimestre, une commission composée de praticiens libéraux et de médecins conseil, ferait le point au niveau national et local. En cas de dépassement de l'objectif, les honoraires conventionnels des médecins pourraient être bloqués lors des échéances tarifaires de février et septembre de chaque année. En effet, les caisses considèrent que la profession médicale est « dans une situation de déficit par rapport aux régimes d'assurance-maladie ». Si la C.S.M.F. estime que cette formule crée de l'enveloppe globale a été amoindrie, en revanche elle considère que quel que soit l'« habillage », il s'agit toujours d'imposer aux médecins une discipline « impossible », les sanctions, en cas de non-application, étant supportées par les seuls médecins conventionnés.

La deuxième modification avancée par les caisses porte sur les modalités de remboursement de montants dégressifs selon que le praticien applique la totalité des règles conventionnelles (discipline et tarif), ou non. Elles (discipline mais liberté de fixation des honoraires)

Les trois caisses d'assurance-maladie (seul syndicat, pour les deux premières catégories de médecins conventionnés sur la base du tarif conventionnel. Seule différence entre praticiens : ceux qui adopteraient la liberté des honoraires ne bénéficieraient plus des avantages sociaux et fiscaux prévus par la convention.

Cette formule simple, en apparence, créerait en fait un double secteur et même un triple secteur si l'on ajoute les hors convention (1). Les assurés qui seraient soignés par des médecins aux honoraires libres seraient beaucoup moins bien remboursés, puisque la couverture des dépenses par les caisses porterait sur le tarif officiel, inférieur à celui effectivement pratiqué. En outre la C.S.M.F. souligne l'incohérence de la formule : en cas de non respect de l'« enveloppe » globale, les honoraires conventionnels seraient bloqués et seuls les médecins respectant ces tarifs seraient pénalisés, puisque les autres fixeraient librement leurs honoraires.

Troisième proposition des caisses : la suppression de l'article 18, ce qui donnerait à nouveau aux caisses la possibilité de créer des centres de soins avec médecine libérale. A ces mesures s'ajoutent d'autres initiatives : les médecins devraient s'engager personnellement à respecter la convention ; il n'y aurait plus de lieu entre les divers tarifs d'actes médicaux, lors des revalorisations d'honoraires.

Pour la C.S.M.F., le cumul de toutes ces suggestions se traduirait au fil des années par l'apparition d'un nouveau système de santé avec une médecine « pour les riches » et une médecine « pour les pauvres ». Dans ces conditions, la C.S.M.F., qui n'a pas rompu les négociations, affirme, pour l'instant, qu'elle ne peut parapher une telle convention. Un syndicat, dit-elle, ne peut entériner pareil bouleversement ; c'est au Parlement d'en décider.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Cette question n'aurait pas encore été discutée.

Copieur Océ 1700 : comment le caïd européen s'est imposé aux States.

Il est arrivé sûr de lui, sûr de sa position de leader Européen. Puis il leur a sorti le grand jeu. Il leur a fait admirer sa construction modulaire qui permet un large éventail de possibilités. Et les Américains, ils aiment ça ! Puis il leur a fait observer qu'on pouvait adjoindre au copieur de base l'alimentation automatique de documents, et deux différents types de triasse. Il leur a dit qu'il était le système de photocopie tout à fait adapté à leurs besoins, qu'ils soient de 3000 ou de 50000 copies par mois.

Les Américains ont tout de suite compris que l'Océ 1700 était le copieur idéal pour débiter, qu'il pouvait grandir en même temps que leurs besoins et qu'avec tous ses accessoires on obtenait de lui tout ce qu'on voulait sans

aucune dépense inutile. Puis ils lui ont demandé s'il était le premier copieur papier ordinaire conçu et créé en Europe par une Société Européenne. Mais oui, et par Océ.

Depuis ce jour-là, un nombre important de Océ 1700 a été vendu aux U.S.A., la patrie mère du photocopieur. Car en plus de toutes ses qualités, celles de ses copies restent inégalées. Son noir est franc, son blanc parfait et sa gamme de gris, une merveille.

Mais ce qui a également séduit les Américains, c'est sa fiabilité remarquable, son design ergonomique qui le rend pratique et facilite les opérations. Entre nous, les Américains n'ont pas toujours su résister au top de la technologie Européenne.



Je souhaite recevoir gratuitement ☐ Une documentation Océ ☐ Des informations sur les possibilités de placement, vente et location.

NOM _____ SOCIÉTÉ _____

ADRESSE _____

Ecrire ou téléphoner à : Christiane Philippe * Océ-Photosia - Division de Océ France S.A.
27, rue Cuvier 93107 Montreuil - Tél. 374.11.35

SOCIAL

Le syndicalisme

III. — Le défi patronal

par DOMINIQUE POUCHIN

Les élections prud'homales, confirmant l'attachement d'une majorité de salariés aux grandes confédérations ouvrières, ne peuvent cependant dissimuler les difficultés que celles-ci affrontent.

Consentants de l'insuffisance des explications avancées — déprime des militants, effets de la crise économique... — les principaux syndicats tentent de « recadrer » leurs discours et entendent retourner au plus près des travailleurs. Mais ils rencontrent alors un patronat qui, lui-même, paraît s'être « recentré ». (« La Monde » des 4 et 5 mars 1980.)

M. le directeur du personnel et des relations sociales s'efforçait, non sans peine, de dissimuler une sourde impatience. Un quart d'heure déjà que l'on discutait, le ton s'élève, mi-déjeuner d'affaires, mi-séminaire jeunes cadres, au petit salon du club-hôtel, planté au beau milieu de l'usine. Rien que de très ordinaire, anodin même. Et M. le directeur plait. Les syndicats, raisonnables ou non, les délégués, le comité d'entreprise, le climat général, l'humour des ateliers, les revendications... simples banalités.

Les collaborateurs, dossiers sous le coude, répondent par habitude et obligation courtoise. On aligne des chiffres, des pourcentages, sans plus de commentaires. Histoire de sacrifier à l'ignorance du visiteur, le temps des hors-d'œuvre. Le déshydraté, c'est vrai, au est encore au « social » de grand-père : à droite, le patron ; à gauche, le syndicat... l'usine en guise de ring. Fur rétro.

Vient enfin l'essentiel : M. le directeur respire. Oublie donc le syndicat, le C.E., les délégués et tutti quanti. Ici, le « social »,

c'est autre chose. Tout est dans le « système ». Peugeot, son lion et ses milices, distillent les mauvaises langues : vilaine image qui n'en finit pas de jaillir. Aujourd'hui dites plutôt : Peugeot, son lion et sa D.P.R.S. Une « direction du personnel et des relations sociales » brûlante de matière grise où sociologues, psychologues et maîtres de communication innoveront à tout va pour mûrir, au jour le jour, un « new deal » de la relation sociale. C'est simple, très simple.

D'abord, un acte de foi : « Le chemin le plus solide pour le développement de l'entreprise est la

A chacun son recentrage

Un cas, Peugeot ? Sûrement. Une exception ? Moins sûr. Flatté la pointe avancée d'un mouvement plus vaste. A chacun son recentrage. Certains en font grand bruit, qu'ils ont cours de route à se débarrasser du terme devenu plus ou moins tabou. Les patrons, eux, n'en ont guère parlé, mais ils ont bougé. Crise oblige ! Plus tôt que d'autres, ils ont senti que ce ne serait pas une onde de passe entre deux printemps.

Qu'il fallait réagir à temps. « C'est vrai », explique M. François Ceyrac, la crise a été un excellent maître d'école : elle a donné une importance nouvelle, une dimension décisive aux rapports sociaux. Les chefs d'entreprise ont fait leur deuil de la croissance facile. Il fallait s'adapter : opter pour la souplesse dans les méthodes, abandonner récemment le quantitatif pour le qualitatif, faire du social une stratégie d'ensemble.

L'attention novatrice n'a pas été la seule d'huile. Pour encore qu'une alléchante vitrine à présenter dans les discours de congrès, elle n'est encore que déjà dépassé le cercle étroit des « managers » dans le vent qui,

depuis longtemps, ont fait de l'« innovation » leur hobby favori. Les « audacieuses expériences » d'hier sont désormais au centre de la stratégie patronale, estampillées et garanties par le C.N.P.F., qui multiplie les prosélytes, de colloques en assemblés, et, plus discrètement, au cours des sessions que son institut de formation offre aux P.-D.G. candidats au recyclage.

La crise, en réalité, n'a fait qu'accélérer le mûrissement d'idées dont la gestation était déjà bien avancée. « La pratique des relations sociales », disent les prospectivistes, « a été une véritable sous-traitance des questions sociales aux syndicats, assure M. Ceyrac. Mais c'était un marché de gros. Peu à peu, direction et hiérarchie se trouvaient exclues de la gestion des rapports humains. L'armée syndicale occupait le terrain... »

C'est ce constat qui, entre autres inquiétudes, suscite et oriente, voilà une dizaine d'années, les premières études de quelques cercles restreints. Ainsi, au lendemain de la grève des O.S. de Renault, le 10 mai 1971, un groupe de travail très discret se réunit sous l'égide du C.N.P.F. Le nom de son rapporteur sera tenu secret : M. Bernard Vernier-Paillet, actuel P.-D.G. de la Régie, n'était-il pas déjà, à l'époque, directeur de la Saviem, entreprise d'Etat ? Les prémisses du recentrage patronal sont en tout cas inscrites dans la mémoire que sa commission remet aux instances supérieures du C.N.P.F.

Une ligne de force : le taylorisme classique doit être revu et corrigé au nom même d'une saine rentabilité. Et, dans la foulée, quelques sages recommandations : « Le rôle de l'échelon dit de première ligne, à l'articulation de la ligne de commandement et de l'exécution du travail, est décisif. (...) Il faut décharger l'agent de maîtrise d'un bon nombre de travaux administratifs pour le rendre disponible. (...) Il faudra passer par lui pour avoir le contact avec le personnel... »

Ces idées simples commencent à nourrir le discours du C.N.P.F. qui, lors de ses sessions de 1972, donne le feu vert à l'« innovation ». Mais les premiers usages de la crise créent d'autres urgences : les syndicats attendent, vite reprise par l'alle dite « moderniste » du patronat, l'idée fait

La « bonne chance »

Après un moment de flottement, la stratégie nouvelle de « contournement ». L'arsenal mis en place vise à mobiliser les énergies pour la « bonne cause » de l'entreprise, à anticiper sur le mécontentement diffus et à happer les aspirations à peine formulées de la base pour les faire remonter par les « bons » managers. De la vieille boîte à idées déposée dans un coin de l'atelier au « Gallup » échantillonné, l'organisation n'omet rien.

Le « système » de suggestions a fait déjà figure d'ancêtre. Mais, appliqué à l'origine au seul domaine technique, il est étendu aujourd'hui aux « petites idées » des idées. Les conditions de travail, économique, renforcent la sécurité. Résultat : les amateurs de concours Lépine se bousculent et les brefs d'études chargés d'analyser leurs trouvailles sont constamment engorgés. Le dernier « inventeur » a touché 200 000 F de prime. Le « loto maison » fait fureur... Et ça ouvre le dialogue, souligne un jeune cadre de la D.P.R.S. Pour le maintenir et l'élargir, Peugeot expérimente les G.O.C.T.

« Made in » Peugeot

Il suffit d'ajouter un énorme appareil d'information un journal par catégorie plus des feuilles d'atelier, avec des petites histoires, « comme sur les tracts sociaux », et l'on obtient le « système social » made in Peugeot. Du très concret, pour répondre à une ligne sans mystères qui s'annonce comme une profession de foi : « Individualiser, personnaliser » et réagir ainsi contre l'« uniformité créée par la protection sociale ». On ne saurait être plus franc !

Les syndicats, dévoués, paraissent hésiter. Le dispositif patronal les prend à contre-pied, dérive, intègre et digère la revendication qui les nourrissait. Inviter les « méthodes policières », la répression a-t-elle pu se prendre, encore, une longueur de

néanmoins son chemin et se précise. Grosso modo, le « social » est un terrain de libre concurrence, n'en laissons pas le monopole aux fossés de l'entreprise ! On l'a parlé trop clair, trop tôt ? Les « novateurs » sont ramenés à la raison.

C'est qu'en 1977 mieux vaut amadouer le loup que partir en chasse. La gauche est au zénith, de quel demain sera-t-il fait ? « Les syndicats », explique un jeune patron, « étaient alors comme une « diguette » : pas le moment de les saper à la base. Emportés par une logique difficile à maîtriser, certains poussaient le bouchon un peu loin. A trop vouloir concurrencer, ils faisaient par conséquent le terrain... »

1978, le danger passé, les précautions ne sont plus de mise : M. Ceyrac peut désormais vanter les mille merites de la « révolution patronale ». Mais sa réussite suppose une complexité active de l'encadrement qui est loin d'être acquise. Paradoxalement, ce n'est pas chez « leurs » cadres que les patrons trouvent le meilleur crédit. On ne compte plus, il est vrai, les stages et séminaires, avec travaux pratiques et « jeux de rôles », organisés ça et là pour motiver la haute hiérarchie et transformer le contremaître en assistant social. Est-ce suffisant ? Pas évident, mais, cette fois, l'essai est pris, reste à le gagner.

C'est clair, dit-on au C.N.P.F. : la politique sociale ne passe plus par un quelconque « dialogue social », « il faut descendre au deuxième sous-sol... ». Jusqu'à l'atelier où le petit cadre devra jouer les intrus et gagner le respect des ouvriers. Mais s'échappe la « relation trinitaire », jargonner les sociologues. Un jeu de trois coins, plutôt sophistiqué, où direction et syndicats se disputent un personnel « frustré et insatisfait ». Le patron a ses cadres pour « communiquer », le syndicat ses délégués pour « contester ». Au bout du compte, la règle, on doit trouver l'« équilibre dynamique » des forces sociales. (Voir encadré.)

Schéma abstrait, rébarbatif ? Retour à « Peugeot-ville », quarante mille salariés, la plus grande usine de France. Voilà vingt ans, la relation sociale y était des plus classiques, plutôt « musclée » à l'époque. L'accord d'entreprise, signé en 1962, le boudait, scellait à termes réguliers l'entente à demi cordiale entre direction et syndicats : d'annuaire, « progrès sociaux » contre « Mais », le C.G.T. peu à peu, tout se dérègle : signe des temps, la C.F.D.T., rompant les amarres avec la sainte-Église, passe à « l'ennemi ». « Nous avons pris conscience de nos erreurs », explique un dirigeant de l'usine : nos partenaires, désormais adversaires, défontaient les dispositions nées d'un consensus pour servir une lutte de classes... »

Ces « groupes opérationnels » sur les conditions de travail « rassemblent dans l'atelier des ouvriers choisis par la hiérarchie, qui « étudient l'environnement » et gèrent eux-mêmes un petit budget spécialement alloué pour quelques réformes. Fant-il encore « formaliser la discussion » ? Peugeot à son DIPO, « dossier individuel du personnel ouvrier », régulièrement mis à jour au cours d'un « échange » entre le salarié et son supérieur. « La SMIC de la relation sociale », disent fièrement les experts. Antérieurement aux cadres, la pratique du dossier s'est étendue à l'ensemble du personnel. Astuce maison : l'O.S. doit bien rêver d'un « profil de carrière » comme le chef qui le surveille.

« On a ainsi réduit l'espace vital du délégué », expliquent les cadres de la D.P.R.S. Aux yeux du personnel, s'il agit moins, c'est qu'il a moins de pouvoir. A quel bon aller le chercher, si le chef peut répondre à ses places. Le syndicat n'est plus chez nous qu'une soupe de sûreté, un simple cliquetant. S'il fallait, c'est qu'il y a une manque de réaction saine de l'Organisation... »

Dès lors, M. Pierre Juquin, député communiste, peut bien brandir à la tribune de l'Assemblée ce DIPO qui « fiche » les ouvriers de Peugeot pour en faire « des esclaves des temps modernes, traités par leur patron comme de la chair à profit » (le Monde du 4 décembre 1979), son réquisitoire porte à faux. Est-ce par hasard si le texte d'orientation voté lors du dernier congrès du syndicat C.G.T.-Peugeot ne fait, lui, quasiment pas allusion à la répression ? Le terme même n'apparaît pas une seule fois en vingt-neuf feuillets serrés. Et sur le DIPO, dont il souligne, bien sûr, le caractère inquisitionnel, le syndicat conclut, amèrement réaliste : « Que cela plaise ou non, Peugeot crée l'illusion qu'il tient compte de l'avis du travailleur... »

Ainsi, loin d'être l'apanage de managers ouverts « modernistes », toujours bien venus pour servir d'alibi aux tenants invétérés des bonnes vieilles méthodes... les nouvelles stratégies patronales trouvent aujourd'hui un terrain de choix là où, de tout temps, on semblait plus enclin au bâton qu'à la carotte. Simple calcul sans doute : l'objectif reste inchangé, mais les moyens, désormais plus sophistiqués, n'en sont que plus « rentables ».

Reste donc à s'adapter, quitte à prendre le train en marche, et, devant l'audience qui s'effrite,

intégrer tant bien que mal le dispositif patronal « pour en révéler les limites et les contradictions ». Révision urgente et déchirante : « Peugeot utilise désormais une approche scientifique pour contraindre notre activité », constate la C.G.T. Il occupe un terrain qui, autrefois, était tenu exclusivement par le syndicat (...). Les illusions créées ont été et sont encore facilitées par notre attitude négative qui nous fait opposer comme étant contre tout et qui nous coupe parfois des travailleurs... »

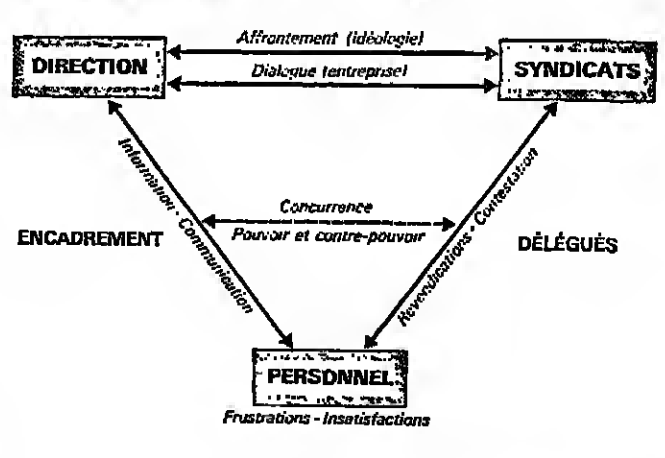
Les rectifications ainsi imposées à la base, face au péril soudain reconnu de se retrouver « hors jeu », ont alerté les directions parisiennes. Mais on y mesure mal encore l'ampleur du phénomène. Longtemps considéré comme secondaire, le dossier est resté aux bons soins du « camouflage » chargé des conditions de travail. Certes, on entendait bien, par-ci par-là, des « copains » raconter qu'à la SNIA les nouvelles méthodes... les murs de leur atelier, rebaptisés « îlot », qu'à la « Naphtha » (Berre) « les chefs d'équipe sont instamment priés de réunir les gars pour causer autour du pot et des cacahuètes », qu'à Solmer « on accorde, après de soixante-dix minutes de séance, ce qu'on a refusé la veille aux délégués », mais tout cela n'inquiétait guère.

LE « SOCIAL » VU PAR LE C.N.P.F.

L'institut de recherche et de perfectionnement de l'organisation professionnelle (IRPOP), institut de formation officiel du C.N.P.F., présente ainsi dans une fiche, intitulée « L'équilibre social dans l'entreprise », les rouages essentiels d'une relation dite « trinitaire ».

Il y a toujours, au niveau du personnel, des frustrations, des insatisfactions. Elles peuvent être prises en compte de deux manières : — Par la « ligne syndicale », au titre de la contestation et de la revendication ; — Par la maîtrise et l'encadrement (en remontant éventuellement jusqu'à la direction) au titre de la fonction sociale de l'encadrement.

Si le canal maîtrise-encadrement est bloqué, la totalité des frustrations passera par le canal syndical, et le position syndical sera très forte ; n'ayant pas à craindre de réactions d'une base qui n'a pas d'autre recours possible, le force syndicale pourra s'affirmer « en force » la direction, et elle le fera selon la logique de ses visées politiques et idéologiques. Exprimer à sa manière les revendications.



Prends une assurance-vie complément de retraite et diminue tes impôts.
 (Diction écossais)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie
Assurance-Vie Complément de retraite
 Votre avenir est entre vos mains

La retraite c'est comme les vacances. On prépare la route à l'avance.
 (Epicure, livre IV
 « De l'art de passer une heureuse retraite »)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie
Assurance-Vie Complément de retraite
 Votre avenir est entre vos mains

Le sot rêve à l'avenir, le sage prépare l'avenir.
 (Proverbe de l'Antiquité Chinoise)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie
Assurance-Vie Complément de retraite
 Votre avenir est entre vos mains

هكذا من الأصل

en crise ?

chez les autres

1ER SALON

CONFRONTATION DES DE
 LABORATOIRES, ENTREPRISES, FA
 QUI VOIS I
 POUR TOUS RENDEZ-VOUS COMPLÈME
 PALAIS DES EXPOSITIONS — PARIS MARITIM

SOCIAL

en crise ?

Sur la foi de quelques exemples, on impute volontiers ces « petits maux » à la complexité active des « gars de F.O. », toujours prêts à faire le jeu du patron. Sans trop chercher plus loin, sans se demander pourquoi, alors, Force ouvrière elle-même ne manifeste guère d'enthousiasme officiellement du moins — pour ces « ouvertures patronales » (voir encadré). Non, on ne s'attendait pas davantage : simple rava-

du facteur humain dans la flexibilité et la rentabilité de la gestion d'entreprise, affirme M. Jacques Delors. Ses nouvelles méthodes pour promouvoir l'adhésion au travail, à défaut d'impossible consensus, lancent un véritable défi au syndicalisme qui n'a guère de temps à perdre pour relever le défi.

F.O. : les difficultés sont chez les autres...

La crise ? Quelle crise ? Celle du syndicalisme ? Simple invention de sociologues tourmentés. A Force ouvrière, on ne s'émoussure pas des diagnostics inquiets de ces « spécialistes du champ social ». « Ils n'y connaissent rien », le note tranquillement M. André Bergeron.

Du secrétaire général au militant de base, une égale assurance, serine : la crise, elle est « à côté », chez « les autres ». F.O. n'en pâtit pas. L'eux, elle en profite ! Chiffres à l'appui, on vous montre qu'un salarié sur quatre fait aujourd'hui confiance à la confédération, et surtout que ses effectifs gonflent régulièrement depuis cinq ou six ans. « Soit depuis que les autres en perdent ». Au bout du compte, le sourire satisfait et demi-nacquies de celui qui voit les meilleurs et censeurs d'hier recadrer, recadrer à tout va pour suivre le sillon qu'il n'a cessé, lui, de labourer.

De fait, F.O. paraît échapper aux difficultés qu'affrontent les deux autres centrales. A tel point qu'en voulant décrire le syndicalisme en crise, on aurait bientôt tendance à ignorer son existence.

Principes et pratiques

F.O. est pourtant là, campée sur ses traditions, typée par son discours au réformisme proclame, servant — selon l'heure et l'interlocuteur — de repoussoir ou de référence. F.O. c'est un peu « ce que serait le syndicalisme s'il n'y avait pas les autres ». Une image qui attirent chez certains patrons l'impossible rêve d'un syndicalisme à l'américaine et chez « les autres » (syndicats, c'est-à-dire l'ennemi) « credo » qu'on ne peut évaluer son réformisme sans trahir.

Historiquement moins implantée que ses concurrentes dans le secteur industriel, la centrale de M. Bergeron y est aussi l'œuvre d'une bataille qui, parfois, fait déjà apparaître de sensibles écarts entre principes et pratiques.

En effet, vivant d'abord de la politique contractuelle, F.O. ne peut que souffrir de la voir peu à peu délaissée, rétrécie, per-

un patronat qui pense avoir « trouvé mieux ». « Une politique systématique de contrat n'est possible que si l'on », en face de soi, un seul vrai syndicat, un syndicat participatif, comme le D.G.B. allemande », affirme M. Ceyrac. En d'autres termes : hélas ! F.O. n'est pas — et ne peut être — le D.G.B. Cherchons autre chose.

Bien qu'encore épargnée par la crise propre au syndicalisme, F.O. risque donc d'être elle-même touchée par la redéfinition de la stratégie patronale. En cherchant à contourner l'obstacle syndical, en lançant la « concurrence » sur le terrain social, le patronat renonce clairement à faire du délégué, quel qu'il soit, l'interlocuteur privilégié.

Cette politique, il est vrai, semble paradoxale, car et là, prendre spolié par des militants F.O. Ainsi, à la SNIAS de Toulouse, certains « correspondants sociaux », détachés dans les entreprises par la direction du personnel sont d'ailleurs délégués F.O. A Meringue, autre usine de la SNIAS, la volonté affichée de jouer le jeu a permis à F.O., avec le renfort de la C.G.C., de suppléer en quelques années la C.G.T., jusque-là nettement majoritaire.

Une exception ? « Ce ne marche qu'à Paris, que nous avons affaire à un patron de qualité, quelqu'un avec qui on a plaisir à travailler, explique M. Bergeron. Mais il ne faut pas en tirer de loi générale. De toute façon, ce qui domine encore et toujours à Meringue, c'est le syndicat. Il n'y a aucune intégration... »

Gare aux principes ! A F.O. comme ailleurs, l'intégration a visage de diable. « Moi, je ne crois pas à la grande embrassade », répond M. Bergeron à un patron qui lui parle docilement d'« expression des travailleurs ». Il n'y a qu'un seul interlocuteur dans l'entreprise : le syndicat. Une seule façon de gérer le social : le contrat.

Le new deal patronal devra-t-il donc trouver d'autres réformistes, mieux intentionnés ? Mais où ?

Tandis que les grévistes continuent leur mouvement

La police fait évacuer le siège de la Caisse d'épargne de Paris

La police a procédé, ce mercredi 5 mars, peu avant 8 heures, à l'expulsion des grévistes de la Caisse d'épargne de Paris (C.E.P.), qui, depuis le 28 février, occupent le siège de l'établissement, 18, rue du Louvre, Paris 1^{er}. Cette évacuation, qui a eu lieu sans incident, est intervenue après que le tribunal de Paris, saisi en référé par la direction de la C.E.P., l'eût ordonné (nos dernières éditions du 5 mars). C'est la première fois, depuis la libération, que la police est appelée à pénétrer dans les locaux de la C.E.P.

Peu de centaines de grévistes, qui poursuivent leur mouvement, se sont rassemblés devant le siège de la rue du Louvre, aux cris de « Nos tranc-cinq heures, par les flics ! », tandis qu'une centaine d'employés non grévistes reprenaient leurs postes. En fin de matinée, les manifestants se sont dispersés, et le siège de la C.E.P. a été ouvert au public.

Mardi 4 mars, on a noté des « traites » importantes de la part des épargnants, et les agences ouvertes (le flic peut être connu en appelant S.V.P. 33-33) — une soixantaine sur cent quarante-sept — ont par conséquent manqué de liquidité.

Le conflit porte, on le sait, sur les horaires de travail. Avec l'introduction de l'informaticien, les arrêts de ce dernier, qui se faisaient auparavant en cinquante minutes (après l'heure de fermeture) sont aujourd'hui terminés en vingt minutes. Ce gain d'une demi-heure compense, pour les syndicats, le fait que les agents de la C.E.P. travaillent le samedi et que, très souvent, l'horaire du déjeuner est réduit, parce qu'il faut entretenir les clients qui se présentent quelques minutes avant la fermeture du midi. Au total, selon le

direction, les employés de la CEP travaillent 37 h. 30 par semaine (payées 40 heures), chiffre très contesté par les syndicats. C'est cette demi-heure par jour, gagnée grâce à l'informaticien, que le directeur général de la C.E.P. veut récupérer pour moitié en contraignant le personnel à travailler une heure et quart de plus, un jour par semaine (cinq quarts d'heure bloqués sur un seul jour). Or le statut du personnel des caisses d'épargne ordinaires de France (« l'Eureuil ») stipule que « l'horaire du travail est fixé en accord avec les organisations syndicales » (article 54). La direction se refuse à toute négociation. Elle a seulement accepté de repousser au 15 avril la mise en application de ce nouvel horaire.

M. DANIEL HOEFFEL LANCE LA CAMPAGNE EN FAVEUR DES HANDICAPÉS

M. Daniel Hoefel, secrétaire d'Etat à l'action sociale, a procédé, le mardi 4 mars, au lancement de la campagne nationale pour l'insertion des personnes handicapées. La politique en faveur de ces dernières, a-t-il rappelé, représente un effort sans précédent : près de 20 milliards de francs lui seront consacrés en 1980.

La campagne, conçue en concertation avec les associations représentatives, et en liaison avec la mission pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, comportera notamment une information audiovisuelle auprès du grand public, à partir de ce mercredi 5 mars, pendant trois mois. A la fin de l'année, le secrétaire d'Etat espère sensibiliser les chefs d'entreprise, les constructeurs, les urbanistes et les architectes, en diffusant dans la presse professionnelle des messages destinés à susciter les initiatives, et en organisant des « carrefours régionaux ». Cette campagne se poursuivra tout au long de l'année 1981, qui a été proclamée, par l'Organisation des Nations unies, Année internationale des personnes handicapées.

PRESSE

PRÉAVIS DE GRÈVE DES JOURNALISTES DU « PROGRÈS DE LYON »

(De notre correspondant.)

Lyon. — L'intersyndicale des journalistes du Progrès de Lyon (S.N.J., S.J.P., C.F.T.C., C.G.T. et C.F.T.C.) vient de déposer un préavis de grève de vingt-quatre heures à compter de jeudi 6 mars, 8 heures du matin. Seul accord de dernière minute avec la direction de la Société Delaroché, la parution du Progrès devrait être sérieusement perturbée, sinon impossible, vendredi 7 mars.

La détérioration du climat social est sensible depuis quelques semaines au sein des différentes équipes rédactionnelles du Progrès à Lyon comme dans les différents centres départementaux. Le mouvement envisagé est le premier qui affecte l'entreprise dirigée par M. Jean-Charles Lignel. Selon un porte-parole syndical, c'est la marque de la « fin de certaines illusions ».

« De graves modifications sont intervenues dans nos conditions — salariales et professionnelles — de travail », estime un communiqué qui résume les griefs formulés par les journalistes qui devaient rencontrer leur P.D.G. ce mercredi après-midi.

Les syndicats s'inquiètent entre autres « de la suppression d'une revalorisation salariale de 12 %, considérée désormais comme un simple supplément individuel, et de la remise en cause du remboursement normal et acquis des frais professionnels ».

Enfin, les syndicats réclament la création immédiate d'un comité d'entreprise et des « engagements écrits » sur tous les points en litige, essentiellement pour obtenir la signature de contrats de travail « promis à de nombreuses reprises ».

Le syndicat C.F.T.C. des employés du Progrès s'est associé au mot d'ordre de grève. — C. R.

SOLOMON VOLKOV RACONTE CHOSTAKOVITCH

Surveillé, épié, Chostakovitch se cachait pour lui livrer ses mémoires et ce qu'il savait de la culture officielle en URSS : nous sommes allés rencontrer Solomon Volkov pour vous.

Egalement dans le numéro de mars, un très grand dossier sur Gustav Mahler, et puis le Ska, Charlie Parker, le guide Hi-Fi, etc. Et bien sûr les actualités, les disques et tous les concerts.



DIAMANT
SUPER PATRIMOINE
L'INVESTISSEMENT ASSÉCURÉ
LE PLUS ÉTAYÉ

RENSEIGNEZ-VOUS
— QUI PEUT INVESTIR DANS UN DIAMANT ?
— QUEL PLUS-VALUE PEUT-ON ESPÉRER ?
— A QUEL MOMENT DOIT-ON VENDRE ?
— QUEL EST LE POURCENTAGE DE L'ÉROSION
MONÉTAIRE FACE AU DIAMANT ?
— L'ANONYMAT EST-IL LE GÉNÉRAL ?

CONSEIL DIAMANTAIRE INTERNATIONAL
18, CHAMPS-ÉLYSÉES
75008 PARIS

Pour recevoir une information
retournez ce coupon ou votre carte

Nom Tél.
Adresse
Code Ville

Franck et Fils. Les impers qui font aimer la pluie.

1-15 mars.

Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Mairie.

(Publicité)

ALGER

1^{ER} SALON INTERNATIONAL MÉDICAL DU 28 MAI AU 6 JUIN 1980

CONFRONTATION DES DERNIÈRES TECHNOLOGIES DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS DU MÉDICAMENT, DU MATÉRIEL MÉDICAL ET SCIENTIFIQUE

LABORATOIRES, ENTREPRISES, FABRICANTS DE MATÉRIEL MÉDICAL ET SCIENTIFIQUE NE MANQUEZ PAS LE « S.I.M. 80 » QUI VOUS PERMETTRA DE MIEUX VOUS FAIRE CONNAÎTRE EN ALGÉRIE

POUR TOUT RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET POUR VOS INSCRIPTIONS ADRESSEZ-VOUS A : L'ONAFEX. PALAIS DES EXPOSITIONS — PINS MARITIMES EL-HARRACH — ALGER — TÉL : 76-31-00/04 — TÉLEX : 52.828.

AFFAIRES

Dans le cadre d'un plan global de restructuration

Boussac-Saint-Frères annonce
quatre-vingt-douze licenciements
à son siège parisien

La direction de Boussac-Saint-Frères (B.S.F.), qui regroupe les activités textiles du groupe Willot, a annoncé, mardi 4 mars au

B.S.N.-GERVAIS-DANONE CÈDE
À LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE
PILKINGTON UNE PARTIE
DE SES ACTIVITÉS VERRIÈRES

Le groupe B.S.N.-Gervais-Danone, qui avait annoncé le 27 septembre 1979 son intention de céder à la société britannique Pilkington ses activités verrières à l'étranger, notamment en Allemagne fédérale et en Belgique, sous réserve de l'acceptation des autorités compétentes, a annoncé la signature d'un accord.

Le bureau des cartels d'Allemagne fédérale a bien autorisé B.S.N.-Gervais-Danone à céder à Pilkington ses participations dans les sociétés verrières allemandes Dabbsch et Flachglas pour un montant de 7,5 milliards de francs belges (11,85 milliards de francs français), dont moins de 25 % payés en actions Pilkington, mais s'est opposé à la cession des filiales Glaverbel (Belgique) et de Meas (Pays-Bas), en raison de l'importance cumulée des positions de toutes ces filiales.

B.S.N.-Gervais-Danone gardera donc Glaverbel et de Meas, qui ont représenté en 1979, avec la filiale française Boussac, 14 % du chiffre d'affaires du groupe.

cours d'un comité d'entreprise extraordinaire, qu'elle avait l'intention de licencier quatre-vingt-douze salariés de son siège parisien, rue Poissonnière (sur un effectif total de deux cent soixante-quatre personnes). Tous les services centraux du groupe devraient être touchés à l'exception des services commerciaux qui seront transférés dans les locaux du Bon Marché ou de la Belle Jardinière (filiales commerciales du groupe Willot).

Cette décision s'inscrit dans un plan global de restructuration des services de direction de Boussac-Saint-Frères. D'ici à l'été, l'immeuble de la rue Poissonnière, ancien siège de l'ex-groupe Boussac, où étaient regroupés, depuis la reprise de celui-ci par le groupe Willot, l'ensemble des services centraux de B.S.F. (comptabilité, gestion des ateliers, direction du personnel, etc.), devrait être libéré. Le personnel de ces services serait allié et réparti entre diverses unités du groupe (à Lille, à Epinal dans le centre et à Paris).

Cette restructuration devrait, selon la direction, permettre une économie annuelle de 5,4 millions de francs (grâce à l'allègement des charges salariales, immobilières, etc.).

Le personnel du siège parisien de Boussac-Saint-Frères a décidé, pour protester contre cette décision, d'observer ce mercredi 5 mars une grève de vingt-quatre heures.

Selon une enquête de l'hebdomadaire « Valeurs actuelles »

La C.F.P., Elf et Peugeot sont en tête du palmarès
de l'impôt sur les sociétés

Les entreprises qui paient le plus d'impôts sur le bénéfice se recrutent dans les secteurs du pétrole, de l'automobile, de la chimie, de l'électronique et de la mécanique de pointe. L'hebdomadaire « Valeurs actuelles », dans son numéro du 3 mars, sous le titre assez inusité « Les cinquante plus gros contributeurs de France », en publie le palmarès, établi par le DAFSA (Documentation et analyse financière S.A.) et lire deux conclusions : le secteur privé est plus performant que le secteur public ; le poids des taxes diverses (hors la T.V.A.) a plus que doublé en cinq ans, alors que le rendement de l'impôt sur les sociétés diminue.

L'impôt sur les sociétés, considéré par les auteurs de l'étude comme un critère plus précis de la santé des entreprises que le chiffre d'affaires (qui reflète le passé) et que le bénéfice net (ou montant électoral), a rapporté 49 milliards de francs en 1979, soit plus de 10 % des recettes totales de l'Etat. En tête du classement, deux compagnies pétrolières : la C.F.P., avec plus de 9 milliards, mais ce chiffre n'est pas significatif, car il correspond, pour la quasi-totalité, à des redevances versées aux pays de l'O.P.E.P. Le second gros contributeur, Elf, ne les comptabilise pas et annonce 2,6 milliards de francs d'impôt.

Viennent ensuite, dans l'ordre, Peugeot-Automobiles (810 millions), Michelin (555 millions), Saint-Gobain-Fond-Mousses (503 millions), Thomson-Rand (445 millions), Pochon-Ugine-Kuhlmann (363 millions), Air Liquide (333 millions), Compagnie générale d'électricité (314 millions), Thomson-C.S.F. (261 millions). On trouve un peu plus loin dix-huit sociétés payant plus de 100 millions d'impôt sur les sociétés : dix-neuf entre 50 millions et 100 millions ; cinq-vingt-trois entre 20 millions et 50 millions ; les cinquante dernières entreprises restantes du palmarès ont assujetties pour moins de 20 millions.

Ce classement a été établi à partir des statistiques disponibles et des chiffres publiés par les sociétés elles-mêmes pour les trois derniers exercices clos (1976 à 1978). L'hebdomadaire note que Peugeot et Citroën ont ensemble payé sept fois plus d'impôts que la Régie Renault pour un chiffre d'affaires comparable. Les compagnies privées d'assurance-vie et d'assurances dommages paient également plus

d'impôts que les compagnies nationalisées aux chiffres d'affaires nettement plus élevés. Par contre, l'étude accorde un bon point aux banques nationalisées, qui, en 1978, sont devenues pratiquement aussi rentables que les banques privées.

ÉTRANGER

LES NÉERLANDAIS
ONT MANIFESTÉ
CONTRE L'AUSTÉRITÉ

(De notre correspondant.)

La Haye. — Un mouvement de grève a paralysé les transports publics dans plusieurs villes des Pays-Bas et provoqué des arrêts de travail dans les ports et dans de nombreuses usines et dans plusieurs quotidiens le 4 mars. Le syndicat protestataire de gauche F.N.V. (un million de membres).

Le F.N.V. entendait protester contre la politique d'austérité du gouvernement de centre droit, politique qui doit entraîner une baisse du pouvoir d'achat d'environ 2 %. Le syndicat protestataire C.N.V. s'était désolidarisé de l'appel à la grève. Quoique en désaccord avec la politique gouvernementale, le C.N.V., qui compte environ trois cent mille membres, s'est montré partisan de nouvelles négociations en vue d'arriver à un accord sur la politique économique et sociale pour cette année.

Cette grève a coïncidé avec les débats à la Chambre des députés sur un projet de loi qui devrait donner les pleins pouvoirs au gouvernement pour l'application d'une stricte politique salariale pour tous les salariés dont les rémunérations sont fixées par des conventions collectives (environ 80 % des salariés néerlandais). Le F.N.V. exige que le gouvernement revienne sur sa décision de ne pas compenser par des hausses de prix. En outre, le grand syndicat demande soit une augmentation de 2 % pour la plupart des travailleurs, soit des mesures fiscales garantissant au moins le maintien du pouvoir d'achat.

An mois de janvier, le gouvernement avait « gelé » les salaires pour deux mois, après l'échec des entretiens patronat-syndicats-pouvoirs publics.

RENÉ TER STEEGE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	DEUXIÈME SEMESTRE	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	en %	en %	en %	en %
\$ E.-U. -	4,1906	1,925	1,95	2,95
£ can. -	3,6835	3,6779	3,68	3,68
Yen (100) -	1,5956	1,5955	1,59	1,59
DM -	2,3425	2,3425	2,34	2,34
Franc -	2,1398	2,1325	2,13	2,13
£ S. (100) -	14,4230	14,4230	14,42	14,42
£ A. (100) -	2,4375	2,4410	2,43	2,43
£ (100) -	2,6845	2,6855	2,68	2,68
2 -	2,5955	2,5955	2,59	2,59

TAUX DES EURO - MONNAIES

	7/12	7/7	8/1/76	8/1/76	8/1/76	9/1/76	9/1/76
DM -	46	46 1/2	15 7/8	16 1/4	16 5/8	17 1/8	17 1/2
\$ E.-U. -	11	12	11 3/8	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/2
Franc -	14	14	14 1/4	14 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4
£ S. (100) -	2	3	4	4 3/8	4 1/2	5 1/8	5 3/4
£ A. (100) -	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
£ (100) -	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tel qu'il était indiqué au fin de matinée par une grande banque de la place.

TELEX PARTAGÉ
ÉTRANGE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62SUI NORTHERN GAS PIPELINES LTD.
APPEL D'OFFRES

1. La société Sui Northern Gas Pipelines Limited lance un appel d'offres auprès des fabricants pour la fourniture des tubes de canalisation en acier, sur la base d'un matériel rendu à Karachi, Pakistan, coût et fret. Ce matériel est le suivant :

Numéro d'appel d'offres	Longueur totale approx.	Heure et jour de clôture de l'appel	Heure et jour d'ouverture des soumissions
SN-4825/80	Tube de canalisation 18" x 0,312" API 5LX Grade X46 52,27 lbs/ft	21.4.1980 21.4.1980	21.4.1980 21.4.1980

2. Les fabricants intéressés sont invités à demander les documents d'appel d'offres à l'adresse suivante, en mentionnant le numéro d'appel d'offres ci-dessus indiqué :
The Purchase and Sales Manager,
Sui Northern Gas Pipelines Limited,
Monroo House, 3 Montgomery Road,
P.O. Box No. 56, LAHORE - PAKISTAN

3. Les soumissions définitives doivent arriver dans les bureaux de la société avant la date et l'heure de clôture indiquées ci-dessus.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOCINDUS

SICOMI

Le conseil d'administration de LOCINDUS qui s'est réuni le 3 mars 1980 a arrêté les comptes de la société en 31 décembre 1979 tels qu'ils seront soumis à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée pour le 29 mai 1980.

Au cours de l'exercice 1979 de nouveaux engagements de financement (location simple et crédit-bail) ont été signés pour un montant de 113.500.000 F correspondant à des opérations de crédit-bail contre 91.575.000 F T. en 1978 soit une progression de 23,23 %.

A ces nouveaux engagements il y a lieu d'ajouter 164.103.000 F T. (dont 62.346.000 F en crédit-bail) et 100.455.000 F en crédit-bail d'engagements résultant de l'achat de la fusion-absorption en 1979 de la SICOMI LOCIC.

Le bénéfice net de la société s'élève à 31 décembre 1979 à 72.087.534 F contre 61.883.436 F en 1978 soit une progression de 16,54 %.

Les chiffres caractéristiques de l'activité de la société ressortant du tableau comparatif 1978-1979 (en milliers de francs) :

	31-12-1978	31-12-1979	Augmentation en %
--	------------	------------	-------------------

Montants des engagements	1.187.279	1.470.230	23,76 %
— dont location simple	81.008	151.099	
— dont crédit-bail	1.107.000	1.316.131	
Produits d'exploitation bancaire	160.067	199.571	24,68 %
— produits des opérations de L.S.	12.159	17.350	41,87 %
— produits des opérations de C.B.	147.712	180.057	21,88 %
— produits des opérations interbancaires	196	2.264	26,97 %
Amortissements et provisions	48.993	62.365	
Impôts sur les bénéfices	27	177	
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	110.956	134.470	21,18 %
Bénéfice net	61.983	72.087	16,34 %
— dont produits accessoires, exceptionnels et sur les exercices antérieurs	5.354	2.790	
Dividende global	52.892 (11)	61.941 (2)	17,11 %

(1) Pour 1.734.176 actions.
(2) Pour 1.846.216 actions.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire la mise en distribution d'un dividende par action de 335 F (auquel il y a lieu d'ajouter un avoir fiscal de 5 centimes) correspondant à 85 % du bénéfice net calculé comme en matière d'impôt sur les sociétés, contre 30,50 F en 1978 soit une progression de 10 %.

Ce dividende sera versé aux 1.846.216 actions composant le capital augmenté de votre société à la suite de la conversion en actions en 1979 de 100.828 obligations de l'emprunt convertible 1974.

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTÉ

Le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompté, réuni le 27 février 1980 sous la présidence de M. René Cassou, a examiné les comptes de l'exercice 1979.

Les résultats d'exploitation ont entraîné leur progression, le bénéfice net ressort en effet à 45.106.724 F contre 40.820.243 F en 1978. Ces résultats permettront au conseil de proposer à l'assemblée générale du 28 avril 1980 la distribution d'un dividende de 9 % sur un capital augmenté de 100 millions de francs de 1978 à 1979. Le revenu de l'action sera donc, en tenant compte des avoirs fiscaux, de 13,50 F pour l'année 1979.

Après répartition des bénéfices, les fonds propres de la Compagnie passeront de 286 millions à 386 millions. Le développement des affaires de la société a attiré l'attention de quelques institutions d'investissement (Compagnie d'assurance, organismes de retraite, sociétés mutualistes, etc.) ce qui a permis à la Compagnie financière de Suez de réduire sa participation en cédant 10 % du capital à des organismes de cette nature.

Après cette opération, il apparaît qu'une trentaine d'institutions d'investissement détiennent au total 28 % du capital de la C.P.R. et, par ailleurs, la Société mutuelle d'assurances de bâtiment et des travaux publics et la Société civile Bassano avec respectivement 10 % et 5 %. En

FRANCE BAIL

Le conseil d'administration de France Bail, société de crédit-bail mobilier du groupe Suez, s'est réuni, le 28 février 1980, pour examiner les comptes de l'exercice 1979.

Après amortissements et provisions largement calculés, le bénéfice net se monte à 11.124.004 F ; il était de 10.266.331 F en 31 décembre 1978.

La marge financière telle qu'elle ressort du bilan financier, après provision pour risques financiers, est de 13.289.031 F contre 82.519.291 F au 31 décembre 1978.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale de fixer le revenu global de chaque action à 33,00 F, ce montant comprenant un dividende de 23,00 F et des impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal) de 10,00 F.

Il propose également d'affecter à la réserve générale une somme de 4.994.004 F.

CONJONCTURE

Le pessimisme des consommateurs français grandit
révèle une enquête de l'INSEE

Les Français sont plus pessimistes qu'en novembre dernier sur l'évolution des prix, de l'emploi, du niveau de vie, révèle la dernière enquête de l'INSEE, réalisée entre le 15 janvier et le 5 février auprès de 8.352 ménages représentatifs de l'ensemble de la population.

● **PRIX** — Les Français sont de plus en plus nombreux non seulement à déclarer que depuis six mois les prix ont beau-

coup augmenté, mais aussi que les hausses vont encore s'accroître.

● **EMPLOI** — La dernière enquête (novembre) avait fait apparaître un regain d'optimisme. Celui-ci n'a pas été confirmé par l'enquête de janvier. La pourcentage des personnes interrogées qui prévoient une détérioration de la situation retrouve le niveau élevé de mai 1979 (57 %), alors qu'il avait baissé en octobre dernier (51 %).

● **O NIVEAU DE VIE** — Les opinions concernant le passé récent sont de plus en plus pessimistes. Elles atteignent le niveau le plus bas observé depuis qu'a débuté l'enquête (1964). Cette tendance est vraie aussi pour les mois de février (seul janvier 1979 avait été plus « sombre »). L'INSEE note cependant que les réponses faites à cette question « amplifieront » généralement le climat du moment.

● **SITUATION FINANCIÈRE DES CONSOMMATEURS** — Les réponses sont un peu contradictoires dans ce domaine. Les ménages sont aussi nombreux qu'il y a trois mois à mettre de l'argent de côté, mais la description de l'évolution de la situation depuis six mois fait apparaître une forte détérioration. Les appréciations sur l'évolution actuelle sont stables, mais pessimistes sur la tendance à venir.

● **CONSUMMATION ET ÉPARGNE** — Si leurs revenus sont moins importants, les Français refusent de sacrifier la consommation à l'épargne. Beaucoup de réponses insistent sur « l'opportunité de faire des achats importants », notamment dans l'automobile.

Les intentions d'achat qui étaient en net recul en octobre dernier progressent sensiblement en janvier pour l'automobile.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DU COMMERCE

OFFICE NATIONAL DE COMMERCIALISATION

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N° 01/1980

L'Office National de Commercialisation « O.N.A.C.O. » lance un appel d'offres international ouvert pour la fourniture de camions frigorifiques destinés au transport du bœuf.

Les cahiers des charges peuvent être retirés auprès de l'O.N.A.C.O., 29, rue Larbi-Ben-M'hidi (ALGER), 7^e ét., bureau 71.

Il est rappelé que la présente appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants d'équipements, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et d'autres intermédiaires, ceci conformément aux dispositions de la loi 78-22 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur.

Les fabricants d'équipements intéressés par le présent appel d'offres pourront adresser leurs soumissions avant le 8 avril 1980 à la Direction Générale de l'O.N.A.C.O., avec l'adresse ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 3 du cahier des charges.

Les fournisseurs resteront engagés par leurs offres quatre-vingt-dix jours (90 jours), après la date limite ci-dessus.

LES MARCHÉS

LONDRE

PARIS

NEW YORK

BOURSE DE PARIS

VALEURS

COTATIONS

MARCHÉ DES BONS DU TRÉSOR

MARCHÉ DES OBLIGATIONS

MARCHÉ DES ACTIONS

MARCHÉ DES DÉBATS

MARCHÉ DES ÉCHANGES

MARCHÉ DES PRÉFÉRÉS

MARCHÉ DES ÉTRANGERS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

MARCHÉ DES ÉVALUÉS

